



PDF hosted at the Radboud Repository of the Radboud University Nijmegen

The version of the following full text has not yet been defined or was untraceable and may differ from the publisher's version.

For additional information about this publication click this link.

<http://hdl.handle.net/2066/107188>

Please be advised that this information was generated on 2018-07-08 and may be subject to change.

507

D

L'ÉCOLE CENTRALE DU DÉPARTEMENT DE LA MEUSE-INFÉRIEURE

MAËSTRICHT 1798-1804

J. P. L. SPEKKENS



**L'ÉCOLE CENTRALE
DU DÉPARTEMENT DE LA MEUSE-INFÉRIEURE
MAËSTRICHT 1798-1804**

PROMOTOR : PROF. DR L. J. ROGIER

L'ÉCOLE CENTRALE DU DÉPARTEMENT DE LA MEUSE-INFÉRIEURE

MAËSTRICHT 1798–1804

ACADEMISCH PROEFSCHRIFT

TER VERKRIJGING VAN DE GRAAD VAN
DOCTOR IN DE LETTEREN EN WIJSBEGEERTE
AAN DE R. K. UNIVERSITEIT TE NIJMEGEN,
OP GEZAG VAN DE RECTOR MAGNIFICUS
MR F. J. F. M. DUYNSTEE, HOOGLERAAR IN
DE FACULTEIT DER RECHTSGELEERDHEID,
VOLGENS BESLUIT VAN DE ACADEMISCHE
SENAAT IN HET OPENBAAR TE VERDEDIGEN

OP VRIJDAG 25 MEI 1951

DES NAMIDDAGS OM 4 UUR

DOOR

JOHANNES PIETER LODEWIJK SPEKKENS

GEBOREN TE EYSDEN

1951

DRUKKERIJ „ERNEST VAN AELST” MAASTRICHT

A la mémoire de mes Parents

,

CETTE ÉTUDE PARAÎTRA DANS LE TOME
LXXXVI (1950) DES „PUBLICATIONS DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DANS LE LIMBOURG

TABLE DES MATIÈRES.

	page
PRÉFACE	9

INTRODUCTION.

1. Les collèges avant la Révolution	12
2. L'esprit „philosophique”	17
3. Les idées pédagogiques — Les projets	19
4. Les écoles centrales — Plan d'études — Méthodes . . .	23
5. Critique des écoles centrales	26
6. L'esprit public dans les Départements Réunis	34

L'ÉCOLE CENTRALE DU DÉPARTEMENT DE LA MEUSE-INFÉRIEURE.

7. Organisation du département	38
8. Les collèges du pays avant la Révolution	39
9. L'esprit public dans le département	43
10. Fondation de l'École Centrale	56
11. Organisation — Histoire de l'École	61
12. L'enseignement: matières, programmes, méthodes, esprit .	69
13. Distributions de prix	82
14. Élèves	83
15. Professeurs	87
16. Bibliothèque	111
17. Cabinets	126
18. Bâtiments	132
19. Finances	135
20. Bourses	142
21. Enseignement libre	143
22. Conclusion	146

APPENDICE.

page

Pièce n°	I.	Lettre d'adhésion au Consulat	151
n°	II.	Les règlements de l'École Centrale	152
n°	III.	Tableau d'élèves couronnés	158
n°	IV.	Programme des trois cours de mathématiques	159
n°	V.	Procès-verbal d'une distribution de prix	160
n°	VI.	Examen de pharmacie de J. P. Minckelers	163
n°	VII.	Testament de J. P. Minckelers	165
n°	VIII.	Envois d'objets d'art et de sciences	168
n°	IX.	Note d'une collection d'instruments de physique	170
n°	X.	État des instruments et des appareils de physique et de chimie	171
TABLE DES ILLUSTRATIONS			174
SOURCES MANUSCRITES			175
LISTE DES PRINCIPAUX OUVRAGES CONSULTÉS			177
INDEX ALPHABÉTIQUE			182

PRÉFACE.

L'enseignement humaniste dans la ville de Maëstricht peut se vanter d'une tradition séculaire. Les écoles capitulaires de Saint-Servais et de Notre-Dame, l'École Latine communale, le Collège des jésuites, l'École Latine Réformée et l'École Latine Catholique ont tous contribué à créer et à maintenir pendant des siècles une tradition d'érudition et de culture à Maëstricht. Bien qu'il nous semble malaisé de vouloir caractériser exactement la formation à laquelle visaient toutes ces écoles, d'ailleurs bien différentes les unes des autres, on peut dire qu'elles étaient bien éloignées de l'idée qu'on a à l'heure actuelle de l'enseignement secondaire. Elles appartenaient à une société qui a été bouleversée de fond en comble par l'ouragan de la Révolution française. Parmi les institutions qui furent renversées sous l'assaut des nouvelles idées et qui émergèrent du torrent, modifiées du tout au tout, on peut signaler l'organisation de l'enseignement secondaire. D'une façon générale celui-ci prétend développer une culture générale, base d'un enseignement supérieur, et il doit d'autre part préparer ses disciples à la vie pratique de la société. Tandis que les collèges avaient continué un enseignement qui, au point de vue des matières et de l'esprit, datait du 16^e siècle, la société avait évolué et ses besoins diversifiés exigeaient des connaissances plus variées que ne donnaient les écoles latines. Cette divergence entre l'enseignement et la société était un problème déjà ancien et qui existait longtemps avant 1789. A ce point de vue les „Cahiers”, présentés aux États Généraux en France, sont d'une évidence incontestable. Si les législateurs français n'ont pas réussi dans leur effort de réorganisation de l'enseignement à la fin du 18^e siècle, s'ils paraissent même avoir échoué dans leur tentative, qui leur en voudra, étant donné la fermentation dans le domaine de l'instruction durant tout le 19^e siècle et même jusqu'à nos jours? Toujours est-il que les Conventionnels de 1795 ont eu le courage d'aborder un problème quasi-insoluble à ce moment-là. Si l'organisation actuelle de l'enseignement secondaire dans notre patrie ne semble pas trop déraisonnable, malgré ses imperfections et ses vices, il convient de se rendre compte de ce que cet enseignement doit à la Révolution française. Combien d'idées nouvelles, combien d'innovations

heureuses, qui nous semblent aujourd'hui très naturelles et très évidentes, mais qui ont dû être mises à l'essai par les Jacobins dans leur école centrale déconcertante, mais originale!

L'organisation du Lycée Municipal (enseignement classique) de Maëstricht, de même que celui du Collège Municipal (enseignement moderne) de cette ville se rattache à l'Athénée Royal (1817-1864), provenant lui-même de l'École Secondaire, ultérieurement Collège de l'Université Impériale — Académie de Liège (1804-1808-1817). Mais cette École Secondaire a été précédée de l'École Centrale du département de la Meuse-Inférieure (1798-1804). Pour suivre le développement de l'enseignement secondaire à Maëstricht pendant le 19^e siècle, pour comprendre l'évolution de l'enseignement moderne à côté de l'instruction humaniste séculaire, pour voir comment l'enseignement s'est adapté aux exigences de la société moderne, il est indispensable de remonter jusqu'à l'École Centrale, qui est née de la philosophie éclairée du 18^e siècle et que la Révolution a destinée à pourvoir aux besoins de la société nouvelle.

C'est pourquoi il est d'autant plus à regretter que, dans l'histoire de Maëstricht et notamment dans l'histoire de l'instruction publique, l'École Centrale soit restée dans la nuit totale. Elle se trouve au début de l'enseignement moderne tel que nous le connaissons; elle expliquera maint détail de l'évolution future de l'instruction publique dans notre ville. Le but du présent ouvrage est de dévoiler les origines de l'enseignement secondaire à Maëstricht. Nous nous proposons d'étudier l'application des idées de la Révolution dans l'enseignement de cette ville et de suivre les vicissitudes de l'École Centrale.

Ce qui prête un intérêt spécial à ces recherches, c'est le fait que l'École Centrale de Maëstricht est la seule école de ce genre qui ait existé dans notre pays. Dans l'histoire de l'enseignement secondaire aux Pays-Bas, qui a subi de si profondes influences des idées françaises, il n'y a que l'école de Maëstricht qui permette de suivre le courant des idées et des événements jusqu'au coeur de la Révolution. L'annexion du Limbourg à la France (1^{er} octobre 1795) coïncide avec le vote de la loi sur l'instruction (25 octobre 1795). Comme la province a subi les lois françaises dès leur origine à une époque où elles n'avaient encore rien perdu de leur véhémence révolutionnaire, il est compréhensible qu'elle ait ressenti plus violemment la domination française que ce ne fut le cas pour le reste de notre patrie, qui ne la connut que quinze ans plus tard. Aussi la ville a-t-elle passé dans le domaine de l'instruction par toutes les expériences et toutes les épreuves que le nouveau régime faisait subir à ses sujets.

Outre la relation des événements, qui de par leur nature ne dépassent souvent pas un intérêt local, nous nous sommes imposé la tâche de les étudier en rapport avec les courants d'idées et les événements contemporains. Dans

le vaste mécanisme des lois, des mesures et des desseins qui oeuvraient en faveur de la France dans le département de la Meuse-Inférieure, l'enseignement était un rouage, qu'on ne peut isoler de l'ensemble. Et d'autre part l'attitude des habitants, que ce fût opposition passive ou résistance active, était déterminée par l'ensemble des faits et gestes des maîtres: un jugement sur l'accueil de l'enseignement qui ne tiendrait pas compte des dispositions de la population à l'égard de la République, risquerait de porter à faux. Aussi aurons-nous soin de placer les événements dont nous traiterons au milieu de la vie de nos ancêtres à cette époque. Ainsi nous espérons avoir apporté une pierre à un travail de plus large envergure, qui nous manque toujours et qui ne pourra être écrit un jour qu'après de suffisantes études préparatoires: une histoire du Limbourg pendant la domination française.

Quant aux documents dont nous nous sommes servis, ils proviennent en majeure partie de sources inédites. Ils reposent dans les dépôts de la *Rijksarchief* de Maëstricht et en partie également à la *Stadsarchief* de cette ville. L'École Centrale était une école de l'état, du ressort de l'administration centrale, plus tard, du préfet du département. Les dossiers qui s'y rapportent se trouvent dans les archives de la préfecture de la Meuse-Inférieure à la *Rijksarchief*. Le manque absolu de renseignements sur l'École Centrale s'explique par le fait que ces archives ont toujours été dans le plus grand désordre jusqu'à ce que M. Hardenberg en fasse l'inventaire (1939-1944)¹⁾. Les numéros par lesquels nous mentionnerons les documents de la *Rijksarchief* renvoient à cet inventaire. En outre, chaque pièce porte un second numéro renvoyant à un indicateur général où la correspondance de 1794-1814 est inscrite, numérotée et rassemblée, avec l'indication du sujet.

Ensuite nous nous sommes servis des articles dont l'École Secondaire a été l'objet²⁾ et nous avons largement puisé dans les archives de cette école, notamment dans les *Régistres aux délibérations du bureau d'administration* et quelques cartons de correspondance, en dépôt à la *Stadsarchief* de Maëstricht.

Les *Archives de l'État* de Liège et les *Archives Nationales* de Paris nous ont fourni un certain nombre de pièces qui suppléaient aux lacunes dans les archives de Maëstricht.

¹⁾ H. Hardenberg, *Inventaris der archieven van het Arrondissement Maastricht en van het Departement van de Nederraas (1794-1814). Met een inleiding over de vorming van het grondgebied en de geschiedenis der bestuursinstellingen*, met medewerking van Dr F. Nuyens, 's Gravenhage, 1946.

²⁾ J. L. Blondin, *De Latijnsche Stadsschool van Maastricht tot aan hare inrichting als Athenaeum (1804-1817)* dans *Publications*, LXVIII (1932), p. 21-42. — H. J. E. Endepols, *Bydrage tot de geschiedenis van de taalstrijd bij het onderwijs te Maastricht*, dans *Tijdschrift voor Taal en Letteren*, 1938, p. 237-288. — *Het Koninklijk Athenaeum 1804-1864* dans *Gedenkboek Stedelijk Gymnasium*, Maastricht, 1939, p. 23-33. — F. Smeets, *Hoe onze Gemeente-H.B.S. tot stand kwam dans Gedenkboek Gemeentelijke H.B.S.*, Maastricht, 1939, p. 19-40.

INTRODUCTION.

1. LES COLLÈGES AVANT LA RÉVOLUTION.

Vers 1600 il y eut une révolution dans l'enseignement en ce sens que l'ancienne éducation scolastique allait être remplacée par l'étude des lettres. La Renaissance venait de mettre à la mode le goût de l'antiquité et les collèges suivaient le courant général en adoptant dans leur enseignement l'étude des auteurs latins et grecs. Ce mouvement coïncidait avec l'entrée des jésuites dans l'enseignement. Ils voulaient former dans leurs collèges de vrais catholiques, versés dans l'art de l'éloquence. Car le mot qui avait fait fortune au 16^e siècle, c'était le mot „éloquence”. „L'éloquence doit refl fleurir et avec elle la sagesse et la vertu” ¹⁾). Conscients des dangers que comportait la Renaissance pour la religion et la morale, les jésuites ont voulu en amortir les menaces en prenant activement part au mouvement. Ils étaient de leur temps et ils optaient pour le culte de la forme, pour l'amour de la belle latinité. Leur éducation avait à la fois un but intellectuel et un but religieux.

Après une vingtaine d'années d'expériences leur code d'instruction fut fixé définitivement dans le *Ratio atque institutio studiorum societatis Jesu* (1599). L'idéal nouveau que les jésuites poursuivent dans l'éducation se résume dans la formule: „informare ad perfectam eloquentiam”. Ce „homo eloquens” représente le type idéal de l'homme, d'une formation complète et harmonieuse, préparé aux besoins de la vie. Le centre de cette éducation était le latin. Dans les classes inférieures l'enseignement visait à une parfaite connaissance du vocabulaire, de la grammaire et de la syntaxe latines. Les deux classes supérieures initiaient les élèves aux secrets du style, à la pratique de l'éloquence. Les lectures, les analyses, les interprétations et les commentaires des poètes et des orateurs avaient pour principal but de rompre l'étudiant au génie du latin et de lui enseigner les procédés de l'éloquence. Le programme comprenait, en dehors des cours normaux, des répétitions, des interrogations, des disputes, des compositions et des déclamations.

¹⁾ J. B. Herman, *La pédagogie des jésuites au XVI^e siècle*, p. 40.

Chaque année les examens de passage avaient lieu à Pâques. Ils portaient des épreuves écrites et orales, une composition latine en prose et en vers, un thème grec, l'explication de la grammaire et l'interprétation des auteurs, lus au cours de l'année.

Les collèges de jésuites eurent, dès le début, beaucoup de succès et ces succès s'expliquaient avant tout par l'application de deux principes: d'abord il y avait une collaboration étroite entre le professeur et ses étudiants. Le maître exerçait une action directe sur son élève, parce que celui-ci était toujours contrôlé de près. Il s'en suivait que le professeur connaissait à fond le caractère des enfants qui lui étaient confiés et qu'il pouvait y adapter ses procédés. Cette éducation individuelle, s'opposant à l'éducation collective de moyen-âge, s'explique par l'esprit du 16^e siècle, où l'individu commence à prendre conscience de soi. Ensuite le principe de l'émulation, rigoureusement appliqué dans le système scolaire, n'était pas sans aiguillonner les ambitions et flatter l'amour-propre. Chaque classe était divisée en deux camps; chaque camp avait un *imperator*, un *praetor*, un *tribunus* et était subdivisé en *decuriae*, dont chacune avait son *decurio* ⁴⁾. Ajoutez-y la douceur du régime scolaire et l'introduction dans les collèges des exercices du corps et des arts d'agrément. Les études, que les pères s'efforçaient de rendre agréables et amusantes, n'avaient pas l'austérité qui avait régné jusqu'ici dans les écoles. Citons encore les représentations de théâtre, les distributions de prix et les académies, qui toutes tendaient au même but.

Les études exigeaient des efforts exagérés de la mémoire. „Songez que tous les passages d'auteurs expliqués en classe doivent être appris par coeur, qu'il faut apprendre par coeur les explications du professeur, sauf en rhétorique, où la chose devient impossible; dites-vous qu'aucun mot n'a le droit de figurer dans un thème ou dans une dissertation s'il n'est légitimé par une citation" ⁵⁾. En ce qui concerne le programme de l'enseignement: les mathématiques et la physique étaient enseignées comme faisant partie de la philosophie. L'étude du français ne figurait pas au plan d'étude, pas plus que l'histoire et la géographie. Ces matières étaient traitées au cours de l'explication des textes latins; elles n'étaient enseignées qu'en tant que la compréhension des auteurs l'exigeait. On a reproché aux jésuites la défaveur de ces branches dans leur enseignement et si les défenseurs du système ont prouvé que ces sciences n'en étaient pas moins enseignées et que de nombreux professeurs s'y sont illustrés, toujours est-il qu'elles n'occupaient pas une position autonome ⁶⁾. Tout était subordonné à l'étude du latin et à l'exercice

⁴⁾ A. Duruy, *L'instruction publique et la Révolution*, p. 111.

⁵⁾ J. B. Herman, o.c., p. 149.

⁶⁾ Cf. la critique de G. Compayré, *Histoire critique des doctrines de l'éducation en France*, 2^e ed., t. I, p. 161-206. Le livre de Ch. Daniel, *Les jésuites instituteurs de la jeunesse française au XVII^e et au XVIII^e siècle* et l'œuvre citée de J. B. Herman sont une réponse à Compayré. Voir aussi A. Sicard, *Les études classiques avant la Révolution*, p. 368-387; F. Charmot, *La pédagogie des jésuites — Ses principes — Son actualité*.

de l'éloquence latine. Tout en admettant la nécessité de l'érudition, la *Ratio* lui réservait une place assez restreinte dans l'enseignement: elle servirait surtout à la récréation et à l'excitation de l'esprit⁷⁾.

Après les jésuites, qui jouaient un rôle prépondérant dans l'enseignement jusqu'à leur expulsion de France en 1764, il importe de signaler l'influence de l'université de Paris, de Port Royal et des collèges, dirigés par le clergé régulier ou séculier. Tandis que les jésuites enseignaient en latin, Port Royal et les Oratoriens, qui avaient hérité des Petites Écoles, faisaient une place à l'enseignement du français et se servaient d'une grammaire latine, rédigée en français. Ces derniers avaient introduit dans leurs collèges des cours spéciaux de géographie et d'histoire et ils avaient de bonne heure réservé une place aux mathématiques et aux sciences naturelles⁸⁾.

L'enseignement des collèges aux Pays Bas autrichiens avait participé à la déchéance générale où se trouvaient plongés aux 17^e et 18^e siècles les sciences et les arts en Belgique. Les études étaient tombées dans une décadence totale. „En effet, dans les meilleurs collèges, toute l'explication des auteurs latins se bornait, pendant le cours de six à sept années, à une centaine de vers de Virgile, quelques paragraphes de Quinte-Curce et un très petit nombre des plus courtes épîtres de Cicéron. Le reste du temps était employé à la composition de thèmes dans un latin barbare et ridicule”⁹⁾. La suppression de l'ordre des jésuites en 1773 fournit à Marie-Thérèse l'occasion de tenter la réorganisation de l'enseignement des collèges. Elle institua à cet effet une „Commission royale d'études” sous la direction du comte de Neny. Parmi ses membres il faut citer J. des Roches, secrétaire, et C. F. de Nélis, qui avait déjà exposé ses idées sur la réorganisation des études dans ses *Réflexions sur les écoles et les études*. On cherchait la principale raison de la décadence dans l'absence de sélection dans le recrutement des professeurs.

⁷⁾ Dans les *Regulae professoris humanitatis* on lit: „*Eruditio modice usurpetur, ut ingenium excitet interdum ac recreet, non ut linguae observationem impediatur. Praelectio eruditionis ornamentis leviter interdum aspersa sit, quantum loci explicatio postulat: se totum potius magister effundat in latinae linguae observationes, in vim etymologiamque verborum, quam ex probatis petit auctoribus, maxime ex antiquis, in locutionum usum ac varietatem, in auctoris imitationem*”. La phrase en italique *Eruditio... impediatur* ne se trouve pas dans l'édition de Rome de 1606, mais bien dans celle de 1559 de Naples, d'après une citation de Herman, *o.c.*, p. 272.

⁸⁾ Sicard, *o.c.*, p. 417-429.

⁹⁾ Th. Juste, *Essai sur l'histoire de l'instruction publique en Belgique*, p. 165. L'auteur se sert largement des critiques de Lesbroussart, *De l'éducation belge, ou Réflexions sur le plan d'études adopté par S.M. pour les collèges des Pays Bas autrichiens*, Bruxelles 1783. Voir aussi P. C. Sloots, *Haga Mariana, Bisschoppelijk College Weert*, p. 64, et W. Prick, C. F. de Nélis, *Un homme d'Eglise libéral au „Siècle des Lumières” (1736-1798)*, p. 171-178. Il importe de faire remarquer que la critique de Lesbroussart date de 1783, soit dix ans après la suppression de la Société de Jésus. Il est peu probable que sa critique sévère porte sur les collèges des jésuites qui avaient été fermés dix ans auparavant. Même en admettant que le fond de sa critique sur les collèges en général est justifiée, on ne doit pas oublier que la réorganisation de l'instruction sous le contrôle de l'état, dont il est partisan, ne peut que profiter d'une peinture un peu pessimiste des collèges du clergé. Les écoles latines dans la République Batave et plus tard dans le Royaume de Hollande ont été l'objet de sévères critiques. Signalons le rapport de la commission Van Swinden de 1809 (voir les paragraphes 24-33, reproduits par G. Bolkestein, *De voorgeschiedenis van het Middelbaar Onderwijs*, p. 57-64) et celui de Cuvier et de Noël de 1810 (cf. *ib.* p. 85-92).

L'intérêt des ordres enseignants prévalait sur l'intérêt de l'enseignement. Au 16^e siècle les études profitaient de l'émulation entre les maîtres laïques. Lorsque, pour garantir la pureté de la foi, les prêtres et les moines allaient s'occuper de l'enseignement, c'était la fin de l'initiative privée. Pour remédier aux maux la Commission royale introduisit l'intervention de l'état qui allait surveiller les écoles. Elle prescrivit un programme qui visait d'abord à la restauration des études du latin et du grec, qui comprenait l'enseignement de la religion et du français, qui portait la géographie, l'histoire et les mathématiques au plan d'études. L'introduction des sciences physiques et de l'histoire naturelle échoua par l'absence de sujets qui fussent capables de les enseigner. La Commission fixa l'ordre et l'horaire des différentes parties de l'enseignement, recommanda des innovations pour les méthodes d'instruction, fit écrire des manuels modernes à l'usage des classes, proscrivit les châtiments corporels.

Pour remplacer les collèges des jésuites, le Gouvernement établit des collèges-pensionnats à Bruxelles, à Anvers, à Gand, à Bruges, à Ruremonde, à Namur et à Luxembourg. Il fut encore créé une huitaine de simples collèges. Pour se procurer des professeurs capables, le Gouvernement organisa en 1777 un concours public, auquel furent admis les prêtres séculiers et réguliers, les laïques, mariés ou célibataires. C'était donc la fin du monopole que le clergé avait exercé en matière de l'enseignement. Dès lors c'était le Gouvernement qui allait y jouer le premier rôle: d'une part il avait les nouveaux collèges, dont les succès devaient stimuler les ambitions des professeurs qui enseignaient dans les collèges du clergé séculier, des Augustins, des Oratoriens, des Récollets et des Dominicains. D'autre part tous ces instituts étaient obligés de conformer le programme, l'horaire, les livres et les méthodes de leur enseignement au règlement de police et de discipline et au plan d'études que le Gouvernement publia en 1777 ¹⁰).

La réforme de l'enseignement secondaire, telle que Marie-Thérèse se l'était proposée, témoignait de ses vues libérales et modernes. Les mesures qu'elle avait prises, étaient de nature à rehausser l'éclat des études et à en garantir le niveau par le contrôle des inspecteurs de l'état. Malheureusement, l'énorme entreprise finit par échouer. Il est vrai qu'il y avait de sérieuses améliorations, notamment en ce qui concerne l'enseignement du flamand, du français, de l'histoire, de la géographie et des mathématiques. Pourtant on ne réussit pas à donner aux collèges de l'état tout l'éclat dont ils auraient été susceptibles: c'est que le personnel défectueux, que produisirent les concours, n'était pas à la hauteur de sa tâche. En outre, le public, qui commençait à s'effaroucher des tendances anticléricales qui se manifestaient surtout après l'avènement de Joseph II, se défiait des collèges de l'état, malgré la

¹⁰) Voir pour le programme détaillé des études A. Sluys, *Geschiedenis van het onderwijs in de 3 graden in België*, p. 35-38.

présence des prêtres qui y enseignaient à côté des laïques. D'autre part les institutions des ordres religieux, qui avaient dû s'incliner de mauvaise grâce devant l'immixtion du Gouvernement dans l'enseignement et qui se voyaient devancés par les collèges officiels, tâchaient, à force de chicanes et d'intrigues, d'éluder les prescriptions et d'en saboter les effets. Néanmoins il est probable que cette réforme aurait fini par surmonter les préjugés et la résistance de la réaction, si elle avait eu le temps de s'imposer par des succès. L'imprévoyance de Joseph II ne tarda pas à déclencher la révolution brabançonne de 1789. Quand son successeur Léopold II signa la pacification de La Haye en 1790, ce n'étaient pas seulement la fondation du Séminaire général et la réorganisation de l'université de Louvain qui furent annulées, mais également toutes les réformes dans l'enseignement secondaire. Après l'abrogation des règlements et la suppression de la surveillance gouvernementale, la liberté désordonnée et l'incompétence bornée allaient régir de nouveau les écoles latines.

Somme toute on peut dire que, malgré les succès que les collèges avaient eus pendant leur longue existence, malgré les améliorations qui avaient été apportées au cours du 17^e et du 18^e siècle, leur enseignement ne répondait plus aux besoins de l'époque. D'une part la latin occupait avec son enseignement de la grammaire, de la rhétorique, de la logique et de la dialectique une place dominante, que l'on justifiait aux 16^e et 17^e siècles, mais qui était devenue un anachronisme au 18^e. D'autre part l'enseignement du français, de l'histoire moderne, de la géographie, des mathématiques, de la physique et de la chimie, relégués au dernier plan du programme, n'avait pas l'importance qu'exigeait l'évolution économique et sociale de la société. C'est que la tradition scolaire avait gardé l'empreinte de la formation humaniste, qui avait comme centre de gravité l'homme, la nature humaine, les facultés humaines, isolées de la nature physique, de la réalité extérieure. C'est ce que Durkheim appelle le *formalisme littéraire*: „J'entends par là que pendant tout ce temps, l'enseignement a toujours eu pour but non de donner à l'enfant des connaissances positives, des notions aussi adéquates que possible de choses déterminées, mais de susciter chez lui des habiletés toutes formalistes, ici l'art de discuter, là l'art de s'exprimer" ¹¹⁾).

L'enseignement dans les collèges ne s'était pas adapté au développement des sciences, tel qu'il se manifestait hors des écoles. L'évolution de la technique, de l'industrie et du commerce exigeait un enseignement plus complet et plus pratique, que les collèges ne donnaient pas. En dehors de ces influences économiques, il y a encore des influences politiques. On désire refouler le monopole des prêtres en matière de l'enseignement pour lui substituer une surveillance centrale de la part de l'état. Les cahiers des États Généraux renferment de nombreuses plaintes et, en réclamant „un plan d'éducation

¹¹⁾ E. Durkheim, *L'Évolution pédagogique en France*, Paris, 1938, t. II, p. 136.

nationale", contiennent des vœux de réforme et de renouvellement¹²⁾. Un abîme profond s'était creusé entre une formation humaniste figée et une société en effervescence, imbuë de l'esprit encyclopédiste.

Dès 1789 l'existence des collèges ne tarda pas à être menacée. La suppression des dîmes¹³⁾ et des octrois municipaux¹⁴⁾ privèrent ces institutions de leurs revenus. L'application de la loi sur le serment à la constitution civile du clergé aux ecclésiastiques remplissant des fonctions dans l'enseignement et l'obligation de prêter le serment civique pour les professeurs¹⁵⁾ achevaient de ruiner l'enseignement des collèges¹⁶⁾.

2. L'ESPRIT „PHILOSOPHIQUE”.

Il paraît malaisé de vouloir retracer en quelques lignes un mouvement d'esprit qui a déterminé la phase actuelle de la culture européenne et qui a revêtu dans les différents pays les aspects les plus divers. Aussi nous nous bornerons à un résumé de l'esprit philosophique, tel que celui-ci s'est développé en France sous l'influence de l'Encyclopédie. Cet esprit philosophique repose sur deux thèses fondamentales dont découlent un certain nombre de conséquences qui dans leur ensemble ont créé le climat spirituel du 18^e siècle¹⁷⁾.

Le premier dogme est celui de la souveraineté de la raison, qui réclame la pleine liberté de pensée et de critique. Il y a ensuite une deuxième idole, celle de la bonté originelle de l'homme, qui justifie une confiance illimitée dans la nature humaine incorrompue. Conduite par la science, celle-ci est susceptible d'une perfection morale indéfinie. La raison souveraine rejette toute autorité, toute tradition. La science autonome repousse la moindre subordination de l'esprit à la théologie, à la morale, à l'histoire. Comme la raison est la seule source de vérité, il ne peut y avoir qu'une religion naturelle. Les Encyclopédistes, pour autant qu'ils ne sont pas athées, adhèrent à un déisme plus ou moins vague. La foi chrétienne, étant une discipline intellectuelle et morale qui s'impose par autorité, est inacceptable pour un homme „éclairé”. Le Christianisme peut être utile au peuple qui s'en con-

¹²⁾ C. Hippeau, *L'instruction en France pendant la Révolution*, 2 vol., Paris, 1881-1883. Voir aussi: A. Malet, *Les créations scolaires et scientifiques de la Révolution*, dans Laviset et Rambaud, *Histoire générale*, Paris, 1896, t. VIII.

¹³⁾ 4 août—21 novembre 1789.

¹⁴⁾ 19—25 février 1791.

¹⁵⁾ 22 mars 1791.

¹⁶⁾ Cf. P. Poulet, *Les institutions françaises de 1795 à 1814*, Paris, 1907, p. 352 et suiv.

¹⁷⁾ A. Brou, *Le Dix-huitième siècle littéraire*, 3 vol., Paris, 1923-1927. — L. Madelin, *Le premier son de cloche de la Révolution (1743-1754)*, dans la *Revue des Deux Mondes*, t. XIX (1924), p. 401-428. — S. Merkle, *Die katholische Beurteilung des Aufklärungszeitalters*, Berlin, 1909. — E. Troeltsch, *Gesammelte Schriften*, t. IV, p. 338-374. — F. Zoepfl, *Deutsche Kulturgeschichte*, t. II, p. 506-540.

tente. Tant qu'il sert l'état, il est toléré. Le clergé peut continuer à l'instruire, pourvu qu'il se soumette au contrôle de l'état ¹⁸⁾).

Le culte exagéré de la raison produit un intellectualisme qui néglige les autres facultés de l'homme. Le rationalisme développe un esprit critique qui ne se contente que de valeurs scientifiques. C'est l'ère des mathématiques, de la physique, de la chimie, des sciences naturelles. L'exagération des valeurs scientifiques amène les esprits à l'idée d'un progrès indéfini. Le progrès sera avant tout un progrès matériel. Mais comme l'ignorance est la cause de l'esclavage et des malheurs du passé, la science assurera le bonheur des citoyens libres. Le savoir sera suivi de l'application des bons principes dans la pratique de la vie: la science détruira le vice et engendrera la vertu. Le progrès scientifique amènera en même temps le progrès moral.

Les idées qu'on se fait de la bonté originelle de l'homme et de la force de la raison créent un optimisme qui nourrit la conception de la perfectibilité de la morale individuelle. Il suffira de laisser agir la nature, guidée par les données scientifiques. La morale qui découle de ces principes ne peut être qu'une morale naturelle, utilitaire. La morale publique, qui régit les relations entre les individus, sera fondée sur l'intérêt réciproque: „Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fît”. À la charité chrétienne se substitue l'esprit de philanthropie, qui est basé sur des motifs naturels comme la pitié, la dignité humaine, etc. Cette morale humanitaire, déliée des devoirs envers Dieu, est une chose éminemment sociale, dont les progrès dépendent de la législation. „Le bonheur des citoyens et non leur vertu, voilà ce à quoi doit viser le législateur. Qu'il fasse l'homme heureux, l'homme sera bon” ¹⁹⁾).

L'idée du progrès provoque les tendances de réformes. Les découvertes scientifiques sont jugées d'après leur application pratique. On est avant tout préoccupé de leur valeur utilitaire. Dans le domaine social et politique, l'évolution de la société fournira matière à des critiques et à des réformes qui étaient d'urgence et qui ont produit d'heureux résultats: questions de privilèges, d'impôts, d'administration de la justice, de la liberté des métiers etc.

Comme toutes les religions se valent pour les Encyclopédistes, ils prêchent la tolérance, la liberté individuelle, pourvu qu'on respecte les droits primordiaux de l'état qui est neutre et séparé de toute religion.

On comprend l'importance qui s'attache à l'enseignement dès qu'il s'agit de vaincre l'ignorance et la superstition et de répandre les lumières philosophiques. L'instruction sera instituée par l'état, dirigée par des laïques, soustraite aux influences des partis religieux. Elle vise à la formation intel-

¹⁸⁾ Tandis qu'en France l'Encyclopédie fut antichrétienne et ne pénétra pas dans l'Église, la „Aufklärung” fut moins agressive en Allemagne et en Autriche où elle fit sentir son influence dans les milieux catholiques et protestants.

¹⁹⁾ A. Brou, o.c., t. II, p. 92.

lectuelle des jeunes gens et à la propagation de connaissances utiles. Les sciences ont découvert la nature extérieure, elles en ont dévoilé les secrets et elles finiront par donner la réponse à toute question vitale. C'est la mort de l'étude de l'homme, la fin de l'enthousiasme humaniste: le latin sera remplacé par les sciences²⁰). Tandis qu'autrefois l'Église formait des chrétiens dans ses collèges, l'enseignement travaillera désormais pour l'état et formera des citoyens utiles. L'enseignement de la religion n'entre pas dans le programme de l'instruction publique. Pour assurer le bonheur de l'homme, il suffit de lui enseigner la morale du civisme. L'esprit du temps est moralisateur, son style est ampoulé et sentimental.

3. LES IDÉES PÉDAGOGIQUES — LES PROJETS.

Il convient de nous rendre compte en ce moment des idées pédagogiques, telles qu'elles s'étaient développées au cours du 18^e siècle. On peut dire que l'ancienne pédagogie humaniste, en négligeant la nature extérieure, visait à la formation de l'enfant par l'analyse de l'intelligence et du coeur humain à l'aide de la raison. Il s'agissait de faire comprendre l'homme et la nature humaine, dans ses facultés intellectuelles et morales par l'étude des lettres et la culture de l'antiquité. La nature extérieure n'y était envisagée qu'à travers les idées que l'homme s'en était faites. La connaissance des choses était encore une culture purement intellectuelle. Dès le 17^e siècle cette pédagogie avait suscité des réactions et le 18^e siècle vit le plein développement d'idées nouvelles. C'est qu'on s'était rendu compte combien la conception qui isolait l'homme de la nature et de la réalité extérieures et physiques était simpliste. Une société où les préoccupations temporelles et les besoins matériels prenaient plus de relief, une société qui se compliquait de plus en plus par des activités diversifiées et par l'application de nouvelles sciences devait demander nécessairement à l'enseignement une instruction préparant ses élèves aux fonctions sociales et se pliant aux besoins des différentes professions. Dès lors une culture, purement livresque et littéraire, basée sur des abstractions, ne suffisait plus et on attendait un programme où toutes les disciplines intellectuelles pussent trouver leur place, un programme où les réalités de la vie jouent le rôle prépondérant; qui, en mettant l'enfant en rapport avec les réalités, conviendra le plus aux besoins d'une société caractérisée par le sens du réel, par l'idée du progrès matériel et moral au moyen des sciences, par cette tournure de l'esprit où les choses déterminent la valeur intellectuelle et morale de l'homme. Cette conception utilitaire

²⁰) Cf. F. Paulsen, *Geschichte des gelehrten Unterrichts*, t. I, p. 607: „Der Betrieb des klassischen Unterrichts war am Ende dieser Periode noch wesentlich derselbe wie er im 16^e Jahrhundert eingeführt worden war. Nur eines war anders geworden: der Glaube daran fehlte”.

imposera aux écoles un programme qui permettra à l'élève de s'approprier les notions fondamentales de chaque science, de sorte que, une fois entré dans la société, il trouve dans sa formation scolaire une base assez large pour y former sa culture professionnelle. L'enseignement que la révolution créera sera donc un enseignement scientifique par l'importance des choses et de la réalité extérieure; il sera encyclopédique par l'ensemble des matières, requises par les besoins de la société ²¹⁾.

Voilà les idées essentielles qui étaient dans l'air et dont la Révolution allait tenter la réalisation.

Talleyrand devant la Constituante, Condorcet devant la Législative, Romme devant la Convention exposèrent leurs principes sur l'organisation de l'instruction. Une étude détaillée de ces rapports nous mènerait trop loin et serait sans intérêt pour notre travail ²²⁾. D'ailleurs, les trois premières années, les Assemblées s'étaient occupées avant tout de mettre en marche l'enseignement primaire. C'est la Convention qui, la première, se préoccupa sérieusement de l'organisation de l'enseignement secondaire.

Signalons seulement les principes qui dominaient les discussions. On était d'accord sur le premier principe, celui de la liberté de l'instruction, principe qui d'ailleurs était consacré dans la Constitution de l'An III: „Les citoyens ont le droit de former des établissements particuliers d'éducation et d'instruction, ainsi que des sociétés libres pour concourir aux progrès des sciences et des lettres.” (Art. 300). Pour l'enseignement primaire on était d'avis que l'état devait l'organiser. Quant à l'enseignement secondaire, il y a eu des discussions violentes, les uns voulant le laisser à l'initiative privée, les autres voulant en charger l'état. En ce qui concerne l'instruction religieuse, elle ne fut pas admise dans l'enseignement public; chaque culte devait enseigner ses principes dans les temples par ses propres ministres. Le principe en avait déjà été posé par Condorcet, qui en faisant appel à l'égalité entre tous les Français avait rejeté la profession d'un dogme particulier dans les écoles, ce qui serait contraire à la liberté des opinions. Les principes de la morale à enseigner, déliés de toute religion particulière, seraient fondés sur la raison et sur les sentiments naturels.

Le problème du contrôle de l'enseignement fut vivement débattu. D'une part on redoutait une commission centrale d'inspection, telle que Talleyrand l'avait proposée, à cause du monopole qu'exercerait par là le pouvoir exécutif. D'autre part le projet de Condorcet d'une Société nationale des arts et des sciences, autonome et indépendante du Gouvernement, soulevait les soupçons de l'autorité publique. C'est que de part et d'autre on craignait une

²¹⁾ Pour l'histoire des idées et leur évolution v. Durkheim, *o.c.*, p. 134 et suiv.

²²⁾ Pour l'aperçu et la critique des différents projets cf. A. Duruy, *L'instruction publique et la Révolution*, Paris, 1882, p. 67 et suiv. Voir aussi Ed. Dreyfus-Brisac, *Lettre à M. Albert Duruy*, dans la *Revue internationale de l'Enseignement*, t. III (1882), p. 332-345 (critique du livre de Duruy).

nouvelle tyrannie, cette fois-ci des esprits. Et nous verrons par la suite qu'on finira par miner tout contrôle effectif au grand préjudice de l'instruction. Le souci d'anéantir la dernière trace d'un privilège des „ci-devants” amenait l'idée de la gratuité scolaire, non seulement pour l'instruction primaire, mais aussi pour le second degré. Seulement la théorie ne tiendra pas contre l'impitoyable réalité: la République, menacée de banqueroute, ne pourra se mettre sur les bras les immenses frais d'un enseignement gratuit.

Le 25 février 1795 la Convention adopta une loi sur les écoles centrales, dont le projet lui avait été présenté par Lakanal ²³⁾.

En ce qui concerne leur but, les écoles centrales répondaient à l'idée que Condorcet s'était formée des „Instituts” dans son projet: on devait y enseigner „les connaissances nécessaires pour remplir toutes les fonctions publiques et celles qui peuvent servir au perfectionnement de l'industrie” ²⁴⁾.

D'après l'art. 1^{er} de cette loi, des écoles centrales seraient établies „dans toute l'étendue de la République, distribuées à raison de la population; la base proportionnelle sera d'une école par trois cent mille habitants”. Les matières à enseigner étaient réparties sur les branches suivantes, qui seraient enseignées par quatorze professeurs:

- 1° la mathématique,
- 2° la physique et la chimie expérimentales,
- 3° l'histoire naturelle,
- 4° l'agriculture et le commerce,
- 5° la méthode des sciences ou la logique et l'analyse des sensations et des idées,
- 6° l'économie politique et la législation,
- 7° l'histoire philosophique des peuples,
- 8° l'hygiène,
- 9° les arts et métiers,
- 10° la grammaire générale,
- 11° les belles lettres,
- 12° les langues anciennes,
- 13° les langues vivantes les plus appropriées aux localités,
- 14° le dessin.

Tous les cours devaient être donnés en français. En dehors de leurs leçons normales les professeurs devaient faire chaque mois „une conférence publique sur des matières qui intéressent le progrès des sciences, des lettres et des arts les plus utiles à la société”. Chaque école centrale aurait une bibliothèque publique, un jardin botanique, un cabinet d'histoire naturelle, un cabinet de physique expérimentale et une collection de machines et de

²³⁾ Loi du 7 ventôse An III, B 127, n° 670.

²⁴⁾ Cf. A. Malet, *o.c.*, p. 544.

modèles pour les arts et métiers. Le Chapitre II de la loi statuait sur la nomination des professeurs: ils seraient examinés, élus et surveillés par un jury central d'instruction, composé de trois membres et nommé par le comité d'instruction publique²⁵). Les nominations des professeurs seraient soumises à l'approbation de l'administration centrale du département. Le comité d'instruction publique dresserait les règlements sur le régime et la discipline intérieures des écoles centrales.

Cette école centrale visait dans son organisation et dans son plan d'étude à la réalisation des nouvelles idées et elle était par conséquent bien éloignée de la conception consacrée de l'instruction secondaire. Au lieu des anciennes classes superposées, on trouve une série de cours parallèles, indépendants les uns des autres, sans coordination. Les élèves étaient libres dans le choix des cours qu'ils voulaient suivre. Chacun choisissait une ou plusieurs branches d'après son inclination ou selon ses aptitudes. Ce plan d'études semble plutôt être celui d'un enseignement supérieur que celui d'une école secondaire. Le commentaire que Lakanal en a donné dans son rapport n'admet plus de doute sur le caractère de l'école: „Ce ne sont pas des écoles secondaires. Elles sont devenues inutiles par l'étendue que vous avez donnée aux écoles ouvertes à l'enfance²⁶). Ces écoles présentent en effet tous les germes des connaissances qui seront enseignées dans les écoles centrales; des établissements intermédiaires, des écoles de district ou de canton seraient superflus. . . Il est bon, il est nécessaire que le plus grand nombre des jeunes citoyens, sans aspirer à une instruction plus étendue, se distribue, en quittant ces écoles, dans les champs, dans les ateliers, dans les magasins, sur vos navires, dans vos armées. Tous ceux qui doivent former la masse de la génération auront trouvé dans les écoles primaires tout ce qu'il fallait pour remplir avec honneur, dans ces divers états, leur rang de citoyen. . . Voilà les principaux objets d'enseignement qui seront traités avec une certaine étendue dans les nouvelles écoles, que nous nommons *centrales*, parce qu'elles seront placées au centre des écoles primaires de chaque département, et à la portée de tous les enseignés. . .”²⁷).

On pouvait s'attendre à une restriction rigoureuse de l'enseignement des lettres: il n'y avait que 4 branches sur 14 qui étaient consacrées à la culture

²⁵) Un comité d'instruction publique de 3 membres dirigeait l'enseignement: sous la Convention des comités avaient substitué les ministres à la tête de chaque département.

²⁶) L'enseignement primaire, organisé par la loi du 27 brumaire An III—17 novembre 1794 (B 90, n° 465), comprenait un vaste programme de connaissances: „On y enseignera aux élèves 1° à lire et à écrire, et les exemples de lecture rappelleront leurs droits et leurs devoirs; 2° la déclaration des droits de l'homme et du citoyen et la constitution de la République française; 3° on donnera des instructions élémentaires sur la morale républicaine; 4° les éléments de la langue française, soit parlée, soit écrite; 5° les règles du calcul simple et de l'arpentage; 6° les éléments de la géographie et de l'histoire des peuples libres; 7° des instructions sur les principaux phénomènes et les productions les plus usuelles de la nature. On fera apprendre le recueil des actions héroïques et les chants de triomphe”.

²⁷) Cf. J. Guillaume, *Procès-verbaux du Comité d'Instruction publique de la Convention nationale*, Paris, 1904, t. V, p. 302.

littéraire. Les vœux de renouvellement se voyaient satisfaits par l'adjudication de 10 branches, jusqu'ici négligées ou absentes dans les anciens programmes. Il s'y trouva des sciences tout à fait modernes, dont l'objet n'était même pas encore défini. L'intérêt des matières scientifiques trahit le nouvel esprit, non seulement par le nombre des branches, mais aussi par la création des cabinets, du jardin et des collections annexes.

Après le vote de la loi la Convention s'empessa de la mettre en exécution. De nombreuses difficultés se présentèrent cependant. La Convention envoya cinq de ses membres dans les départements pour stimuler l'organisation de l'enseignement. Les événements politiques étaient pour quelque chose dans l'évolution rapide des idées. La réaction thermidorienne liquida l'aile gauche de la Montagne. La Convention épurée adopta une politique plus modérée et en revenait de plusieurs décrets et lois du temps de la terreur montagnarde. On nomma une commission, chargée de préparer de nouvelles lois, qui, en profitant des avis de modération et de réforme des 5 conventionnels en mission, présenta une nouvelle loi sur l'instruction, rédigée par Daunou.

4. LES ÉCOLES CENTRALES — PLAN D'ÉTUDES — MÉTHODES.

La nouvelle loi ²⁸⁾ divisait les matières en 3 sections. La première était destinée aux enfants agés de 12 ans, la deuxième à ceux qui avaient 14 ans et la troisième aux élèves de 16 ans au moins. Au rebours des 14 cours parallèles d'après la loi du 7 ventôse An III, la nouvelle organisation des cours, groupés en sections, s'approchait un peu plus de l'idée des anciennes classes superposées. Le programme des matières était réduit à 9 branches, grâce à la suppression des cours suivants: l'agriculture et le commerce, la méthode des sciences ou la logique et l'analyse des sensations et des idées, l'hygiène et enfin les arts et métiers. L'économie politique et la législation et l'histoire philosophique des peuples restèrent au programme sous une forme simplifiée.

Voici la nouvelle répartition des branches:

- 1^e section: le dessin, l'histoire naturelle, les langues anciennes, les langues vivantes, lorsque les administrations de département le trouveront convenable et qu'elles auront obtenu l'autorisation du Corps Législatif;
- 2^e section: les éléments de mathématiques, la physique et la chimie expérimentales;
- 3^e section: la grammaire générale, les belles-lettres, l'histoire, la législation.

²⁸⁾ 3 brumaire An IV—25 octobre 1795, I B 203, Loi n° 1216.

Les branches d'une section formaient des cours indépendants. Les sections ne se suivaient pas non plus. Elles se rapportaient uniquement à l'âge des élèves et elles groupaient les matières d'après la faculté conceptive des trois âges. Les élèves pouvaient choisir le ou les cours qui leur convenaient le mieux. Ils pouvaient aussi suivre des cours d'une autre section, pourvu qu'ils eussent atteint l'âge qui y était exigé. A cet effet les Conseils d'administration des écoles centrales ne tardaient pas à fixer l'horaire de façon que les cours des différentes sections coïncident aussi peu que possible.

La suppression de plusieurs branches et l'organisation des cours d'après des sections enlevaient à ces écoles leur caractère prononcé d'enseignement supérieur. Il le fallait bien, car les matières de l'enseignement primaire, sur lesquelles s'était appuyé le raisonnement de Lakanal avaient été sensiblement restreintes — la loi du 3 brumaire An IV, qui organisait aussi l'enseignement primaire, prescrivait: „on enseignera à lire, à écrire, à calculer, et les éléments de la morale républicaine”. — Et pourtant, nous le verrons dans la suite, le passage de l'école primaire à l'école centrale présentera toujours de grosses difficultés aux élèves. Le salaire de chaque professeur était le même que celui d'un administrateur de département. En outre les professeurs se répartiraient le produit d'une rétribution annuelle, dont le maximum était fixé à 25 livres par élève. Un quart des élèves de chaque section pouvait être excepté de cette rétribution pour cause d'indigence.

Bien que les idées fondamentales de Lakanal soient maintenues dans la nouvelle loi, il n'en est pas moins vrai que les vues plus réalistes des législateurs en avaient ôté ce qu'il y avait de trop arbitraire et de trop chimérique. Les écoles centrales ne seraient plus considérées comme des institutions d'enseignement supérieur. Elles formaient le second degré de l'instruction publique, intermédiaires entre les écoles primaires et les écoles spéciales²⁹). Outre les changements des matières et de leur coordination, le bon sens se manifestait encore dans les dispositions financières. Les salaires des professeurs furent réduits à 2000 ou 3000 livres suivant la population. Les rétributions des élèves devaient y suppléer. L'enseignement ne serait plus gratuit.

Somme toute, malgré le retranchement de quelques idées par trop optimistes, cette loi définitive est toujours empreinte de l'esprit de la Révolution. Il y a d'une part la conception encyclopédique des sciences, dont les branches se tiennent et forment un ensemble. Dès lors il s'agit de faire valoir cette unité des sciences et cette harmonie des connaissances humaines dans le plan d'études de l'enseignement. D'autre part l'école vise à une préparation directe à la vie, ce qui exige une détermination des intérêts, une spécialisation de l'enseignement. On a essayé de résoudre l'opposition entre ces deux idées

²⁹) Voir le *Rapport sur l'organisation des écoles spéciales*, présenté au Conseil des Cinq Cents par Daunou, qui y parle des „écoles centrales ou secondaires”, publié par L. Liard, *L'enseignement supérieur en France*, t. I, p. 419-471. Voir aussi p. 232-236.

directrices en supprimant les anciennes classes, qui comprenaient plusieurs matières et qui imposaient aux élèves la nécessité de se les approprier toutes bon gré, mal gré. En créant une série de cours indépendants, comprenant chacun une science autonome, on voulait permettre aux élèves de choisir les matières qui convenaient le plus à leur goût ou à leurs projets d'avenir. Ainsi l'école devait fournir aux différents esprits une préparation efficace à la diversité des besoins professionnels et sociaux.

Le nouvel esprit avait encore déterminé le choix des matières et leur disposition dans le plan d'études. Les matières des deux premières sections se rapportaient toutes, sauf les langues anciennes dans la première section, aux choses extérieures. L'instruction des quatre premières années comprenait donc presque exclusivement des disciplines orientées vers la nature physique, vers les réalités matérielles. Après l'étude des choses de la nature l'élève s'occuperait surtout de la nature humaine dans la 3^e section. D'une part le cours de grammaire générale, qui était en même temps le couronnement du cours de langues anciennes et l'introduction aux cours de belles-lettres, d'histoire et de législation, donnerait des leçons plus approfondies sur l'idéologie et la grammaire générale, suivies de l'art de raisonner, „l'étude solide de ce qui constitue la certitude de nos connaissances, la vérité de nos propositions et la justesse de nos déductions; en un mot le fond de notre raisonnement”³⁰). D'autre part les cours d'histoire et de législation insisteront sur l'homme en tant qu'être social. L'histoire expliquera „la marche de l'esprit humain dans les différents temps et les différents lieux; les causes de ses progrès, de ses écarts, de ses rétrogradations momentanées dans les sciences, dans les arts, dans l'organisation sociale, et la relation constante du bonheur des hommes avec le nombre et surtout la justesse de leurs idées”³¹). Le cours de législation donnera outre „les sains principes de la morale privée et publique, l'application de ces principes à l'organisation du corps politique, au code de ses lois criminelles, civiles et économiques, c.à.d. le droit public, le droit criminel et civil, l'économie politique et le droit des gens, montrant toujours ce qui doit être en même temps que ce qui est, afin d'accoutumer à juger l'un d'après l'autre”³²). En ce qui concerne le rôle des lettres dans le nouvel enseignement, il était extrêmement restreint. Il n'en restait que le cours de langues anciennes et celui de belles-lettres. Celui-là n'était pas destiné à donner une connaissance approfondie du latin, mais plutôt à éveiller le goût de la littérature ancienne, qu'on devrait lire en traductions: „il est nécessaire que votre cours de langue latine ou grecque soit précédé d'un traité d'idéologie et d'un de grammaire générale”³³). Pour éviter toute équivoque le ministre insiste en écrivant que c'est cette partie du cours,

³⁰) Circulaire du ministre de l'Intérieur Quinette du 15 thermidor An VII—2 août 1799, reproduite par Duruy, *o.c.*, Appendice, Pièce n° 10, p. 444 et suiv.

³¹) *ib.*

³²) *ib.*

³³) *ib.*

servant d'introduction au cours de grammaire générale, „la véritable introduction à l'étude des langues" qu'il regarde comme la plus importante partie du cours de langues anciennes. Ajoutez encore la géographie, qui se rattachait à ce cours. Enfin le cours de belles-lettres se borne à des préceptes et à des exemples de l'éloquence et de la poésie.

En résumant ce qui précède, on peut dire que le nouveau programme constitue un revirement total: l'importance des disciplines scientifiques et du latin est désormais inversement proportionnel à leur position d'autrefois. L'enseignement sera scientifique d'un bout à l'autre avec quelques faibles réminiscences d'un passé littéraire.

5. CRITIQUE DES ÉCOLES CENTRALES.

Pour assurer la fondation des écoles centrales, la Convention mit à la disposition des administrations départementales les anciens collèges qui, depuis la confiscation, faisaient partie des biens nationaux. En outre elle eut soin de voter les crédits qui étaient nécessaires au paiement des professeurs et aux frais de premier établissement. En deux ans presque tous les chefs-lieux des départements étaient pourvus d'une école. D'innombrables difficultés, que nous aurons l'occasion de résumer plus loin, empêchaient le développement et la marche normale des écoles.

Il est très difficile de se former une idée exacte du sort des écoles centrales. C'est que leur histoire a été très inégale et variait suivant les lieux et les circonstances. Aussi les documents contemporains fournissent-ils les renseignements les plus contraires et l'interprétation de ces témoignages diffère d'après les convictions religieuses ou politiques des historiens. Les écoles centrales avaient gardé dans leur organisation des traits qui rappelaient leur caractère d'enseignement supérieur. Il n'est pas étonnant que dans les grandes villes et notamment à Paris, avec des professeurs de premier ordre, les écoles centrales, fonctionnant comme faculté ou comme école spéciale, aient connu la prospérité. Ailleurs, livrées à la médiocrité des professeurs et aux vices de leur organisation ou victimes de luttes religieuses ou politiques, elles languissaient dans la nullité. Rien de plus instructif à cet égard que les rapports des conseillers d'état et les réponses des préfets aux questionnaires de l'enquête de l'An IX, résumées dans les procès-verbaux des conseils généraux de l'An IX ³⁴⁾. Il est certain que les conclusions de Duruy, qui constate l'échec total des écoles centrales, sont exagérées ³⁵⁾. On compte dans les comptes rendus qu'il reproduit lui-même une quinzaine d'écoles qui florissaient avec un grand nombre d'élèves et qui jouissaient de la confiance

³⁴⁾ Publiées par Duruy, *o.c.*, Appendice, n° 17, p. 480 et suiv.

³⁵⁾ *ib.*, p. 183.

des familles ³⁶). Néanmoins il semble difficile de nier l'insuccès de la plupart des écoles centrales. Si l'on trouve la condamnation de Duruy trop dure, on n'aura pas de peine à se ranger de l'avis d'un témoin que l'on ne peut pas soupçonner d'avoir manqué de complaisance à l'égard de la Révolution: „En général, leur (celle des écoles centrales) prospérité fut médiocre” et un peu plus loin: „Mais les écoles centrales ne réussissaient guère” ³⁷).

En faisant la critique des écoles centrales, nous nous rendrons d'abord compte de leurs défauts par rapport à leur organisation, à la distribution des cours dans le programme, à la discipline, à l'esprit, aux professeurs et aux élèves. Ensuite nous étudierons le plan d'études et les méthodes qui sont sans doute la partie la plus vivante des écoles centrales.

Le principal défaut de l'organisation provenait de la décentralisation outrée, qui privait l'enseignement d'une direction compétente et stable. Le jury central d'instruction, nommé par l'administration départementale, examinait et élisait les professeurs. Cette nomination était soumise à l'approbation de l'administration du département. Celle-ci était chargée de dresser les règlements de l'école. Si le Directoire exécutif avait le droit de confirmer les nominations et les destitutions des professeurs, il n'avait pas le droit de se mêler de la direction de l'enseignement. Il s'en suit que la surveillance des écoles dépendait de l'activité et de la compétence des administrateurs départementaux. Or, parmi les qualités requises d'un administrateur la compétence ne venait qu'après sa conviction révolutionnaire, ses vertus civiques et son zèle patriotique. D'une façon générale les administrations départementales n'étaient pas qualifiées pour diriger l'instruction. Si elles s'occupaient des écoles, c'était pour les exploiter pour la propagation des idées révolutionnaires ³⁸).

Aussi le Directoire, inquiet de la tournure que prenaient les choses, s'arrogeait-il, en contradiction avec l'esprit de la loi, le droit de contrôler, de stimuler et de centraliser la direction de l'enseignement. Par l'organe du ministre, il finissait par donner aux professeurs des conseils pédagogiques et des ordres en ce qui concerne les matières des cours, les méthodes, l'esprit de l'enseignement et les livres à utiliser. Toujours est-il qu'avec des administrations incapables ou intraitables les mesures du ministre n'aboutissaient pas.

La disposition des matières dans les sections était des plus malheureuses. L'enseignement des langues dans la première section n'avait pas de suite dans la deuxième, de sorte qu'un élève qui de 12 à 14 ans avait acquis

³⁶) Cf. E. Dreyfus-Brisac, *Lettre à M. Albert Duruy*, dans la *Revue internationale de l'Enseignement*, t. III (1882), p. 339-340. — L. Liard, *o.c.*, t. II, p. 7-8.

³⁷) G. Compayré, *Histoire critique des doctrines de l'éducation en France*, t. II, p. 318 et 327.

³⁸) Après avoir dégagé la pensée dominante et essentielle dans les systèmes pédagogiques du moyen-âge, des jésuites, de Port-Royal Compayré ajoute: „En 1792, la politique est devenue la préoccupation presque exclusive des éducateurs de la jeunesse. Tout le reste, religion, finesse du jugement, noblesse du cœur, est relégué au second plan. L'homme n'est plus qu'un animal politique venu au monde pour connaître, aimer et servir la constitution”. *o.c.*, t. II, p. 261.

les éléments de la langue latine ne pouvait continuer ses études littéraires qu'à 16 ans dans la classe de grammaire générale et de belles-lettres. En attendant il avait tout le temps d'oublier ses connaissances littéraires pendant les deux années qu'il s'appliquait aux branches scientifiques dans la deuxième section. Évidemment il avait le droit de continuer le cours littéraire de la première section, pendant qu'il fréquentait, entre sa 14^e et 16^e année, les classes de la deuxième section. Mais on se figure les résultats que le professeur des langues anciennes pouvait obtenir dans son cours, fréquenté d'élèves de 4 années différentes et inégalement initiés à la matière. Et on comprend que ceux qui entre leur 14^e et 16^e année s'étaient uniquement occupés de mathématiques, de physique et de chimie avaient peu d'envie de reprendre des études littéraires après deux ans. D'autre part ceux qui voulaient quand même faire leurs humanités étaient si faibles que le professeur de grammaire générale et celui de belles-lettres ne pouvaient que reprendre les premiers éléments de leurs branches, au lieu de faire le cours normalement prévu ³⁹⁾).

Bien que la loi du 3 brumaire eût simplifié les matières, il restait toujours les cours de grammaire générale et de législation qui appartenaient à l'enseignement supérieur plutôt qu'à l'enseignement secondaire. D'ailleurs la matière que comprenaient ces cours n'était rien moins que définie et on comprenait par grammaire générale et par législation un peu ce qu'on voulait ⁴⁰⁾).

Quant au succès des différents cours, la classe de dessin est de loin la plus fréquentée. Le succès des mathématiques, des langues anciennes, de l'histoire naturelle et de la physique et chimie, bien que sensiblement inférieur, n'en est pas moins réel. Enfin les cours de la grammaire générale, de l'histoire, de la législation et des belles lettres ont échoué.

Ajoutez enfin l'entière liberté de méthode dans l'enseignement. Le législateur avait laissé délibérément au professeur la liberté de choisir ses méthodes d'instruction. Il se fiait à la probité, aux capacités et au zèle du professeur, qui, en profitant de ses expériences, pût perfectionner sa méthode. Comme il n'existait pas la moindre direction ni contrôle, chaque professeur fixait son programme et enseignait sans tenir compte du plan et des méthodes de ses collègues. Des programmes délimités, des méthodes d'instruction uniformes, la coordination des cours, sont des éléments qui faisaient défaut et qui auraient pu empêcher le désordre et l'indiscipline qui allaient pénétrer dans les écoles centrales.

³⁹⁾ Voir aussi la critique de Liard sur l'incohérence du programme, *o.c.*, t. II, p. 241-244.

⁴⁰⁾ Rapport du Conseil d'instruction publique sur une lettre du citoyen Lagé: „Ce professeur, par une longue lettre du 15 vendémiaire de cette année, prouve que ni lui, ni le jury d'instruction dont il rapporte les observations, ni l'administration du département qui ont adopté ces observations, ne comprennent ce que c'est qu'un cours de grammaire générale. Il ne fait guère que continuer l'enseignement du professeur des langues anciennes et de plus il donne des leçons d'italien et de français". Citation de Duruy, *o.c.*, p. 238.

En ce qui concerne l'esprit des écoles, il est caractérisé par l'absence d'enseignement religieux. En 1796 on avait dépassé de loin les idées sur l'Être suprême, tel que Rousseau, Condillac et Robespierre le concevaient. La morale qu'on enseignait était celle qui découlait de la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, une morale, déliée de toute religion, de toute spiritualité, la morale du culte du Civisme. Le ministre n'hésite pas à reprendre les professeurs qui dans leur enseignement donnaient dans les préjugés vieillis de „l'éducation gothique”. „D'ailleurs, comme enfin ce dogme d'une vie à venir n'est pas susceptible d'une démonstration rigoureuse, appuyer uniquement sur lui toutes les obligations, c'est faire reposer toute morale sur une base incertaine. Je vous exhorte au contraire à bien faire voir aux jeunes gens que leur *bonheur dans ce monde* dépend de l'accomplissement de leurs devoirs et de leur obéissance aux décisions de la raison”⁴¹). Il n'y a pas l'ombre d'un doute que l'hostilité à la religion et l'athéisme professé répugna aux familles et compromit définitivement le sort des écoles centrales.

Le recrutement du personnel enseignant se heurtait aux plus grandes difficultés. Parmi les professeurs des anciens collèges, il y avait un grand nombre qui étaient rebutés, soit par aversion de l'anarchie révolutionnaire, soit par des motifs d'ordre religieux et notamment par l'obligation de prêter le serment de haine à la royauté. D'autre part les sujets, capables d'enseigner les branches scientifiques devaient manquer, étant donné le grand nombre de chaires disponibles et l'absence de ces matières dans le programme des anciens collèges. Enfin les administrations départementales, toutes préoccupées de la propagande républicaine attachaient plus d'importance à l'idéologie révolutionnaire et aux vertus civiques des candidats qu'à leurs capacités. Il s'ensuivait qu'il pouvait se glisser dans le corps enseignant de nombreux individus qui n'avaient ni les mœurs ni les aptitudes requises. Il y a encore ceci que la position matérielle des professeurs était lamentable, quoique théoriquement les salaires fussent fort convenables pour l'époque. C'est que les caisses des receveurs étaient très souvent vides, de sorte que les salaires restaient impayés. Il arrivait fréquemment que les professeurs devaient se tirer d'affaire, en vivant d'expédients.

En ce qui concerne les élèves, ils n'étaient généralement pas à même de suivre l'enseignement. Depuis des années l'enseignement primaire avait été désorganisé par les mesures du gouvernement. Dans la mesure où cette instruction avait eu lieu, le niveau était inférieur à celui qu'exigeaient les cours des écoles centrales. Les documents dans les archives attestent en effet que nombre d'individus savaient à peine lire et écrire. Il s'en suit que les professeurs devaient très souvent faire fonction de maître d'école et adapter leur cours aux connaissances de leurs disciples.

⁴¹) Le ministre de l'Intérieur au sieur Goudin, professeur de législation à Épinal, 30 thermidor An VII—17 août 1799. Citation de Duruy, *o.c.*, p. 232-233.

L'absence de pensionnats restreignait la zone d'influence des écoles, qui ne pouvaient recruter leurs élèves que du chef-lieu et de ses environs, mais qui ne pouvaient offrir aucune ressource aux élèves des cantons de la périphérie des départements.

Enfin on s'est demandé si les écoles centrales, distribuées sur tous les départements n'étaient pas trop nombreuses. Une restriction de leur nombre aurait permis de concentrer les professeurs capables et de rehausser le niveau des écoles.

Il faut avouer que les défauts que nous venons de passer en revue, quelque graves qu'ils soient, étaient des défauts qu'une réorganisation des écoles aurait pu leur enlever ou qui auraient disparu tout seuls après quelques années. Il est vrai que ces vices suffisaient pour compromettre le sort de la plupart des écoles centrales, mais ils ne justifient pas leur suppression.

Il nous reste à étudier les matières du plan d'études et les méthodes. Les admirateurs des écoles centrales fondent leur défense de ces institutions, malgré leurs graves défauts, sur les matières que comprenait le programme et sur les méthodes qu'on s'efforçait d'appliquer dans la nouvelle instruction. Elles étaient en effet la pièce la plus originale et la plus profonde dans les essais pédagogiques de la Révolution. La valeur des écoles centrales se trouve défini très nettement par un contemporain selon qui elles offraient: „... une instruction variée, bien en rapport avec les besoins multiples de la société nouvelle, des méthodes exactes, sans formalisme, tournées vers les réalités et plus aptes que la culture vieillie des universités à former des esprits réfléchis, intelligents des faits, des faits de la nature et de ceux de la société”⁴²).

Si on n'a pas maintenu en 1802 les écoles centrales, malgré leur programme progressiste et leurs méthodes modernes, qui constituaient réellement un avantage sur le passé, c'est que la politique s'en est mêlée, la politique consulaire, pour laquelle ces écoles étaient condamnées d'avance par leur origine conventionnelle. Napoléon, non moins réaliste que les Jacobins, voyait en effet, comme eux d'ailleurs, dans l'enseignement avant tout un instrument politique: du moment que leur esprit révolutionnaire ne lui convint plus, il se débarrassa des écoles centrales.

Si nous regrettons cette suppression et si nous aurions préféré voir les écoles centrales maintenues et améliorées, ce n'est pas dans le même esprit que leurs défenseurs en ont souhaité la restauration⁴³).

Il s'agit avant tout de bien s'entendre sur le but de l'enseignement secondaire. Celui-ci a un double but: d'une part il doit préparer ses élèves aux études supérieures; d'autre part il doit enseigner les connaissances qui sont

⁴²) C'est la pensée de Fontanes, le futur grand-maître de l'Université impériale, résumée par Liard, o.c., t. II, p. 11.

⁴³) Voir les opinions de E. Dreyfus-Brisac, *Lettre à M. A. Duruy*; Fr. Picavet, *Les Idéologues*; L. Liard, *L'enseignement supérieur*; Durkheim, *L'évolution pédagogique*.

indispensables à ceux qui se destinent aux fonctions industrielles, commerciales ou autres dans la société. Il s'agit donc ici de deux ordres d'enseignement tellement différents qu'ils ne se combinent pas⁴⁴).

L'école dont l'enseignement servira de base à l'enseignement supérieur, doit former l'intelligence, elle apprendra à ses élèves à acquérir une certaine indépendance d'esprit. Elle peut atteindre son but par l'étude des langues vivantes et des sciences mathématiques et physiques (Collèges — *Hogere Burgerscholen*) ; elle peut mettre au centre de son enseignement les langues classiques, entourées des langues modernes et sciences (Lycées — *Gymnasia*). D'une façon générale on peut dire qu'elle tient aux sciences exactes, non pas pour en tirer une masse d'érudition, mais pour profiter des valeurs éducatives qui découlent de l'exercice de leurs disciplines. L'érudition qu'elle donne n'est pas le but, mais la conséquence de ses préoccupations de formation intellectuelle. Elle aspire à l'idéal de la „tête bien faite”. Celle-ci s'intéresse aux problèmes, y pénètre, s'y attaque d'un effort personnel, pense par elle-même, juge indépendamment. Elle est ouverte aux idées spéculatives, aux valeurs spirituelles sans avoir des intentions matérielles, utilitaires⁴⁵).

À côté de ces écoles il doit y avoir celles qui préparent leurs élèves à des fonctions spéciales dans la société. Ces études donneront accès à des fonctions, industrielles, commerciales ou autres. Leur résultat sera „la tête bien pleine”. Cette formation, base d'une spécialisation professionnelle a un but pratique, prépare à telle ou telle profession ; elle s'oriente directement vers les réalités, les succès dans la vie ; elle exige une large érudition, de multiples compétences, des connaissances encyclopédiques pour tenir compte avec les besoins variés de la société. Les écoles de ce genre ne peuvent pas se livrer au développement de l'esprit, parce qu'elles doivent fournir avant tout des aptitudes utilitaires.

Les anciens collèges étaient des instruments de culture intellectuelle et morale, destinés aux jeunes gens qui allaient compléter leur formation aux universités. Cette éducation était la base générale d'une instruction supérieure spécialisée. Mais cette culture générale suffisait également à ceux qui, sans

⁴⁴) Nous prenons le terme d'enseignement secondaire dans le sens d'instruction qui fait suite au degré primaire, soit qu'elle initie à une culture scientifique, soit qu'elle prépare directement aux fonctions pratiques de la société. Le terme porte donc également à des types d'enseignement professionnel qui, selon les pays et les époques, sont rentrés depuis dans un autre degré. Voir pour les hésitations sur le sens du terme au 19^e siècle en Hollande : G. Bolkestein, *De voorgeschiedenis van het Middelbaar Onderwijs* (1796-1863), p. 8, 96 et suiv.

⁴⁵) Cf. L. Alma, *Latijn*, dans *Gedenkboek van het Genootschap van Leeraren aan Nederlandsche Gymnasia, 1830-1930*, p. 160-173. Voir les arguments de N. Perquin, *De weg naar de Universiteit*, p. 35 et suiv. L'auteur cite H. S. Pritchett, *Why study Latin and Greek*, Milwaukee, 1901, p. 5 : „We have to some extent lost our ideal of what education means. To learn a little about many subjects, to dip superficially into the study of English and Latin and chemistry and psychology and home economics and a dozen things, is not education. Only that human being has gained the fundamentals of an education who has acquired soundly a few elementary branches of human knowledge and who, in acquiring these, has so disciplined his mind that it is an efficient instrument ready to be turned to whatsoever task to set before it”.

études ultérieures, cherchaient d'emblée une place dans la société. La chose était possible, parce qu'une société, peu compliquée comme celle du 16^e et du 17^e siècle n'exigeait pas davantage. Au 18^e siècle cependant, le progrès des sciences, leur application à l'industrie, la complication de la vie économique et sociale demandaient une préparation scolaire qui fût plus large que n'était celle que donnaient les collèges. C'est là l'abîme entre l'éducation scolaire et les besoins sociaux. C'est le mérite des Conventionnels de s'être essayés à une solution hardie d'un problème urgent. Ils ont créé une école qui, sans renoncer au développement d'une culture intellectuelle, visait avant tout à former des citoyens utiles, versés aux sciences modernes, préparés aux besoins diversifiés de la société qui les attendait. Si leurs projets, même amendés devaient échouer, c'est parce qu'ils avaient cherché dans une certaine mesure la quadrature du cercle: les écoles centrales ont tâché vainement de combiner la profondeur de la culture de l'esprit et la vaste étendue des connaissances encyclopédiques. Eu égard à l'esprit du siècle et aux circonstances pratiques, on ne peut pas s'étonner que les préoccupations utilitaires y aient pris le pas sur les spéculations d'ordre spirituel. Si nous le constatons, ce n'est pas pour en faire grief aux novateurs conventionnels, car même à présent, un siècle et demi après, l'enseignement est toujours en fermentation, ce qui prouve que le problème n'est toujours pas résolu.

On pourrait même dire que les organisateurs de 1794 n'ont pas été assez hardis: il aurait fallu garder, comme instrument de culture intellectuelle, les collèges latins, renouveler à fond leur plan d'études, élargir leur programme, rajeunir leurs méthodes; et créer à côté d'elles des écoles centrales qui eussent été des écoles professionnelles avec un programme scientifique, préparant aux fonctions industrielles et commerciales ⁴⁶).

Il est compréhensible que, telles qu'elles étaient conçues, avec un programme moderne et pratique, les écoles centrales aient pu séduire les esprits férus de connaissances encyclopédiques et utilitaires. Mais ce système d'enseignement porterait à la longue une lourde menace pour la culture intellectuelle, qui ne peut se passer de la formation de l'esprit. C'était une singulière erreur que de vider les exercices littéraires de leur sens. On n'a qu'à regarder les programmes prévus pour l'enseignement des langues anciennes et des belles lettres pour savoir qu'on y avait enlevé l'essentiel et gardé les éléments utilitaires, donc accessoires.

Si l'on avait voulu garder les matières, les programmes, le plan d'études

⁴⁶) Compayré a livré une critique pénétrante sur cet aspect des écoles centrales: „Ces établissements ressemblaient un peu aux écoles industrielles de notre temps, mais avec ce défaut particulier qu'on avait voulu tout y embrasser et donner accès aux études nouvelles sans sacrifier tout à fait les anciennes. Que l'on crée des collèges d'enseignement pratique et spécial, rien de mieux: on répondra ainsi aux besoins de la société moderne. Mais qu'on ne force pas à vivre sous le même toit les exercices littéraires et les arts industriels. Ce rapprochement, ce mélange nuit aux uns comme aux autres, en effaçant les caractères distinctifs de deux ordres d'enseignement". *o.c.*, t. II, p. 318.

des écoles centrales, il aurait fallu en retrancher complètement les études littéraires et en faire des écoles professionnelles, ou bien y restaurer les lettres comme noyau de l'enseignement, tout en gardant l'heureuse introduction des langues modernes, de l'histoire, des éléments des mathématiques et des sciences. On voit combien cette dernière alternative est loin de la pensée qui avait animé les pères des écoles centrales.

Enfin, la meilleure partie des écoles centrales était, sans conteste, le renouvellement des méthodes d'instruction. Il suffit de relire les circulaires de François (de Neufchâteau) pour admirer la largeur et la fraîcheur des méthodes qu'il préconisait. Nous aurons l'occasion d'y revenir encore. Evidemment il aurait fallu du temps avant que ces conceptions modernes eussent pu pénétrer partout dans les esprits des professeurs, trop souvent enroutinés dans des méthodes surannées. Et s'il faut regretter le revirement dans l'instruction que provoqua la réorganisation de Napoléon en 1802, ce n'est pas tant pour les matières et le plan d'études, que pour le retour à une conception démodée du latin et pour la reprise des anciennes méthodes fastidieuses. „Ainsi le vieux moule s'est reformé et il se referme plus hermétiquement clos que jamais sur les jeunes générations”⁴⁷⁾.

Voici le bilan de l'enseignement secondaire que créa la Révolution: absence de direction générale; incompétence des administrations départementales et des jurys d'instruction locaux; défaut de liaison et d'ordre dans les cours; incohérence et négligence des études littéraires; liberté excessive dans les méthodes d'éducation; le vague des matières; absence d'enseignement religieux; manque de professeurs capables; préparation insuffisante des élèves. D'autre part il y a des idées nouvelles que les écoles centrales n'ont pas pu réaliser toutes, mais qui, reprises plus tard et appliquées de manières différentes, ont eu la plus heureuse influence sur l'instruction jusqu'à nos jours: on a posé le problème de la rigidité de l'enseignement collectif en classe; adoption des langues vivantes et des sciences physiques et naturelles, dont la valeur pédagogique a été reconnue depuis, non seulement comme source d'érudition, mais aussi comme instrument de formation intellectuelle; extension du plan d'études de sorte que l'enseignement répond mieux à la diversité des vocations et des fonctions sociales; introduction de l'homme, être social et étudié par rapport à la société; enfin application consciente de la psychologie de l'enfant dans les méthodes d'éducation; méthodes exactes, sans formalisme, orientées vers les réalités de la nature et celles de la société⁴⁸⁾.

⁴⁷⁾ Liard, *o.c.*, t. II, p. 29.

⁴⁸⁾ On peut signaler en Hollande l'influence des idées françaises en matière de l'enseignement dès 1796 dans le rapport de la commission van Lennep, qui, en citant la constitution française, adopte le principe d'un enseignement national. Ces influences s'affermirent dans les rapports et les projets des années suivantes (cf. Bolkestein, *o.c.*, p. 37 et suiv.). La division de l'enseignement en trois degrés, primaire, secondaire et supérieur, à une époque où l'on n'avait pas encore défini en Hollande ce que c'était que l'enseignement secondaire, est due à l'organisation de l'instruction

6. L'ESPRIT PUBLIC DANS LES DÉPARTEMENTS RÉUNIS.

La bonne compréhension de l'enseignement pendant la domination française exige non seulement un exposé des idées et des réalisations de la Révolution, tel que nous venons de le donner. Le sort des écoles ne fut pas déterminé uniquement par leurs propres qualités, mais il dépendait dans une large mesure des sentiments que nourrissait le public à l'égard de la République. Il faut donc nous rendre compte de l'esprit public pendant ces années. Et encore ne suffit-il pas de prendre pour point de départ l'attitude du peuple français envers la République. Car il entraînait toujours des sentiments d'ordre patriotique dans son jugement sur un gouvernement qui avait su repousser les armées alliées de la coalition anglo-autrichienne. Il vaut mieux porter notre attention sur l'attitude de ces pays qui furent envahis par les armées françaises et annexés au territoire de la République. Les Pays Bas autrichiens, le territoire de l'évêque de Liège et celui de la province du Limbourg hollandais actuel, fondus en neuf départements réunis, constituaient un ensemble assez homogène par rapport à leur attitude envers les maîtres français. Le résumé de l'esprit public de ces pays servira de toile de fond à notre esquisse de l'esprit des Maëstrichtois.

Avant que le gouvernement français essayât d'organiser les nouveaux départements, qui avaient été annexés par la Convention le 9 vendémiaire An IV—1^{er} octobre 1795, les Belges avaient eu largement l'occasion de faire la connaissance des conquérants pendant la période des opérations militaires de 1792-1794⁴⁹). La rapacité des militaires et des fonctionnaires français, les confiscations, les rapines eurent tôt fait de soulever la répugnance et la haine générales. Aussi le Directoire se heurta-t-il à une vive opposition lorsqu'il tenta de s'assurer la collaboration des Belges dans le fonctionnement des institutions départementales et municipales. Les refus des fonctionnaires nommés et leurs subterfuges pour se soustraire aux fonctions désespéraient les commissaires français. L'opposition, tantôt manifeste, tantôt dissimulée, paralysait l'exécution des lois et des décrets. L'inactivité et souvent la complicité des fonctionnaires municipaux, qui étaient presque

en France. Le souci d'adapter l'enseignement aux besoins de la société se manifeste en Hollande après 1820 dans les innombrables projets et rapports pour réorganiser l'enseignement humaniste des *athénées* et pour créer des écoles „industrielles”. Ce n'est qu'en 1863 que ces idées furent réalisées par Thorbecke dans sa loi sur l'enseignement secondaire. Il importe de rapprocher le but des *Hogere Burgerscholen*, tel que Thorbecke le définit de la formule des Instituts de Condorcet: „...de vorming van die talrijke burgerij, welke het lager onderwijs te boven, naar algemeene kennis, beschaving en voorbereiding voor de onderscheidene bedrijven der nijvere maatschappij tracht” (cf. A. Bartels, *75 jaar Middelbaar Onderwijs — 1863-1938*, p. 12). Signalons encore l'idée des cours facultatifs qui revient chez Thorbecke quand il déclare: „en ware het tegen (mijne) gedachte, dat een leerling tot het volgen aller lessen verplicht is” (*ib.*, p. 69).

⁴⁹) Le terme „Belge” est employé dans le sens de „habitant des neuf départements réunis”, y compris les habitants des régions qui plus tard allaient faire partie du royaume des Pays-Bas ou de l'Allemagne. Il en est de même pour le terme „Limbourgeois” pour indiquer les habitants du département de la Meuse-Inférieure.

tous du pays, surtout dans les communes rurales, frustraient les mesures gouvernementales. Les élections du 18 fructidor An V—4 septembre 1797 donnèrent aux Belges l'occasion d'exprimer nettement leur opinion. Dans 7 des départements réunis le résultat des élections fut défavorable aux candidats du gouvernement. Il n'y a que les départements de l'Ourthe (Liège) et celui de la Meuse-Inférieure où la majorité des administrateurs départementaux fut réélue. L'annulation de quelques-unes des élections, la destitution de fonctionnaires élus, les mesures du Directoire pour éviter un pareil échec aux élections de l'An VI amenèrent une recrudescence de la résistance belge. La réaction jacobine après le coup d'état du 18 fructidor An V—4 septembre 1797 entraînait l'application complète des lois sur le culte. Ajoutez à cela les mesures financières et enfin la conscription. La mesure était comble: la haine et la fureur, si longtemps contenues, éclatèrent dans la Guerre des Paysans en brumaire An VII—octobre 1798. Le Consulat ne réussit pas dans ses tentatives de se réconcilier les départements réunis, malgré l'adoucissement de la persécution religieuse et malgré le Concordat. Si les révoltes ouvertes avaient cessé, l'opposition muette et l'obstination sournoise des Belges n'en étaient pas moindres.

Une étude plus détaillée de cette matière nous mènerait trop loin ⁵⁰). Nous pourrions nous contenter d'un résumé des trois principales raisons de l'opposition belge.

On peut dire que les sentiments nationaux n'étaient pour rien dans la résistance belge contre le régime français. Le pays n'avait jamais connu l'indépendance, il avait été assujéti depuis longtemps aux dynasties espagnoles ou autrichiennes, aux États de Hollande, à des princes allemands, de sorte qu'il n'avait jamais pu développer une solidarité nationale, ni un esprit patriotique dans le sens moderne. La réaction anti-française provenait de ce que les Belges se sentirent menacés dans leurs libertés, leurs biens et leur religion.

Les mesures du gouvernement firent violence à la liberté garantie par la constitution, en annulant les élections de l'An V, en destituant les candidats belges élus en faveur des Français. Les enlèvements de pères de famille comme otages, les emprisonnements arbitraires, l'absence de sécurité publique, les habitudes d'espionnage et de délation, les vols et le brigandage, l'obligation d'assister aux fêtes nationales et de porter la cocarde tricolore, enfin et surtout la conscription, toutes ces graves injustices ou petites tracasseries pouvaient faire croire aux Belges qu'ils étaient les serfs d'un pays conquis, plutôt que des citoyens libres de la France.

Les atteintes portées à leurs biens matériels ne faisaient qu'intensifier

⁵⁰) Cf. L. de Lanzac de Laborie, *La domination française en Belgique*, 2 vol., Paris, 1894. P. Verhaegen, *La Belgique sous la domination française (1792-1814)*, 5 vol., Bruxelles, 1922-1929. Ces travaux traitent à fond le fonctionnement du régime français avec une précieuse abondance de témoignages contemporains.

l'animosité. Citons parmi les mesures gouvernementales les plus odieuses: les réquisitions militaires, les impôts insupportables, les contributions extraordinaires pour combler le déficit du Directoire, l'emprunt forcé de 600 millions (19 frimaire An IV—10 décembre 1795), la nécessité d'accepter les paiements en assignats et l'obligation de payer les impôts en numéraire, en or, en argent ou en grains, les louches manipulations d'agiotage avec les assignats et les rescriptions, les mille chicanes, corruptions, concussions et abus de pouvoir de la part des fonctionnaires dans la perception des impôts et de l'emprunt. Et malgré l'extorsion de fonds, les caisses publiques restaient presque continuellement vides: les créanciers qui avaient fourni aux autorités étaient menacés de ruine, tandis que les fonctionnaires dépendant directement des caisses publiques étaient réduits à la misère.

Enfin la question religieuse était de loin la plus importante dans l'opposition des départements réunis. Si le Directoire n'avait pas appliqué immédiatement en Belgique la loi sur les cultes du 7 vendémiaire An IV—29 septembre 1795, les ennuis causés par la nationalisation des biens ecclésiastiques, les charges extraordinaires des impôts et de l'emprunt forcé ne manquaient pas, pas plus que les tracasseries sur les processions et les cortèges funèbres. La suppression des „ordres et congrégations, monastères, abbayes, prieurés, chanoines réguliers, chanoinesses et généralement toutes les maisons ou établissements religieux de l'un et de l'autre sexe” fut le début de la lutte contre l'Église (15 fructidor An IV—1^{er} septembre 1796). Après le coup d'état du 18 fructidor An V—4 septembre 1797 la réaction déclencha la persécution religieuse dans les neuf départements. L'application de la loi du 7 vendémiaire An IV amenait e.a. la proscription de tous les signes extérieurs du culte: enlèvement des croix et des statues, obligation pour les prêtres de prêter „le serment de haine à la royauté et à l'anarchie, d'attachement et de fidélité à la République et à la constitution de l'An III”, déportations des prêtres réfractaires, fermeture des églises, mesures qui achevèrent d'exaspérer les Belges.

La domination française en Belgique présente deux aspects tout à fait différents: il y avait d'une part l'idée d'une mission humanitaire pour porter aux autres peuples les bienfaits de la liberté et de l'égalité, pour détruire „le royalisme et la superstition (qui) s'agitent encore contre le génie de la liberté et de la philosophie”⁵¹), pour répandre les lumières de la science et du progrès, pour instruire la saine morale républicaine et les vertus civiques, bref pour assurer le bonheur des peuples contre „les préjugés de l'ignorance et du fanatisme”⁵²). Il y avait d'autre part des préoccupations

⁵¹) Le ministre de l'Intérieur aux administrations centrales, 17 ventôse An VII—7 mars 1798: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 1213 R 8.

⁵²) Cf. L. Legrand, *La Révolution française en Hollande — La République Batave*, Paris, 1894. L'auteur signale ce même „prosélytisme militant” envers la Hollande et il cite une lettre de Lebrun du 12 mars 1793 qui précise les intentions de la République: „L'expédition des armées françaises

plus réalistes, matérielles ou plutôt foncièrement égoïstes: il s'agissait de relever les finances désemparées de la République en s'appropriant les grosses richesses des habitants et les vastes propriétés ecclésiastiques, de s'enrichir en enlevant des objets d'art et des livres précieux, d'épuiser toutes les ressources financières et économiques des nouveaux départements pour soutenir les efforts militaires de la République. À mesure que les utopies de la croisade humanitaire se dissipaient, les activités d'extorsion allaient en s'accroissant.

en Hollande n'a d'autre objet que de rétablir le peuple dans ses droits naturels et de le mettre en état de former une constitution d'après les principes de la liberté et de l'égalité. Pour prix de ce service important, la France ne demande aux Hollandais qu'une alliance, fondée sur les intérêts réciproques des deux peuples..." (p. 32-33).

L'ÉCOLE CENTRALE DU DÉPARTEMENT DE LA MEUSE-INFÉRIEURE

7. ORGANISATION DU DÉPARTEMENT DE LA MEUSE-INFÉRIEURE.

Les armées françaises, ayant dû lever le siège de Maëstricht en 1793 après la défaite de Dumouriez à Neerwinden, se représentèrent bientôt après autour des remparts de la ville et le 4 novembre 1794 la ville dut se rendre à Kléber. Pour administrer les pays nouvellement conquis des administrations centrales, subdivisées en arrondissements, furent créées. L'arrondissement de Maëstricht, incorporé dans l'administration centrale d'Aix-la-Chapelle, était dirigé par un collège de quatorze administrateurs, sous le contrôle d'un Agent National.

L'organisation, la division et les limites de l'arrondissement de Maëstricht changèrent à plusieurs reprises. Comme il importe peu pour notre sujet de suivre en détail l'histoire de ces changements successifs, nous nous bornons à résumer le résultat final des efforts d'organisation ⁵³).

Le 9 vendémiaire An IV—1^{er} octobre 1795 la Convention vota l'annexion à la France de la Belgique et de la plus grande partie du Limbourg Néerlandais, qu'on allait organiser dans les neuf départements réunis, sous un Conseil Central à Bruxelles, contrôlé par un commissaire du Pouvoir exécutif. Le département de la Meuse-Inférieure, dont Maëstricht devint le chef-lieu, se composait de l'ancien arrondissement de Maëstricht, agrandi de quelques localités (Ruremonde, Venlo et environs). Le commissaire du Directoire exécutif près l'administration centrale (appelé commissaire central) était chargé du contrôle du maintien de l'ordre, de l'exécution des lois, dont il rendrait compte au Directoire. L'administration centrale, élue par l'Assemblée électorale du département était organe de gouvernement et disposait du

⁵³) On trouve le résumé des nombreux états qui allaient constituer le département de la Meuse-Inférieure chez M. Hardenberg, o.c. dans le *Voorwoord* de M. G. Panhuysen. Pour un exposé détaillé cf. J. J. de Wit et A. J. A. Flament, *De vorming der heerschappijen op het grondgebied in Limburg*; A. C. Huygen, *Van graafschap Limburg tot provincie Limburg*. Pour l'histoire détaillée des divisions et des modifications successives dans l'organisation de l'arrondissement de Maëstricht et du département de la Meuse-Inférieure voir M. Hardenberg, o.c., *Inleiding*.

pouvoir exécutif. Elle était subordonnée au ministre et elle n'avait pratiquement pas d'autonomie. La puissance du Directoire se trouvait singulièrement affaiblie par cette division des pouvoirs entre le commissaire central et l'administration départementale. Quand celle-ci était inactive ou incapable ou malveillante, elle pourrait tout au plus être destituée et remplacée par une autre qui peut-être ne se révélerait pas meilleure. En attendant le commissaire central ne pouvait prendre aucune mesure exécutive.

Le coup d'état du 18 brumaire An VIII—9 novembre 1799 entraîna de nouveaux changements dans l'organisation. L'administration du département dépendrait dorénavant du préfet, nommé par le Premier Consul. Il ne faut pas considérer la fonction du préfet comme une continuation de celle du commissaire central avec un simple changement de titre. En réalité sa position est essentiellement différente. A l'encontre du commissaire central, qui était contrôleur et stimulateur des activités de l'administration départementale, le préfet gouverne son département, il exécute les lois et assure l'administration de son territoire. Il effectue les inspections et il en rend compte au gouvernement. Mais d'autre part il dépendait des ministres à qui il devait demander des instructions pour les affaires importantes. Le conseil général du département, au nombre de seize membres, également nommés par le Premier Consul, avait des pouvoirs financiers et occupait en outre une espèce de fonction de représentation départementale. Les trois arrondissements, Maëstricht, Ruremonde et Hasselt, qui constituaient le département, étaient administrés par un sous-préfet et un conseil d'arrondissement avec des pouvoirs analogues à ceux du préfet et du conseil général du département.

8. LES COLLÈGES DU PAYS AVANT LA RÉVOLUTION.

Il existait avant la Révolution un grand nombre d'écoles latines, répandues dans le pays qui allait s'appeler département de la Meuse-Inférieure après l'annexion à la France. Nous avons déjà vu quel était en général l'enseignement dans ces collèges et nous savons déjà qu'il s'opposait au point de vue des principes, de la morale, des méthodes et du but à l'instruction que la Révolution allait créer. Si, dans les lignes qui suivront, nous passerons rapidement en revue ces écoles, ce n'est donc pas parce que l'École Centrale s'y rattacherait d'aucune façon. Mais il convient de se rendre compte de l'extension des collèges et des possibilités d'instruction dans ces pays au moment où les Français les occupaient. Il n'entre pas dans nos desseins de retracer l'histoire de chacun d'eux ⁵⁴). Nous nous bornerons à résumer leur

⁵⁴) Cf. J. Habets, *Geschiedenis van het tegenwoordige bisdom Roermond*, t. III, p. 516-554 (Latijnsche scholen in het bisdom Roermond en den omtrek). L'auteur y traite e.a. des écoles de Ruremonde, Venlo, Maëstricht, Bree, Maëseyck.

état au moment de la conquête. Si nous en sommes sommairement renseignés, c'est parce que les archives contiennent les informations que le préfet communiquait au ministre de l'Intérieur en réponse aux questions, posées dans une circulaire ministérielle du 25 ventôse An IX—16 mars 1801 concernant l'instruction publique avant la conquête⁵⁵).

Les détails de la suppression des différentes écoles ne sont généralement pas connus. La cause en a été pour les unes la confiscation des biens ecclésiastiques — car la plupart des écoles étaient tenues par des réguliers —, pour les autres l'obligation de prêter le serment de haine. Sauf pour Ruremonde on ne connaît pas de professeurs qui aient voulu le prêter. Enfin il importe de remarquer que, bien que la date de la disparition des collèges ne soit pas connue au juste, ils n'ont pas été supprimés par les Français dès leur entrée, comme on l'a cru trop souvent. Les collèges dont nous savons approximativement la date de disparition, comme ceux de Maëstricht et de Bree, ont encore continué pendant quelques années leur enseignement jusqu'en 1797 ou même 1798.

Comme les deux écoles latines de Maëstricht reviendront encore quelques fois dans l'histoire de l'École Centrale, nous nous étendrons un peu plus long sur leur sort.

L'École Latine Catholique avait remplacé le collège des jésuites après la suppression de l'ordre en 1773. Elle se composait de cinq classes et comptait quatre professeurs et 60 à 70 élèves. L'enseignement se concentrait sur la langue latine à la rhétorique inclusivement. On y enseignait comme branches accessoires la langue française, les belles lettres, la sphère⁵⁶), la géographie, l'histoire universelle, l'arithmétique et la géométrie. L'école était établie dans une partie des bâtiments dans la rue Large, qu'avait occupés l'école des jésuites et qui appartenaient à la ville. Les élèves payaient annuellement une rétribution de 22 fr. 70, qu'on déposait dans la caisse de la ville. Celle-ci allouait annuellement, d'après les ordres des anciens souverains, aux professeurs les traitements suivants: 984 fr. au premier professeur ou préfet, 645 fr. au deuxième, 584 fr. au troisième et 552 fr. au quatrième. Ceux qui étaient prêtre jouissaient en outre de l'exemption des impôts indirects et de leur bénéfice comme prêtre. D'après J. P. A. Jessé, adjoint au maire de Maëstricht, qui a fourni ces renseignements, „... l'école rendait des services réels et présentait beaucoup d'utilité pour la jeunesse malgré les vices de son organisation”⁵⁷).

Au mois de pluviôse An V—février 1797 le corps municipal avait convoqué les professeurs pour leur notifier que le paiement de leurs appointe-

⁵⁵) 14 brumaire An X—5 novembre 1801: RAM, Inv. n° 2452, Ind. n° 54 R 7 Pitr et 103 R 5 Pitr.

⁵⁶) L'étude des principes d'astronomie sur une sphère.

⁵⁷) Jessé au Conseil du 1^{er} Arrondissement, 22 thermidor An IX—10 août 1801: RAM, Inv. n° 2452, Ind. n° 54 R 7 Pitr.

ments devenait de plus en plus difficile, mais qu'il espérait pouvoir le continuer encore quelques mois. Quelques semaines plus tard les quatre professeurs, H. L. Partouns, J. H. Bonnemayers, J. L. Leuning et A. Gulikers s'adressèrent au conseil municipal pour demander un acompte sur leur salaire. Comme la commune n'en avait pas les moyens, le maire Monachon pria l'administration centrale de payer les traitements des professeurs en attendant que leur enseignement soit repris par l'École Centrale⁵⁸). Nous ne savons pas si l'administration s'est rendue à cette invitation, car ni la correspondance, ni l'Indicateur général ne contient sa réponse. Ce qui est certain c'est que les professeurs avaient continué leur enseignement, malgré les difficultés financières; car un an plus tard, Piersens et Monachon visitèrent l'école⁵⁹). Elle avait à ce moment 40 élèves et les 4 professeurs précités.

L'obligation du serment porta le coup de grâce à l'école qui avait su se maintenir pendant ces premières années de la domination française. L'école ne fut pas fermée par ordre supérieur, que nous sachions. Devant la nécessité de prêter un serment que leur conscience leur défendait, les professeurs ont dû terminer leurs leçons avant le mois de prairial An VI—juin 1798, époque de la prestation du serment par les autres instituteurs: car les procès-verbaux de ce mois n'en parlent plus. Cette supposition se trouve confirmée par les informations de Jessé qui écrivit en 1801 que les anciens professeurs, n'ayant aucun état connu, étaient „des prêtres qui ont refusé la promesse de soumission aux lois de la République”.

L'École Latine Réformée fut fondée définitivement en 1643 après quelques années de tentatives et d'échecs depuis 1633. Elle passa quelques années difficiles pendant l'occupation française de 1673-1678. Après la deuxième réduction de Maëstricht en 1678 l'école fut établie dans les bâtiments de la rue du Chapon, où elle devait rester jusqu'en 1793. Dès la fin du 17^e siècle elle entra dans une période de prospérité. En 1683 elle prit même de l'extension par la fondation de l'École Illustre; celle-ci comptait cinq professeurs qui enseignaient la théologie, la physique, l'astronomie et la géographie, l'éloquence et le grec et enfin les langues orientales. Bien que ce „*Gymnasium Illustre*” et ce „*Gymnasium Litterarium*” fussent intimement liés, c'étaient deux écoles différentes. Ce dernier, appelé communément École Latine, avait trois professeurs et six classes. Son programme était plus restreint que celui de l'École Catholique et comprenait principalement le latin avec la poésie, la rhétorique et l'histoire. Il est possible qu'on y enseignât aussi le grec: les renseignements à cet égard sont contradictoires. Le nombre des élèves variait

⁵⁸) 11 ventôse An V—1^{er} mars 1797: RAM, Inv. n° 2449, Ind. n° 1142 R 4.

⁵⁹) Piersens et Monachon avaient été chargés par l'administration municipale de Maëstricht de l'inspection des écoles. Le rapport de ces visites est du 4 nivôse An VI—24 décembre 1797: RAM, Inv. n° 2450, Ind. n° 88 R 8. En prairial An VI—juin 1798 une autre commission effectua encore une tournée d'inspection: RAM, Inv. n° 2450, Ind. n° 21 R 10. Cf. p. 144.

de 15 à 30. Les revenus des deux écoles se montaient à 8.664 francs, dont nous exposerons plus loin la provenance ⁶⁰). L'enseignement cessa en 1793 lorsque l'école fut ravagée pendant le siège. Les trois derniers professeurs continuaient à habiter les maisons situées à côté de l'école. Le recteur C. F. Essers s'était fait marchand, J. R. Wurstijsen est celui que nous retrouverons comme professeur à l'École Centrale, tandis que le troisième professeur J. Th. Endts ouvrit un pensionnat et une école libre ⁶¹).

Outre les deux écoles maëstrichtoises le 1^{er} arrondissement comptait encore les collèges de Tongres et celui de Munsterbilsen.

TONGRES: Il y avait deux collèges attenants à l'église et au bâtiment du chapitre dont ils faisaient partie. Ils avaient ensemble 6 professeurs et chacun comptait 50 élèves. On y enseignait le latin, le français, le flamand et les éléments de l'arithmétique. Le chapitre des chanoines réguliers donnait aux maîtres un traitement en grains et en numéraire; en outre la mense des pauvres leur payait une rétribution. Après la suppression les professeurs se sont dispersés. Les deux écoles étaient très utiles aux habitants.

MUNSTERBILSEN: Le collège avait 4 professeurs et 30 à 40 élèves. Le programme d'études était le même qu'à Tongres. C'étaient des Capucins qui étaient chargés de l'enseignement et qui recevaient, outre le logement, quelques mesures de seigle, que le chapitre de l'endroit leur faisait délivrer pour chaque élève.

Le 2^e arrondissement du département possédait 3 écoles.

HASSELT: Ce collège comptait 3 maîtres pour 100 élèves. On enseignait à lire, à écrire, le flamand, le latin depuis la figure à la rhétorique inclusivement. On n'enseignait pas le français ni les mathématiques. L'école était logée dans une vieille et mauvaise maison, appartenant à la commune. Les 3 classes se trouvaient au rez-de-chaussée; au premier étage il y avait un cabaret! Le collège ne possédait pas de biens. La ville pourvoyait au salaire des professeurs. En dehors des rétributions des élèves, les appointements des 2 premiers professeurs étaient de 106 florins de Liège et ceux du 3^e de 120 fl. Les maîtres refusèrent de prêter le serment.

ST TROND: Ce collège, qui était fort réputé, comptait un régent, un sous-régent et 5 professeurs avec 400 élèves. L'enseignement portait sur le latin de la figure à la rhétorique inclusivement, le français et l'arithmétique. L'école disposait d'un bâtiment spacieux et commode, consistant en 5 salles de classe, des appartements pour les professeurs et les élèves-pensionnaires. La maison pouvait faire face à ses dépenses avec les subventions de la

⁶⁰) Cf. p. 141-142.

⁶¹) Pour l'histoire de l'École Latine Réformée cf. H. Stegeman, *Het Protestantsch Onderwijs in Maastricht tot 1794* dans *Gedenkboek van de Nederlandsch Hervormde Gemeente van Maastricht*, Maastricht, 1932, p. 287-317; les lettres de Jessé (p. 40) et de Monachon (p. 41); le préfet au ministre de l'Intérieur, 14 brumaire An X—15 novembre 1801: RAM, Inv. n° 2452, Ind. n° 54 R 7 Pfttr; le conseil d'administration au préfet, 20 brumaire An XI—11 novembre 1802: RAM, Inv. n° 2452, Ind. n° 1010 R 11 Pfttr.

commune et les rétributions des élèves. Les professeurs se sont soustraits à la prestation du serment.

BERINGEN: Il y avait 2 maîtres et 50 élèves. Les études étaient les mêmes qu'à Hasselt. Le bâtiment de l'école comprenait 2 classes et pouvait loger les professeurs et 6 élèves-pensionnaires. Le collège jouissait seulement de 360 fl. de revenus. La commune comblait le déficit. Les professeurs étaient également des prêtres insoumis.

Le 3^e arrondissement comptait 5 collèges au moment de la conquête.

RUREMONDE: Le collège des jésuites avait été transformé, nous l'avons déjà vu, après la suppression de la Société en 1773 en Collège royal. Il y avait 5 maîtres et 65 élèves, à qui on enseignait le latin, la rhétorique, le français, la dialectique et l'arithmétique. Le Gouvernement autrichien supportait les frais, qui étaient d'environ 8000 fr. par an.

VENLO: Ce collège, tenu par les Croisières, était en déchéance. Il n'avait que 28 élèves et 3 professeurs, qui enseignaient le latin, la rhétorique et la dialectique. La ville de Venlo payait aux Croisières une somme annuelle d'environ 650 fr.

WEERT: Les chanoines réguliers de St Augustin tenaient un collège de 32 élèves avec 3 professeurs⁶²).

MAËSEYCK: Ce collège était dirigé par les Croisières et avait 3 professeurs et 30 élèves. Les matières qu'on enseignait à Weert et à Maëseyck étaient les mêmes que celles de Venlo. Les frais de ces trois écoles étaient principalement portés par les revenus des couvents.

BREE: En vertu de leur admission dans la commune de Bree, les pères Augustins étaient tenus de fournir gratuitement 3 professeurs de leur ordre pour enseigner le latin, la poésie, la rhétorique, l'histoire et la géographie. Le 3 nivôse An V—23 décembre 1796 l'administration municipale de Bree demanda à l'administration départementale la permission de charger les 3 „ci-devant” Augustins de l'enseignement et de les laisser dans leur couvent confisqué, jusqu'à ce que celui-ci reçoive une autre destination. L'administration centrale approuva que les Augustins soient chargés de l'instruction, mais ils devaient chercher pour leurs classes un autre endroit que leur monastère. C'était la fin du collège.

9. L'ESPRIT PUBLIC DANS LE DÉPARTEMENT DE LA MEUSE-INFÉRIEURE.

Après avoir résumé l'attitude des habitants des neuf départements réunis envers la République, il convient d'examiner l'esprit public, plus particulièrement dans la Meuse-Inférieure, puisqu'en somme c'est lui qui fera com-

⁶²) Cf. C. Sloots, *Haga Mariana — Bisschoppelijk College Weert — 1648-1948*.

prendre le sort de l'École Centrale du département. Notre source principale sera les rapports décadaires ou mensuels que les commissaires centraux et plus tard les préfets adressaient au ministre de l'Intérieur⁶³). En ce qui concerne la valeur de ces rapports, il faut se mettre en garde contre l'optimisme de commande qu'ils respirent. Il n'y a que ceux du commissaire central Girard qui sont dignes de foi. Il analyse la situation du département avec une clairvoyance remarquable et la caractérise avec une franchise impitoyable. Il s'excusait des nouvelles désastreuses qu'il avait à communiquer par cette phrase si rare dans la correspondance officielle: „La situation du département est bien loin d'être satisfaisante; mais je vous dois la vérité et je ne m'en écarterai jamais”⁶⁴). Les comptes rendus des préfets sont suspects par la complaisance avec laquelle ils dépeignent la situation. Les faits qu'ils rapportent sont généralement exacts, mais l'interprétation qu'ils en donnent est souvent démentie par les faits des rapports suivants. C'est qu'ils avaient un maître difficile, qu'il fallait contenter en le convainquant du succès de leur gestion.

Nous nous permettrons de faire suivre au cours de ce paragraphe des citations plus étendues et plus nombreuses parce qu'elles expriment des nuances de sentiment et de ton qui se perdraient dans des résumés.

Il importe de distinguer la période du Directoire de celle du Consulat. Sans que l'esprit public présente une différence essentielle pendant ces deux époques, il faut faire remarquer que pendant le Directoire la résistance et, partant, la répression étaient plus aigries, plus violentes, plus ouvertes.

Abstraction faite de l'inimitié sourde et de la haine manifeste, le fond de l'esprit public, même pendant les périodes relativement calmes, a conservé d'un bout à l'autre de la domination française une attitude de méfiance invétérée. Elle a été signalée par Girard dès la première page de son premier rapport: „Un autre aspect sous lequel j'ai à présenter l'esprit public de ce département, c'est la défiance avec laquelle il accueille toutes les propositions qui lui sont faites de la part du Gouvernement.

Demande-t-on des états de population? „C'est”, dit-on d'abord, „pour faire des levées d'hommes”.

Veut-on savoir le nombre des bestiaux, le produit des récoltes? „C'est pour frapper des réquisitions”.

Veut-on connaître les différentes espèces de terres, le genre de culture, la

⁶³) Les rapports des commissaires centraux Girard et Cavenne (1796-1800) et ceux des préfets Ferrand, Loysel et Roggieri (1800-1814) se trouvent aux Archives Nationales à Paris: F 1 c III, Meuse-Inférieure, 3. Au Rijksarchief de Maëstricht nous n'avons trouvé que ceux de Girard et de Cavenne (1^{er} vendémiaire An VI—22 septembre 1797 — 30 nivôse An VIII—20 janvier 1800): Inv. n° 4301. Nous indiquerons les citations par le nom de l'auteur et par la date du rapport. On trouvera de nombreux renseignements sur l'esprit public chez J. Daris, *Le département de la Meuse-Inférieure pendant la Révolution Française dans Histoire du Diocèse et de la Principauté de Liège*, t. IV, p. 3-164. Voir aussi J. Habets, o.c., t. IV, p. 1-165.

⁶⁴) 11 floréal An VI—30 avril 1798.

nature des productions etc.? „C'est pour augmenter le poids des contributions”.

Veut-on s'instruire des divers genres d'industries, des manufactures, ateliers, des débouchés du commerce etc.? „C'est pour établir des lois fiscales”.

Malheureusement ces funestes dispositions sont cimentées dans l'esprit des habitants par la conduite qu'on a tenu à leur égard jusqu'après leur réunion. Chaque recensement était suivi d'une réquisition et celui qui avait fait sa déclaration avec le plus de bonne foi était toujours le plus écrasé. Ce ne sera qu'avec beaucoup de franchise et de loyauté de la part du Gouvernement et des administrations qu'on verra, à la longue, renaître la confiance”⁶⁵).

Au contraire, le Gouvernement semblait, malheureusement, s'évertuer à tuer toute confiance par les atteintes qu'il ne cessait de porter aux libertés, aux biens matériels et à la croyance de ces sujets. Et Girard lui-même était le premier à s'éloigner des mesures de sagesse qu'il conseillait au ministre.

L'oppression de la liberté personnelle se manifestait d'abord par la contrainte d'exercer des fonctions publiques. Quand l'administration centrale avait réussi à constituer avec beaucoup de peine des conseils municipaux, des tribunaux ou autres collèges, il arrivait fréquemment que les fonctionnaires s'y soustrayaient. Ces désertions étaient tellement fréquentes que l'organisation des services normaux en était menacée. Les mesures prises par l'administration centrale n'étaient pas toujours compatibles avec les libertés garanties par la constitution. Lorsqu'au printemps de l'An IV—mai 1796 les municipalités de Rolduc et de Fauquemont furent désorganisées par le refus des fonctionnaires de faire la déclaration, prescrite par la loi du 7 vendémiaire An IV—29 septembre 1795⁶⁶), l'administration centrale arrêta qu'il serait envoyé dans ces communes des citoyens français pour administrer le canton⁶⁷). Il leur serait accordé un traitement de six livres par jour, levés sur les plus riches particuliers et les curés des communes où il y avait des agents démissionnaires. La répartition de la somme pèserait particulièrement sur les démissionnaires en raison de leur faculté. Ces fonctionnaires remplaçants seraient logés de préférence chez les curés ou dans les maisons religieuses qui seraient tenus de les nourrir convenablement. Il serait envoyé en outre une force armée à la disposition des fonctionnaires français pour le maintien de l'ordre et l'exécution des lois. Les militaires seraient logés et nourris chez les plus notables de la commune. Si les agents démissionnaires ou d'autres sujets capables se présentaient pour remplir les fonctions vacantes, les communes respectives ne seraient plus tenues à concourir aux frais exigés.

⁶⁵) 1^{er} vendémiaire An VI—22 septembre 1797.

⁶⁶) La formule de la déclaration était: „Je reconnais que l'universalité des citoyens français est le souverain, et je promets soumission et obéissance aux lois de la République”.

⁶⁷) 30 prairial An VI—18 juin 1796: RAM, Inv. n° 136, f° 36 r°-37 v°.

En motivant ces mesures l'administration écrivit au ministre: „Notre embarras consiste dans la persuasion où nous sommes qu'il sera impossible de pourvoir à leur remplacement, car nous avons confié ces places aux seuls capables de les remplir. Encore comment le faisaient-ils? Ce pays est le foyer de la plus crasse ignorance et le peu de gens instruits sont ennemis déclarés du système français”⁶⁸). Dans le rapport que le ministre rédigea pour le Directoire il avoua: „Le ministre de l'Intérieur ne peut se dissimuler l'illégalité de ces mesures et de cette espèce de contribution, mais l'empire des circonstances semble l'avoir commandée. . .” Et le bureau d'instruction marqua en marge de la lettre des administrateurs: „Dire que le ministre, sans leur prescrire aucune mesure particulière, s'en remet à la sagesse de l'administration”. Ceci ne signifiait rien moins que carte blanche à la répression.

Pour donner plus d'attrait au serment, l'administration s'avisa de ne délivrer les mandats de paiement aux tribunaux de police et aux juges de paix qu'à vue du procès-verbal de leur prestation de serment⁶⁹).

La conscription et les mesures de rigueur qui l'accompagnaient soulevaient une haine générale: „. . . dans la plupart des communes rurales il est défendu aux agents de s'en occuper sous peine de mort”⁷⁰). Voici l'opinion de Cavenne: „C'est principalement aux lois sur la conscription qu'on doit attribuer le pervertissement de l'esprit public. Tous ceux qu'elle atteint émigrent en Hollande ou en Prusse: il n'en est pas un vingtième qui restent et rejoignent les drapeaux de la République, bien que l'administration centrale ait déjà fait mettre le séquestre sur les biens des parents de ceux qui sont partis”⁷¹). Les jeunes gens préféraient émigrer et attendre dans la République Batave un changement de gouvernement. En attendant ils s'enrôlaient dans l'armée hollandaise, où ils retrouvaient leurs moeurs et leur langage. Le commissaire central craignait de n'obtenir que 30 conscrits sur plus de 10 cantons limitrophes à la Hollande.

Les atteintes que les contributions portaient aux biens suscitaient une résistance muette et tenace. Le recouvrement des contributions s'opérait toujours avec beaucoup de peine et jamais sans le concours de la force armée. Girard le considérait comme „l'article le plus pénible” de ses attributions. Le recouvrement se heurtait à l'incompétence ou à la mauvaise volonté des commissaires répartiteurs et des agents municipaux et aussi au peu d'intelligence et de zèle des percepteurs des communes. Le commissaire du Directoire du canton de Heythuysen, Hanf, le futur professeur de l'École Centrale, commenta la répartition „absurde” de ce canton: „C'est avec

⁶⁸) 29 prairial An VI—16 juin 1796: ANP, F 1 c III, Meuse-Inférieure, 5.

⁶⁹) Girard, 11 brumaire An VI—1 novembre 1797.

⁷⁰) Girard, 1^{er} vendémiaire An VII—22 septembre 1798.

⁷¹) Messidor An VII—juillet 1799.

douleur que je ne vois que mauvaise foi”⁷²⁾). Et Girard constate: „La contribution mobilière étant exorbitante ne sera recouvrée qu’avec beaucoup de peine. Sa répartition cause beaucoup de travail aux agents municipaux qui n’avaient aucune idée de ce genre d’impositions et qui d’ailleurs sont pour la plupart si bornés”⁷³⁾).

La loi spéciale du 15 fructidor An IV—1^{er} septembre 1796 supprimait dans les neufs départements les corporations religieuses sauf les établissements qui s’occupaient de l’enseignement ou qui soignaient les malades. La loi sur les cultes du 7 vendémiaire An IV—29 septembre 1795 y fut promulguée par étapes pour éviter l’agitation parmi la population. Ce n’est qu’après le coup d’état du 18 fructidor An V—4 septembre 1797 que la persécution religieuse éclata avec fureur. Le port du costume ecclésiastique fut interdit, les dernières congrégations religieuses furent supprimées, les signes extérieurs du culte furent enlevés. „Quant à ce qui regarde les autres dispositions sur la police des cultes, j’avais depuis plus d’un an fait défendre les processions et rassemblements dans les rues. On travaille à présent à faire disparaître les autres signes, tels que croix, images etc.”⁷⁴⁾. Comme on ne trouvait pas d’ouvriers dans les cantons ruraux qui se prêtassent à cette besogne, on se proposa de recourir à des sapeurs de la garnison pour abattre les croix qui se trouvaient sur les grandes routes⁷⁵⁾.

La loi du 19 fructidor An V—5 septembre 1797 substitua le serment de haine à la déclaration requise par la loi du 7 vendémiaire An IV. La plupart des prêtres se refusaient à prêter ce serment et, menacés de déportation, disparaissaient de la vie publique, soit en émigrant, soit, pour la plupart d’entre eux, en se cachant avec l’aide des fidèles. Les églises non-desservies par des prêtres assermentés furent fermées. Cependant ceux-ci voyaient leurs services abandonnés et leur crédit était minime. Les réfractaires au contraire continuaient à faire leurs offices en secret dans des maisons particulières ou dans les bois. „Je soupçonne que plusieurs de ces ex-religieux fanatiques disent la messe dans des maisons particulières dès les cinq heures du matin afin d’être à l’abri de toutes visites domiciliaires, qui ne peuvent se faire pendant la nuit”⁷⁶⁾. Ce n’est pas sans regret que Girard constata quelques mois plus tard: „Les prêtres insermentés ne s’avisent plus de faire publiquement leurs fonctions, mais ils font en sorte de n’y rien perdre: au lieu d’une messe qu’ils disaient autrefois en public, ils en disent aujourd’hui une douzaine par jour dans des maisons particulières. Ils ont obtenu à ce sujet de leur évêque *des pouvoirs extraordinaires*”⁷⁷⁾).

⁷²⁾ Hanf à l’administration centrale, 9 vendémiaire An VI—30 septembre 1797: RAM, Inv. n° 2449.

⁷³⁾ Girard, 1^{er} frimaire An VI—21 novembre 1797.

⁷⁴⁾ Le même, 1^{er} vendémiaire An VI—22 septembre 1797.

⁷⁵⁾ Le même, 21 vendémiaire An VI—12 octobre 1797.

⁷⁶⁾ Le même, 11 frimaire An VI—1 décembre 1797.

⁷⁷⁾ Le même au ministre de la Police, 21 vendémiaire An VII—12 octobre 1798: RAM, Inv. n° 4301.

Ailleurs les fidèles se rassemblaient pour réciter le chapelet ou des prières en commun. Ainsi p. ex. dans le canton de Nedercruchten les habitants s'étaient rassemblés plusieurs fois la nuit pour faire des prières. Pour faire cesser ces réunions nocturnes, Cavenne eut l'idée originale de proposer aux fidèles de leur ouvrir l'église, fermée par manque d'un prêtre assermenté, „pourvu que quelques citoyens prêtassent le serment, en se conformant aux lois relatives aux ministres des cultes”. Il va sans dire qu'on ne se rendit pas à l'invitation. Les réunions nocturnes se continuant, le commissaire central eut soin d'établir une brigade de gendarmerie à Nedercruchten qui dispersa les assistants et arrêta les auteurs; quelques prêtres arrêtés furent déportés ⁷⁸⁾).

L'influence des prêtres réfractaires était d'autant plus grande qu'ils jouissaient de la confiance de la grande masse de la population. Ils la tenaient en émoi par leur opposition au Gouvernement. Ils distribuaient des mandements et des lettres pastorales des évêques de Malines, de Liège et de Ruremonde. „À l'exception d'un petit nombre d'hommes éclairés qui se trouvent à Maëstricht, à St Trond, à Hasselt et quelques-uns isolés dans les autres communes du département, tout le reste est d'une ignorance crasse, ne voit, ne pense, ne sent, ne respire que comme il plaît aux prêtres” ⁷⁹⁾).

Girard était convaincu qu'il ne fallait compter sur aucune amélioration de l'esprit public tant que cette multitude de prêtres réfractaires pouvait prêcher pour ainsi dire publiquement le mépris des lois et des autorités et continuer leur lutte contre le Gouvernement. Aussi ne cessa-t-il pas d'exiger, aveuglé par son fanatisme antireligieux, la déportation en bloc de tous les réfractaires: „Si le Gouvernement veut être respecté dans ce département, il doit se faire craindre des prêtres tellement qu'ils n'osent ouvrir la bouche pour parler des lois et des institutions républicaines. Si on ne peut les contraindre à les louer, il faut au moins les empêcher de les décrier. Quant à ce qui regarde le peuple, il est, comme partout ailleurs, bon par essence et il se prononcera pour le régime de la liberté aussitôt que ses prêtres n'oseront plus lui dire que c'est la voie de l'enfer. Beaucoup de ménagements envers le peuple, beaucoup de fermeté et de sévérité contre ceux qui le dirigent, tels sont les principaux principes selon lesquels ce département veut être gouverné” ⁸⁰⁾).

S'il est certain que les prêtres insoumis étaient pour beaucoup dans l'agitation, il n'en est pas moins vrai que les rapports officiels exagéraient l'importance du rôle qu'ils jouaient: il était trop commode de rejeter sur eux, de même que sur les agents anglais et l'or autrichien, les suites lamentables des erreurs et des injustices du régime. L'arrêté directorial du 14 brumaire An VII—4 novembre 1798 décréta l'arrestation et la déportation des réfrac-

⁷⁸⁾ Cavenne, 30 messidor et 30 thermidor An VII—18 juillet et 17 août 1799.

⁷⁹⁾ Girard, 1^{er} vendémiaire An VI—22 septembre 1797.

⁸⁰⁾ *ib.*

taires. Sur à peu près 1200 prêtres qui se trouvaient sur la liste de déportation du département, l'administration centrale en mit environ 50 en surveillance ⁸¹⁾).

Ce qui discréditait davantage le régime, c'était la conduite des commissaires et des fonctionnaires français ou patriotes qui étaient appelés à appliquer les lois et à maintenir l'ordre. Le commissaire central voyait juste en écrivant: „... et pour revenir encore à nos mauvais sujets de commissaires, le peuple ne se persuadera jamais que le Gouvernement veut de bonne foi le rendre heureux, tant qu'il le laissera gouverner par des êtres immoraux et perdus dans l'esprit public" ⁸²⁾. Et quelques semaines après il constata que le département renfermait „si peu de patriotes et de gens attachés à la République qu'il n'y a en général que les fripons et les dilapidateurs qui tiennent à leurs places" ⁸³⁾).

La nullité, la complaisance ou la complicité de nombre de fonctionnaires empêchait l'administration normale. „Beaucoup de leurs membres (des municipalités) surtout dans les campagnes sont ignorants, superstitieux, pauvres et nullement attachés au Gouvernement. Les gens aisés ou instruits fuient ces places par aristocratie" ⁸⁴⁾. Les officiers de police ne s'attaquaient pas aux prêtres réfractaires et les juges de paix ne se prêtaient généralement pas à les condamner. Les plaintes à ce sujet reviennent constamment dans les rapports: „Je crains de devenir fastidieux en répétant sans cesse mes plaintes contre l'incurie des juges de paix" ⁸⁵⁾. Comme la domination française ne reposait que sur la fortune des armes, les fonctionnaires du pays ne voulaient pas se compromettre pour l'avenir. La population attendait tout d'un changement du sort des armes. Les bruits les plus invraisemblables couraient sur le déroulement de la guerre et tenaient les esprits en émoi. Les revers de l'armée française au début de la deuxième coalition enflammaient l'espoir des populations. Beaucoup d'agents municipaux abandonnaient leur poste; ceux qui restaient et les juges de paix ménageaient les ennemis du Gouvernement. Les Belges ne dissimulaient plus leur espoir: „... dans la plupart des cantons ils se montrent ouvertement insultants à la République et se permettent de plates chansons sur ses défaites" ⁸⁶⁾).

D'autre part les fonctionnaires zélés étaient menacés par la colère populaire, comme p. ex. à Bilsen où une bande de furieux brisa les vitres et les meubles d'un agent et attenta à ses jours ⁸⁷⁾. Ses voies de fait s'accurent pendant la Guerre des Paysans, mentionnée dans les rapports comme „trou-

⁸¹⁾ Cavenne, 30 nivôse An VIII—20 janvier 1800. Daris, *o.c.*, t. IV donne le texte de l'arrêté de déportation avec tous les noms (p. 121-162) et la liste des arrestations (p. 93-94).

⁸²⁾ Girard, 1^{er} vendémiaire An VI—22 septembre 1797.

⁸³⁾ Girard, 21 vendémiaire An VI—12 octobre 1797.

⁸⁴⁾ Cavenne, 30 thermidor An VII—17 août 1799.

⁸⁵⁾ Girard, brumaire An VI—octobre 1797.

⁸⁶⁾ Cavenne, 30 messidor An VII—18 juillet 1799.

⁸⁷⁾ Girard, 1^{er} frimaire An VI—21 novembre 1797. Daris, *o.c.*, t. IV, p. 91-92 cite plusieurs voies de fait.

bles de brumaire An VII"—novembre 1798. Bien que cette guerre se terminât dans la Meuse-Inférieure par la bataille de Hasselt, où les derniers groupes de paysans furent exterminés, le département n'était pas le centre principal de ces troubles. Néanmoins la répercussion de l'insurrection s'y fit sentir vivement: des troupes de paysans parcoururent la Campine, les arbres de liberté furent coupés⁸⁸), les affiches incendiées, il y eut des provocations à la rébellion, des menaces et des attentats contre des fonctionnaires publics⁸⁹). Aussi beaucoup de fonctionnaires démissionnèrent-ils, effrayés par la tournure que prenaient les choses, sans qu'on pût trouver des successeurs. „Quiconque a l'air ou l'habillement français" écrit Girard, „ne traverse plus sans danger le département: déjà on a découvert des cadavres de militaires, enterrés sur les routes; des chevaux d'ordonnances sont rentrés à Maëstricht sans cavalier. Partout où le militaire français se trouve isolé, il est exposé aux insultes et aux voies de fait"⁹⁰).

Quand, après l'échec gouvernemental aux élections de l'An V, le Directoire prit des mesures pour éviter une semblable surprise désagréable aux élections de l'An VI, les ennemis du Gouvernement s'efforçaient de les faire échouer. „Je suis assuré" disait Girard, „que les prêtres perturbateurs ont remué ciel et terre pour que personne ne se trouve aux élections; ils sont parvenus à inspirer, surtout aux femmes, une telle horreur pour le serment de haine à la royauté que plusieurs d'entre elles ont refusé d'habiter avec leurs maris qui l'avaient prêté à l'assemblée primaire"⁹¹).

La direction des Domaines nationaux ne réussissait pas à se procurer les renseignements sur les possessions ecclésiastiques confisquées. On ne connaissait presque aucune des rentes constituées au profit des maisons religieuses. Et pourtant il était un fait notoire qu'elles en avaient beaucoup. La vente des couvents rapportait peu parce que les amateurs étaient retenus soit par des principes religieux, soit par crainte d'un retour des anciens maîtres. Girard assure que „... les Domaines nationaux se vendraient bien mieux si les prêtres insermentés ne faisaient accroire aux paysans qu'il n'y a que les impies qui osent les acheter"⁹²).

Les tentatives des autorités pour faire participer les habitants aux fêtes publiques n'aboutirent pas. Les rapports des commissaires centraux constatent à plusieurs reprises que le peuple n'y prend aucune part. Il en est de même pour les efforts qui visaient à substituer les décadis aux dimanches: „Personne ne travaille ostensiblement le décadi", selon le témoignage de Girard, „mais le dimanche n'y perd rien: les prêtres fanatiques ont à ce

⁸⁸) *Omverhaking van den Vrijheidsboom te Beverloo (Canton Beeringen, frimaire An VIII—novembre 1799) en planting van een nieuwen*, dans *Maasgouw* XV (1893), p. 49-51.

⁸⁹) Daris signale des troubles à Beeringen, Herck-la-ville, Ruremonde, o.c., t. IV, p. 87-88.

⁹⁰) Girard, 1^{er} frimaire An VII—21 novembre 1798.

⁹¹) Le même, 11 floréal An VI—30 avril 1798.

⁹²) Le même, 1^{er} messidor An VI—19 juin 1798.

sujet répandu avec profusion les pamphlets et les contes les plus absurdes pour faire observer aux paysans le repos du dimanche”⁹³).

Le serment de haine restait la pierre d’achoppement qui déjouait les desseins du Gouvernement. C’est lui qui empêchait toute pacification religieuse, qui causait la désertion des fonctionnaires et entravait le fonctionnement des administrations municipales. C’est lui aussi qui empêchait l’organisation de l’enseignement primaire, parce que les instituteurs n’étaient pas plus que les prêtres disposés à s’y conformer. Nous aurons à revenir à cette question, mais signalons dès maintenant que s’il existait des écoles primaires dans les cantons ruraux, c’est grâce à l’incurie ou à la complicité des administrations municipales. Voici un compte rendu du commissaire du Directoire près le canton de Heers qui est caractéristique pour l’attitude générale: „Je suppose qu’elle (l’administration municipale) se fût transportée dans les écoles particulières, elle vous aurait rendu un compte du plus purs patriotisme et moralité des instituteurs d’icelles, tandis que ces messieurs sont des prêtres insermentés, ennemis acharnés du gouvernement républicain et font certainement pomper à leurs élèves leurs principes subversifs”⁹⁴). Le commissaire poursuit sa lettre en exigeant qu’on fasse prêter le serment à ces prêtres pour la terminer par une phrase où perce la bassesse et la perfidie: „... alors vous acquerrez une nouvelle estime de ces braves pasteurs qui ont fait leur soumission; ils se sont déjà réjouis de votre estimable arrêté qui ordonna la fermeture des églises où il n’y a pas de ministres assermentés et où on ne cessait journellement de prier le chapelet”.

On ne peut pas dire que la République ne se soit pas souciée d’éclairer ses nouveaux sujets sur ses intentions. Dès le début on présenta la conquête comme une croisade qui devait porter la liberté aux peuples opprimés et détruire la tyrannie et l’ignorance. Toute occasion était utilisée à des fins de propagande. Une foule de proclamations, de lettres, de circulaires inonda les bureaux de l’administration centrale pour l’inviter à convaincre ses administrés des bienfaits du rattachement à la France. Et l’administration centrale de ressasser les propos de commande pour les administrations municipales dans de nouvelles proclamations, de nouvelles lettres, de nouvelles circulaires.

On se rend compte de l’abus de l’éloquence en voyant les programmes des réunions officielles, des fêtes nationales et de la célébration des décadis, qui consistaient en discours d’une rhétorique ampoulée ou d’un lyrisme dithyrambique. Voici, à titre de curiosité, un échantillon de la proclamation du premier commissaire central Rogier, qui allait faire sentir aux habitants du département les bienfaits et les avantages qu’ils retireraient de l’heureuse révolution: „Peuple, essuie tes larmes, ouvre ton coeur au doux sentiment

⁹³) Girard, fructidor An VI—septembre 1798. Pour le sabotage des décadis voir Daris, *o.c.*, p. 63-69.

⁹⁴) 18 floréal An VI—7 mai 1798: RAM, Inv. n° 2449, Ind. n° 901 R 9.

d'une joie vive et pure en contemplant le doux avenir qui s'offre à tes regards. — La Mère Patrie, la République Française, qui aime et chérit également tous ses enfants, la Mère Patrie te sourit, te tend les bras. . . Vous fixerez aussi son attention, jeunesse intéressante, — âge heureux, où l'âme ardente et sensible s'épanouit à la vertu et s'ouvre naturellement à l'enthousiasme du bien et à l'amour de la patrie" ⁹⁵). A défaut de sens, cette phraséologie n'avait d'autre mérite que d'être dans le goût du temps. Les discours prononcés à l'occasion de l'ouverture de l'École Centrale et aux distributions de prix étaient farcis de semblables déclamations. Malheureusement ce n'est pas avec des paroles vides qu'on peut donner satisfaction à un peuple confronté chaque jour avec une réalité atroce.

Car outre les maux dont nous venons de parler, la situation économique et financière n'était rien moins qu'alarmante. L'impossibilité d'exporter les produits et le manque d'argent paralysaient le commerce. La misère générale favorisait l'extension de la mendicité et du brigandage. Aussi la sûreté publique était-elle lamentable. Des bandes de brigands parcouraient le département en volant, en pillant et, au besoin, en torturant. Il y en avait d'autres qui, venant du département de la Roër (Aix-la-Chapelle) ou de la République Batave, entraient dans la Meuse-Inférieure, accomplissaient leurs sinistres exploits et disparaissaient derrière les frontières. On parlait de *garotteurs* qui s'introduisaient dans les maisons et liaient les habitants pour piller librement. Il y avait encore les *chauffeurs* qui brûlaient les pieds de leurs victimes pour leur arracher des indications sur leur argent caché. N'ayant pas de gendarmerie, ni de force armée, les autorités étaient impuissantes à protéger les habitants.

On ne saurait pas mieux résumer l'esprit public dans le département que ne l'a fait Girard, qui expose avec la perspicacité que nous lui connaissons comment les vues antichrétiennes du Gouvernement provoquaient des réactions, même dans l'ordre purement temporel:

„Les fêtes publiques sont désertes, parce qu'elles sont par eux traitées d'idolâtrie.

„Les lois sur l'état civil sont inexécutées, parce qu'elles sont un empiétement sur les droits des curés.

„Les écoles des instituteurs civiques sont désertées, parce qu'ils enseignent la morale de l'enfer.

„Les prêtres soumis sont honnis et vilipendés, parce qu'ils sont des schismatiques et des apostats; leurs cérémonies sont désertes, parce que ce sont des sacrilèges.

„Les prêtres rebelles disent la messe et font leurs autres cérémonies dans les caves, dans les greniers, dans les bois, etc. parce que les premiers fidèles en usaient ainsi dans le temps des persécutions.

⁹⁵) Proclamation de Rogier: ANP, F 1 c III, Meuse-Inférieure, 5.

„La plupart des juges de paix et agents municipaux sont endoctrinés par ces fourbes, et les autres n'osent rien dire de peur d'être lapidés.

„Les signes du culte existent encore en beaucoup de communes, parce que ce serait une profanation que d'y toucher.

„Les biens des pauvres sont encore, dans bien des communes, à la disposition des prêtres, parce qu'ils en doivent être les dispensateurs et qu'y toucher serait porter la main sur l'arche sacrée.

„La vente des biens nationaux éprouve une défaveur sensible, parce que la plupart des paysans n'osent ou ne veulent pas les acheter.

„Les contributions ne rentrent qu'avec des peines infinies, parce que les dîmes se paient encore clandestinement, parce que le peuple aime mieux faire des aumônes extraordinaires aux pauvres prêtres persécutés que d'acquiescer ses contributions”⁹⁶).

L'avènement du Consulat n'apporta d'abord que peu de changements à l'esprit public. Il y a quelques rares réactions au changement de régime comme p. ex. celle du 2^e arrondissement de Hasselt, qui se crut en devoir de se décharger le cœur dans une déclaration ampoulée⁹⁷). Les archives contiennent encore quelques poésies de circonstances, célébrant le Premier Consul. Il y a une cantate composée en pluvieuse An VIII—janvier-février 1800 pour la fête de l'acceptation de la constitution de l'An VIII par Monachon, commissaire du Gouvernement près la municipalité de Maëstricht. La musique était de Karr, employé au bureau du directeur des contributions directes. Elle fut exécutée „sur l'autel de la patrie à la fête du 14 juillet”. La partition pour l'orchestre, comprenant 50 pages, fut envoyée au ministre avec une note de Karr: „. . . nous osons espérer, citoyen Ministre, que vous voudrez bien en agréer l'hommage, comme d'une production rare dans ce climat, puisque nous sommes jusqu'à présent les seuls Maëstrichtois qui aient fait le moindre couplet à l'honneur de la République, quoique nous en ayons donné l'exemple dès le commencement et tâché autant qu'il nous était possible d'animer nos fêtes nationales par des hymnes patriotiques”⁹⁸). Il est encore un *Carmen Chronodysticon* calligraphié que Fr. Berden, curé à Koninxheim près de Tongres, avait composé à l'occasion du voyage du Premier Consul dans les départements réunis. „. . . n'ayant eu accès chez lui à cause de la multitude de monde qui l'environnait. . .”, il l'envoya au préfet⁹⁹).

Mais le 18 brumaire constituait, pour la grande majorité de la population, un coup d'état comme on en avait vu d'autres et l'on préférait rester dans l'expectative, avant d'en espérer une amélioration de son sort. La tactique

⁹⁶) Girard au ministre de l'Intérieur, 1^{er} prairial An VI—20 mai 1798; citation de De Lanza de Laborie, *o.c.*, t. I, p. 216-217.

⁹⁷) Cf. Appendice, Pièce n° I.

⁹⁸) ANP, F 1 c III, Meuse-Inférieure, 2.

⁹⁹) 28 fructidor An X—26 août 1802: RAM, Inv. n° 2450, Ind. n° 555 R 15 Pfttr.

du Consulat, visant à se réconcilier les Jacobins eut le fâcheux résultat que les pays soumis, voyant rester en place leurs bourreaux de la veille, étaient plus que jamais renforcés dans leur méfiance.

Au reste, la situation générale présenta peu d'améliorations. Au contraire la situation de la sécurité publique était plus alarmante qu'auparavant. Aussi ne peut-on pas prendre au sérieux le rapport du préfet Ferrand, qui écrit: „L'esprit public a obtenu une amélioration sensible, notamment depuis que la paix a fixé invariablement le sort de ces contrées. Les contributions se paient, les lois s'exécutent, les crimes dont jadis le département était le théâtre, ne se renouvellent que très rarement. . .”¹⁰⁰). Il y eut, par contre, une recrudescence du banditisme qu'il fut impossible de réprimer. Le préfet Loysel écrivit en l'An XI: „L'incursion de brigands de toute espèce, garot-teurs, chauffeurs, voleurs avait continuellement troublé la tranquillité des communes rurales pendant l'an IX, notamment sur la frontière batave”¹⁰¹).

La conscription continuait à peser lourdement sur les habitants. Loysel expose que des enrôleurs et des embaucheurs pour le service de la République Batave passent la frontière surtout au temps de la levée des conscrits et qu'ils emmènent beaucoup de jeunes gens. Aussi les tableaux de la conscription présentent-ils des lacunes considérables. Beaucoup de familles risquent de voir condamner leur fils comme déserteur¹⁰²).

Si le recouvrement des contributions s'opérait avec moins de troubles, ce fait ne prouve nullement que la population se soit réconciliée avec le régime. Loysel savait que l'aversion de la France provenait des réquisitions et de la façon dont elles étaient exécutées. Mais il se trompe quand il écrit qu'après la conclusion de la paix, les habitants, ne craignant plus le retour des anciens gouvernements, sont plus disposés à collaborer avec les Français. Il serait plus exact de constater la présence d'une apathie générale, provenant du fait que la paix avait fait évanouir les espoirs d'un futur changement de domination. Il est tout au moins prématuré de dire: „. . . il n'y a rien de hasardé à avancer qu'ils aiment le Gouvernement et lui sont attachés”¹⁰³).

À en juger d'après les rapports des préfets, on dirait que l'opposition des fonctionnaires locaux était moins générale qu'auparavant. Néanmoins, dans le rapport précité, Ferrand se plaint de la mauvaise tenue des registres dans les communes. Mais en outre les registres aux arrêtés des préfets mentionnent de nombreux cas de malveillance comme celui du maire de Bocholt, Broekx; celui-ci avait favorisé la désertion d'un conscrit et il avait soustrait quelques autres à la conscription par une fausse déclaration. Le préfet le suspendit de ses fonctions en attendant qu'il fût destitué définitivement par le ministre¹⁰⁴).

¹⁰⁰) Ferrand au Ministre, 4 fructidor An IX—22 août 1801: ANP, F 1 a, 423.

¹⁰¹) Loysel, 8 vendémiaire An XI—30 septembre 1802.

¹⁰²) *ib.*

¹⁰³) *ib.*

¹⁰⁴) RAM, Inv. n° 173, f° 173 v°-174 r°.

Celui qui en parcourant les rapports des préfets serait enclin à voir la situation du département avec optimisme, n'a qu'à feuilleter les registres des arrêtés préfectoraux pour s'en guérir en lisant les nombreux arrêtés destituant des fonctionnaires et réprimant des délits de fiscalité et de conscription.

Enfin la question religieuse était loin d'être réglée. Il est vrai qu'après le 18 brumaire les prêtres réfractaires pouvaient se permettre plus de libertés, qu'une promesse de fidélité à la Constitution de l'An VIII était substituée au serment de haine. Seulement elle fut condamnée par les évêques en exil et les prêtres s'en abstenaient. Ils faisaient leurs offices paroissiaux plus ou moins en cachette selon les conditions locales. Ils continuaient à exercer leur influence sur les fidèles et leur déconseillaient la prestation de la nouvelle promesse, requise pour les fonctionnaires ¹⁰⁵).

Le témoignage de Loysel, témoin peu suspect, n'admet pas de doutes sur la situation réelle: „Mais l'agitation des sectaires qui ont refusé de faire leur promesse de fidélité à la constitution n'a pas diminué. Les plus turbulents trouvent toujours moyen d'échapper aux recherches de la police et de la gendarmerie. Cependant quelques exemples de sévérité sont nécessaires: les agitateurs sont parvenus dans plusieurs communes rurales à empêcher la formation des conseils municipaux par le refus de leurs membres de faire la promesse de fidélité à la constitution" ¹⁰⁶). Ou bien cette autre parole qui atteste l'influence des évêques émigrés: „Pendant tout l'An IX et jusqu'en germinal An X, les dissensions religieuses n'ont cessé de troubler les familles. Elles étaient principalement échauffées par les mandements, lettres pastorales et autres décrets clandestins qui circulaient sous les noms des anciens évêques de Liège et de Ruremonde" ¹⁰⁷).

La ratification du Concordat du 27 thermidor An IX—15 août 1801 ne fit pas sentir son influence avant une année. Après que les nouveaux évêques eurent pris possession de leurs sièges, les prêtres commençaient vers l'été de 1802 à faire la promesse de fidélité prescrite. Malgré la méfiance qu'ils nourrissaient à l'égard des tendances gallicanes de la nouvelle hiérarchie, malgré les menées de Stevens, qui allait continuer en secret sa lutte anti-gouvernementale jusqu'en 1814, ils finirent par se ranger ¹⁰⁸). Loysel constate que la promulgation du concordat a apaisé les haines et que l'arrivée de l'évêque a rallié tous les esprits: „Beaucoup de prêtres continuent à faire la déclaration qu'ils sont de la Communion des évêques de France. Les messes et les rendez-vous clandestins disparaissent ainsi successivement" ¹⁰⁹).

¹⁰⁵) Voici la formule de la promesse de fidélité: „*Je promets d'être fidèle à la Constitution*". Pour l'opposition à la promesse cf. Daris, *o.c.*, p. 112-120.

¹⁰⁶) Loysel, nivôse An X—décembre 1801.

¹⁰⁷) Loysel, 8 vendémiaire An XI—30 septembre 1802.

¹⁰⁸) Corneille Stevens, prêtre de l'évêché de Namur, attaqua le serment de haine du 19 fructidor dans des pamphlets, signés de son pseudonyme Lemaigre. En 1799 il fut nommé vicaire général de l'évêché et il interdit aux prêtres de faire la promesse de soumission à la constitution de l'An VIII. Malgré les recherches, la police ne réussit pas à découvrir la cachette d'où il continuait sa lutte contre le régime du concordat. Cf. De Lanza de Laborie, *o.c.*, t. I, p. 396 et suiv.

¹⁰⁹) Loysel, 8 vendémiaire An XI—30 septembre 1802.

L'hostilité déclarée cessa en même temps que les persécutions religieuses et de nombreux collaborateurs, rebutés jusqu'alors par ces persécutions, rallièrent le régime français. Cependant le calme extérieur n'en cachait pas moins, parmi la masse de la population, une méfiance inextirpable et une aversion sourde qui allaient de nouveau croître à mesure que le régime impérial devenait de plus en plus arbitraire. Aussi le préfet était-il dupe de cette paix apparente quand il écrivit: „L'attachement des habitants paraît irrévocablement acquis à la République”¹¹⁰).

10. FONDATION DE L'ÉCOLE CENTRALE.

Les premiers temps qui suivaient le vote de la loi sur l'enseignement du 3 brumaire An IV—25 octobre 1795, l'administration centrale était trop occupée par l'organisation des services urgents pour pouvoir porter son attention au fonctionnement de l'instruction. Mais enfin elle allait s'occuper de la fondation d'une École Centrale. Le 6 floréal An V—25 avril 1797 elle prit un arrêté dans ce sens et l'arrêté fut envoyé à Paris. Cinq semaines après, la réponse du ministre de l'Intérieur y signala quelques erreurs¹¹¹). Le 28 frimaire An VI—18 décembre 1797 l'administration revit sa première décision et prit un nouvel arrêté qui devait être décisif¹¹²). Par dérogation à son premier arrêté, selon lequel les professeurs seraient nommés par les jurys d'instruction, établis pour l'organisation de l'enseignement primaire, ce qui serait contraire aux dispositions de la loi du 3 brumaire An IV—25 octobre 1795, elle institua un jury central d'instruction, qui fut chargé de l'examen des professeurs.

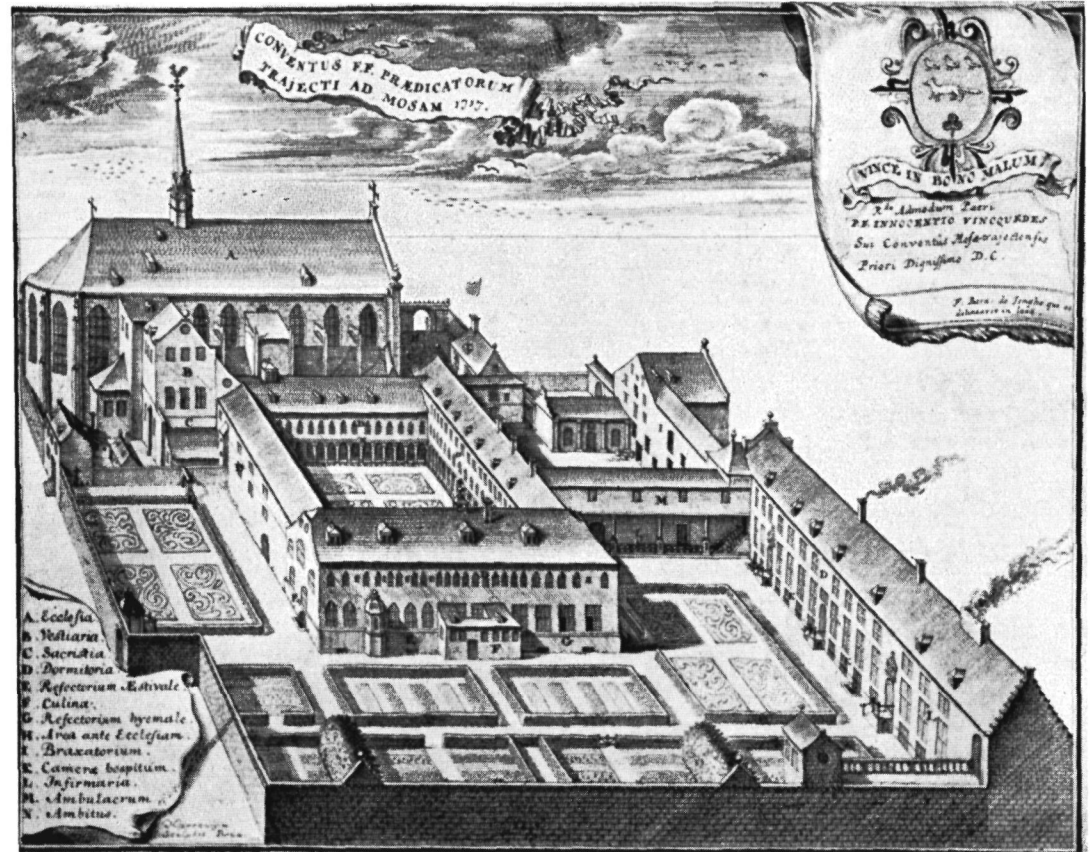
En attendant, l'administration départementale avait fait, dès son premier arrêté du 6 floréal, des démarches pour se procurer un jury d'instruction. Mais elle se heurta à deux refus successifs, qui pour être très polis, n'en étaient pas moins significatifs. J. M. Roux, pasteur de l'Église wallonne, décline l'invitation à siéger au jury d'instruction en alléguant la surcharge de ses fonctions professionnelles, la faiblesse de sa santé et son ignorance de la langue flamande¹¹³). L'abbé H. Partouns se retire en avouant „bien sincèrement que, placé dans une sphère fort inférieure à celle dans laquelle vous avez bien voulu me mettre, je ne me trouve ni les qualités requises, ni le temps vide à pouvoir vaquer aux séances du jury”. Il faut avouer que c'est une modestie bien excessive de la part d'un professeur de l'École Latine Catholique. D'ailleurs la datation „vieux style” que porte sa lettre „de chez

¹¹⁰) Loysel, prairial An X—juin 1802.

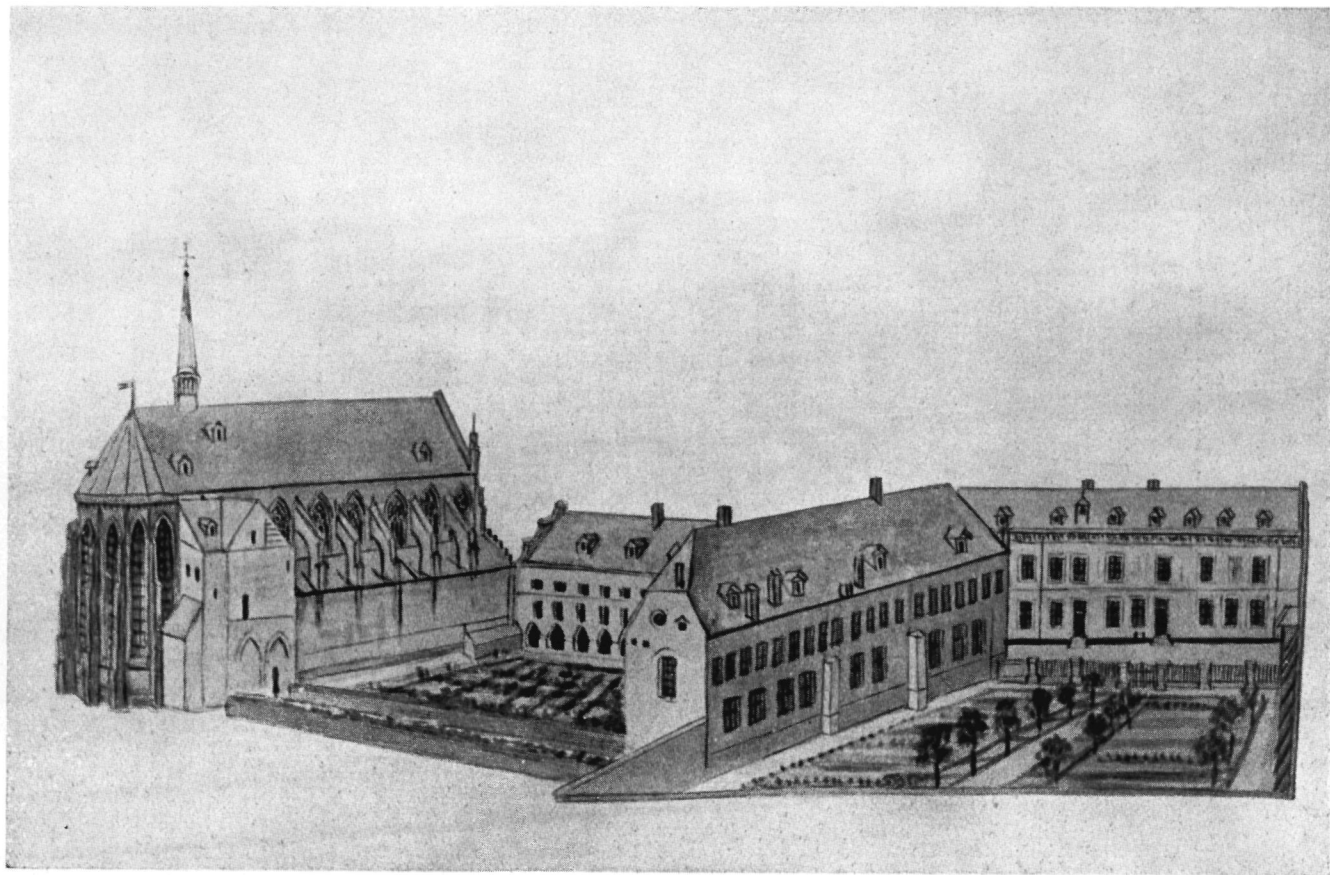
¹¹¹) 12 prairial An V—31 mai 1797: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 1239 R 5.

¹¹²) RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 316 R 10.

¹¹³) RAM, Inv. n° 2449, Ind. n° 896 R 5.



I. L'église et le couvent des Dominicains avant 1794.



II. Les bâtiments de l'école après la reconstruction de 1805.

moi, ce 18 de mai 1797" n'admet plus le moindre doute sur l'esprit de l'abbé ¹¹⁴⁾.

Enfin l'administration réussit à constituer, selon l'avis du ministre, un jury central d'instruction, qui se composa de Membrede, Président du tribunal criminel, Michiels, accusateur public et Minckelers, ancien professeur de philosophie (28 frimaire An VI—18 décembre 1797). Avant la fin de l'An VI, ce jury devait subir encore deux fois des modifications. Après que Membrede et Michiels eurent été élus députés au Corps Législatif, l'administration les remplaça par M. van Heijlerhoff, ancien jurisconsulte et par Cavenne, ingénieur ordinaire des Ponts et Chaussées (24 floréal An VI—13 mai 1798). Enfin Minckelers, étant nommé professeur à l'École Centrale, fut remplacé par Vlieckx, accusateur public (25 thermidor An VI—12 août 1798) ¹¹⁵⁾.

Le concours pour l'examen des professeurs aurait lieu du 1^{er} pluviôse jusqu'au 1^{er} ventôse (20 janvier—19 février 1798). Le nombre des professeurs fut arrêté, de même que les matières qui seraient enseignées. L'administration se proposait de fonder une école complète avec l'ensemble des matières, telle que la loi du 3 brumaire An IV l'avait prévue. Avant d'avoir eu l'expérience décevante de la pratique, l'administration centrale se décida à demander en outre un professeur de langues vivantes.

Outre la nomination des professeurs il restait un deuxième problème essentiel à résoudre, c.à.d. la question du bâtiment. Le présent arrêté n'en parle pas. C'est que l'administration s'en était déjà occupée. Dans son arrêté du 6 floréal An V—25 avril 1797 elle avait désigné le couvent des ci-devant Dominicains comme École Centrale. Le ministre lui avait fait remarquer qu'elle ne pouvait pas prendre ce bâtiment: la loi du 25 messidor An IV—13 juillet 1796 portait que „les maisons connues ci-devant sous le nom de collèges demeurent affectées à l'enseignement public". Or des deux écoles de Maëstricht, le collège des jésuites avait été transformé en salle de théâtre en 1787 et l'École Illustre Protestante avait souffert du siège et avait été démolie. Le couvent des ex-Dominicains n'avait jamais servi de collège. Il faudrait une loi spéciale pour l'affecter à l'enseignement. L'administration s'était empressée de s'adresser au Directoire avec des projets, devis et détail estimatifs, pour qu'il soumette la demande au Corps Législatif ¹¹⁶⁾. Après avoir attendu en vain pendant cinq mois elle s'adressa de nouveau au ministre. Et elle ne manqua pas d'ajouter à sa demande des arguments qui étaient faits pour accentuer l'urgence de l'affaire ¹¹⁷⁾.

¹¹⁴⁾ RAM, Inv. n° 2449, Ind. n° 1019 R 5.

¹¹⁵⁾ 28 frimaire An VI—18 décembre 1797: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 316 R 10.

¹¹⁶⁾ 2 messidor An V—20 juin 1797: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 1239 R 5.

¹¹⁷⁾ „Nous ne saurions trop vous représenter, Citoyen Ministre, combien ce retard nuit à l'instruction de la jeunesse dans un pays surtout où le fanatisme et mille préjugés absurdes présidaient à l'éducation, où les prêtres et par conséquent les ennemis de notre gouvernement étaient seuls pour enseigner les enfants et le conservent encore aujourd'hui. Peut-on attendre de pareils

Cinq semaines après elle s'adressa directement au Conseil des Cinq Cents pour lui recommander ses intérêts en alléguant des arguments analogues concernant „l'esprit public et l'éducation de la jeunesse dans un pays où elle était confiée à des prêtres fanatiques ou à d'autres personnes dont les sentiments ne sont dirigés que par les préjugés de l'erreur et de l'ignorance" ¹¹⁸). On peut juger de l'efficacité de ces arguments, car quinze jours après le Conseil des Cinq Cents vota la loi (12 pluviôse An VI—31 janvier 1798).

Il s'agissait maintenant de mettre ces bâtiments en état de recevoir les professeurs et les élèves de l'école. Cavenne, ingénieur des Ponts et Chaussées dans le département, avait dressé les plans. Il fallait faire exécuter d'abord la réparation des bâtiments endommagés pendant le siège de 1794 et ensuite faire entreprendre les changements qui étaient nécessaires pour que l'ancien couvent réponde aux exigences de l'École Centrale. Ce serait un travail d'assez longue durée. Afin d'assurer l'ouverture de l'école avant la réparation définitive du couvent, l'administration centrale arrêta que les salles du couvent des ex-Récollets serviraient provisoirement pour la tenue des différents cours d'instruction, jusqu'à ce que la maison des ex-Dominicains soit disposée ¹¹⁹). En outre elle ordonna au Directeur des Domaines de mettre à la disposition des professeurs le nombre des chaises, tables, bancs, armoires et autres effets dont ils auraient besoin.

En attendant, les examens des candidats pour une chaire de professeur avaient eu lieu. Le jury d'instruction avait dressé un projet de nomination, qu'il soumettait à l'approbation de l'administration départementale. Au lieu de prendre une décision, celle-ci invita le jury à envoyer les pièces et les détails de l'examen des professeurs afin d'être à même de juger les candidats proposés. Le jury lui livra à contre-coeur les pièces demandées ¹²⁰). Les archives ne nous révèlent plus rien sur cette divergence de vues. L'administration approuva les élections, faites par le jury. En conséquence furent admis comme professeurs de l'École Centrale:

Hermans pour le dessin,

Van Langenacker pour l'histoire naturelle,

instituteurs des principes de soumission à nos lois et d'attachement à la République? Les preuves de sentiments et de moralité que cette classe de citoyens a données depuis le nouvel ordre des choses suffit pour nous convaincre du contraire. Il est donc plus que temps, Citoyen Ministre, d'empêcher que les mauvaises impressions qui ont été jusqu'à ce jour gravées sur l'esprit de la jeunesse ne s'y affermissent d'avantage. Il est instant de les en effacer entièrement pour y substituer des principes conformes à la saine raison et aux lois bienfaisantes qui luisent aujourd'hui sur toute la France"; 19 frimaire An VI—9 décembre 1797: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 1156 R 6.

¹¹⁸) 25 nivôse An VI—14 janvier 1798: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 380 R 8.

¹¹⁹) 24 fructidor An VI—10 septembre 1798: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 1303 R 10.

¹²⁰) „Le jury a longtemps hésité avant de vous faire passer les pièces que vous trouverez ci-jointes; il croyait que, d'après la loi du 3 brumaire, l'administration ne pouvait pas s'ériger elle-même en jury d'instruction. — Quoi qu'il en soit, l'administration se trompera étrangement si elle fait déterminer son approbation de la lecture particulière des mémoires, présentés par les candidats." 14 prairial An VI—2 juin 1798: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 970 R 9.

Wurstijsen pour les langues anciennes,
 Lambilot pour les mathématiques,
 Minckelers pour la physique et chimie expérimentales,
 Cogniard pour la grammaire générale,
 Forzi pour les belles-lettres,
 Bauduin pour l'histoire,
 Hanf pour la législation,
 Cavalier Père comme bibliothécaire ¹²¹).

À la même séance l'administration arrêta l'inauguration de l'École Centrale, qui aurait lieu le 11 thermidor An VI—29 juillet 1798 dans la salle de la Redoute.

Cependant l'inauguration et même la nomination des professeurs menaçaient être remises en question par des difficultés, soulevées par le commissaire central du Directoire exécutif, Girard. En parcourant le registre civique de la commune de Maëstricht, il avait observé que Minckelers n'y était pas inscrit depuis un an. Par conséquent il ne pouvait être ni membre du jury d'instruction, ni professeur et Girard mettait en doute non seulement la validité de la nomination de Minckelers, mais aussi celle des opérations auxquelles Minckelers avait concouru en sa qualité de membre du conseil d'administration de l'École Centrale. Malgré ces avertissements l'administration nomma celui-ci, ainsi que Bauduin, qui, lui non plus, n'était pas enregistré depuis un an. Girard s'indigna de cette dernière démarche de l'administration et l'invita à différer l'installation des professeurs jusqu'à ce que la question eût été soumise au Gouvernement et que celui-ci eût fait connaître ses vues. Ce n'est que le 13 thermidor An VI—31 juillet 1798, deux jours après l'inauguration de l'école, que l'administration soumit l'affaire au Directoire. Elle exposa les faits et expliqua pourquoi on avait quand même dû installer les professeurs: la cérémonie était organisée, les invitations étaient expédiées. Enfin elle ajouta à sa lettre un témoignage extrêmement favorable sur Minckelers et Bauduin ¹²²). On comprend que l'administration, sûre de sa position et de l'impuissance relative du commissaire central ait préféré cette politique de faits accomplis à la perte du savant de premier ordre qu'était Minckelers. Elle avait vu juste et il n'en fut plus parlé

¹²¹) 29 messidor An VI—17 juillet 1798: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 316 R 10.

¹²²) "...le premier, connu pour un des plus savants physiciens, ayant professé cette science pendant plusieurs années à l'université de Louvain, avec des brillants succès, avait cédé aux vœux de tous ses concitoyens en acceptant la chaire de physique et de chimie expérimentale dans ce département. Son caractère doux et son empressement à se prêter à toutes les diverses commissions auxquelles il a été admis successivement et les services qu'il y a rendus, lui ont mérité l'estime et la bienveillance de tous les amis du gouvernement et du public. Nous ne regretterions pas moins le Citoyen Bauduin, homme également estimé et connu du public par ses capacités dont il a donné des preuves dans un collège renommé et dont le patriotisme s'est fait assez connaître dans la révolution liégeoise..." 13 thermidor An VI—31 juillet 1798: RAM, Inv. n° 2449, Ind. n° 316 R 10. Voir *ib.* les lettres de 14 prairial An VI—2 juin 1798 (Ind. n° 970 R 9), 7 et 13 thermidor, 7 et 30 fructidor An VI (Ind. n° 316 R 10 et n° 1103 R 10).

dans la suite. La valeur scientifique et le prestige général de Minckelers auprès de ses concitoyens étaient trop précieux pour le gouvernement. Cette fois-ci au moins, le bon sens eut raison du formalisme habituel.

Quant aux finances, la loi allouait aux écoles centrales du second ordre une somme de 22.500 francs. Cette somme paraissait largement suffisante: au début l'école menait grand train et on n'avait pas de soucis pécuniaires. Ce n'est que par la suite que des réductions de dépenses allaient s'imposer.

L'administration centrale chargea le bibliothécaire de dresser un catalogue des livres provenant des bibliothèques des maisons religieuses supprimées pour constituer aussi vite que possible une bibliothèque d'École Centrale. Les professeurs Minckelers et Van Langenacker s'occuperaient de l'achat d'instruments et de l'organisation des différents cabinets. Nous aurons l'occasion de traiter ultérieurement des finances, de la bibliothèque et des cabinets.

L'École Centrale pouvait être inaugurée. Provisoirement l'avenir semblait fort rassurant. Aussi l'inauguration de l'école fut-elle célébrée sous les meilleurs auspices, enjolivée par cet optimisme verbeux qui caractérise les cérémonies républicaines et par le rêve humanitaire du progrès scientifique, qui assurerait le bonheur complet de la société et de sa postérité! La cérémonie eut lieu le 11 thermidor An VI—29 juillet 1798. À trois heures les autorités civiles et militaires, en grande tenue, se rassemblaient à la maison communale et on se rendit en cortège à la salle de la Redoute. À l'appel nominal des professeurs ceux-ci „ont (sic) monté à la tribune successivement; ils ont prêté individuellement et à haute et intelligible voix le serment requis dont la formule suit: Je jure haine à la royauté et à l'anarchie, attachement et fidélité à la République et à la Constitution de l'An III". Après, ils reçurent du citoyen Rigano, président de l'administration municipale „l'accolade fraternelle". Les nombreux discours furent prononcés par Cavenne, membre du jury central d'instruction publique, par Chenard, président de l'administration centrale, par Hanf, professeur de législation, par Cogniard, professeur de grammaire générale, par Forzi, professeur de belles-lettres¹²³). Le procès-verbal de l'inauguration et des discours fut imprimé au nombre de 600 exemplaires et envoyé, à des fins de publicité et de propagande aux ministres de la République, aux tribunaux civils, criminels et correctionnels, aux administrations municipales du département, aux commissaires du Directoire, au jury d'instruction et aux professeurs de l'École Centrale¹²⁴).

¹²³) Procès-verbal de l'inauguration de l'École Centrale: ANP F 17, 1344, 22.

¹²⁴) 29 messidor An VI—17 juillet 1798 et 12 thermidor An VI—30 juillet 1798: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 316 R 10.

11. ORGANISATION — HISTOIRE DE L'ÉCOLE.

Les projets de règlement qui devaient assurer l'enseignement et la police intérieure de l'école furent rédigés par les membres du jury central et les professeurs. L'administration centrale les arrêta le 16 fructidor An VI—2 septembre 1798 et les envoya à Paris pour être soumis à l'approbation du Directoire. Les trois projets contenaient le règlement pour l'école, le règlement intérieur et le règlement pour le service des employés de l'école¹²⁵).

Le premier statuait sur les droits et les devoirs des professeurs. Ils pourraient s'installer dans les bâtiments si cela leur convenait. Les professeurs et le bibliothécaire nommeraient entre eux, par la voie du scrutin, un conseil d'administration. Celui-ci convoquerait les professeurs et le bibliothécaire tous les trois mois en assemblée générale; il se réunirait lui-même une fois par décade. Il se renouvellerait par tiers tous les trois mois. Le conseil était chargé de la gestion de l'établissement. Il était responsable de la police intérieure et pouvait prendre des mesures d'exclusion contre des élèves qui commettraient des fautes graves. La conservation des livres, des instruments et des machines qui appartenaient à l'école lui étaient confiée; il dresserait l'inventaire de la bibliothèque et des cabinets, qui serait remis à l'administration centrale et qui serait vérifié annuellement sous le contrôle d'un commissaire, nommé à cet effet par l'administration. Enfin il devait rendre compte de son administration financière, une fois par an.

L'année scolaire, qui durait du 1^{er} vendémiaire—22 septembre jusqu'au 15 thermidor—2 août, ne serait interrompue par aucunes vacances. Les vacances du 1^{er}—15 germinal (21 mars—4 avril) à l'occasion des assemblées primaires, que le jury avait prévues dans son projet, avaient été désapprouvées par le ministre, parce que les élèves étaient trop jeunes pour avoir le droit de participer aux élections des assemblées primaires et que les professeurs avaient assez de temps avant ou après leurs leçons pour exercer leurs droits civiques¹²⁶). Des exercices publics termineraient l'année scolaire, suivis d'une distribution de prix aux élèves qui auraient fait le plus de progrès.

Le règlement intérieur traitait des élèves: Tous les jeunes gens au dessous de 21 ans pouvaient suivre les cours. La rétribution que chaque élève devait payer au profit des professeurs avait été fixée par l'administration à 25 francs par an, le maximum que la loi du 3 brumaire permettait. Ceux qui pour cause d'indigence voulaient être exemptés de la rétribution, avaient à s'adresser à l'administration centrale, qui aux termes de la même loi pouvait excepter un quart des élèves de chaque section. C'est que l'administration départementale, ayant à sa disposition les rôles des contributions, pouvait

¹²⁵) Voir Appendice, Pièce n° II.

¹²⁶) Voir la lettre du ministre qui porte l'approbation des projets de règlement, 25 frimaire An VII—15 décembre 1798: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 1020 R 10.

juger de la faculté contributive des pétitionnaires. Parmi les prescriptions, destinées à assurer le silence et la discipline dans les classes, les cours et les corridors, il faut signaler la défense de pénétrer dans l'enceinte de l'école „avec des armes ni cannes d'aucune espèce”. Les élèves „seront tenus de déposer à la porte celles qu'ils auront apportées”! L'Égalité trouvait son compte dans l'obligation, imposée aux élèves, aux employés et aux professeurs de ne se qualifier entre eux que du titre de „citoyen”. L'article qui portait qu'il fallait avoir suivi les cours avec exactitude pour être admis à soutenir un exercice public ou à concourir pour les prix, était à tout prendre le seul stimulant à l'assiduité dans ce système de cours isolés, où la discipline de la classe et la contrainte des examens de passage à la fin de chaque année faisaient défaut.

Un troisième règlement enfin s'occupait du service des employés. Le personnel de l'école se composait du concierge, chargé de veiller à la police intérieure et de recevoir les personnes; du portier, qui devait surveiller l'entrée de l'école et recevoir les lettres et les avis; de deux garçons remplissant les fonctions de surveillants et chargés de la propreté des classes; de deux garçons, l'un attaché à la bibliothèque, l'autre au service des cabinets; et enfin de deux jardiniers, chargés de l'entretien du jardin.

Le 28 fructidor—12 septembre le bureau d'administration procéda à la nomination des employés. L'état des dépenses de l'An VI ne porte que six noms au lieu de huit, comme le Règlement l'avait prévu. Il s'agit de W. J. Duhuy, concierge (traitement annuel de 840 fr.), Didden, portier (480 fr.), Jansen, garçon du laboratoire de physique et chimie (432 fr.), Roberts, garçon de bibliothèque (432 fr.), Boulanger, garçon du laboratoire du cabinet d'histoire naturelle (360 fr.), Demeer, du jardin botanique (360 fr.). Il se produisit encore une difficulté avec le concierge Duhuy. L'administration centrale s'était aperçue qu'il n'était pas inscrit au registre civique depuis un an. Duhuy prouva à l'aide d'un passeport qu'il venait de quitter le service militaire de la République Batave et que par conséquent il n'avait pas pu se faire inscrire à temps au registre. L'administration décida de soumettre l'affaire au ministre, qui lui manda de nommer un autre concierge. Le 1^{er} frimaire An VII—21 nov. 1798 elle nomma concierge Louis Hermans¹²⁷).

Avant l'ouverture des classes le professeur de mathématiques Lambilot, qui avait professé cette science à Louvain se retira, ayant été nommé professeur de langues anciennes à l'école centrale du département des Deux-Nèthes (Anvers)¹²⁸). L'administration pourvut à la vacance par la nomination du citoyen Thomas (7 brumaire An VII—28 octobre 1798).

Enfin les classes s'étaient ouvertes à la fin de vendémiaire An VII—

¹²⁷) Lettres du 3 vendémiaire, 24 brumaire, 1, 19 et 22 frimaire An VII: RAM, Inv. n° 2449, Ind. n° 36 R 11 et 1027 R 11.

¹²⁸) 7 fructidor An VI—24 août 1798: RAM, Inv. n° 2449, Ind. n° 1103 R 10.

octobre 1798. Or, quelle était la situation de l'école à son début? Nous en sommes assez bien informés grâce à un rapport du jury d'instruction, dressé à la suite d'une circulaire du ministre ¹²⁰). Les circulaires, les questionnaires et les réponses correspondantes sont de précieuses sources de renseignements sur les écoles centrales. Inquiétés par leurs défauts, soucieux d'y remédier autant que possible, les ministres du Directoire s'adressaient entre l'An V et l'An IX chaque année aux administrations centrales, aux jurys d'instruction, aux professeurs avec des questionnaires concernant l'organisation, les méthodes, les livres, les élèves, bref tout ce qui se rapportait à la marche des écoles.

Au mois de brumaire An VII, donc après une existence d'un mois, l'école comptait plus de 50 élèves. Le jury en attend encore beaucoup d'autres et il croit pouvoir promettre au ministre que „bientôt nous n'aurons plus que des succès à vous annoncer”. En attendant cependant tout est encore à faire. Les travaux de réparation et de reconstruction, dont les plans et les dépenses avaient été approuvés par la loi du 12 pluviôse An VI—31 janvier 1798 n'ont pas encore été exécutés. L'administration a sollicité à plusieurs reprises les fonds nécessaires auprès du ministre, mais jusqu'ici elle n'avait pas encore eu de réponse. Et même les salles du couvent des ex-Dominicains qui étaient disponibles, ne sont pas au service de l'enseignement, parce que les garde-magasin militaires qui ont quelque dépôt dans les bâtiments ont refusé de les évacuer. Voilà pourquoi la moitié des cours a lieu dans le couvent des ci-devant Récollets. Les bâtiments étant étrangers et séparés, la surveillance des professeurs sur les élèves est nécessairement diminuée et l'instruction en souffre.

Si l'on en croit le jury d'instruction, l'école se trouverait absolument sans bibliothèque, celle de la ville ayant été prise immédiatement après l'entrée des armées françaises; et ce que rapportaient les bibliothèques confisquées des couvents, où l'on pouvait choisir les livres qui convenaient à l'École Centrale, compterait pour moins que rien. „On ne rencontre que des amas informes d'ouvrages de controverse de religion et de vieille jurisprudence. Parmi les milliers de volumes, renfermés dans les dépôts on ne peut jusqu'ici compter aucun livre qui traite des sciences et des arts etc. On n'en sera point étonné, si l'on observe, comme nous l'avons dit, que ces livres viennent des couvents supprimés, car les moines de ces pays ne s'occupent que de théologie”. Ces six derniers mots remplacent une phrase biffée: „étaient en général aussi stupides et ignorants qu'ils sont fanatiques et superstitieux”. Même abstraction faite de ce jugement sur les moines, l'exposé du jury n'est pas rigoureusement exact, car nous verrons plus tard qu'il restait encore des centaines de livres de l'ancienne bibliothèque de la ville et que l'on n'a pas

¹²⁰) Le rapport est sans date. Une note jointe porte la date de 27 brumaire An VII—17 novembre 1798: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 601 R 11.

recueilli que des stupidités dans les bibliothèques des religieux. D'autre part il faut avouer que les livres, nécessaires à l'enseignement des sciences modernes, telles que la chimie, la physique et l'histoire naturelle manquaient dans les anciennes bibliothèques. Et l'absence d'ouvrages et de dictionnaires traitant des sciences, des arts et de la littérature devait être extrêmement gênante. Ne nous étonnons pas du dénigrement outré du jury. Il était avec l'exaltation larmoyante, un vice de l'époque. D'ailleurs le jury ne pouvait qu'y gagner!

Les cabinets d'histoire naturelle, de physique et de chimie ne sont que très modestement pourvus. On vient d'acheter quelques instruments. Enfin le professeur de dessin a besoin d'une collection de dessins gravés et de reliefs en plâtre. „Tous ces modèles seront déposés dans l'école. On y joindrait les meilleurs tableaux et quelques reliefs en marbre, trouvés dans les différentes églises du département. Cette collection formerait une espèce de musée. . .”

Depuis le début de l'An VIII—octobre 1799, la chaire d'histoire naturelle était vacante par la démission du professeur Van Langenacker.

Après la réorganisation administrative au début du Consulat, l'administration centrale fut remplacée par le préfet Jean Henry Bécays-Ferrand de la Caussade, ancien général divisionnaire (8 germinal An VIII—29 mars 1800). Dès lors la surveillance de l'école de la part du gouvernement devint plus soutenue. Le préfet, animé d'un grand zèle, s'adressait à plusieurs reprises au ministre pour défendre les intérêts de ses administrés et aux professeurs, pour les louer, pour les encourager.

Quand l'école eut fonctionné pendant deux ans, le préfet s'adressa au ministre au sujet de la situation de l'École Centrale¹³⁰). „Je ne puis vous dissimuler que tous les cours d'instruction ouverts dans l'École Centrale de ce département n'ont pas obtenu un succès égal depuis leur établissement. Si un grand nombre de ces cours et surtout ceux de dessin, des langues anciennes, des mathématiques et de la grammaire générale ont été constamment suivis par un grand nombre d'élèves dont les succès ont dépassé nos espérances, il est aussi plusieurs chaires qui, malgré tous les efforts de l'administration centrale qui m'a précédé, malgré les talents reconnus et le zèle des professeurs, n'ont été que faiblement suivies”. Il s'agit des chaires de législation et de belles-lettres qui sont totalement abandonnées depuis l'ouverture.

Le nombre des élèves était à ce moment-là de 60. Il faut convenir que ce résultat n'est pas impressionnant. La fondation d'un pensionnat, dont l'idée fut avancée par le préfet, visait non seulement à améliorer l'enseignement, mais encore à rehausser le nombre des élèves. Le jury central d'instruction agréa l'idée, mais mit en doute les possibilités de réalisation, faute d'argent¹³¹). En effet, les centimes additionnels qui avaient couvert les

¹³⁰) 25 thermidor An VIII—13 août 1800: RAM, Inv. n° 2550, Ind. n° 980 R 2 Pptr.

¹³¹) 15 vendémiaire An IX—7 octobre 1800: RAM, Inv. n° 2451.

dépenses des pensionnats pour les années VII et VIII n'avaient plus été alloués par le ministre à cet effet. Pourtant les membres du jury croyaient avoir trouvé les fonds nécessaires dans les dispositions de la loi du 25 messidor An V—13 juillet 1797 qui affecta aux établissements de l'instruction publique les fondations dont les anciens collèges avaient été dotés. Comme il existait plusieurs de ces fondations dans le département, on pourrait y puiser les moyens pour la fondation d'un pensionnat.

En même temps qu'il avait proposé son idée au jury, le préfet la soumit au jugement des professeurs, dans un ample mémoire, qui est d'autant plus intéressant pour l'histoire de l'école, qu'il passe en revue toutes les critiques du préfet et les améliorations qu'il propose ¹³²). Malheureusement pour lui, le bon résultat que pouvaient avoir quelques idées judicieuses, se trouvait d'avance compromis par une critique violente et injuste. Si 50 années de service militaire avaient cultivé chez le général une franchise sans détour, ses qualités diplomatiques s'y étaient singulièrement peu développées. Et les bonnes intentions ne pouvaient pas racheter les paroles acerbes. D'autre part les erreurs évidentes qu'il commit ne manquaient pas de prouver qu'il était mal renseigné en matière d'enseignement. Aussi la réponse des professeurs, qui ne se laissaient pas prendre par des tournures de politesse, fut-elle glaciale.

Le préfet commence par se plaindre de la dernière distribution de prix „où les récompenses furent prodiguées avec une telle profusion qu'il y avait tout lieu de craindre qu'à force de vouloir stimuler, on n'émoüssât la pointe de l'aiguillon” — le préfet avait déjà mitigé sa phrase, en en biffant une partie: „... qu'il semblait que pour les obtenir, il suffisait d'avoir dépassé le seuil.” — Et il s'étonne de trouver dans la nombreuse liste des vainqueurs à peine deux ou trois élèves pensionnés. Il impute cet échec surtout „à l'oubli des dispositions, au mépris des mesures qui, sagement employées, eussent prémuni cette jeunesse inconsidérée et légère contre l'amour du jeu et de la dissipation”. Il en conclut „que le but du législateur, le voeu de la patrie, que l'attente du gouvernement ont été cruellement déçus”. La réponse assez froide des professeurs porte que le nombre de 20 pensionnaires forme le tiers de l'effectif total des élèves de l'école et que suivant le procès-verbal de la distribution des prix 12 des 34 prix ont été remportés par eux! Quant aux reproches de profusion et de prodigalité, le préfet avait approuvé lui-même l'état des prix, qui lui avait été soumis!

Les améliorations que propose le préfet consistent en une nouvelle répartition des bourses et la fondation d'un pensionnat. Il invite les professeurs à organiser le concours pour la nouvelle collation des pensions et à délibérer ensemble sur l'organisation du pensionnat. Cependant il prévoit des difficultés, car jusqu'ici le ministre s'est opposé à toute réforme radicale à cause

¹³²) Mémoire du préfet du 5 vendémiaire An IX—27 septembre 1800: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 52 R 3 Pft.

d'une prochaine réorganisation totale de l'instruction. Tout en invoquant la collaboration des professeurs le préfet se propose de présenter au ministre des considérations si puissantes que celui-ci ne pourra y résister. La concision de la réponse des professeurs est éloquente: „Nous regrettons, Citoyen préfet, que la lettre du ministre. . . retarde l'exécution des mesures salutaires que vous proposez relativement à un projet de pensionnat". Et en envoyant au préfet un extrait d'une lettre du ministre, adressée aux professeurs, où il annonce la réorganisation, ils portent le coup de grâce à ses projets: „Il nous paraît convenable que toute innovation soit suspendue jusqu'à cette époque désirée". D'ailleurs la direction du pensionnat, telle que le préfet se la proposait, n'était pas de nature à enthousiasmer les professeurs. C'est qu'il voulait confier la direction aux professeurs de belles-lettres et de législation, Forzi et Hanf, qui n'avaient pas d'élèves. Moins d'un mois plus tard, le préfet devait s'adresser au ministre avec de graves plaintes sur eux et il se demandait s'il ne devait pas les relever de leurs fonctions. Si les professeurs n'osaient pas, à juste titre, se fier au préfet pour l'organisation du pensionnat, c'est qu'il avait fait preuve d'irréflexion et d'imprévoyance.

D'ailleurs, le préfet n'était pas plus heureux avec les réformes qu'il proposait par rapport à l'organisation des cours et aux mesures de discipline intérieure. Presque tout cela était prévu dans les règlements de l'école du 16 fructidor An VI—2 septembre 1798, qui se trouvaient au bureau d'instruction de la préfecture et dont le préfet semblait ignorer l'existence!

Un autre objet qu'il recommande à la sollicitude des professeurs, c'est la bonne tenue des locaux, la propreté des élèves, de leur corps et de leurs vêtements, la salubrité de l'air et l'hygiène dans les classes. Etant donné l'énergie avec laquelle il insistait sur ces points, le silence des professeurs nous porte à croire que les remarques du préfet n'étaient pas sans fondement.

Enfin la prière de lui communiquer le programme succinct des cours et des procédés particuliers de chaque professeur fut rejetée sèchement: „Les professeurs ont déjà fourni des programmes de leurs exercices; quant à leurs procédés particuliers d'enseignement, il est à peu près impossible de vous les faire connaître par écrit; vous en aurez une idée bien plus juste en tenant, citoyen préfet, la promesse que vous nous avez faite d'honorer de temps en temps nos cours de votre présence".

Somme toute, le résultat pratique du mémoire fut à peu près nul et le préfet en fut pour sa peine. Le mémoire nous permet de tirer quelques conclusions sur la situation: l'école attire trop peu d'élèves, le fonctionnement de différents cours est insatisfaisant, la discipline des élèves est assez mauvaise, la propreté et l'hygiène dans les salles laisse à désirer, enfin les parents „imbus de préventions ridicules" se méfient de l'école et n'y envoient pas leurs enfants.

Il convient de constater que dès ce moment la future réorganisation de

l'enseignement s'esquisse déjà; un an et demi avant la nouvelle loi sur l'instruction (11 floréal An X—1^{er} mai 1802), qui remplacera les écoles centrales par des lycées et des écoles secondaires, on sent la menace du régime consulaire contre les créations révolutionnaires dans l'enseignement. Et cette menace paralysera toute tentative d'innovation ou de réforme.

Pour avoir échoué dans ses essais de réorganisation, le préfet n'en avait pas moins compris le caractère de ses administrés limbourgeois et il avait senti l'importance que présentait la position géographique du Limbourg pour la propagation de la culture française. Il faut lui rendre cette justice: il avait assez de prévoyance pour plaider la cause de Maëstricht auprès du ministre, quand il l'invitait à donner à la ville, dans la nouvelle organisation, un établissement de premier ordre: „J'ajouterai même, sans craindre d'être démenti, qu'il n'en est pas un qui ait plus de droits à être favorablement partagé dans la distribution de ces établissements par le caractère doux, tranquille et réfléchi de ses habitants, par la bonté et la simplicité de leurs mœurs pures et vertueuses et surtout par sa position topographique, limitrophe de la Hollande, de la Prusse, de l'Allemagne, point naturel et central des rapports de commerce, d'industrie, d'amitié et des relations savantes avec les divers états qui avoisinent la République. Je n'ai pas besoin de vous dire, Citoyen Ministre, combien il est intéressant pour l'honneur de notre République chez l'étranger, que tous les points de contact qu'elle a avec ses voisins, soient ornés et polis avec un soin particulier: combien cette opinion de supériorité de la nation française, soutenue et augmentée chaque jour par la propagation des sciences et des arts, doit lui attirer et lui assurer le tribut des respects et des richesses de tous les peuples”¹³³).

La situation de l'école à la fin de l'An IX—juin 1801 se trouve défini dans un compte rendu du conseil d'administration, dressé en réponse à une lettre du ministre¹³⁴). A ce moment le nombre des élèves dépasse soixante. Bien que ce chiffre soit assez faible, il n'est pas inférieur à celui des grandes villes telles que Bruxelles et Liège, dont la population est quadruple de celle de Maëstricht. Les progrès que les élèves ont faits sont aussi grands qu'ils pouvaient l'être: seulement les élèves sont généralement mal préparés, ce qui est dû au défaut d'écoles primaires dans le département.

Quant aux causes qui s'opposent au progrès de l'instruction, le conseil d'administration est loin de les chercher dans une apathie ou inaptitude des habitants. La prospérité des nombreux collèges d'autrefois et les brillants succès scientifiques des jeunes gens dans les universités démentiraient une pareille supposition. En réalité le gouvernement n'inspire que peu de con-

¹³³) Le préfet au ministre de l'Intérieur, 6 frimaire An IX—27 novembre 1800: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 921 R 3 Pft.

¹³⁴) Le conseil d'administration au préfet: Compte rendu, contenant les réponses aux questions de la lettre du 9 prairial An IX—29 mai 1801: 11 messidor An IX—30 juin 1801: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 977 R 5 Pft.

fiance. „Le fanatisme qui renverse ici presque toutes les têtes fait craindre sans cesse à ces malheureuses victimes que des professeurs, choisis par ce qu'ils appellent un gouvernement *impie*, ne présentent et ne développent à la jeunesse que des principes *diaboliques*”. On espère que le gouvernement obtiendra maintenant plus de confiance par la prospérité revenue avec la paix et que les fomentations de troubles de la part des prêtres insermentés vont cesser, grâce à la politique conciliante que le Consulat a adoptée à l'égard de la religion.

Le bureau d'administration regrette enfin la suppression des 20 bourses — qui étaient le noyau de l'établissement — au début de l'An IX. Le développement de l'école en sera entravé.

Le compte rendu porte en appendice des notes particulières des professeurs sur le nombre et les succès de leurs élèves au cours de l'An IX. Nous aurons à revenir à ce compte rendu quand nous parlerons du programme de l'enseignement. Aussi nous bornerons-nous ici à quelques indications générales sur les différents cours.

Le professeur de dessin a 60 élèves. Leur nombre pourrait doubler si le cabinet de dessin était pourvu des modèles et des dessins nécessaires. Le cours de mathématiques est divisé en deux sections dont la première compte 4 élèves, la deuxième 16. La classe d'histoire est fréquentée par 12 élèves. Le cours de langues anciennes est suivi de 13 élèves, dont plusieurs ne font pas de progrès. Le professeur de physique, qui a commencé par avoir 6 élèves, a fini par n'en garder que 3. Les cours de grammaire générale comptent 20 élèves. La chaire d'histoire naturelle est vacante depuis l'An VIII, date de la démission de Van Langenacker. Les cours de belles-lettres et de législation n'ont pas d'élèves: il n'y a pas d'individus qui soient assez avancés pour suivre ces classes.

À la même époque le préfet arrêta qu'il serait ouvert un concours pour la chaire d'histoire naturelle, mais le conseil d'état lui manda de suspendre l'exécution de cet arrêté jusqu'à l'organisation définitive de l'instruction ¹³⁵).

Dès l'An XI—septembre 1800 les renseignements sur l'École Centrale se font rares. La nouvelle loi du 11 floréal An X—1^{er} mai 1802 annonçait des modifications radicales dans l'organisation et les méthodes de l'enseignement. Il est très naturel qu'une certaine apathie se déclare parmi les professeurs. La circulaire du conseil d'état qui exhortait les professeurs et les élèves à continuer à bien travailler, malgré les changements futurs, avait évidemment la tendance de combattre la torpeur générale.

L'École Centrale de Maëstricht continua à fonctionner comme par le passé, nonobstant la démission des professeurs de belles-lettres et de législation, Forzi et Hanf, dans le courant de l'An XI. D'ailleurs ceux-ci n'avaient jamais

¹³⁵) Le conseil d'état au préfet, 3 germinal An X—24 mars 1802: RAM, Inv. n° 2450, Ind. n° 1277 R 8 Pfitr.

professé leurs cours prévus. Les procès-verbaux des distributions de prix des années XI et XII—1803 et 1804 fournissent les preuves que les cours de dessin, de langues anciennes, de mathématiques, de physique et chimie, de grammaire générale et enfin celui d'histoire se poursuivent sans événements notables jusqu'à l'ouverture de l'École Secondaire au mois de vendémiaire An XIII—septembre 1804.

12. L'ENSEIGNEMENT: MATIÈRES, PROGRAMME, MÉTHODES, ESPRIT.

L'esprit et les méthodes des écoles centrales ont été l'objet de notre attention au n° 4. Nous y avons vu comment des idées qui étaient en marche avant 1789 ont été prises et entraînées par les événements révolutionnaires, comment on a tâché de les réaliser dans un plan d'études tout à fait nouveau. Nous avons eu l'occasion de signaler les graves défauts qui se déclaraient dès le début. Après deux années le Gouvernement s'était aperçu des dangers qui provenaient du manque de direction et de la liberté excessive des méthodes. Le Directoire essayait d'y remédier par l'organe de son ministre et s'arrogeait une direction et un contrôle que la loi ne lui conférait pas.

Avant l'ouverture de l'école de Maëstricht, les ministres successifs avaient déjà tâché à plusieurs reprises d'introduire une certaine unité dans les matières et les programmes. C'est surtout François (de Neufchâteau) qui a agi en ce sens. La circulaire qu'il adressait aux professeurs des écoles centrales, la veille de l'ouverture de notre école, contient dans un style prolix, il est vrai, une foule d'observations judicieuses et d'idées heureuses. Dès son origine l'école de Maëstricht a pu profiter d'expériences antérieures et des suggestions centrales.

Le règlement que l'administration centrale adopta, ordonne la distribution des matières ¹³⁶). Le tableau suivant permettra de mieux faire ressortir la division en sections et l'aménagement des heures à l'intérieur de chacune.

		primidi	duodi	tridi	quartidi	sextidi	septidi	octidi	nonidi
1 ^{re} section	lang. anc.	8.30—10	8.30—10	8.30—10	8.30—10	8.30—10	8.30—10	8.30—10	8.30—10
	dessin	10.30—12	10.30—12	10.30—12	10.30—12	10.30—12	10.30—12	10.30—12	10.30—12
	hist. nat.	3—4.30		3—4.30			3—4.30		3—4.30
2 ^e section	mathém.	8.30—10		8.30—10			8.30—10		8.30—10
	phys., chimie		8.30—10		8.30—10	8.30—10		8.30—10	
3 ^e section	belles lett.		8.30—10		8.30—10	8.30—10		8.30—10	
	gramm. gén.		10.30—12		10.30—12	10.30—12		10.30—12	
	histoire	8.30—10		8.30—10			8.30—10		8.30—10
	législation	10.30—12		10.30—12			10.30—12		10.30—12

¹³⁶) Appendice, Pièce n° II.

Le quintidi et le décadi il n'y avait pas de classe. La distribution des heures était la même qu'à Paris pour permettre aux élèves de suivre tous les cours de leur section. On voit que les élèves de 12 à 14 ans, en suivant tous les cours, étaient occupés tous les matins et quatre après-midi. Les cours de la deuxième section n'occupaient que la première partie du matin. Les élèves avaient l'occasion de continuer à suivre les cours de la première section, à l'exception des langues anciennes. La combinaison de ces deux sections constituait pour les élèves de 14 à 16 ans une forte instruction scientifique, d'où la formation littéraire était exclue. Ce tableau nous apprend qu'il était impossible de se procurer une instruction à la fois littéraire et scientifique par le chevauchement des horaires. À part le cours de langues anciennes, les cours des quatre premières années étaient des „leçons de choses”, orientés vers la nature physique et les réalités extérieures. Enfin la troisième section constituait un ensemble particulier, voué à l'étude de l'homme individuel et de l'homme en tant qu'être social. L'horaire ne permettait pas la continuation des études scientifiques antérieures aux élèves de 16 à 18 ans qui voulaient suivre les leçons de la troisième section. Ce plan d'ensemble, logique si l'on veut, est trop subtil pour supporter des irrégularités ou des lacunes. Et celles-ci ne tardaient pas à se produire: l'échec des cours de belles lettres et de législation fut complet, dès le début; le cours d'histoire naturelle n'a plus été repris après le départ du professeur Van Langenacker au commencement de l'An VIII. C'était donc un tiers des cours prévus qui était supprimé. Les sections mutilées ne tiennent plus et dès la deuxième année de son existence l'École Centrale présente une série de cours qui ne sont plus ordonnés en sections et qui par là perdent la progression au point de vue de l'âge des élèves et de la difficulté des matières enseignées. L'horaire qui fut fixé le 16 brumaire An VIII—7 novembre 1799 et qui sera suivi sans changements notables jusqu'à la fin, en dit plus long¹³⁷⁾.

		primidi	duodi	tridi	quartidi	sextidi	septidi	octidi	nonidi
<i>Bâtiment des ex- Dominicains</i>	dessin	10.30-12	10.30-12	10.30-12	10.30-12	10.30-12	10.30-12	10.30-12	10.30-12
	gramm. gén.		8.30-10 (1) 3-4.30 (2)		8.30-10 (1) 3-4.30 (2)	8.30-10 (1) 3-4.30 (2)		8.30-10 (1) 3-4.30 (2)	
	histoire	8.30-10		8.30-10			8.30-10		8.30-10
<i>Bâtiment des ex- Récollets</i>	lang. anc.	8.30-10	8.30-10	8.30-10	8.30-10	8.30-10	8.30-10	8.30-10	8.30-10
	phys., chim.		8-10		8-10	8-10		8-10	
	mathém.	4-5 (2)	4-5 (1)	4-5 (2)	4-5 (1)	4-5 (1)	4-5 (2)	4-5 (1)	4-5 (2)

On voit que la suite des cours n'est plus celle des sections. La répartition

¹³⁷⁾ Le conseil d'administration à l'administration centrale: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 529 R 1 Pitr.

des cours sur les deux bâtiments ne s'en tient plus aux anciennes divisions. Enfin on remarque dans les cours de grammaire générale et de mathématiques la division en deux classes différentes.

Or, quelles étaient maintenant les matières des cours et d'après quelles méthodes étaient-elles enseignées? Il est à regretter que les archives fournissent si peu de pièces qui puissent répondre directement à la question. Le document le plus précieux a été perdu. Le 28 prairial An VIII—17 juin 1800 le préfet avait demandé au conseil d'administration de l'école des renseignements sur les élèves, leur nombre, leur zèle, les programmes des cours et les méthodes. La réponse à ce questionnaire manque. Et quand le préfet demanda des informations semblables dans son mémoire du 5 vendémiaire An IX, les professeurs le renvoyèrent aux renseignements qu'ils avaient fournis six mois auparavant¹³⁸). Les tableaux des élèves avec l'indication des cours qu'ils suivaient, tels que renferment p. ex. les archives de Liège et de Châteauroux par rapport aux écoles centrales de ces villes, manquent pour l'école de Maëstricht. Nous devons nous contenter des réponses assez vagues que contient le compte rendu du 11 messidor An IX¹³⁹). D'autre part les tableaux des distributions de prix, contenant les noms des élèves et des indications concernant les matières dans lesquelles ils se sont distingués, nous permettent de tirer quelques conclusions sur ces branches. Les livres de prix, mentionnés dans ces palmarès, se rapportent aux matières traitées et ont été recommandés par les professeurs pendant leurs cours. Aussi contiennent-ils des indications au sujet des matières et de leur niveau.

Le cours de dessin est de loin celui qui remporte le plus de succès. Le nombre des élèves a toujours été de plus de soixante; c'est dire qu'à peu près tous les élèves de l'école le suivaient. Ce cours se distinguait des autres, dès le début, en ce sens qu'il ne se bornait pas à la première section. Il se trouvait en marge du plan d'études et il pouvait s'étendre sur toutes les années. Les tableaux des distributions de prix nous apprennent qu'en effet l'enseignement était divisé en quatre divisions ou classes. Les matières enseignées comprenaient le dessin d'après le modèle, la nature et les ouvrages de bosse. Enfin il y avait en outre un cours d'architecture en l'An XII. Le professeur Hermans s'est plaint à plusieurs reprises du défaut de modèles en gravures, en dessins et en bosses. Le préfet lui avait bien délivré un mandat de 600 francs pour être employé à l'achat de dessins et de modèles. Seulement il n'a jamais touché cet argent, la caisse du receveur étant vide chaque fois qu'il présentait son mandat. Bien qu'il constate que par là beaucoup d'élèves abandonnent son cours trop tôt, il a eu plusieurs élèves qui ont suivi ses cours pendant trois, quatre, cinq et même six ans (C. Batta,

¹³⁸) Cf. p. 65.

¹³⁹) Cf. p. 67.

G. Zeguers, J. Piersens, Dom. Nypels, Ch. de Ceuleneer, M. Hermans, J. Hamoir)¹⁴⁰⁾.

Nous avons déjà vu que l'enseignement des langues anciennes occupait très peu de place dans le plan d'études. Ce cours devait être précédé d'un traité d'idéologie et d'un de grammaire générale. Le ministre considérait cette partie comme la plus importante de ce cours, qui ne devait être en somme qu'une introduction au cours de grammaire générale. Enfin il devait encore comprendre les éléments de la géographie¹⁴¹⁾. Cette conception officielle qui privait l'enseignement des langues anciennes de leur valeur essentielle était loin d'être réalisée dans notre école. Le peu de renseignements dont nous disposons suffit pour prouver que ce cours visait au contraire à une forte instruction humaniste. Le résumé du professeur Wurstijsen mentionne treize élèves, dont plusieurs ont fait des progrès satisfaisants, tandis que quelques autres travaillent peu sérieusement¹⁴²⁾. Il n'existe pas la moindre indication qui porte à croire que le professeur s'en soit tenu aux idées du ministre: le cours de géographie n'a jamais été professé par Wurstijsen; dès l'An VII il figure avec la chronologie comme introduction au cours d'histoire; il n'y a pas de trace d'une introduction en idéologie ou en grammaire générale. Au contraire le développement du cours de langues anciennes, tel qu'on peut le suivre dans les palmarès des années consécutives, suggère une évolution en sens inverse. Parti avec une seule section en l'An VII, le cours en comprend deux en l'An VIII; l'année suivante il présente trois classes latines et une section grecque; on trouve pour l'An X, outre le cours de grec, quatre sections latines, dont la quatrième (c'est à dire la première année) traitait des premiers éléments du latin, tandis que les premières (les plus avancées) comprenaient des thèmes latins et des versions latines. La durée entière du cours était de trois années au moins¹⁴³⁾.

Les seules sources qui puissent nous instruire sur les matières traitées, les auteurs lus et les livres en usage sont encore les comptes rendus des distributions de prix. On y trouve des manuels tels que DE LAUNAY, *La nouvelle méthode latine*, VANIÈRES, *Cours de Latinité* et SAVERIEN, *Histoire des philosophes* et les *Oeuvres* de CORN. NEPOS, *Vies des hommes illustres*, CÉSAR, *Commentaires*, les *Oeuvres* de VIRGILE, des comédies de TÉRENCE,

¹⁴⁰⁾ Les tableaux des élèves des différents cours, échelonnés sur les six années de l'existence de l'école, nous auraient permis de tirer d'intéressantes conclusions sur la durée et les combinaisons des cours. Comme ils n'existent plus, nous avons, parmi les élèves qui ont été couronnés aux distributions de prix, isolé un certain nombre de noms dans un tableau, qui se trouve en appendice, Pièce n° III. En s'en servant on ne doit pas oublier qu'il ne s'agit que d'accessits ou de prix remportés. Il faut tenir compte de la probabilité que plusieurs élèves ont suivi plus de cours et pendant plus d'années sans avoir été couronnés.

¹⁴¹⁾ Cf. p. 25-26.

¹⁴²⁾ Cf. p. 68.

¹⁴³⁾ Cf. Appendice, Pièce n° III: les frères L. Th. et J. M. Nypels, Ch. et Jean Wurstijsen, J. A. Chapuis, H. Mengels et J. A. Wilhelmus figurent tous avec trois ou quatre ans d'études de langues anciennes.

CICÉRON, *De la vieillesse* et *De l'amitié*, les *Oeuvres* de TACITE, de QUINTE-CURCE et les *Colloques* d'ÉRASME. Si cette liste est assez impressionnante, il faut ajouter que plusieurs de ces oeuvres étaient des traductions françaises, tandis que les autres comprenaient le texte latin avec la traduction française. C'était une des erreurs fondamentales qu'a commises le législateur en ôtant aux études des langues anciennes ce qui constitue leur véritable valeur. La formation de l'esprit, le développement du goût, l'approfondissement des idées au contact avec les auteurs, la joie de pénétrer lentement dans la compréhension du monde antique par une étude assidue, l'élévation de l'esprit par les richesses de la culture des Anciens, conquises par un travail personnel, bref toute la valeur de l'étude du latin et du grec était perdue, du moment qu'on crut, dans l'étude de ces langues, pouvoir dispenser les élèves de la lecture des textes originaux. En recommandant aux professeurs de familiariser leurs élèves avec les Anciens par la lecture de leurs oeuvres en traductions, comme le ministre ne cessait de le proclamer, il méconnaissait le vrai sens de la culture classique: il dégradait celle-ci à un ensemble de faits et de notions, assimilables dans un superficiel savoir encyclopédique.

Les thèmes latins et les matières des versions latines du programme de l'École Centrale prouvent que les vues erronées du Gouvernement n'étaient pas entrées dans l'enseignement classique de Maëstricht ¹⁴⁴). En somme on peut dire que, si l'enseignement des langues anciennes était entravé par la préparation insuffisante des élèves, dont plusieurs „savaient à peine lire et écrire” à leur arrivée, il avait surpassé pourtant le cadre que lui avait assigné le législateur. Il n'y a pas de quoi s'en étonner avec un professeur comme Wurstijsen, qui, latiniste et helléniste d'avant la révolution, avait professé de longues années les langues anciennes à l'École Latine Réformée.

Le cours de mathématiques est celui sur lequel nous sommes le mieux renseignés. Il comprenait trois cours: l'arithmétique, l'algèbre et la géométrie, divisés en 2 sections. Le programme détaillé du cours est conservé sous la forme du questionnaire des exercices publics de l'An X ¹⁴⁵). D'ailleurs au début de l'An VIII le professeur Thomas avait déjà donné un résumé des matières ¹⁴⁶).

Quant à la durée du cours, bien que prévue de deux ans, elle ne tardait pas à s'étendre sur trois: le tableau des élèves couronnés en mentionne plusieurs, ayant remporté des prix pendant trois années consécutives, p. ex. B. Weys, L. Lonneux, Ch. Fr. du Perron. Si ce cours avait beaucoup de succès, c'était dû aux capacités et au zèle du professeur Thomas: sa nomination au lycée de Liège en 1806 porte la confirmation de ses talents.

¹⁴⁴) Il importe de signaler un long discours latin que fit le professeur Wurstijsen à l'occasion de la distribution de prix en l'An X—1802. Cette continuation d'une ancienne tradition humaniste contrastait singulièrement avec la conception révolutionnaire des langues anciennes.

¹⁴⁵) RAM, Inv. n° 2451.

¹⁴⁶) Cf. Appendice, Pièce n° IV.

Le cours de physique et de chimie expérimentales était le moins fréquenté. D'après le résumé du 11 messidor An IX, il avait commencé par avoir cinq ou six élèves, dont il en restait finalement trois qui ont suivi le cours en entier. Le tableau des distributions de prix porte pour cette année deux élèves couronnés. Les deux années précédentes et l'année suivante il n'y avait qu'un seul couronné, tandis que pour les Ans XI et XII le prix de physique et de chimie manque. C'est dire que ce cours n'a pas compté plus de deux ou trois élèves. Il y a lieu de s'en étonner, d'autant plus que le professeur Minckelers était un savant de premier ordre, dont la valeur et la renommée scientifique dépassaient de loin celles de ses collègues. On ne saurait pas expliquer l'échec de ce cours à Maëstricht de la même façon que son insuccès presque général s'excusait pour les autres écoles centrales: à savoir l'absence de professeur capable ou le défaut d'instruments et de matériaux. Car grâce à l'activité de Minckelers et à sa faveur auprès du préfet, le cabinet de physique et de chimie était bien garni. On peut se demander si dans une ville de province les besoins pratiques du public étaient assez vifs pour peupler un tel cours à une époque où ces deux sciences n'avaient qu'une application assez restreinte dans les métiers et les industries.

Le cours d'histoire était divisé en deux sections, dont la deuxième comprenait la géographie, la chronologie et les premiers éléments de l'histoire, e.a. l'histoire ancienne, tandis que la section la plus avancée était uniquement consacrée à l'étude de l'histoire générale. Le cours était suivi par douze élèves, répartis sur les deux sections. Le tableau des élèves couronnés nous fait supposer que le professeur Bauduin ajoutait encore une année supplémentaire à son cours, étant donné la présence de quelques élèves qui les suivaient pendant trois années consécutives (F. Bauduin, J. M. Nypels, P. A. Reintjens). Parmi les livres recommandés, tels que MILLOT, VOLTAIRE et CONDILLAC, c'est surtout MILLOT qui revient constamment sur les palmarès des différentes années, probablement parce que son caractère élémentaire convenait le mieux au niveau intellectuel des élèves.

Le cours de grammaire générale peut être considéré comme couronné de succès avec ses vingt élèves. En comparaison avec les comptes rendus qui furent dressés par le conseil d'instruction publique dans son procès-verbal du 16 pluviôse An VIII—5 février 1800, le sort de ce cours à Maëstricht se distinguait très favorablement de celui qui ailleurs était réservé généralement à cette partie de l'enseignement. C'est que la matière était mal déterminée et même après les précisions du ministre, indiquant l'idéologie, la grammaire générale, la grammaire française et la logique comme les matières du cours, le succès en a été assez douteux. Cela tenait avant tout à l'absence de manuels et au défaut d'études préparatoires de la part des élèves. Et le ministre avait beau blâmer dans sa circulaire du 15 thermidor An VII—2 août 1799 ceux des professeurs qui se bornaient à la grammaire française, toujours est-il

que les vœux ministériels les plus ardents ne résistaient pas aux circonstances désespérantes. Aussi est-il très naturel que, dans une ville comme Maëstricht, le cours de grammaire générale devait être nécessairement un simple cours de langue française. Pour des jeunes gens pour qui le français était une langue étrangère, le cours de grammaire générale ne pouvait pas être le couronnement d'une instruction littéraire, mais il était tout bonnement un point de départ, indispensable à la compréhension des autres cours qu'ils suivaient. Sans donner dans les illusions officielles, le professeur Cogniard définit exactement la position et la valeur de son cours dans le résumé du 11 messidor An XI: „En général le professeur a beaucoup à se louer des progrès de ses élèves, qui paraissent sentir vivement la nécessité d'apprendre la langue d'une nation à laquelle, moins prévenus souvent que leurs parents, ils semblent s'identifier chaque jour davantage”.

Deux ans auparavant il avait déjà exposé la situation au ministre de l'Intérieur, qui avait demandé aux professeurs de grammaire générale des renseignements concernant leur méthode et la rédaction des cahiers de leurs cours. Si Cogniard n'avait pas rédigé de cahier, c'est que ses élèves n'étaient pas assez avancés et ne savaient que peu le français. Quelques-uns parmi eux l'ignoraient presque totalement. Pendant l'An VII il n'a pu que les dégrossir quelque peu. Il a travaillé peu par écrit, parce qu'il ne pouvait pas adopter une marche qui convînt à tous les élèves, étant donné leur force ou plutôt leur faiblesse inégale. Pour l'année suivante il se propose de reprendre un cours élémentaire de français pour ceux qui ne savent pas suivre les autres cours et que les autres professeurs lui envoient en grand nombre. En même temps il compte ouvrir un cours de grammaire générale, appliquée à la langue française pour les plus forts; pour ce cours il a adopté la nouvelle grammaire de SICARD. Les deux sections que comprendra le cours pendant les années suivantes se composent d'un cours élémentaire et d'un cours avancé de grammaire générale. Au début de l'An VIII il préparait un cours de logique „d'après la méthode de CONDILLAC”, qui d'ailleurs figure seulement en l'An XII au programme. Cogniard ne manqua pas de se faire valoir en terminant sa lettre au ministre: „Mon zèle pour mes devoirs et mon goût décidé pour la partie que je professe peuvent seuls me soutenir dans les travaux surérogatoires que je me suis imposés”¹⁴⁷).

Le tableau des élèves couronnés démontre que même en dehors de ce cours de logique, le professeur avait déjà étendu son cours de grammaire générale sur trois années. Car le cours de logique où J. M. Nypels, Dom. Nypels, P. A. Reintjens et G. Cavelier furent couronnés, avait déjà été précédé d'une troisième année de grammaire générale, témoin les frères L. Th. et J. M. Nypels.

Signalons enfin quelques livres recommandés: il y avait d'une part des

¹⁴⁷) 12 vendémiaire An VIII—4 octobre 1799: ANP, F 17, 1344, 3.

manuels comme WAILLY, *La Grammaire Française*, CAMINADE, *Grammaire Française*, *La Grammaire Française de Port Royal*, RESTAUT, *Traité de l'orthographe française*, GIRARD, *Synonymes français*, ROUBAUD, *Synonymes français*, PLUCHE, *Mécanique des langues*, *Dictionnaire des proverbes français*, *Dictionnaire de l'élocution française*; d'autre part on trouve des oeuvres littéraires ou philosophiques comme LA FONTAINE, *Fables*, *Voyage d'Anténor en Grèce et en Asie*, Manuel d'ÉPICTÈTE et la *Consolation philosophique* de BOÈCE. Les prix du cours de logique comprenaient D'ORBESSON, *Mélanges de littérature*, TURPIN DE CRISSÉ, *Commentaire sur les Commentaires de César et l'Enéide* de VIRGILE, en vers français par DELILLE.

Le cours d'histoire naturelle, qui n'a été ouvert que pendant la première année, n'entre pas en ligne de compte, pas plus que les cours de belles lettres et de législation, qui pratiquement n'ont jamais eu d'élèves. Forzi tâchait de se rendre utile „en dégrossissant quelques jeunes gens auxquels il apprend les éléments de la langue française et qu'il met en état de passer au cours de grammaire générale”. Il en était de même pour Hanf, le professeur de législation, qui lui non plus, n'avait pas d'élèves et qui donnait un cours d'allemand, qui était assez bien fréquenté. Il n'a professé qu'un seul cours de droit civil pendant l'An X.

Il nous reste encore à porter notre attention sur la position de la langue néerlandaise dans l'enseignement de notre École Centrale. La loi du 3 brumaire An IV ouvrait la possibilité de faire enseigner des langues vivantes dans les écoles centrales (titre II, art. 2 d.). En réalité la langue et la littérature hollandaise n'ont pas été enseignées à Maëstricht. Le hollandais n'y a été toléré qu'en tant qu'il était indispensable à initier les autochtones au français et aux autres matières enseignées. Ni l'administration centrale, ni le préfet, ni le conseil d'administration n'ont jamais eu l'intention, que nous sachions, de demander au Corps Législatif l'autorisation d'enseigner le hollandais, autorisation que les législateurs n'auraient d'ailleurs certainement pas donnée. On peut s'en étonner, on peut s'en indigner même. Pourtant, au point de vue français, la chose était compréhensible. La République ne pouvait tenir une autre conduite à l'égard du hollandais et des dialectes du Limbourg qu'elle ne le faisait en France à l'égard des idiomes locaux. La République, „une et indivisible” voyait dans les langues populaires des éléments de désunion qui menaçaient son unité et sa liberté. En outre l'ignorance de la langue nationale empêchait la diffusion des idées éclairées et le développement du progrès dans les provinces¹⁴⁸). Aussi la République s'acharnait-elle à supprimer les patois et les idiomes locaux.

D'autre part on ne trouve nulle part dans les archives une réaction contre

¹⁴⁸) À la date du 16 prairial An II—4 juin 1794 la Convention faisait publier une adresse au peuple français, où il était dit: „La connaissance et l'usage exclusif de la langue française sont intimement liés au maintien de la liberté... Citoyens, qu'une sainte émulation vous anime pour bannir de toutes les contrées de la France ces jargons qui sont encore des lambeaux de la féodalité et des monuments de l'esclavage”. Citation de Compayré, *o.c.*, t. II, p. 308.

la disgrâce du hollandais. L'imposition du français semble avoir été considérée par les habitants comme une suite logique de la conquête. Et il est fort probable qu'elle leur pesait bien moins que les autres catastrophes que leur amenait l'annexion: la ruine matérielle, les sacrifices de la conscription, la perte de la liberté, les persécutions religieuses. C'est qu'à cette époque on ne se rendait pas encore compte des suites fatales que la négligence de la langue maternelle devait entraîner pour la culture nationale. C'étaient là des idées qui venaient de germer dans les esprits les plus avancés, mais qui étaient loin d'être répandues, même parmi les gens les plus cultivés¹⁴⁹). D'autre part le terrain avait été préparé depuis longtemps au français. S'il est vrai que certaines parties du département et notamment le pays de Venlo et quelques cantons le long de la frontière allemande avaient été peu exposées aux influences françaises, toujours est-il que les villes de Tongres, de St Trond, de Hasselt et de Ruremonde avaient appartenu aux Pays Bas méridionaux et avaient été gouvernées en français par le régime autrichien. Il faut encore faire valoir le fait que la plupart des prêtres séculiers et presque toute la classe cultivée du département avaient fait leurs études dans les milieux francisés de l'université de Louvain. En dehors des influences françaises qui d'une façon générale ont agi au 18^e siècle sur la vie culturelle des Pays Bas, il faut signaler quelques circonstances particulières qui se sont fait sentir plus spécialement à Maëstricht. Il y a d'abord le condominium que l'évêque de Liège exerçait sur la ville avec les États-Généraux; ensuite l'influence des réfugiés français qui étaient venus se fixer à Maëstricht au courant des deux siècles précédents; enfin la présence des nombreux militaires français parmi les troupes mercenaires de la garnison. Bien que le hollandais fût la langue officielle dans la vie publique de la ville et qu'il fût certainement plus généralement employé que le français, on doit avouer que les influences mentionnées avaient facilité l'accueil de l'introduction officielle du français après l'annexion¹⁵⁰).

¹⁴⁹) Le manifeste de J. B. C. Verloo(y), *Verhandeling op donacht der moederlijke taal in de Nederlanden*, que l'on considère comme le début du mouvement flamand, ne date que de 1788.

¹⁵⁰) Il serait impossible de retracer en quelques lignes l'histoire des influences françaises à Maëstricht. Nous nous bornerons à ne signaler que quelques-uns des faits les plus remarquables: la subvention de la ville pour l'impression d'un dictionnaire français en 1603; l'octroi du magistrat pour l'impression d'un journal français en 1772 et en 1782; l'édition du *Nouveau almanach curieux pour l'année 1745* et les années suivantes; la présence de plusieurs imprimeurs et éditeurs français. Cf. l'article de M. A. Kessen, *Het Franse boek in Maastricht*. On peut se rendre compte de l'importance des éditions françaises à Maëstricht en fouillant l'excellent travail de E. Heynen, *Maastrichtse drukken (1552-1816)*. Il mentionne l'édition de plusieurs journaux, revues et dictionnaires français. Quant au nombre des livres français édités à Maëstricht, il est sensiblement supérieur à celui des livres hollandais. Ainsi p.e. on trouve qu'en dix années (1780-1789) il a paru à Maëstricht 67 livres en hollandais, 130 en français, 1 en allemand et 39 en latin. Enfin le théâtre français a connu de grands triomphes à Maëstricht: pendant le 18^e siècle plusieurs troupes de comédiens français ont exploité le théâtre de la ville et les représentations françaises de troupes étrangères étaient fréquentes. Cf. M. J. Notermans, *Toneel in de Maasgouw*, p. 16-23. L'auteur cite de F. Faber, *Histoire du théâtre français en Belgique* le témoignage suivant: „On vient de voir combien le théâtre français avait de succès dans la ville de Maëstricht. Nous avons déjà dit comment cette langue s'était implantée dans ce pays essentiellement hollandais, et l'on a pu se convaincre qu'elle y avait gagné droit de cité" p. 20.

Quant aux méthodes d'enseignement, nous savons déjà que les professeurs étaient libres de suivre des procédés personnels. Leurs témoignages à cet égard sont assez rares et ne sont pas de nature à satisfaire notre curiosité. Le discours que prononce Forzi à l'occasion de l'ouverture de l'école et où il est censé indiquer la matière de son cours et en exposer la méthode, se réduit à peu de chose: phrases vides, images, hyperboles, apostrophes à Sparte, Athènes, Rome. Tout y est, sauf la matière qu'il enseignera et la façon dont il s'y prendra. Hanf s'exprime plus clairement sur l'objet de son cours, mais il glisse sur sa méthode. Il n'y a que l'exposé de Cogniard qui soit un peu moins brumeux: „La science grammaticale ou la connaissance approfondie de l'art de la parole, est essentiellement liée à tous les objets de notre intelligence, mais surtout à la métaphysique, qui est la science des idées, et à la logique, qui est l'art de conduire son esprit dans la recherche de la vérité”. Il exalte l'érudition et la logique de DUMARSAIS, la finesse, la sagacité de GIRARD, la pureté d'OLIVET, l'érudition et l'élégance de COUT-DE GIBELIN, l'esprit de philosophie et la métaphysique de BAUZÉE, enfin la méthode d'une analyse toujours ingénieuse et sûre de CONDILLAC. Voilà les guides qu'il se propose d'offrir à la jeunesse. „C'est à travers les sentiers d'une analyse claire et facile que je veux conduire les pas de la jeunesse sans l'exposer à se sentir rebutée à l'aspect de ces termes inintelligibles quelquefois pour ceux-mêmes qui s'en servent le plus souvent”. Le voilà qui définit sa méthode par opposition au culte de la terminologie, de la formule vide mais sacro-sainte des anciens collègues. Et il souligne l'antithèse entre l'esprit et les méthodes de ceux-ci et des nouvelles écoles: „Jeunes élèves, ce n'est point dans des écoles républicaines que vous aurez à redouter ces châtimens serviles qui dans celles des tyrans n'ont jamais produit que des esclaves. C'est le mobile des grandes âmes, des hommes libres, qui vous sera offert, la crainte de la honte et l'amour de la gloire”¹⁵¹).

Même en faisant la part de l'aversion et de l'exagération qui entrent dans l'appréciation des anciens collègues par Cogniard, il convient de signaler l'heureux progrès des idées. Si les applications détaillées des nouvelles méthodes nous échappent, ce n'est pas tant parce que les témoignages nous manquent, mais parce que l'art d'enseigner est si intimement lié à la personnalité individuelle de celui qui enseigne, qu'il n'est guère susceptible d'explication ni de transmission. Ce qui est essentiel, ce sont les tendances générales et la tournure d'esprit, qui percent dans tous les discours et dans tous les comptes rendus. Nous allons en dégager les principaux éléments. Les idées conductrices dérivent en majorité des conceptions pédagogiques de J. J. Rousseau. On y retrouve ce même mélange d'utopie et de vérité que dans l'Émile. L'erreur fondamentale que professe Rousseau en ce qui con-

¹⁵¹) Procès-verbal de l'inauguration de l'École Centrale du département de la Meuse-Inférieure, 11 thermidor An VI—29 juillet 1798: ANP, F 17, 1344, 22.

cerne la bonté naturelle de l'homme, est pour beaucoup dans la liberté excessive dont jouissent les professeurs, la liberté qui permet aux élèves de déterminer eux-mêmes le caractère et la marche de leur instruction, entraînant l'absence de mesures de rigueur. On a méconnu les faiblesses de l'homme, et surtout de l'enfant, en croyant que l'amour du bien et l'attrait de la vertu pouvaient à eux-seuls déterminer sa conduite. Il faut encore signaler cette autre erreur capitale qui séduisait alors les esprits: l'ignorance a causé l'esclavage des hommes, c'est la science qui les délivrera et assurera leur bonheur, comme si l'instruction intellectuelle impliquait nécessairement la formation morale.

Cependant, il importe de relever dans la pédagogie révolutionnaire quelques-uns des principes de Rousseau qui, dégagés des premiers excès, se sont affirmés depuis:

— *l'éducation naturelle* qui fait agir l'enfant et lui permet de développer librement ses facultés; le libre choix des cours en est une conséquence, mais il aurait aussi fallu prescrire un horaire minimum pour éviter l'indiscipline et la fainéantise;

— *l'enseignement progressif*, principe d'une telle évidence qu'il pénètre dans tout enseignement et cette progression, sur laquelle l'ordonnance des sections insistait, a encore retenu l'attention, même après la disparition des sections. Dans la suite on a tenu de plus en plus compte de l'évolution naturelle de l'âme enfantine pour adapter l'enseignement au développement progressif de l'intelligence¹⁵²);

— *l'enseignement attrayant*; bien que l'organisation des écoles centrales fit courir le danger de supprimer l'effort en bannissant la contrainte, toujours est-il qu'on a cherché sérieusement à ne pas détourner l'enfant du travail par des méthodes fastidieuses ou une discipline trop rude¹⁵³);

— *l'enseignement expérimental*, principe sur lequel il convient d'insister le plus: „L'éducation se fera de préférence par l'expérience directe des choses. La première tâche du professeur est de procurer à l'élève les occasions de compléter son éducation expérimentale”. Qu'on relise la circulaire que le ministre de l'Intérieur François (de Neufchâteau) adressait aux professeurs et aux bibliothécaires des écoles centrales¹⁵⁴). Les programmes

¹⁵²) „La division de chaque école en trois sections a pour but de classer les différents genres d'instruction suivant la portée des différents âges”. La durée des classes „doit être d'autant moindre, que les objets d'enseignement sont plus compliqués, et que les élèves qui s'y livrent, sont supposés plus en état de travailler par eux-mêmes”. Le ministre de l'Intérieur aux administrateurs des départements, 27 frimaire An IV—18 décembre 1795: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 764 R 5.

¹⁵³) „Tandis qu'ailleurs l'instruction se traîne péniblement sur les traces usées de la routine et s'enveloppe de ténèbres et de difficultés mystérieuses, tandis qu'ailleurs l'entrée de la carrière est hérissée d'épines et de ronces qui en rendent le passage pénible, ici l'instruction s'offre sous des formes riantes, la leçon est dégagée de ces obscurités factices qui dans l'ancienne éducation étaient souvent la mesure du mérite de l'instituteur, et l'enseignement, libre des entraves et des préjugés qui auparavant s'opposaient au développement et à la perfection des talents, n'est plus une tâche pénible, mais un amusement”. Discours de Chénard, président de l'administration centrale, 10 germinal An VII—30 mai 1799: ANP, F 17, 1344, 22, Meuse-Inférieure.

¹⁵⁴) 17 vendémiaire An VII—8 octobre 1798: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 601 R 11.

des cours qu'il propose aux professeurs de dresser, les visites aux musées, aux manufactures, aux ateliers des artisans, les comptes rendus que les élèves en tireront, tout tend à stimuler l'effort personnel. Enfin la création d'une bibliothèque, de cabinets d'histoire naturelle, de physique et de chimie vise également à l'acquisition d'une expérience individuelle.

Il est encore un principe pédagogique, d'ailleurs adopté déjà dans les collèges, qu'on ne saurait passer sous silence, à savoir *l'émulation*. On rencontre constamment dans les discours et les écrits les expressions „l'amour de la science et la noble émulation”. On se servait de deux moyens, appropriés à exciter l'ambition des élèves: les exercices publics et les distributions de prix. Pour remplacer les examens de fin d'année, il fut créé des exercices publics auxquels pouvaient participer les meilleurs élèves qui s'étaient distingués par leurs progrès. Ils consistaient en une interrogation par le professeur sur les matières traitées au cours de l'année. La présence d'autorités civiles augmentait la pompe de la cérémonie. Ils précédaient la distribution des prix discernés aux élèves dont l'assiduité, le zèle et les progrès méritaient d'être encouragés. Le double but de ces distributions est mis en lumière par le préfet Loysel, à qui le conseil d'administration avait demandé à la fin de l'An XII s'il était dans l'intention de faire distribuer des prix, malgré la suppression future de l'École Centrale: „La distribution des prix dans les écoles publiques est une institution fondée à la vérité pour récompenser et encourager le zèle des élèves. Mais elle a aussi pour objet d'honorer le professeur et de l'indemniser, par le spectacle du triomphe public de ses élèves, des soins pénibles de l'instruction”¹⁵⁵).

Signalons enfin la valeur pédagogique qu'on attribuait aux fêtes nationales et à la célébration du décadi. Daunou avait emprunté l'idée de l'influence éducatrice des fêtes publiques à Rousseau. Il l'avait consacrée dans le titre VI de la loi du 3 brumaire An IV, où il avait fait instituer sept fêtes nationales: Fête de la Fondation de la République (1^{er} vendémiaire), Fête de la Jeunesse (10 germinal), Fête des Époux (10 floréal), Fête de la Reconnaissance (10 prairial), Fête de l'Agriculture (10 messidor), Fête de la Liberté (9 et 10 thermidor), Fête des Vieillards (10 fructidor). Il faut y ajouter encore la fête de la prise de la Bastille et celle du 1^{er} pluviôse (l'anniversaire de „la juste punition du dernier tyran des Français”). Les professeurs étaient tenus d'accompagner leurs élèves aux solennités décadaires et aux fêtes. La célébration consistait en chants patriotiques, en discours, en jeux publics et en distributions de prix. Ce devait être un honneur pour les meilleurs élèves d'être admis à réciter un morceau littéraire et d'aider aux cérémonies, tandis que ce devait être un châtiment d'en être exclu pour ceux qui se conduisaient mal. La célébration des fêtes décadaires et nationales

¹⁵⁵) 7 thermidor An XII—26 juillet 1804: RAM, Inv. n° 2450, Ind. n° 599 R 18 Pftr.

n'a jamais enthousiasmé les habitants de la Meuse-Inférieure. Le peuple n'y a pas pris part et il faut croire que leur influence a été minime.

Après ce que nous avons dit des intentions du Gouvernement, il semble superflu de signaler l'absence de tout enseignement de la religion chrétienne. Dans les assemblées constituante et législative on avait posé, dès les premières délibérations, le principe que l'instruction religieuse nuisait à l'unité nationale et qu'elle était du ressort des ministres des cultes respectifs. Aussi on n'en trouve pas la moindre trace dans le programme de l'enseignement à Maëstricht.

Nous ne voulons pas terminer cet exposé des matières, du programme, des méthodes et de l'esprit de l'enseignement sans répondre à la question de savoir si l'École Centrale de Maëstricht, telle qu'elle fonctionnait, suivait les intentions du législateur. Or, il faut avouer qu'il s'en fallait de beaucoup qu'elle ne fonctionnât selon les vues du gouvernement. Ce n'est pas que la chute des sections de cours bisannuels ait trahi les intentions, ni que l'extension de la durée des cours ait dérangé l'instruction. Car ce n'étaient là que des adaptations pratiques aux circonstances, qu'un enseignement sain devait pouvoir se permettre. Mais la suppression du cours d'histoire naturelle et l'échec des cours de belles lettres et de législation déséquilibraient la construction de l'enseignement. Notamment l'idée favorite de l'encyclopédie des sciences se trouvait trahie par un programme, réduit d'un tiers de ses branches. La propagande des idées révolutionnaires et la formation de l'esprit civique devaient se ressentir de l'insuccès du cours de législation. Et la liberté de méthodes et d'enseignement, qui aurait dû travailler en faveur des idées nouvelles, agissait plutôt en sens inverse: pratiquement on s'écartait de la direction prévue, soit par la volonté des professeurs, soit par les aptitudes des élèves. Voici ce qui reste de l'École Centrale, destinée à répandre la „lumière philosophique”: un cours de dessin, nettement technique; un cours de physique et de chimie, peu fréquenté et purement scientifique; un cours de mathématiques qui se prêtait peu aux spéculations par son objet; un cours de langues anciennes, prémuni contre toute contagion révolutionnaire, grâce à un professeur humaniste de vieille souche; un cours de grammaire générale qui ne pouvait pas donner dans des spéculations philosophiques faute de compréhension de la part des élèves; enfin les deux idéologues Forzi et Hanf se trouvaient éliminés par leur incompétence et par l'absence d'élèves. Il n'y a que le cours d'histoire qui, par son objet et par l'esprit du professeur, pouvait se prêter aux intentions officielles. Voilà le bilan d'un enseignement qui d'après les vues de ses auteurs spirituels devait être scientifique, encyclopédique et révolutionnaire et qui ne se révéla ni purement scientifique, ni encyclopédique, ni révolutionnaire.

13. DISTRIBUTIONS DE PRIX.

Le programme des cérémonies au cours desquelles les prix étaient distribués aux élèves qui s'étaient distingués, présente peu de variété: les autorités civiles et militaires se rendaient en cortège à la salle de la Redoute, au temple décadaire ¹⁵⁶) ou à l'hôtel de ville, accompagné d'une musique militaire. Quelques discours étaient prononcés, qui mettaient en relief les soins du gouvernement pour l'instruction publique, l'excellence de la formation littéraire ou la valeur des disciplines scientifiques. Suivait ensuite l'appel nominal des vainqueurs qui étaient couronnés et qui recevaient leur prix des mains des autorités „sous les sons d'une musique guerrière”. Les procès-verbaux de ces cérémonies assez guindées sont tous conçus en ces termes imagés et sensibles qui étaient le délice de l'époque. On peut s'étonner de la prodigalité avec laquelle les prix étaient décernés. D'après le procès-verbal de la distribution de prix de l'An VIII, il fut décerné 39 prix et accessits, qui furent attribués à 28 élèves différents ¹⁵⁷): ce dernier nombre représente pratiquement la moitié de l'effectif total de l'école, qui était de 60! On finit par se demander avec le préfet Becays-Ferrand si l'on n'a pas prodigué les prix avec une telle profusion „qu'il y avait tout lieu de craindre qu'à force de vouloir stimuler, on n'émoussât la point de l'aiguillon”. Il fallait bien qu'on y attachât beaucoup d'importance, d'autant plus que les frais de cette cérémonie étaient considérables. Pour l'An VIII ils se montent à 433 francs pour livres et estampes, 40 francs pour les frais d'impression et 36 pour la musique, soit en total 509 francs. Cette abondance de récompenses se poursuit dans les mêmes proportions jusqu'à la suppression de l'école, malgré les difficultés financières qui la minaient!

C'est que, outre les fins pédagogiques, dont nous avons déjà parlé, ces cérémonies avaient pour les autorités départementales un but de propagande en faveur du nouvel ordre de choses. Elles devaient „convaincre tous les citoyens des soins constants qui occupent un gouvernement juste et bien-faisant et des moyens qu'il emploie pour faire prospérer les sciences et les arts”. Les discours prononcés à cette occasion devaient attiser le feu patriotique, tant par leur objet que par les termes délirants qu'ils revêtaient. On ne saurait pas les lire sans sourire: si l'enthousiasme et les sentiments des orateurs sont sincères — et on peut l'admettre — que faut-il penser de leur lucidité et de leur sens critique en lisant p. ex. l'exorde du discours que le président de l'administration centrale tint à la distribution des prix le 10 germinal An VII—30 mars 1799: „Lorsqu'à l'inauguration de notre École Centrale, je vous présageais, il y a peu de mois, les rapides succès que cet

¹⁵⁶) C'était l'ancienne église wallonne, rue St-Pierre, qui fut rendue au culte wallon après la domination française.

¹⁵⁷) Appendice, Pièce n° V.

établissement devait avoir au milieu de nous, j'étais, je vous l'avoue, bien loin de voir dans un terme si rapproché ce qui faisait alors l'objet de nos vœux ardents. Qui eût pu croire en effet que le jeune arbrisseau que nous plantions pour les délices et les jouissances des générations à venir, dût nous offrir aujourd'hui des fruits mûrs et pleins de saveur? Naguère concentré dans son germe, il s'est tout à coup élevé à la hauteur d'un arbre majestueux dont la cime touche les nues et dont les rameaux peuvent fournir des asiles à tous les habitants de l'air depuis l'aigle superbe jusqu'au plus faible oiseau"¹⁵⁸). Même si l'on veut excuser l'erreur de fond dans ce verbalisme creux en alléguant les libertés que le genre littéraire de l'éloquence permet à l'orateur, que faut-il penser des hyperboles et des inexactitudes conscientes dans les pièces officielles, telles que les procès-verbaux des distributions de prix? „... Ensuite les élèves, portant les prix et les couronnes qu'ils venaient de recevoir, ont été conduits en triomphe par les autorités constituées à travers la foule d'un peuple immense, qui faisait retentir l'air de ses acclamations depuis le temple décadaire jusqu'à la maison commune". Ces pièces, pleines d'exagération et apprêtées de sensiblerie conventionnelle étaient arrêtées et approuvées par l'administration centrale au moment où le commissaire central écrivit au ministre de l'Intérieur que l'esprit perversi n'a pas changé, que le peuple ne prend point part aux fêtes, que l'École Centrale est à peu près inutile"¹⁵⁹). La valeur documentaire des rapports de cérémonies est nulle, ceux-ci étant dressés dans un esprit de propagande. De même que les cours de l'école devaient servir à propager les idées nouvelles à l'intérieur, ses fêtes devaient s'imposer à l'esprit public par leur pompe et leur magnificence.

D'ailleurs ces rapports triomphants devaient encore servir un intérêt privé: pour faire leur cour au Gouvernement les fonctionnaires annonçaient des succès éclatants à Paris. Les procès-verbaux étaient imprimés, d'abord au nombre de 500 exemplaires, plus tard de 200, et envoyés au ministre de l'Intérieur, à la députation du département au Corps Législatif, aux autorités civiles et militaires, aux élèves et „aux administrations municipales des cantons, qui seront tenues d'en donner lecture à la première réunion décadaire qui suivra la réception"¹⁶⁰).

14. ÉLÈVES.

L'École Centrale comptait à son début environ 50 élèves; ce nombre s'est accru jusqu'à 60 dès la deuxième année et il n'a plus varié pendant les quatre

¹⁵⁸) ANP, F 17, 1344, 22.

¹⁵⁹) Rapports du commissaire central Cavenne du 30 thermidor An VII—17 août 1799 et du 30 nivôse An VIII—20 janvier 1800: ANP, F 1 c, III, Meuse-Inférieure, 3.

¹⁶⁰) Régistre aux Arrêtés de l'administration centrale, 13 germinal An VII—2 avril 1799: RAM, Inv. n° 150, f° 8 v°-9 r°.

années suivantes ¹⁶¹). A première vue ce nombre ne paraît pas si défavorable, d'autant plus que les anciennes écoles latines catholique et protestante n'avaient pas eu ensemble beaucoup plus d'élèves. Cependant la République avait voulu ouvrir la carrière scientifique aux nombreux fils des classes moyennes. Ses écoles centrales n'étaient pas réservées, comme les collèges d'autrefois, à ceux qui se préparaient au sacerdoce ou à cette classe privilégiée qui allait entrer dans les universités, mais à la grande masse des jeunes gens qui se destinaient à l'industrie, au commerce, aux carrières administratives ou militaires. En outre la Révolution sentait bien qu'elle serait perdue si elle ne réussissait pas à répandre les „lumières philosophiques” au moyen de ses écoles centrales parmi la masse de ses jeunes citoyens. Enfin on ne doit pas oublier que l'École Centrale devait remplacer tous les anciens collèges du département et qu'on espérait attirer des élèves de tous les cantons. Or, les collèges du pays, dont nous avons parlé, comptaient plus de 900 élèves. Eu égard aux prétentions utilitaires de l'enseignement de la République et aux besoins de propagande, on doit avouer qu'un nombre d'élèves qui n'atteignait même pas celui des deux collèges de Maëstricht signifiait l'échec de l'enseignement républicain. En effet ce petit nombre de 60 a été le grand souci du préfet et du conseil d'administration et les plaintes à ce sujet sont devenues un lieu commun dans la correspondance et les comptes rendus dans les archives. Il constitue le témoignage le plus éloquent de l'attitude de méfiance ou d'inimitié du public à l'égard de l'esprit révolutionnaire.

Il serait intéressant d'avoir des renseignements sur le milieu social des élèves, leurs convictions religieuses, leur lieu de provenance, leur âge, la durée de leurs études et leurs succès. Malheureusement les listes des élèves ont été perdues. Nous devons nous contenter de quelques informations éparses, trouvées dans les états nominatifs des boursiers et dans les procès-verbaux des distributions de prix. Il n'y a que celui de l'An X qui contienne des données plus complètes, c'est à dire qu'outre l'indication nominale des élèves couronnés, il mentionne leur âge, le lieu de naissance, le domicile et l'état du père ¹⁶²).

Ce qui saute d'abord aux yeux, ce sont les deux catégories de parents qui envoient leurs enfants à l'école. Il y a d'une part la couche nettement supérieure de la population, qui se compose de fonctionnaires français ou autochtones. Citons parmi eux le professeur Wurstijsen et le bibliothécaire Cavellier, le secrétaire général de la préfecture Reintjens, le directeur de la poste aux lettres Chapuis, l'imprimeur de département Nypels. On peut

¹⁶¹) Le nombre de 100 à 120 élèves que rapporte Cavenne dans la *Statistique du Département de la Meuse-Inférieure*, p. 91 ne peut pas être exact. Probablement Cavenne a commis l'erreur d'additionner les nombres des élèves qui assistaient à chaque cours, de sorte qu'un certain nombre d'eux a été compté deux ou trois fois.

¹⁶²) 10 fructidor An X—28 août 1802: RAM, Inv. n° 2450, Ind. n° 148 R 11 Pfr.

compter dans le même groupe des noms comme du Perron, Leignes, Degoy, Chasselé, Caussin, Liger, Babut, Chaucouvert, Misset et Soiron. Les cartons contenant les états des boursiers et les demandes d'une bourse montrent qu'à cette catégorie appartiennent également les parents des élèves, originaires des communes rurales¹⁶³). Quelle que soit leur condition sociale, qu'il s'agisse d'anciens bourgmestres ou de laboureurs, ceux-ci sont presque tous liés au régime français par les fonctions publiques qu'ils remplissent: ils sont juge de paix, huissier, assesseur du juge de paix, conseiller municipal, maire. A côté du groupe, intéressé au nouvel ordre des choses, il y a un groupe d'artisans, de petits négociants et de paysans qui représente la couche inférieure de cette partie de la population qui cherche une instruction pour ses enfants: meunier, fondeur de cuivre, cordonnier, tailleur, aubergiste, marchand, cultivateur, piqueur.

Avec toute la prudence qu'impose la rareté de documents, on peut conclure que les élèves se recrutaient d'abord parmi les familles, intéressées au régime français, qu'un nombre à peu près égal provenait de la petite bourgeoisie; les arts libéraux et la bourgeoisie aisée constituent une minorité insignifiante, tandis que la classe des ouvriers et des journaliers est absente¹⁶⁴).

En ce qui concerne la religion des élèves, les listes des élèves couronnés ne nous en fournissent aucun renseignement. Comme il n'existe pas de listes des élèves de l'École Latine Catholique, on ne peut pas déterminer s'il y en a eu parmi eux qui ont passé à l'École Centrale, après la fermeture de l'École Latine en 1798. Il est à peu près certain que les élèves de l'École Latine Protestante n'ont pas passé à l'École Centrale. Car il y a une lacune de cinq ans entre la fermeture de l'École Protestante (1793) et l'ouverture de l'École Centrale. Il est plus probable que Endts, ancien professeur de l'École Protestante, qui ouvrit une école privée après la fermeture de l'École et qui avait en 1798 douze élèves et deux pensionnaires, avait hérité de son ancienne école. Ce n'est que par hasard que l'on trouve des indications sur la religion des élèves de l'École Centrale. Parmi les nombreuses demandes d'une bourse, on trouve avec l'état du père parfois aussi l'indication de sa religion. Ainsi on rencontre quelques protestants parmi les fils des militaires et des fonctionnaires français et quelques-uns d'origine hollandaise, comme p.e. les deux fils du professeur Wurstijsen. Du reste on peut admettre que la plupart des élèves appartenaient à la religion catholique. C'est ce que nous suggère la présence d'un certain nombre de familles catholiques d'origine maëstrichtoise, telles que les Batta, Hermans, Nijpels, van Ceuleneer, Zeguers, Bauduin, Wilhelmus, Franquinet, Piersens, Lipkens, Pieters.

¹⁶³) RAM, Inv. n° 2452.

¹⁶⁴) Cf. De Lanzac de Laborie, *La Domination Française en Belgique*, t. II, p. 52, qui fait une constatation analogue pour l'attachement au régime français des différentes classes sociales dans le département des Deux-Nèthes (Anvers).

Quant à leur domicile, la majorité des élèves habite Maëstricht. Un état des boursiers de l'An XI comprend sept noms de Maëstricht et seize de communes rurales, réparties sur tout le département. Comme le conseil d'administration voulait avant tout défrayer les élèves de la campagne dans leurs frais de déplacement, on peut admettre que ce chiffre représente environ leur nombre total. Parmi les communes qui fournissaient des élèves, il y en avait non seulement qui étaient situées dans les environs comme Amby, Beek, Bunde, Emaël, Eysden, Houthem, Mechelen, Meerssen, Millen et Schin-sur-Geul, mais aussi qui se trouvaient à 30 Km. et plus de Maëstricht telles que Achel, Beringen, Elmpt, Liège, Maëseyck, Nedercruchten, Ruremonde, Thorn et Wegberg.

L'âge des vingt boursiers de l'An XI variait de onze à dix-neuf ans avec une majorité de quatorze élèves entre treize et quinze ans. Nous avons déjà fait remarquer que les différences d'âge devaient allourdir singulièrement la tâche des professeurs. Le tableau de la distribution de prix de l'An X, mentionné plus haut, prouve que ces différences étaient très grandes, non seulement à l'intérieur de chaque cours, mais aussi dans chaque classe ou division des cours. On y trouve dans une même section des vainqueurs, couronnés d'un 1^{er} prix, de 11 ans à côté d'un 2^e prix de 15 ans; ou bien un de 13 ans à côté d'un de 17. Sur huit classes différentes il n'y en a que deux dont les vainqueurs soient du même âge ou à peu près. Dans deux sections on trouve une différence de deux ans, une seule avec trois ans et trois sections où les deux vainqueurs différaient de quatre ans! Ceux qui sont versés dans l'enseignement comprendront les difficultés que ce manque d'homogénéité dans une même classe a pu entraîner par rapport aux facultés conceptives, à la maturité d'esprit et au développement intellectuel.

Les listes combinées des distributions de prix nous renseignent approximativement sur le nombre d'années que les élèves passaient à l'école. Sur les 87 élèves, mentionnés aux tableaux des six années, nous n'en trouvons qu'un seul qui ait suivi les cours pendant les six années d'existence de l'école. On en compte trois qui ont fait cinq années d'études, dix avec quatre années, douze avec trois années, huit avec deux années et cinquante-trois avec une année seulement. Il est indispensable d'apporter des corrections à ces chiffres: il ne s'agit que d'élèves couronnés ou mentionnés honorablement. Et il est certain que plusieurs d'entre eux ont suivi des cours sans avoir été couronnés. Il faut déduire des cinquante-trois élèves d'un an le nombre des treize qui sont arrivés en l'An XII, puisque l'école a été supprimée à la fin de cette année. Il reste donc une quarantaine d'élèves à avoir remporté une fois des prix. En admettant que la plupart des élèves aient encore suivi des cours sans avoir été couronnés, on doit constater qu'un nombre important des meilleurs étudiants disparaissait après un an. Même en faisant la part des inexactitudes dans ce calcul, on doit reconnaître que le déchet parmi les

élèves de la première année était considérable. Et l'on se demande quels seraient ces chiffres pour la masse anonyme de l'arrière-garde, des cancres, qui ne figurent pas aux tableaux des prix.

Nous avons déjà analysé le tableau des élèves couronnés en vue des programmes des cours individuels ¹⁶⁵). Il importe d'en tirer une conclusion plus générale: Il existe un certain nombre d'élèves qui cherchaient à se procurer une instruction plus générale, qu'elle soit scientifique par la combinaison de la grammaire générale, des mathématiques et de la physique et la chimie expérimentales (tels que B. Weys, L. Lonneux, J. de Wilde), ou bien qu'elle soit humaniste par la combinaison de la grammaire générale, des langues anciennes et de l'histoire (comme J. M. Nypels, A. Cavelier, les frères Wurstjens, P. A. Reintjens). Mais on trouve d'autre part un nombre considérable d'étudiants à qui l'École Centrale ouvrait une formation plus spécialisée (J. Hamoir, Ch. van Ceuleneer, M. Hermans, C. Batta, G. Zeguers, J. Pierrens, Fr. Bauduin). Même en admettant que ceux-ci aient encore suivi d'autres cours, on peut constater une fois pour toutes que les possibilités de spécialisation qu'offrait l'école ont été saisies et qu'elles répondaient à un besoin. C'est une justice à rendre aux pères spirituels des écoles centrales qu'ils avaient vu juste quand ils diversifiaient les disciplines enseignées en les orientant vers les besoins de la vie pratique.

15. PROFESSEURS.

Les nominations des professeurs des écoles centrales se heurtaient, nous l'avons vu, aux plus grands obstacles: de nombreux professeurs des anciens collèges ne voulaient pas se prêter à enseigner dans les nouvelles écoles pour des raisons religieuses ou politiques; d'autre part il n'y en avait que peu parmi eux, qui auraient été à la hauteur des nouvelles matières qu'offraient les programmes. Les administrations centrales se donnaient toutes les peines pour attirer des professeurs en donnant la plus grande notoriété aux nominations à faire, non seulement dans leur propre département, mais aussi dans les départements voisins. Les cartons contiennent plusieurs affiches faisant appel à „tous les hommes probes qui cultivent les sciences et les arts, et qui, par leurs connaissances, leurs moeurs et leur civisme, sont les plus propres à former la jeunesse pour la liberté”. Ces affiches avaient été envoyées aux administrateurs à Maëstricht par leurs collègues du département de l'Ourthe (Liège), de la Dyle (Bruxelles), des Deux-Nèthes (Anvers), de la Lys (Bruges) et de Sambre-et-Meuse (Namur) avec la prière d'y donner toute la publicité possible et d'informer les expéditeurs s'ils avaient à recommander des sujets capables ¹⁶⁶).

¹⁶⁵) Cf. p. 72-76.

¹⁶⁶) Ventôse-floréal An V—mars-avril 1797: RAM, Inv. n° 2449, Ind. n° 718 R 5.

L'administration centrale de la Meuse-Inférieure en fit autant en publiant les dates des examens des candidats pour une chaire de professeur. Les concours avaient lieu du 1^{er} pluviôse au 1^{er} ventôse An VI—20 janvier—19 février 1798. Le jury central d'instruction publique, se composant à ce moment de Cavenne, van Heylerhoff et Minckelers, présida aux examens et présenta des candidats à l'administration centrale. Le compte rendu du jury central et le rapport que le bureau d'instruction publique de l'administration centrale dressa sur les candidats nous révèlent les difficultés que le jury rencontra ¹⁶⁷). Le nombre de ceux qui s'étaient présentés au concours n'était rien moins que décevant. Sur les dix places à remplir il y en avait six avec un unique candidat. Il y en avait deux pour le dessin, la grammaire générale, l'histoire et pour la place de bibliothécaire. Le jury n'hésita pas pour certains candidats, tels que Van Langenacker pour l'histoire naturelle, Wurstijsen pour les langues anciennes, Minckelers pour la physique et la chimie expérimentales et Lambilot pour les mathématiques. Il se félicite de pouvoir présenter ces sujets, tant pour leurs connaissances que pour leur moralité. Lambilot surtout obtint l'éloge du jury: „... si d'ailleurs le patriotisme et la moralité la plus pure donnent des titres aux places, personne n'y a plus de droits que le C^{en} Lambilot". Il était un autre candidat qui fut adopté immédiatement et qui n'eut pas de peine à triompher de son concurrent, à savoir François Cavelier. Il savait le latin, assez de grec pour classer les auteurs et il était versé dans la bibliographie. En voilà assez pour un bibliothécaire, d'autant plus qu'il était „plein à la fois de moralité, de talents et de patriotisme". En ce qui concerne les cinq autres candidats, les recommandations du jury étaient moins chaleureuses. Les qualités des deux candidats pour la place de dessin, Hermans de Maëstricht et Dreppe de Liège, ne différaient pas beaucoup. Voulant mettre la plus grande justice dans son choix, le jury s'adjoignit des gens de l'art, qui à l'unanimité reconnurent que Hermans dessinait le plus correctement. Bien que le jury trouvât les deux candidats trop faibles dans l'art de dessiner, elle finit par présenter, bien hésitante, Hermans à la nomination, sur la foi des experts, qui étaient d'avis qu'il était capable de faire de bons élèves. Le candidat pour la chaire d'histoire Bau-duin fut proposé parce qu'il avait déjà enseigné pendant quelques années; mais le jury n'était pas convaincu de ses talents. Le concurrent de Forzi pour les belles lettres ne tardait pas à être éliminé, de même que celui de Cogniard pour la grammaire générale, qui, „sans connaître la grammaire ne savait de logique que les arguments captieux de l'ancienne école". Mais même après cette victoire le jury n'avait pas trop d'arguments pour recommander la nomination de Forzi et de Cogniard, pas plus que celle du dernier candidat Hanf pour la chaire de législation. C'est que ces trois candidats étaient fort

¹⁶⁷) Rapports du jury et du bureau d'instruction publique, 6 prairial An VI—25 mai 1798: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 970 R 9.

jeunes. Le meilleur témoignage que le jury pût rendre, c'est que ces jeunes gens „annonçaient” des talents et beaucoup de zèle. Et on n'oubliait pas d'insister sur le civisme et le patriotisme de Hermans, de Bauduin et de Hanf.

Il faut, pour arriver à une juste appréciation de ces candidats, lire à côté du compte rendu du jury le rapport du bureau départemental d'instruction. Car ce que l'un voile derrière des phrases de politesse et des tournures alambiquées, l'autre l'exprime sans détour. Il existe encore un troisième document, un projet de rapport, qui révèle le fond de la pensée des fonctionnaires du bureau d'instruction: celui-ci ne déguise rien et conseille tout court à l'administration centrale de demander un professeur de dessin capable à l'Institut des Arts à Paris et d'ajourner une partie des nominations pour ouvrir deux mois plus tard un nouveau concours pour les chaires de belles lettres, de grammaire générale et de législation. Soit que l'intransigeance du projet fût jugée excessive, soit qu'on fit comprendre au bureau que les intérêts de l'instruction ne souffraient plus de remise des nominations, le bureau d'instruction, assagi, dressa un rapport qui, bien que moins réservé que celui du jury, n'en aboutit pas moins aux mêmes propositions, tout en recommandant les cas douteux à la sagacité de l'administration. Or, celle-ci fit la seule chose que, raisonnablement, elle pût faire: elle nomma, conformément aux recommandations du jury, tous les sujets proposés.

Citons enfin le jugement que prononça le commissaire du Directoire exécutif du département, Girard, dans un compte moral adressé au ministre, immédiatement après la nomination: „Je ne puis rendre un compte bien satisfaisant de la composition de cette École Centrale, parce qu'outre que la plupart des professeurs ne sont pas d'un civisme bien prononcé, plusieurs d'entre eux auraient besoin de rester encore quelque temps sur les bancs avant d'occuper la chaire”! ¹⁶⁸).

Néanmoins, après coup, on ne peut pas dire que l'administration se soit trompée. Il est vrai que parmi ces cinq candidats douteux, il y en a deux qui ont échoué totalement; il serait cependant plus juste de parler de l'échec des cours de belles lettres et de législation. Car ces cours, qui comprenaient pratiquement la littérature comparée et la jurisprudence, se rattachaient plutôt à l'enseignement supérieur et ils présupposaient une instruction plus avancée que la jeunesse maëstrichtoise n'avait eue. Et il est très improbable que des professeurs plus compétents eussent mieux réussi.

Somme toute, l'administration n'était pas trop mal tombée avec ses professeurs et si l'enseignement de notre École Centrale n'a pas répondu aux attentes, on ne peut pas en faire grief aux professeurs. Pour ne pas être tous des aigles, ils ont professé honorablement leurs matières.

Passons maintenant aux professeurs individuels.

Il y a lieu de s'étonner de ce que les documents officiels contiennent si peu

¹⁶⁸) Fructidor An VI—août 1798: ANP, F 17, 1344, 22, Meuse-Inférieure.

de données concernant les fonctionnaires. Ainsi chacun des rapports ne contient que les noms de famille, et encore presque tous tronqués, sans prénom, sans date ni lieu de naissance, sans état de service. Aussi avons-nous dû recueillir les renseignements un peu par hasard en glanant dans les archives.

Le professeur d'histoire naturelle A. VAN LANGENACKER avait été médecin à Munsterbilsen, canton de Bilsen. C'était un candidat dont on se félicitait et qui, bien que jeune encore, devait être très savant, d'après les renseignements obtenus. La seule chose que nous sachions de lui, c'est qu'il a enseigné une seule année et que c'est lui qui a évalué et acheté la collection Sauer pour le cabinet d'histoire naturelle.

Le professeur de dessin M. HERMANS était natif de Maëstricht. Il avait passé neuf ans en Italie, où il s'était appliqué à la peinture. Le 4 vendémiaire An VII—25 septembre 1798 l'administration centrale le chargea d'examiner les tableaux provenant des corporations religieuses qui se trouvaient dans les bâtiments de l'administration: il devait désigner ceux qui étaient dignes d'être conservés pour l'École Centrale¹⁶⁹). On se rappelle que le jury avait l'intention de former une espèce de musée des statues et des tableaux qu'on avait recueillis dans les couvents¹⁷⁰). Probablement on en est toujours resté aux projets, car il n'en fut plus parlé ensuite.

La santé de Hermans était mauvaise. Il était asthmatique et ce mal lui rendait les déplacements pénibles. Voilà pourquoi il avait demandé l'autorisation de donner ses leçons dans une grande salle de sa maison, la salle du couvent des Récollets étant trop étendue et trop délabrée. Après la construction du local définitif dans les bâtiments de l'école, il lui fallut y enseigner. Dans le courant de l'An X le préfet apprit que Hermans ne paraissait point ou très rarement à son cours, en laissant à son frère le soin de le remplacer à l'école. Comme le préfet le soupçonna de s'absenter, sous prétexte de maladie, pour donner des leçons chez lui à des élèves privés, il invita Hermans à prendre sa demeure dans le local de l'École Centrale. Il y trouverait des emplacements convenables et il ne souffrirait plus des déplacements quotidiens.

Quand le Gouvernement s'intéressa aux pétrifications, trouvées en l'An VIII et déposées au cabinet d'histoire naturelle de l'école, le préfet pria Hermans d'en faire des dessins. Un an plus tard en fructidor An IX—août 1801 Hermans en fit encore six dessins en couleur pour le Muséum d'Histoire Naturelle de Paris. Ces dessins sont les seuls produits de l'art de Hermans qui nous soient restés. On peut s'en former une idée d'après les reproductions dans le livre de Faujas-Saint-Fond¹⁷¹). À en juger d'après ces

¹⁶⁹) RAM, Inv. n° 2449, Ind. n° 1452 R 10.

¹⁷⁰) Cf. p. 64.

¹⁷¹) B. Faujas-Saint-Fond, *Histoire naturelle de la montagne de Saint-Pierre de Maëstricht*, Paris, An VII. Cf. aussi: idem, *Natuurlyke historie van den St Pietersberg by Maastricht*, uit het Frans vertaald door J. D. Pasteur, Amsterdam, 1802.

dessins assez fades on doit se ranger de l'avis du jury d'instruction, qui était convaincu que les capacités de Hermans ne surpassaient pas celles d'un dessinateur correct. Par contre on est tenté de croire que ses qualités pédagogiques dépassaient ses qualités artistiques. Car Hermans a enseigné le dessin pendant six ans avec un succès grandissant; son cours était sans contredit le mieux réussi et il a su retenir ses meilleurs élèves pendant quatre, cinq et même six ans. Il mourut le 1^{er} messidor An XII—20 juin 1804.

Le professeur d'histoire DOMINIQUE BAUDUIN était né dans le département de l'Ourthe (Liège). Il avait demeuré à St Omer avec Daunou, l'ancien Conventionnel et rédacteur de la loi du 3 brumaire An IV sur les écoles centrales. Il était ex-Oratorien et avait enseigné les humanités pendant quelques années au collège de la Congrégation de l'Oratoire à Douai. Nous avons déjà vu les difficultés que rencontra la nomination de Bauduin, qui n'était pas encore assez longtemps inscrit au registre civique¹⁷²). C'est à cette occasion que Roemers de Maëstricht, membre du Conseil des Cinq Cents, intercéda auprès du ministre de l'Intérieur en faveur de Bauduin. Les informations sur celui-ci ont été empruntées à cette lettre de Roemers, d'après qui il est l'auteur de divers ouvrages. „Il en a publié un, entre autres, par lequel il prouve qu'aucun ministre du culte catholique ne peut se dispenser de prêter le serment exigé par la loi du 19 fructidor”¹⁷³). Il s'agit d'un livre, édité en l'An IV, sans nom d'auteur et sans lieu: *Exposition des motifs qui ont décidé un ecclésiastique du département de la Meuse-Inférieure à faire le serment*. Si la force de démonstration d'une pareille pièce à conviction de la part d'un prêtre détroqué, qui s'était déjà illustré dans la Révolution liégeoise, était douteuse, elle lui valut en tout cas une solide réputation de patriotisme. Quand Bauduin allait perdre sa place par la suppression de l'École Centrale, il s'adressa à Desmousseaux, le préfet du département de l'Ourthe afin d'être nommé au Lycée de Liège. Sa tentative n'aboutit pas; il a disparu sans laisser de trace¹⁷⁴).

Le professeur de belles lettres FORZI avait été secrétaire à Nedercruchten avant sa nomination à Maëstricht. Il n'a jamais professé de cours. Pendant l'An IX il a enseigné les premiers éléments du français aux plus faibles élèves. Les autres années il était payé sans rien faire. Quand le préfet demanda des renseignements sur Forzi, qui aurait quitté la ville pour se retirer à Liège, le conseil d'administration avoua que, Forzi n'ayant pas d'élèves, ses collègues ne s'apercevaient pas de son absence. Le bruit courait en effet qu'il habitait Liège. Son hôtesse avait déclaré qu'il payait encore sa chambre et qu'il l'occupait de temps en temps¹⁷⁵). Voilà le seul noeud

¹⁷²) Cf. p. 59.

¹⁷³) 19 thermidor An VI—6 août 1798: ANP, F 17, 1344, 22, Meuse-Inférieure.

¹⁷⁴) 11 thermidor An XII—30 juillet 1804: AEL, n° 450.

¹⁷⁵) 23 prairial An X—12 juin 1802: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 1313 R 9 Pfr.

qui le liât encore à Maëstricht. Il se retira le 1^{er} brumaire An XI—23 octobre 1802.

HANF, professeur de législation, était affilié du Lycée de Jurisprudence, établi à Paris. Il avait déjà eu, malgré sa jeunesse, une carrière, pleine de succès, au service du Gouvernement. En l'An IV il était devenu commissaire du Directoire près l'administration municipale du canton de Heythuysen. En l'An V il fut nommé dans la même qualité à Millen. Il avait exécuté plusieurs missions, telles que l'expertise de domaines nationaux, la suppression de corps ecclésiastiques et la mission confidentielle d'opérer la recherche d'un dépôt d'objets précieux que l'on croyait soustrait sur la frontière batave. Lui non plus n'a pas normalement professé ses cours prévus. En l'An IX il donna un cours d'allemand. La même année il publia un livre intitulé: *Principes du droit public français*. En l'An X il professa un cours de droit civil. Il se retira le 1^{er} floréal An XI—21 avril 1803, ayant accepté une place de juge de première instance dans le département de la Roër (Aix-la-Chapelle) ¹⁷⁶).

Les plaintes à propos des professeurs Forzi et Hanf s'étaient multipliées dans la correspondance des Années VIII et IX. Le préfet avait prévenu à plusieurs reprises le ministre en rapportant que leurs cours étaient totalement abandonnés et que cela tenait au peu de considération dont jouissaient personnellement ces deux professeurs par leur âge sans doute et leurs moyens. Comme le préfet ignorait à cet égard l'étendue de sa juridiction, il s'était abstenu de les remplacer par des sujets plus compétents et il avait fini par conseiller au ministre d'ajourner toute décision, vu la réorganisation prochaine de l'enseignement ¹⁷⁷).

JEAN-BAPTISTE COGNIARD, professeur de grammaire générale, avait été fonctionnaire dans les bureaux de l'administration centrale avant sa nomination. Bienqu'on eût hésité à le nommer à cause de sa jeunesse, il se révéla bon professeur par la suite. Il avait beaucoup d'élèves et il se donnait beaucoup de peine pour eux. Il appartenait au groupe de quatre professeurs qui, après la suppression de l'École Centrale, passèrent comme professeur à l'École Secondaire. Cette nomination porte la meilleure confirmation de ses qualités et de son succès. Comme il n'avait pas encore d'élèves trois mois après l'ouverture de l'École Secondaire, il en informa le bureau d'administration en ajoutant qu'une chaire de belles lettres françaises et latines serait probablement encore longtemps inutile à Maëstricht. Cette considération l'avait décidé à inviter le bureau à accepter sa démission. Le secrétaire lui adressa une lettre de remerciement tant pour ses services, rendus à l'École Centrale

¹⁷⁶) Lettre du 15 germinal An XI—5 avril 1803: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 275 R 13 Pfttr.

¹⁷⁷) Lettres du 25 thermidor An VIII—13 août 1800: RAM, Inv. n° 2550, Ind. n° 980 R 2 Pfttr. et du 6 frimaire An IX—27 novembre 1800: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 921 R 3 Pfttr.

que pour son désintéressement actuel. Il reçut une somme de 500 francs à titre de secours et de gratification ¹⁷⁸).

Le bibliothécaire FRANÇOIS CAVELIER était libraire et habitait Maëstricht avant l'entrée des Français. Il était né en 1748 à Paris, où son père et son grand-père avaient été libraires. La bibliothèque de l'École Centrale fut rendue à la ville après sa suppression. Depuis ce moment Cavelier, qui resta bibliothécaire de la bibliothèque de la ville jusqu'à sa mort en 1825, n'était par conséquent plus attaché à l'enseignement. Nous aurons l'occasion de parler de lui en traitant de la bibliothèque de l'École Centrale ¹⁷⁹).

CHARLES PHILIPPE THOMAS, né à Passais près de Domfront (Orne) le 18 février 1765, était bachelier ès-lettres et licencié ès-sciences. Avant sa nomination à Maëstricht, il n'avait occupé que des postes d'enseignement. Il fut nommé professeur de mathématiques à l'École Centrale sans concours ni examen préalable. C'est que le jury central devait être embarrassé par la démission inattendue du professeur de mathématiques Lambilot, qui venait d'être nommé. Celui-ci se retira le 7 fructidor An VI—24 août 1798 ¹⁸⁰). Comme il avait été le seul candidat pour cette place, le jury n'avait pas de remplaçant. Aussi l'administration centrale n'hésitait-elle pas à nommer Thomas, qui lui avait été envoyé de Paris, muni des meilleures recommandations du ministre ¹⁸¹).

Cette nomination se trouvait être des plus heureuses, car nous avons des raisons pour croire que Thomas était un bon professeur. On peut se former une idée assez précise des matières de ses cours en étudiant le programme de son enseignement ¹⁸²). Ses cours étaient des mieux réussis au point de vue du nombre de ses élèves et de leurs succès. C'est un de ses meilleurs élèves, Bernard Weys, qui lui succédera après son départ pour le lycée de Liège. Quant à son caractère, sa correspondance avec le préfet nous permet de croire qu'il était d'un tempérament vif, d'une nature ambitieuse et soucieux de se faire valoir et d'améliorer sa situation matérielle. Il avait su profiter à plusieurs reprises de ses bonnes relations avec le préfet. Lorsqu'il publia un livre intitulé *Leçons graphotechniques élémentaires*, il en envoya un exemplaire au préfet avec cette dédicace: „Dès que quelqu'un est assez hardi pour mettre son nom à la tête d'un livre, il doit compter que son travail, son application, son genre de vie, tout deviendra l'objet des sarcasmes et des outrages mêmes de l'envie, s'il ne parvient à se mettre à l'abri d'un grand nom et à fixer l'attention de ce qu'il y a de respectable auprès de lui” ¹⁸³). Le désir de gagner de l'argent lui inspirait la plupart de ses actions et lui

¹⁷⁸) 24 frimaire An XII—15 décembre 1804: SAM, Reg. 1, 12 v°.

¹⁷⁹) Cf. aussi A. Flament, *Catalogus der Stadsbibliotheek van Maastricht*, t. II, p. (129)-(130); *L'homme sans façon*, t. II, p. 55-56.

¹⁸⁰) Cf. p. 62.

¹⁸¹) 7 brumaire An VII—28 octobre 1798: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 410 R 11.

¹⁸²) Cf. Appendice, Pièce n° IV.

¹⁸³) 12 germinal An IX—2 avril 1801: RAM, Inv. n° 2451.

valut plusieurs conflits avec ses collègues et le bureau. Quand les professeurs avaient dressé un projet de pétition au ministre pour lui demander une amélioration de leur sort, Cogniard avait écrit en apostille que celui qui „mendie chez des élèves particuliers et pour son intérêt exclusif des rétributions que ceux-ci apporteraient au trésor commun sans ses démarches *indécentes* ne lui paraît point avoir droit de prétendre aux mêmes réclamations, puisqu'il sait se procurer des indemnités aux dépens de tous ses collègues". Thomas, furieux, se plaignit auprès du préfet et lui demanda de faire une enquête personnelle. La remarque préfectorale à l'envers de la lettre: „Rien à faire" étouffa la querelle.

Les appointements du professeur de mathématiques, qui étaient de 2000 francs à l'École Centrale, furent réduits à 1200 fr. à l'École Secondaire. Pour s'assurer des revenus supplémentaires Thomas projeta la création d'une maison d'éducation pour les mathématiques et les langues¹⁸⁴).

Quelques mois après il demanda au bureau d'administration de maintenir son traitement à 1500 fr. ou bien de lui permettre d'ouvrir une salle d'études. Si on ne peut accéder à aucune de ces deux demandes, il voudrait bien avoir „des écritures à faire dans les Bureaux ou à (sa) résidence"¹⁸⁵). Quand le bureau réduisit le traitement de Thomas aux $\frac{2}{3}$ de la rétribution des élèves, celui-ci eut la hardiesse d'inviter le conseil à lui donner „par écrit" les motifs de cette décision; le secrétaire lui adressa la réponse suivante: „Le conseil me charge expressément de vous dire *qu'il ne vous doit aucun compte de son administration*"¹⁸⁶).

On comprend que la situation de Thomas à l'École Secondaire n'était pas de nature à le satisfaire. Tandis qu'à l'École Centrale les mathématiques avaient été le noyau de l'enseignement, elles furent, dès le début, traitées à l'École Secondaire en branche accessoire. Et la rémunération était proportionnée à l'estime qu'on y réservait à cette science. En 1806 déjà il se recommanda au préfet du département de l'Ourthe pour avoir une place dans le lycée de Liège¹⁸⁷). Ce n'est qu'au mois d'avril 1808 qu'il y fut nommé. Pour l'école de Maëstricht c'était la perte d'un homme désagréable, mais bon professeur.

JEAN RODOLPHE WURSTIJSSEN naquit à Maëstricht le 26 novembre 1757. Son père Jean Adolphe Wurstijsen était lecteur à l'église St-Jean, instituteur et directeur de l'orphelinat protestant. En 1774, à l'âge de 16 ans, le jeune Wurstijsen subit, avec quatre autres candidats, un examen rigoureux pour la place de précepteur à l'École Latine Protestante. Un des autres candidats, Panning, fut nommé, grâce à une recommandation du duc de Brunswick. Wurstijsen se fixa à Utrecht, d'où il retourna à Maëstricht en janvier 1777,

¹⁸⁴) 12 thermidor An XII—31 juillet 1804: RAM, Inv. n° 2451.

¹⁸⁵) 18 nivôse An XIII—8 janvier 1805: SAM, Ing. St. XIII, n° 4.

¹⁸⁶) 24 messidor An XIII—13 juillet 1805: SAM, Reg. I, f° 42 r°.

¹⁸⁷) 6 avril 1806: AEL, n° 452.

quand on l'invita à remplacer Panning, qui était démissionnaire. Le 29 juin 1777, âgé de 19 ans, il fut nommé précepteur des 6^e et 5^e classes de l'École Latine Protestante. Ses appointements, les émoluments y compris, étaient de 725 florins. En 1779 il fut nommé diacre. Comme sa charge de professeur l'occupait trop, il refusa la nomination, mais il dut l'accepter finalement après l'intervention de Leurs Hautes Puissances de La Haye¹⁸⁸).

Le 9 mars 1780 il devint précepteur des 4^e et 3^e classes et vice-recteur à la place d'Essers, devenu recteur. Il occupa ce poste jusqu'à la destruction de l'école. Après l'entrée des Français, il fut réquis pour traduire en hollandais les lois et les arrêtés et en même temps pour traduire en français tous les actes des particuliers. Cette place à charge du Gouvernement lui rapportait au moins 800 florins sans compter les traductions à faire pour les tribunaux. Après sa nomination à l'École Centrale en 1798 il conservait la place de traducteur juré du département. Le 9 juillet 1804 il devint professeur des 3^e et 2^e classes de l'École Secondaire, le 28 septembre 1811, régent de la 1^{ère} année d'humanités.

Lorsque la communauté protestante de Maëstricht était dépourvue de pasteur entre 1806 et 1810, c'est Wurstijsen qui, aidé d'un autre Ancien et de deux diacres, en a assuré l'existence en lisant régulièrement des sermons et en conduisant les services¹⁸⁹).

Wurstijsen était marié et père de six enfants, dont deux fils ont suivi avec beaucoup de succès les cours de l'École Centrale. Il a toujours été d'une faible constitution. Ses indispositions revenaient trois ou quatre fois par an. Au début de 1816 sa santé était tellement affaiblie que le repos seul lui était nécessaire. Il demanda au bureau d'administration du Collège de lui accorder l'exemption des devoirs de sa charge sauf ses appointements. Le 10 avril le bureau le remplaça provisoirement afin de lui donner l'occasion de réparer ses forces. On céda le tiers de ses appointements à son remplaçant de sorte qu'il dut se contenter pour vivre de 800 florins. Il était obligé de vendre ses livres pour subsister. Après avoir fait plusieurs démarches pour avoir une pension convenable, il finit par recevoir par décision du roi en date de 5 mars 1817 une gratification de 400 florins en sa qualité d'ancien vice-recteur de l'École Latine Protestante. Étant donné la modicité de cette pension, il aurait voulu reprendre en partie ses fonctions pour améliorer sa situation matérielle. „Cependant ma santé, qui s'use de plus en plus, et la privation de tous mes livres ne me permettent plus de songer à aucun travail littéraire”¹⁹⁰). À partir du 20 mars 1817 il renonça définitivement à sa chaire. Il se plaignait de l'insuffisance de sa pension, qui n'était pas proportionnée aux longs services qu'il avait rendus à l'instruction pendant quarante

¹⁸⁸) Cf. H. Stegeman, *Het protestantsch onderwijs te Maastricht tot 1794*, p. 325.

¹⁸⁹) *ib.* p. 359.

¹⁹⁰) Ces renseignements sont empruntés à un état sur les professeurs du Collège communal du 5 mai 1813 (ANP, F 17, 1428) et à un mémoire que Wurstijsen adressa au bureau le 20 mars 1817 (SAM, Ing. St. 1817 n° 6).

ans. Il était évident que le gouvernement hollandais ne comptait pas ses années de service pendant la domination française. En désespoir de cause Wurstijsen exposa sa misère au bureau d'administration en le priant de lui „accorder telle somme supplémentaire qu'il trouvera(it) juste et équitable”.

C'était la fin pitoyable d'un homme sympathique et juste, qui avait été sous quatre régimes différents un professeur compétent et dévoué à la jeunesse maëstrichtoise.

JEAN PIERRE MINCKELERS descendait d'une vieille famille maëstrichtoise¹⁹¹). Ses aïeux avaient été des négociants qui appartenaient à la corporation des „Schoonsche vaarderen” et qui avaient fait le commerce avec la province de Scanie en Suède¹⁹²). Jean Pierre, fils de Laurent Minckelers, pharmacien, et d'Anne Marguerite Denis, naquit à Maëstricht le 2 décembre 1748 et fut baptisé en l'église St-Nicolas¹⁹³). Il fit ses humanités au collège des jésuites de Maëstricht, où il entra en 1758. Après avoir passé les cinq classes, où il obtint chaque année le second prix, il suivit en 1763 le cours de dialectique au collège de Geel. Ici encore il fut le deuxième. En 1764 il entra comme étudiant de philosophie au collège du Faucon de l'université de Louvain. Il y termina ses études philosophiques en 1766 en remportant une fois de plus le second prix. Le résultat de ses études donna lieu au chronogramme suivant:

MINCKELERS PERPETUO SECUNDUS¹⁹⁴).

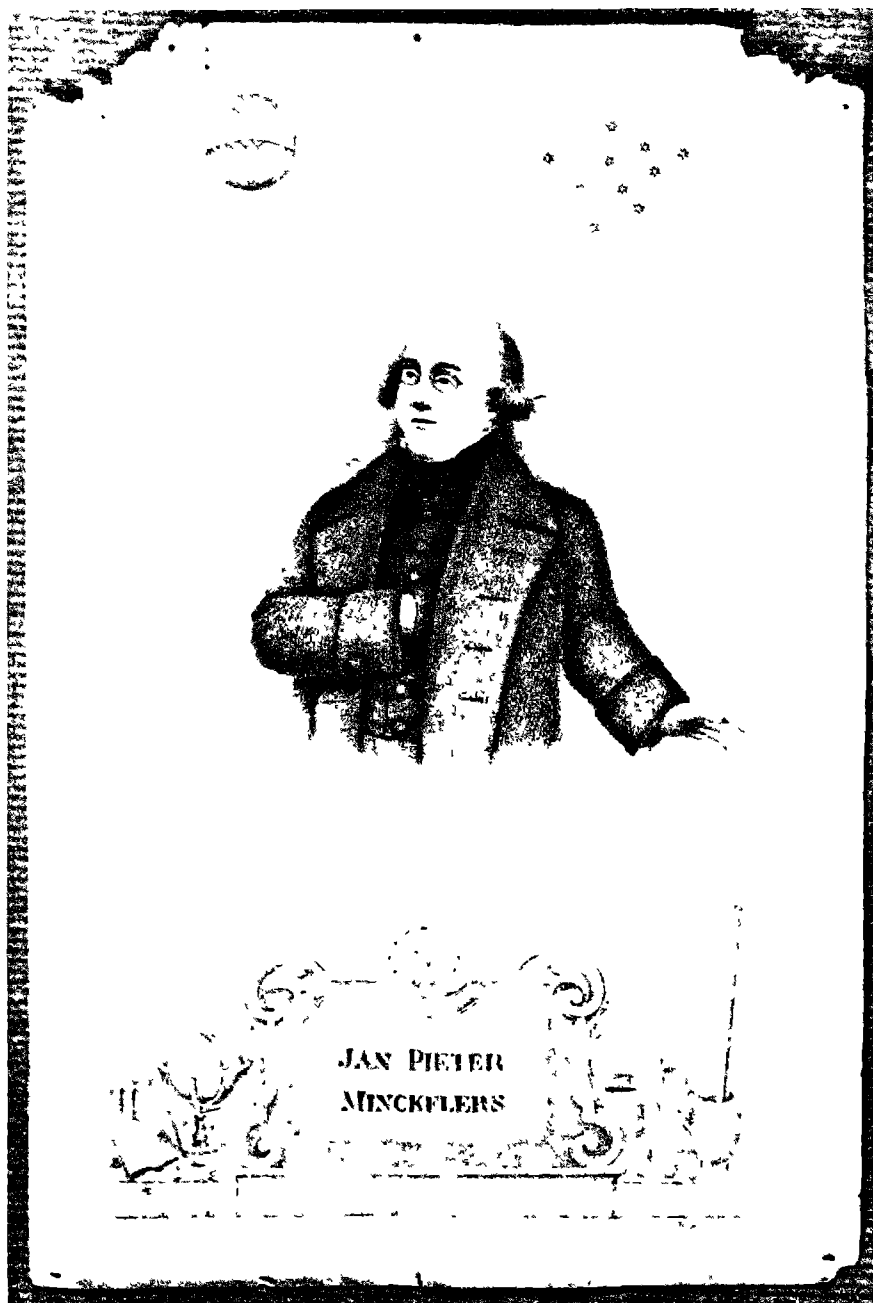
¹⁹¹) Parmi les innombrables articles sur Minckelers nous n'indiquerons que ceux qui apportent des faits documentés. Comme nous ne prétendons pas écrire ici une biographie détaillée de Minckelers, nous résumons les faits essentiels en renvoyant aux sources auxquelles nous les avons empruntés. Nous insisterons plus particulièrement sur les faits inconnus jusqu'ici que les archives nous ont fournis. La *Stadsarchief* de Maëstricht et la *Bibliotheek der Gasstichting*, Parkweg 17, La Haye possèdent une riche documentation sur Minckelers.

Plusieurs biographes ont orthographié *Minkelers*, parce que l'auteur l'avait ainsi imprimé en tête de son *Mémoire sur l'air inflammable*. Dans son excellent article *Jan Pieter Minckelers en het steenkoolgas*, M. van de Velde adopte la graphie *Minckelers*, parce que les extraits officiels des actes de naissance, de décès, etc. donnent le nom de Minckelers avec un c. Cf. Les généalogies de Loomans et de Geelen. Nous voudrions ajouter à cet argument un autre qui, lui aussi, a sa valeur: Minckelers lui-même a toujours orthographié de cette façon. Il l'écrivait ainsi pendant sa jeunesse, témoin le chronogramme de 1766; les dizaines de signatures autographes de 1797 à 1817 présentent toutes, sans aucune exception, la même graphie. Il en est de même pour le testament de Minckelers, qui est de 1820.

¹⁹²) Voir sur la corporation maëstrichtoise l'article bien documenté de H. Eversen, *Het gilde der „Schoonsche verderen” en de St Alofskoeken te Maastricht* dans *Publications*, t. XV (1878), p. 301-330. L'auteur publie en appendice une liste des membres de la corporation de 1525, parmi lesquels on trouve „*Mathys Mynckeler, Senior*”. Un autre registre de 1591 porte le nom de „*Lenardt Minckelaers*”.

¹⁹³) De Ras, *Historisch verslag over J. P. Minckelers*, dans *Maasgouw*, 1897, p. 57. Le grand-père, François Minckelers, n'avait pas été médecin, comme l'écrivent la plupart des biographes, mais pharmacien. Cf. Loomans, p. 7 et Geelen, p. 4.

¹⁹⁴) Ces renseignements se trouvent dans une lettre que Ch. Roemers, membre des Cinq Cents, adressa au ministre de l'Intérieur François (de Neufchâteau) à l'occasion des difficultés que souleva la nomination de Minckelers à l'École Centrale (cf. p. 59-60). La lettre se trouve aux ANP, F 17, 1344, 22. Roemers était du même âge que Minckelers et avait fait ses études avec lui chez les jésuites. Ailleurs Roemers a déclaré qu'il avait remporté lui-même le premier prix dans les cinq classes d'humanités. Cf. *Verdedigingsschrift van Charles Clement Roemers van zijn gedrag gedurende het Fransche bewind*, dans *Maasgouw*, 1897, p. 9.



III. Jean Pierre Minckelers.



IV. Statue de J. P. Minckelers et du duc L. E. d'Arenberg à Heverlô.

En attendant Minckelers, qui se destinait à l'état ecclésiastique, avait reçu la tonsure à Liège, le 21 septembre 1764. En 1768 il obtenait le grade de bachelier en théologie; fidèle à sa tradition il sortit encore deuxième. Le 22 décembre 1768 il fut promu à Liège au sous-diaconat¹⁹⁵). Peu de temps après il renonce à la vocation ecclésiastique et nous le retrouverons bientôt à Louvain comme professeur de philosophie au collège du Faucon. Toutes les biographies de Minckelers, probablement sur la foi de Morren, mentionnent l'an 1772 comme celui de sa nomination¹⁹⁶). Nous ignorons la source où Morren a puisé ce renseignement: si cette information est une de celles que Morren tient, suivant son propre témoignage, d'amis et de contemporains de Minckelers, il convient de se mettre en garde contre ce renseignement, fourni en 1838, c.à.d. presque soixante ans après le fait. C'est que nous tenons plus au témoignage de Minckelers lui-même, qui écrivit au bureau d'administration de l'École Secondaire, quand il eut décidé de se démettre de sa charge: „Étant sur le point de finir la soixante-neuvième année de mon âge et ayant professé depuis juin 1771, comme les infirmités de l'âge, loin de diminuer, augmentent au contraire avec le temps, j'ai cru devoir ne pas recommencer un nouveau cours”¹⁹⁷). Il existe encore un autre document à l'appui de cette communication de Minckelers. Dans les listes des professeurs qui enseignaient dans l'Académie de Liège en 1813, nous trouvons dans le curriculum vitae de Minckelers cette phrase: „Depuis juin 1771 professeur de philosophie en l'université de Louvain jusqu'à la Révolution brabançonne en 1789”¹⁹⁸). Jusqu'à nouvel ordre nous admettons donc que Minckelers entra en charge comme professeur de physique sous le titre légal de professeur de philosophie en juin 1771, soit à l'âge de vingt-deux ans et demi.

Nous n'avons pas de renseignements sur la première douzaine d'années de son professorat. Ce n'est qu'en 1783 que nous le rencontrons de nouveau. Après l'invention du ballon aérostatique, on cherchait un gaz léger et bon marché qui pût remplacer l'hydrogène, de sorte que les aérostats pussent arriver à une application plus générale. Louis Engelbert d'Arenberg, dit „le duc aveugle”, protecteur du cabinet de physique de l'université, chargea une commission de trois savants, Minckelers, Thysbaert et Van Bouchaute, de la recherche d'un gaz dont on pût se procurer de grandes quantités à peu de frais. En octobre 1783, Minckelers était assez heureux pour trouver, après quelques jours d'expériences, un gaz qui répondait aux attentes. Il décrit lui-même sa découverte dans son *Mémoire sur l'air inflammable*: „Le 1^{er} octobre

¹⁹⁵) *Biographie Nationale*, t. XIV, col. 862.

¹⁹⁶) Ch. Morren, *Notice sur la vie et les travaux de Jean Pierre Minckelers*, dans *Annuaire de l'Académie royale des sciences et belles-lettres de Bruxelles*, t. V, 1839. Le même article, enrichi de notes, se trouve dans l'*Annuaire de l'université catholique de Louvain*, t. III, 1839, p. 225-241.

¹⁹⁷) 13 octobre 1817: SAM, Ing. St. 1817.

¹⁹⁸) ANP, F 17, 1428.

passé, ayant mis de la houille en poudre dans un canon de fusil, j'ai obtenu de l'air inflammable en abondance et très promptement, quatre onces de houille me donnèrent un pied cubique, mesure de France, de cet air, lequel, ayant été pesé, fut trouvé quatre fois plus léger que l'air atmosphérique" ¹⁹⁹).

Les expériences des mois suivants, où plusieurs ballons furent lancés avec beaucoup de succès dans le parc d'Arenberg à Héverlé, prouvèrent la valeur du gaz nouvellement découvert pour le gonflement des aérostats. L'invention de Minckelers lui assure une place d'honneur dans les fastes de la navigation aérienne.

Cependant le gaz de houille se révéla avoir encore d'autres qualités que sa légèreté. Minckelers sut tirer parti de son inflammabilité pour l'éclairage. D'après le témoignage d'un de ses élèves, van Hulthem, rapporté par Morren, il éclairait chaque année, dès 1785, sa classe de temps à autre avec la flamme du gaz, extrait de la houille ²⁰⁰). Il connaissait le procédé de purification du gaz à l'aide de l'eau de chaux. Pour assurer la production des grandes quantités de gaz que l'application pratique exigeait, il imagina des batteries, composées de quatre cornues, dont la moindre contenait dix kilogrammes de houille.

L'honneur d'avoir inventé le gaz d'éclairage n'a été revendiqué officiellement pour Minckelers qu'en 1835 ²⁰¹). La question de savoir si l'invention du gaz revient à Lebon, à Murdoch ou à Minckelers a été longuement débattue; il est certain que l'invention de Minckelers a devancé celle des deux autres de plusieurs années. La conclusion à laquelle aboutit un expert comme l'ingénieur français M. R. Ellissen est la suivante: Ayant décrit tous les procédés de lavage, de condensation, d'épuration et d'emmagasinement, Lebon doit être considéré comme le créateur de l'industrie gazière française. À Minckelers appartient „... le mérite d'avoir appliqué méthodiquement pour la première fois à l'éclairage le gaz extrait de la houille. . ." ²⁰²).

¹⁹⁹) *Mémoire sur l'air inflammable, tiré de différentes substances*, rédigé par M. Minckelers, Louvain, 1784, p. 8-10.

La date de l'invention n'est pas octobre 1784, comme l'écrit Morren. La lecture du *Mémoire* prouve qu'il s'agit du mois d'octobre de l'an 1783. D'ailleurs l'invention de Minckelers et les expériences avec les ballons gonflés du gaz de houille, ont été décrites par Dey, secrétaire d'Arenberg dans une lettre à Faujas-Saint-Fond, écrite à Bruxelles le 15 février 1784. Cf. *Annuaire de l'université catholique de Louvain*, III, 1839, p. 244-248. La lettre a été reproduite par Flament dans *Maasgouw*, 1897, p. 41-43, qui y fixe déjà l'an 1783 comme celui de l'invention.

²⁰⁰) L'invention et l'éclairage de la classe n'ont probablement pas eu lieu au Faucon, mais dans un autre bâtiment de l'université, le „Vicus”, qui avait, depuis 1765, un cabinet de physique et de chimie expérimentales. Ce fait a été relevé par M. P. de Smet dans un discours, prononcé à une séance académique à Maëstricht le 19 décembre 1948. En attendant l'impression du discours, M. de Smet a eu la bienveillance de nous en communiquer une copie.

²⁰¹) Ch. Morren, *L'invention de l'éclairage au gaz*, dans *Bulletin de l'Académie royale des sciences et des belles-lettres de Bruxelles*, t. II, 1835.

²⁰²) R. Ellissen, J. P. Minckelers, dans 75^e *Annuaire de l'Union des ingénieurs sortis des écoles spéciales de l'université catholique de Louvain, 1872-1947*, Louvain, 1947, p. 21. Pour la bibliographie de la controverse voir aussi l'article de De Ras et celui de De Walque dans la *Biographie Nationale*.

Le professorat de Minckelers à Louvain allait être coupé prématurément par des difficultés d'ordre politique. En 1788 l'université de Louvain, rebelle aux réformes de Joseph II, fut transférée à Bruxelles. Tandis que la plupart des professeurs refusèrent de se soumettre, Minckelers était de ceux qui suivirent l'université à Bruxelles. L'année suivante la Révolution brabançonne éclata et les cours universitaires cessèrent. L'empereur Léopold II sanctionna le retour de l'université à Louvain par la pacification du 10 décembre 1790. L'université prit des mesures pour empêcher le retour des professeurs qui s'étaient rangés aux ordres de Joseph II. Cinq professeurs furent destitués le 12 juillet 1791; les procès des autres, au nombre desquels se trouvait Minckelers, restèrent indécis. En janvier 1794 le Gouvernement les contraignit à donner leur démission. Minckelers se retira le 24 janvier 1794, renonçant à toute prétention du chef de ses honoraires et émoluments²⁰³).

Faut-il croire que Minckelers allait à Bruxelles de crainte de perdre sa place? Ou serait-ce plutôt, parce que son esprit avancé voyait dans les réformes de Joseph un progrès pour les sciences? La question ne sera probablement jamais résolue, mais la conduite que Minckelers tiendra plus tard envers le régime français à Maëstricht, nous porte à croire que la dernière supposition se rapproche le plus de la vérité.

La période suivante de la vie de Minckelers est assez obscure. Les biographies admettent qu'il est rentré en 1790 dans sa ville natale et qu'il y a exercé la profession de pharmacien dans l'officine de son père. L'information provient de De Ras, qui la fournit sans indiquer sa source. Il y a pourtant des raisons pour fixer l'époque de la rentrée de Minckelers à Maëstricht à 1789. Nous avons déjà vu qu'il a cessé son enseignement à Bruxelles en 1789 au moment de la Révolution brabançonne. Il y a encore le témoignage de Dewez, commissaire de la *Division Wallonne de l'Instruction Publique des Arts et des Sciences*, qui demande en 1817 au bureau du Collège de Maëstricht des renseignements sur la durée des services de Minckelers en vue de sa pension de retraite et qui écrit: „Je sais que c'est en 1789 qu'il a abandonné Louvain. . .”²⁰⁴). Enfin, il reste une phrase de Minckelers qui contient une correction de la communication de Dewez. Quand Minckelers fournit à Cruts, procureur du Roi, les renseignements que Dewez a demandés, il parle de son „. . . départ de Louvain ou plutôt de Bruxelles, où les facultés de droit, de médecine et de philosophie avaient été transférées par le Gouvernement autrichien. . .”²⁰⁵). Ces renseignements combinés nous font croire que Minckelers est rentré de Bruxelles à Maëstricht en 1789 après la cessation de ses cours.

L'époque de la vie de Minckelers, comprise entre 1797 et 1817, est celle sur laquelle nous sommes le mieux renseignés. Nous avons déjà vu la part

²⁰³) *Annuaire de Louvain*, p. 236, note.

²⁰⁴) Dewez à Cruts, 23 décembre 1817: SAM, Ing. St. n° 31.

²⁰⁵) 31 décembre 1817: *ib.* n° 34.

qu'il a prise à la fondation de l'École Centrale comme membre du jury central d'instruction. Nous savons le rôle qu'il a joué comme professeur de physique et de chimie, fonction qu'il continuera après 1804 à l'École Secondaire et au Collège de Maëstricht jusqu'à sa démission en 1817. Ailleurs nous aurons l'occasion de nous rendre compte de ce qu'il a fait pour la création des cabinets de physique et de chimie; on y trouvera aussi l'exposé de ses recherches de paléontologie, auxquelles il fut amené par la découverte d'ossements fossiles de mosasaurus.

Les intérêts scientifiques de Minckelers étaient vastes, sa force de travail était extraordinaire, ses activités s'exerçaient dans de multiples domaines de la vie scientifique et sociale. Il convient de nous arrêter un moment aux travaux qu'il entreprit en marge de ses occupations professorales proprement dites.

Quand la République se proposa de remplacer dans la Meuse-Inférieure l'ancien système des poids et mesures par le système métrique, il fallait préalablement établir la comparaison des anciennes mesures aux nouvelles. C'est Minckelers qui fut chargé en l'An VII—1798-1799 de ce travail. Après la fixation définitive de la longueur du mètre en 1799 il retoucha ce travail, mais il ne put le compléter par l'impossibilité de se procurer les étalons ou les copies exactes des différentes anciennes mesures qui étaient usitées dans toutes les communes du département. En 1806 le préfet Roggiéri pria Minckelers de compléter le travail en se bornant aux mesures les plus généralement usitées. Les arpenteurs devaient l'aider dans la détermination des rapports entre les anciennes et les nouvelles mesures agraires pour les communes où il n'existait pas d'étalons. Le travail lui fut facilité par la faculté de correspondre par la voie de la préfecture avec les maires ou avec les personnes auxquelles il avait des renseignements à demander ²⁰⁶).

Il est encore un autre domaine où Minckelers déploya ses talents, celui de la salubrité publique. Après son retour de Bruxelles, il avait travaillé dans la pharmacie de son père. Il est probable qu'après la mort de celui-ci en 1800, il la continua seul. C'est ce que nous fait croire son inscription dans un registre: „Suscription des pharmaciens ayant officine ouverte” où figure Minckelers avec la mention: „Jean Pierre Minckelers, pharmacien à Maëstricht, admis par l'ancien collège des médecins de cette ville” ²⁰⁷). Après le vote de la „Loi relative à l'exercice de la médecine” du 19 ventôse An XI—10 mars 1803 et de la „Loi contenant l'organisation des écoles de pharmacie” du 21 germinal An XI—11 avril 1803, Minckelers n'hésita pas à se présenter à l'examen de pharmacien, tel qu'il était prescrit dans la nouvelle loi. Bien qu'il eût pu profiter des dispositions transitoires de la nouvelle loi, Minckelers s'est probablement présenté à l'examen pour prouver qu'il était

²⁰⁶) 19 juillet 1806: RAM, Aanwinst 1947, n° 12, Ind. n° 774 R 25.

²⁰⁷) RAM, Inv. n° 2791.

à la hauteur de sa tâche. Le 6 thermidor An XII—25 juillet 1804, il fut reçu pharmacien après un examen de trois jours devant le jury médical du département de l'Ourthe à Liège ²⁰⁸). Après cet examen son inscription a été renouvelée, car il se trouve encore sur une liste: „Réception d'après les formes nouvelles, pharmaciens reçus par le jury”. La liste est en date du 7 janvier 1807 et mentionne le lieu et la date de sa réception ²⁰⁹).

De 1805 à 1812 Minckelers a été membre du jury médical du département de la Meuse-Inférieure ²¹⁰).

En 1806 il fut adjoint à la commission administrative de l'hospice civil, chargé spécialement de la surveillance et de la direction de la pharmacie centrale. Toutes les fournitures de substances, de médicaments et de drogues pour les besoins de la pharmacie centrale devaient être préalablement examinées et approuvées par Minckelers en sa qualité de directeur surveillant. Il avait aussi à prendre connaissance des livraisons qui étaient faites par la pharmacie ²¹¹).

Minckelers eut également une activité méritoire pour la météorologie. Entre 1812 et 1818 il fit chaque jour des observations qu'il résumait dans des comptes rendus mensuels. Son élève et successeur Crahay les a publiés et Quetelet dans son *Histoire de la météorologie en Belgique* a rendu à Minckelers l'hommage qui lui était dû. Les faits sont connus, tous les biographes en parlent, mais on n'a jamais su les débuts de ces travaux, ni les circonstances qui lui ont donné lieu de les entreprendre. La Société d'Agriculture du département de la Meuse-Inférieure, qui s'intéressait vivement à la météorologie, a occasionné les observations dès 1806. Le président de la Société, Colpin, remit à Minckelers pour le cabinet de l'École Centrale quelques instruments, e.a. un baromètre portatif à robinet avec un thermomètre attaché, deux autres thermomètres avec une échelle en métal argenté, l'un à mercure, l'autre à alcool et un hygromètre de Saussure. Supposant que le bureau voudrait „... que ces instruments n'aillent pas reposer au fond du cabinet, mais qu'ils soient employés à faire des observations météorologiques...”, Minckelers proposa au conseil d'administration de prendre les mesures indispensables et de nommer quelqu'un qui prendrait sur lui de faire les observations ²¹²). Le bureau pria Minckelers de s'en charger. En 1811 il acheta une cuve en fer blanc pour l'établissement d'un udomètre. Dès ce moment, janvier 1811, ses observations étaient complètes et il rédigea chaque

²⁰⁸) Le compte rendu de l'examen, extrait du registre des procès-verbaux du jury médical de l'Ourthe, se trouve reproduit à l'appendice, Pièce n° VI. La copie en a été faite par l'archiviste des Archives de l'État de Liège pour son collègue de la „Stadsarchief” de Maëstricht, qui a bien voulu nous la communiquer.

²⁰⁹) RAM, Inv. n° 2779.

²¹⁰) RAM, Inv. n° 2784.

²¹¹) 24 novembre 1806: RAM, Inv. n° 183.

²¹²) 28 juin 1806: SAM, Reg. I, f° 108 v°.

mois un „*Tableau sommaire des observations faites à Maëstricht*” ²¹³).

En 1801 le préfet le nomma conseiller municipal. En 1804 il fut réélu au scrutin et il siégea au conseil jusqu’au 16 mai 1815 ²¹⁴).

Après la domination française il était président du comité d’hygiène et de santé publique de la province de Limbourg ²¹⁵). Ses mérites furent reconnus de la façon la plus éclatante, lorsque l’Académie royale des sciences et des belles-lettres de Bruxelles le reçut le 3 juillet 1816 parmi ses membres ²¹⁶).

Vers cette époque ses forces commencèrent à s’épuiser. Bolsius a rapporté, et d’autres biographes l’ont répété, „... qu’en l’année 1816 une congestion cérébrale vint enrayer ses facultés intellectuelles” ²¹⁷). Cette congestion cérébrale ne peut avoir eu lieu qu’à la fin de 1817 au plus tôt. Car Minckelers a terminé normalement son cours de l’année scolaire au mois d’août 1817. Pendant ce cours il s’était aperçu d’une diminution de ses forces corporelles. Le 13 octobre il annonça au bureau son dessein de ne pas recommencer le nouveau cours. Le bureau, qui le voyait partir à regret, fit une dernière tentative pour le garder et lui offrit de s’adjoindre un homme instruit avec qui il pourrait partager ses travaux. Minckelers s’excusa d’avoir démissionné seulement après les vacances: c’est qu’il avait espéré pouvoir rétablir ses forces pendant les vacances. Mais il refusa courtoisement l’offre que le bureau venait de lui faire ²¹⁸). Il se retira et dès lors il renonça à toute recherche scientifique et à tout travail de laboratoire, à ce que nous assure Martens dans sa Nécrologie de Minckelers ²¹⁹). C’est qu’il fut frappé, probablement peu après, d’une attaque d’apoplexie, qui le paralysa au moins partiellement, car il ne pouvait plus signer, le 24 juillet 1820, son testament à cause d’une paralysie de la main droite. En ce qui concerne ses facultés mentales, le testament constate expressément qu’il en jouissait encore

²¹³) Nous faisons suivre à titre documentaire le tableau d’avril 1812, qui se trouve: RAM, Inv. n° 2450, Ind. n° 150 R 46.

	Thermomètre à mercure. Echelle de 80 degrés.	Baromètre pour ligne 12 m m.	Hygromètre à cheveux	Nombre des jours de pluie, neige, grêle	Quantité d’eau tombée en m m	Vents dominants	Nombre des jours où on a entendu le tonnerre
max.	15,6	28.3.6	99	pl. 6			
min.	—2,6	24.4.2	54	gr. 5	51,30	N.E.	1
moyenne	+3.4	24.11.1,18	81,39	n. 4			

²¹⁴) J. Blonden, *Wie en wat was J. P. Minckelers?*

²¹⁵) De Ras, o.c., p. 61.

²¹⁶) *Nieuw Nederlandsch Biographisch Woordenboek*, t. VI, col. 1029.

²¹⁷) P. Bolsius, *Notice biographique de J. P. Minckelers, inventeur de l’éclairage au gaz.*

²¹⁸) Lettres des 13 octobre, 12 et 17 novembre 1817: SAM, Ing. St. 1817, n° 24 et 28.

²¹⁹) *Journal de la Province de Limbourg*, 7 juillet 1824. La nécrologie a été reproduite dans *Maasgouw*, 1904, p. 37.

pleinement à cette date ²²⁰). Il mourut à Maëstricht le 4 juillet 1824.

Ce n'est qu'après sa mort, qu'il entra dans la gloire, qu'il n'avait jamais recherchée durant sa vie. L'application générale du gaz d'éclairage au 19^e siècle soulevait la question de savoir qui en était l'inventeur et les prétentions de Minckelers finissaient par être reconnues définitivement. À l'occasion de l'installation du gaz à Maëstricht en 1858, le conseil municipal changea le nom de la *Herenstraat*, où Minckelers avait demeuré, en *Minckelersstraat*. En 1898 on apposa une plaque commémorative sur la façade de la maison mortuaire. La „*Societa italiana per il gaz*” installa en 1904 un médaillon avec le buste de l'inventeur dans la façade de ses bureaux d'administration à Turin ²²¹). L'inauguration de sa statue à Maëstricht, le 10 juillet 1904, consacra définitivement sa gloire. À l'occasion du 75^e anniversaire de leur Union, les ingénieurs, sortis des écoles spéciales de l'université catholique de Louvain, érigèrent une statue de Minckelers et de son mécène d'Arenberg dans le parc du château de Héverlé, le 5 septembre 1948.

Les témoignages contemporains sur Minckelers s'accordent tous pour affirmer sa science et la douceur de son caractère. Ces témoignages sont complètement confirmés par l'image du savant et de l'homme, telle qu'elle se dégage de la lecture de ses nombreuses lettres.

S'il faut caractériser le savant d'après les documents des archives, il importe d'insister sur la profondeur et l'étendue de la science de Minckelers. Le lecture de sa description des ossements fossiles et surtout celle de son *Mémoire sur l'air inflammable* est une jouissance pour l'esprit, tant l'exposé est clair et systématique. Ses expériences étaient d'une précision minutieuse, ses déductions logiques. Au point de vue méthode Minckelers se révèle être un esprit scientifique dans le sens moderne du mot. Il possède à fond le problème qu'il traite, il est au courant des inventions et des progrès de la chimie et de la physique. D'ailleurs on sait qu'il était très empressé à se procurer les plus récentes publications qui avaient trait à son métier. Il possédait une grande collection de comptes rendus et d'extraits de ses lectures ²²²).

Pour ce qui est de l'étendue de ses connaissances, ses intérêts scientifiques ne se bornaient pas à la physique et à la chimie, mais ils s'étendaient à la pharmacie, à la météorologie, à l'histoire naturelle et en particulier à la minéralogie et à la paléontologie.

Il y a, dans le caractère de l'homme, quelques traits qui s'imposent de

²²⁰) „... eenigzins ziek na den lighame, nochtans zijne memorie, verstand en zinnen volkomen magtig en gebrukende, zoo als zulks aan ons ondergetekende notaris en getuigen overtuigend heeft gebleken.” Cf. Appendice, Pièce n° VII. La copie du testament, dont nous nous sommes servis, appartient à un des descendants de la famille Minckelers, M. Ch. Loomans de Meerssen, qui nous l'a communiquée.

²²¹) P. Bolsius, *La „Societa italiana per il Gaz” et la pierre commémorative, érigée par elle en l'honneur de Jean Pierre Minckelers*. Voir aussi L. Bertin, *Les premiers emplois du gaz de houille en aérostation — Minckelers 1783 — Lapostolle 1784*, Amiens, 1912.

²²²) *Annuaire de l'université catholique de Louvain*, III, 1839, p. 240, note.

premier abord. Minckelers était d'une simplicité sans détour, d'une sérénité enviable, plein de douceur et de bienveillance. Dans sa correspondance avec le préfet et le bureau de l'école, il est toujours objectif. Quand on le compare au style fleuri de l'époque, plein d'exagérations et d'effusions sentimentales, celui de Minckelers est concis, simple, sans la moindre servilité, même presque froid. C'est que l'homme se cache derrière le savant, le professeur. On ne trouve aucune trace d'impatience, de mauvaise humeur, de querelles dans ses lettres. Il était serviable à ce point que chaque fois qu'on faisait appel à ses connaissances, à son expérience, il se prêtait de bonne grâce aux services qu'on lui demandait. Il ne s'est, à ce que nous sachions, jamais dérobé à une requête qu'on lui a adressée.

D'autre part il jouissait d'un prestige considérable. Toutes les fois qu'il demandait au préfet des crédits pour ses cabinets, il les obtenait. Même à l'École Secondaire, où la physique et la chimie se trouvaient pratiquement hors du programme de l'enseignement, son autorité personnelle était telle que le bureau d'administration ne lui refusa jamais de crédit pour l'entretien ou l'extension de ses laboratoires. Il y occupe, surtout après 1804, une situation unique parmi ses collègues. Il a l'air d'un professeur d'université qui se livre à ses recherches scientifiques. Son intérêt présente peu d'importance pour les élèves de l'école, mais d'autant plus pour les personnes plus âgées qui suivent ses cours, pour tous les jeunes pharmaciens qui viennent chez lui s'initier à leur art ²²³).

Si parfois dans ses lettres Minckelers a l'air d'être absorbé dans ses sciences, cela ne signifie nullement qu'il aurait été un savant de cabinet, d'une vue étroite sur les problèmes de la société. Il était au contraire ouvert aux besoins de la vie pratique. Il suffit, pour le prouver, de citer ses travaux pour l'adaptation des poids et mesures, sa fonction de directeur surveillant de la pharmacie centrale, sa qualité de membre du jury médical, ses services comme conseiller municipal.

Il faut insister enfin sur une qualité assez rare dans un homme si important, couronné de tant de succès, jouissant de la considération générale de ses concitoyens: Minckelers était d'une modestie touchante. Il rend les services qu'on lui demande, mais il ne s'impose pas. Devant les prétentions bruyantes de quelques-uns de ses collègues, tels les Hanf, les Cogniard, les Thomas, lui, il s'efface, il est presque timide. Il ne se fait pas valoir, il ne cherche pas la gloire, ni le profit, il n'a pas d'ambition. Un seul exemple peut nous suffire: quand Minckelers, de concert avec la Société d'agriculture, eut pris l'initiative de faire des observations météorologiques, il communiqua ses desseins au bureau. Comme il aurait aimé faire lui-même ce travail, il aurait pu s'imposer, étant le fondateur des cabinets et ayant pris l'initiative. Cependant il n'en est rien. Il se borne à procurer au bureau

²²³) 23 octobre 1806: SAM, Reg. 1, f° 120 r°.

quelques indications matérielles sur les observations à faire et il s'en rapporte au bureau du choix de l'observateur. „... S'il ne se trouve personne qui veuille les faire, je m'en chargerai volontiers”²²⁴).

Quels ont été les sentiments religieux de Minckelers? On sait qu'il a étudié la philosophie et la théologie à Louvain. Après avoir reçu la tonsure à l'âge de seize ans, il devint sous-diacre en 1768. Il est possible qu'il fût encore promu au diaconat, mais il est certain qu'il ne fut jamais ordonné prêtre. Non seulement le fait ne se trouve nulle part mentionné, mais il y a quelques indications plus positives. Comme, après la démission du directeur Bonnemayers en 1810, il n'y avait plus de prêtre parmi les professeurs du Collège de Maëstricht, on nomma un aumônier à qui l'on délégua la charge d'âme des pensionnaires de l'internat. Dans les tableaux des professeurs du Collège en 1813 nous trouvons dans la rubrique „État” pour Minckelers l'indication „diacre”. Ces deux faits prouvent suffisamment que Minckelers n'a pas été prêtre. C'est probablement entre 1768 et 1770 qu'il a renoncé à la vocation ecclésiastique. Après cette date on ne trouve plus de renseignements sur ses sentiments religieux jusqu'à 1820. Son testament qui est du 4 juillet de cette année atteste les sentiments sincèrement chrétiens de Minckelers: il veut être enterré avec une messe solennelle, dont il règle les moindres détails; il commande 3500 messes qui seront célébrées immédiatement après sa mort; il destine une partie de sa fortune aux oeuvres.

Que se passa-t-il entre 1770 et sa fin pieuse en 1824? Faut-il croire qu'il ait renié un jour sa foi pour se convertir à la fin de sa vie? Il n'existe aucun document en faveur de cette hypothèse. Il est plus raisonnable d'admettre, malgré l'absence d'éclatantes professions de foi, que Minckelers a été durant toute sa vie un chrétien pratiquant. C'est ce que nous fait croire d'une part l'égalité de son caractère, qui ne se laissait pas emporter à des excès, et la conscience qu'il apportait dans toutes ses actions. Mais il y a d'autre part quelques indications, vagues, si l'on veut, mais qui ont quand même leur valeur. Il est inadmissible de croire qu'auprès de la population catholique de Maëstricht, quelque complaisante qu'on la suppose, un renégat public aurait joui de la considération et de l'estime qui étaient la part de Minckelers. Ensuite l'ouverture de l'École Secondaire en 1804 constituait un revirement, non seulement au point de vue programme, mais aussi en ce qui concerne l'esprit. L'ambiance de l'école était chrétienne et on sentait l'influence de deux professeurs de l'ancien Collège Catholique, l'abbé Bonnemayers, directeur, et Gulikers, son futur successeur, qui y jouaient un rôle prépondérant. Selon le prospectus de l'internat que publia le directeur en 1804, celui-ci portera soin „... à ce que les pensionnaires catholiques romains soient élevés dans les vrais principes dogmatiques et moraux de leur religion”²²⁵). Il est évident que Minckelers n'aurait pas été admis comme professeur si son

²²⁴) 28 juin 1806: SAM, Reg. 1, f° 108 v°.

²²⁵) Circulaire de septembre 1804: RAM, Inv. n° 2463.

orthodoxie n'avait pas été hors de doute. Comme il s'agissait avant tout de regagner la confiance de cette partie de la population que les intentions antichrétiennes de la République avaient effarouchée, on eut soin d'écarter du corps de professeurs tout individu dont la croyance ou la moralité pût être suspecte aux habitants ombrageux. La situation d'un Minckelers renégat n'aurait pas été moins compromise que celle du professeur Bauduin, prêtre défroqué, qui ne fut pas maintenu en charge à la réorganisation de 1804.

Si nous concluons que Minckelers a été catholique durant toute sa vie, on peut s'étonner de ce que l'on n'en trouve pas de traces dans sa correspondance. On pourrait encore lui reprocher la prestation du serment de haine, que les évêques avaient condamnée. Peut-être aurait-on aimé le voir intercéder en faveur des prêtres persécutés. Il y a quelques considérations que nous voudrions alléguer pour une meilleure compréhension du problème.

On peut admettre d'abord que le caractère de Minckelers est pour quelque chose dans l'absence de confidences religieuses dans sa correspondance: Minckelers était modeste et réservé. Il s'en tient dans ses lettres à son sujet sans se laisser séduire à des digressions d'ordre particulier. Il y a, à ce point de vue, un parallèle entre lui et son collègue Wurstijsen. Les lettres de ce dernier, qui ne sont guère moins nombreuses que celle de Minckelers, ne contiennent pas non plus de manifestation de ses convictions religieuses, aucune protestation contre les mesures antichrétiennes. Et pourtant Wurstijsen était un chrétien militant, un protestant fervent, qui a sauvé la communauté protestante de Maëstricht ²²⁶).

Après une période séculaire où l'Église et le régime temporel avaient été identifiés trop souvent, où l'Église avait été rendue responsable des erreurs d'un gouvernement faible ou indigne, la séparation de l'Église et de l'état, propagée par l'esprit encyclopédiste, avait de quoi charmer également des fidèles. La séparation de la vie religieuse et les activités profanes est dans une certaine mesure la conséquence dans la vie privée de la séparation de l'Église et de l'état, l'application outrée du principe de tolérance. Si les idées ont évolué depuis, si l'action catholique préconise de nos jours une autre attitude, on n'est pas autorisé à mettre en doute l'orthodoxie de Minckelers, qui était de son temps.

En ce qui concerne la prestation du serment, on sait que, malgré la condamnation des évêques, il s'en fallait de beaucoup qu'il n'y eût unanimité sur la question de savoir si le serment était permis. Les évêques étaient en exil; ils ne pouvaient gouverner leurs ouailles que par l'intermédiaire de vicaires généraux, dont les vues étaient souvent plus souples sinon contraires aux leurs, ou par des mandements, qui se colportaient clandestinement de main en main. Il était inévitable que leurs écrits, répandus et commentés par les prêtres insoumis, qui étaient naturellement des ennemis

²²⁶) Cf. p. 95.

acharnés du régime, ne se prêtent à des interprétations contradictoires parmi les fidèles. L'acérbe obstination de certains réfractaires, qui ne limitaient pas leurs attaques contre le Gouvernement au domaine religieux, mais qui se jetaient dans une obstruction totale, l'extrémisme de ceux qui avaient perdu tout sentiment de mesure et qui étaient incapables de nuances, ne manquèrent pas de s'éloigner les esprits plus pondérés qui préféraient, pour le bien de l'Église, une politique de réconciliation et de collaboration à une rupture violente avec le régime ²²⁷). Ajoutez à cela les erreurs et les puérités que le stévenisme n'a pas su éviter et l'on comprend la confusion et les doutes parmi les fidèles. Quel que soit le jugement définitif de l'histoire sur la prestation du serment, on ne pourra jamais négliger, dans l'appréciation des fidèles qui ont prêté le serment, la circonstance que les opinions du clergé étaient divisées. Du moment qu'on ne peut pas considérer les prêtres assermentés comme des ambitieux ou des aventuriers, mais qu'on compte parmi eux des prélats et des prêtres consciencieux, pleins de dignité et animés des meilleures intentions, on ne peut pas flétrir les nombreux fonctionnaires laïques qui avaient prêté le serment, comme des apostats ou même des mauvais catholiques ²²⁸).

Il est à regretter qu'on ne dispose pas de renseignements plus étendus sur l'appréciation publique des prêtres et des fonctionnaires assermentés. Nous avons démontré que leur crédit n'était pas grand. Cependant il importe de faire remarquer que ces conclusions qui valent pour le département tout entier et surtout pour les cantons ruraux, risquent de porter à faux, dès qu'on les rapporte à tel endroit spécial. En réalité la ville de Maëstricht, qui appartenait à l'évêché de Liège, occupe une place à part. Tandis que dans l'évêché de Ruremonde la plupart des prêtres s'en tenaient aux instructions de Mgr Van Velde, qui avait condamné le serment, il n'en était pas ainsi dans l'évêché de Liège. A l'encontre de la condamnation du serment par Mgr de Méan, le grand vicaire De Rougrave permettait la prestation du serment ²²⁹). Aussi ne peut-on pas, dans l'appréciation des prêtres assermentés de Maëstricht, négliger l'avis du grand vicaire de leur propre diocèse. Leur nombre était considérable. Il est probable que l'attitude du chanoine Cruts du chapitre de St-Servais était pour beaucoup dans l'empressement du clergé maëstrich-

²²⁷) Voir pour les controverses parmi le clergé: Habets-Goossens, *o.c.*, t. IV, p. 71 et suiv.

²²⁸) Le Pape, qui avait condamné le serment, déclara le 2 décembre 1801 que la prestation du serment était un péché grave, mais non une profession d'hérésie ou de schisme. Cf. Daris, *o.c.*, t. IV, p. 113.

²²⁹) „L'avis uniforme, unanime et général de la conférence ecclésiastique tenue à St. Pierre en cette ville (Liège), de par Mgr le Grand Vicaire, le 14 septembre (1797) est, qu'on peut et doit en toute sécurité de conscience, pour le plus grand bien de l'Église et le maintien de la Religion Catholique dans ce pays, prêter le serment exigé par la République Française. A la suite de cette résolution la majorité des ecclésiastiques, tant de la ville que des faubourgs de Liège, a fait la soumission et continue de s'y rendre..." Lettre de J. E. Aubée, chanoine de Ste-Croix, examinateur synodal et professeur de théologie, adressée le 27 septembre 1797 à D. Penners, curé de Heerlen. Citée par Habets-Goossens, *o.c.*, t. IV, p. 22-23.

tois ²³⁰⁾). Tandis que le pourcentage des prêtres assermentés est de 17% pour le département entier, soit 252 assermentés sur les 1423 prêtres, ce chiffre est de 53%, soit 117 assermentés sur les 220 prêtres pour le chef-lieu ²³¹⁾). Ajoutez à cela les nombreux fonctionnaires communaux et préfectoraux dans les multiples services publics, qui tous avaient prêté le serment, et on comprendra que le public de Maëstricht devait regarder la prestation du serment d'un autre oeil que ce n'était le cas dans les communes rurales.

Somme toute on peut dire que, bien que la conduite des prêtres et l'attitude des fidèles à l'égard des prêtres assermentés varie d'après les circonstances locales, l'impression qui se dégage de la lecture des documents est que la plupart des prêtres refusaient le serment, que le public se méfiait des assermentés et fuyait leurs services. D'autre part il y a quelques endroits, comme Maëstricht et Rolduc, où leur nombre était considérable et où ils ont exercé leurs fonctions sans difficultés de la part des fidèles.

Peut-on, après ce qui précède, s'étonner encore que Minckelers, qui trouvait „absurdes” les arguments contre le serment, n'ait pas intercédé en faveur des prêtres persécutés? Puisqu'il ne dépendait que d'eux-mêmes de faire cesser les persécutions par la prestation d'un serment qu'il considérait comme permis et que la plupart des prêtres et des fonctionnaires maëstrich-tois avaient prêté.

Que faut-il penser enfin de l'attitude que Minckelers a adoptée d'abord à l'égard de Joseph II et ensuite envers la République française? La plupart des biographes glissent sur une question qu'ils considèrent comme un peu délicate; d'autres ont l'air de ne pardonner à Minckelers une récidive de „collaboration” que parce qu'il était un grand savant et l'inventeur du gaz d'éclairage. Pourtant la chose vaut la peine d'être regardée de plus près. Car il y a quelques considérations qui doivent entrer en ligne de compte pour arriver à une juste appréciation de l'attitude de Minckelers.

Les progrès des sciences naturelles sont pour beaucoup dans le développement des idées éclairées du 18^e siècle. Si ces sciences ont réussi à se délivrer de toute tutelle étrangère et à devenir des sciences indépendantes, c'est grâce à ces idées. On conçoit de quel côté il faut s'attendre à trouver Minckelers dans une lutte où il s'agissait de développer les sciences physiques selon leurs propres lois et leurs propres méthodes, libres des entraves que leur imposait le cadre trop étroit de la philosophie aristotélicienne, dont elles n'étaient qu'une branche. C'est pourquoi le savant aux idées avancées

²³⁰⁾ „Reeds 7 priesters hebben sedert gister morgen den eed gedaan, waaronder de Heer pastoor Roemers en onzen gemeenen vriend den Eerw. Heer en priester De Limpens. De scholaster van St. Servaas Cruts heeft gisteren in de municipale vergadering, in bijwezen van eene menigte capitularen en andere priesters openlijk verklaard, dat hij heden den voornoemden eed zal doen...” Lettre de H. W. Crahay à J. Daniels, curé de Schaesberg, du 7 octobre 1797, citée par Habets-Goossens, *ib.*, p. 24.

²³¹⁾ Cf. Daris, *o.c.*, p. 44-45, qui a publié le résumé du tableau général du 3 mars 1798, contenant les nombres des prêtres assermentés de tous les cantons du département. Ces nombres se sont probablement encore accrus au cours des mois suivants.

qu'était Minckelers a dû voir dans les réformes de Joseph II un affranchissement des liens trop serrés qui l'étreignaient dans les traditions vieilles de Louvain. Et le voilà du même coup partisan des idées éclairées que la Révolution française venait porter aux Pays Bas. Le mythe du progrès, le crédit des connaissances encyclopédiques, le rôle utilitariste des sciences, les tendances moralisatrices du siècle sont tous des éléments qui créent une ambiance des plus propices au plein épanouissement des sciences techniques et naturelles. Il n'y a donc pas de quoi s'étonner trop que Minckelers ait sacrifié aux idées éclairées. Cela ne signifie pas d'ailleurs qu'il aurait souscrit à toutes les extravagances auxquelles se livrait la République dans les pays annexés. En outre il est inadmissible de croire que Minckelers ait acquiescé à la tournure matérialiste, déiste sinon athéiste qu'avait prise le courant français de l'esprit philosophique. Il était plus proche des idées éclairées telles qu'il les avait connues avant la Révolution aux Pays Bas autrichiens dans les milieux chrétiens, où le futur évêque d'Anvers, C. F. de Nélis, s'en était fait le défenseur énergique²⁸²). Qu'on n'oublie pas, du reste, que les terrains où Minckelers a déployé ses talents, ont été le domaine scientifique et social. Il n'a jamais joué un rôle politique. D'ailleurs celui-ci lui aurait probablement mal réussi. Même s'il a commis des erreurs, il faut lui rendre cette justice que son attitude et ses actions n'ont jamais été déterminées par l'égoïsme, par l'ambition. Il n'a pas profité, il n'a pas cherché la gloire: aux moments où son influence et son crédit étaient à leur comble, il s'est uniquement soucié de sa science et il s'est mis au service de ses concitoyens.

Il se peut qu'aux plus durs moments d'une lutte acharnée, la complaisance de Minckelers envers le Gouvernement républicain ait été suspecte aux partisans de la réaction intransigeante et totalitaire, qui se mettait en travers de la politique française. En fait, son adhésion aux idées éclairées et sa participation aux institutions gouvernementales devaient l'enrôler automatiquement dans le camp révolutionnaire. Pourtant la conduite de Minckelers a toujours été digne. On ne trouve aucune trace de collaboration à des mesures qui auraient suscité à juste titre l'aversion des habitants: il n'a pas été mêlé aux répressions rigoureuses, à la conscription, aux impôts forcés, aux persécutions religieuses. Son jugement sur la réaction antigouvernementale est modéré et plein de compréhension; si l'on trouve parfois dans les lettres émanant du conseil d'administration de l'École Centrale et signées par Minckelers une expression peu révérencieuse comme „la gente monachale” ou autres, on trouve toujours parmi ses deux cosignataires des noms comme Cavalier, Hanf ou Forzi, dont les idées correspondaient à la hardiesse de ces expressions. Le ton des nombreuses lettres dont Minckelers seul est responsable, est d'une réserve distinguée. On n'y trouve nulle part les invectives à la mode contre les moines et „la superstition”, contre „la tyran-

²⁸²) W. Prick, *C. F. de Nélis, un homme d'Eglise libéral au „Siècle des Lumières” (1736-1798)*, Nancy, 1942.

nie" et „l'éducation gothique". Ses lettres sont objectives, ne se rapportent qu'à ses propres activités et se perdent rarement dans des considérations générales ou des digressions politiques. Il ne s'en mêle que lorsqu'on lui pose directement des questions au sujet de la politique. Il est intéressant de voir la réponse que Minckelers donnait à la question de savoir: „quelles causes s'opposeraient aux progrès de l'instruction". Après avoir nié l'existence d'une apathie générale des habitants du département pour les sciences il continue: „... L'indifférence donc que montrent aujourd'hui les jeunes gens et leurs parents à profiter de l'instruction qu'ils peuvent recevoir dans leur pays natal, n'est due qu'aux circonstances. Parmi celles-ci la principale paraît être le peu de confiance qu'a le grand nombre des habitants dans les institutions républicaines, que des mal-intentionnés ne cessent de calomnier. Toutes les absurdités que ceux-ci débitent pour faire accroire que la promesse de fidélité à la République est illicite, et pour persuader ceux qui les écoutent du retour prochain des revenants, ne peuvent manquer d'empêcher ceux qui ont le malheur d'y croire et qui cependant font toujours le grand nombre, d'envoyer leurs enfants à l'École Centrale ²³³). Il faut avouer que l'idée que Minckelers se faisait de l'opposition de ses compatriotes est un peu simpliste. Même si l'on admet qu'il ait négligé dans son jugement la misère matérielle, toute provisoire, on ne peut pas nier qu'il ait méconnu les dangers dont l'impérialisme républicain menaçait la liberté, ni que, tout chrétien qu'il était, il ait mésestimé les périls pour la foi. S'il faut adresser un reproche à Minckelers, ce serait celui de n'avoir apporté la largeur de ses vues que dans le domaine limité de ses sciences, où il s'était cantonné, mais d'avoir eu une vue étroite sur l'ensemble des valeurs intellectuelles et spirituelles de son époque. Le reproche est grave; cependant il serait injuste d'accabler Minckelers de la responsabilité d'une erreur qu'il n'était pas seul à commettre, mais qui était celle d'une génération entière, incapable de se soustraire à la séduction trompeuse du rêve encyclopédiste. Aussi ce serait faire preuve de prudence et de modestie que de se fier à la perspicacité de ses contemporains qui, à l'unanimité, ont loué l'homme et le savant et qui l'honoraient de leur estime ²³⁴). La nomination de Minckelers à l'Académie de Bruxelles, la ténacité avec laquelle on a essayé de le garder en 1817 comme professeur de l'Athénée Royal confirment l'exactitude du jugement flatteur que le bureau de l'Athénée portait sur Minckelers: „... C'est un homme précieux sous tous les rapports" ²³⁵).

²³³) Prairial An IX—juin 1801: RAM, Inv. n° 2456, Ind. n° 977 R 5 Pftr.

²³⁴) On peut négliger l'unique rapport sur Minckelers qui fût défavorable: il provient de Leclerc, conseiller de Joseph II, qui en 1788 rangeait Minckelers parmi les hommes „au dessous du médiocre et dont il fallait répudier les services". Cette assertion plus ou moins grotesque semble suffisamment réfutée par le récit de la vie de Minckelers. La citation est de De Ras, *o.c.*, p. 60.

²³⁵) 15 août 1817: Tableau des candidats pour les places de Professeur à l'Athénée Royal, présenté par le bureau au commissaire général de l'Instruction Publique, des Sciences et des Arts: SAM, Ing. St. 1817.

16. BIBLIOTHÈQUE.

La loi du 3 brumaire An IV traçait avec précision comment il fallait organiser les écoles centrales, tandis qu'elle se contenta d'ordonner la fondation d'une bibliothèque sans indiquer de quelle façon on devait y procéder. Le ministre de l'Intérieur Bénézech s'adressa à cet effet le 15 floréal An IV—4 mai 1796 aux administrations centrales avec une circulaire, accompagnée d'une *Instruction pour la formation des bibliothèques dans les départements* ²³⁶). À l'encontre de tant d'ordres ministériels qui sont restés lettre morte, cette instruction est demeurée la directive principale pour la création des bibliothèques. D'après le ministre, les dépôts des livres dans la République, provenant des maisons religieuses et des émigrés, renfermaient à peu près huit millions de livres. Il n'y a qu'un tiers qui soit digne d'être conservé. C'est de ces deux millions sept cent mille volumes qu'il s'agit de former les bibliothèques pour les écoles centrales, pour les écoles centrales supplémentaires et pour les écoles spéciales. Les deux tiers restants des livres nationaux, regardés comme inutiles, seront vendus et le produit de la vente, appliqué aux frais de l'instruction publique, payera l'établissement des bibliothèques.

Les bibliothèques des écoles centrales ont un triple objet: „1° de faciliter, tant aux élèves qu'aux professeurs, l'étude de toutes les sciences qui seront enseignées dans les écoles; 2° de suppléer aux parties utiles d'enseignement qui n'y sont pas comprises et de compléter ainsi l'instruction; 3° d'offrir de plus au public, auquel ces bibliothèques seront ouvertes plusieurs jours de chaque décade, les objets d'utilité, de curiosité et d'agrément dignes d'une nation instruite et polie.” Pour remplir le premier objet il faut diviser chaque bibliothèque en trois sections, comme sont divisées les écoles et subdiviser ensuite chaque section en autant de classes qu'il y a de professeurs dans les sections correspondantes. Pour atteindre le second but qui est de suppléer aux matières enseignées, le ministre signale les livres qui traitent de logique, de métaphysique et de philosophie analytique, des sciences sociales, des mathématiques pures et appliquées, de géographie et d'histoire naturelle. En ce qui concerne le troisième objet, il pense à deux sortes de livres: „Les premiers sont les relations, les voyages, les histoires purement agréables, les poésies légères, les ouvrages d'imagination, et même les bons romans. Les seconds sont des livres rares, soit par le sujet, soit par l'édition”. Il sera dressé d'abord un catalogue qui doit être envoyé sur-le-champ au ministre. Ce ne sera qu'après cette formalité remplie que la bibliothèque pourra s'ouvrir. On joindra à l'envoi du catalogue une note des livres indispensables qui manquent à l'école. Le ministre tâchera de les lui fournir des autres dépôts. Les manuscrits seront portés sur un catalogue à part afin qu'il soit pris à leur égard une mesure générale et définitive. Quant au reste des

²³⁶) RAM, Inv. n° 2456, Ind. n° 2069 R 1.

livres, il en sera dressé un état sommaire: le ministre le fera examiner pour en tirer les livres qu'il pense être utile de conserver. Tout le reste „consistant 1° en livres de culte, de liturgie, de controverse, de théologie scolastique, de dévotion ascétique etc. etc., 2° en livres d'ancienne jurisprudence, inutiles à l'étude philosophique ou historique de cette science, 3° en livres futiles ou dangereux, soit par les préjugés, soit par l'immoralité qu'ils renferment etc. etc.” sera vendu à l'encan de la manière „la plus avantageuse pour la République”.

Le 13 thermidor An VI, quinze jours après sa nomination, le bibliothécaire de l'École Centrale de Maëstricht, considérant l'établissement de l'école comme un motif pour accélérer la fondation d'une bibliothèque, demanda à l'administration centrale de mettre à sa disposition les livres des couvents qui étaient déposés dans le bâtiment de l'administration ou dans tous autres lieux. Dans le cours du même mois les administrateurs chargent Cavelier de dresser le catalogue des livres, d'après l'instruction ministérielle²³⁷). Celui-ci commence immédiatement ses travaux en faisant un rapport sur l'état des livres qu'il a trouvés dans plusieurs chambres, encombrées de livres et en désordre. Dans une pièce proche des écuries il avait trouvé „une grande quantité de livres tous moisis, vu la grande humidité du lieu; j'y remarquai avec peine un très beau manuscrit sur velin, avec vignettes, tombant presque en pourriture”. Il demande un ouvrier pour transporter les livres et un très grand nombre de cartes à jouer pour inscrire les titres²³⁸).

Quels étaient maintenant ces livres et d'où provenaient-ils? On ne peut plus donner une réponse satisfaisante à ces deux questions pour la grande masse des 30.000 livres²³⁹). On peut s'en former une idée générale d'après les rares renseignements que contiennent les archives. Aux mois de brumaire et frimaire An IV—octobre et novembre 1795 les couvents avaient dû produire à l'administration centrale les catalogues de leurs bibliothèques. Les dossiers contiennent encore les listes de dix-neuf couvents. Six d'entre eux déclaraient ne pas avoir de livres. Les treize autres envoyaient des catalogues, les uns détaillés avec les noms des auteurs et des oeuvres et les dates; d'autres portaient uniquement des noms d'auteurs avec une indication générale du nombre et du caractère des livres. Mais l'ensemble suffit pour nous donner une idée de la richesse et des trésors qui se trouvaient dans les masses. Il s'agissait principalement de livres de philosophie, de jurisprudence, de droit canon, d'histoire ecclésiastique, de théologie, d'ascèse, de spiritualité. On compte un nombre impressionnant d'incunables et d'éditions d'entre 1500 et 1550. Les plus importantes dépositions provenaient des Capucins, des Récollets et des Dominicains, tous de Maëstricht, des Chanoinesses de St-

²³⁷) 24 thermidor An VI—11 août 1798: RAM, Inv. n° 146, f° 77 v°-78 r°.

²³⁸) 27 thermidor—14 août: RAM, Inv. n° 2456, Ind. n° 652 R 10.

²³⁹) Ce nombre se trouve mentionné sur l'affiche de la vente de ces livres (RAM, Inv. n° 2456). Les paquets qui furent mis en vente en 1801 comptaient environ 33.000 volumes (cf. p. 123).

Augustin du couvent Ste-Agnès de Maëseyck, des Récollets, également de Maëseyck, des Récollets de Reckheim, de l'Abbaye de Rolduc, des Chanoines réguliers de Weert ²⁴⁰).

Il est certain que, outre les livres qui se trouvaient dans les bâtiments de l'administration, il y en a encore eu d'autres. Car le 27 vendémiaire An VII—18 octobre 1798 Cavelier prévint les administrateurs qu'il avait pris possession d'un dépôt de livres assez considérable aux bureaux de la direction des Domaines Nationaux et il signala l'existence d'autres dépôts à Hasselt, Maëseyck, Ruremonde et Venlo, en insistant particulièrement sur la bibliothèque de la Commanderie des Vieux Joncs à Ryckhoven, qui serait importante ²⁴¹).

Après quelques mois de triage Cavelier demanda au ministre la permission de choisir dans les dépôts les livres qui seraient utiles à la bibliothèque de l'École Centrale et de faire du reste des paquets à vendre. Car il ne vaudrait pas la peine d'en dresser un catalogue et de le faire imprimer. La suite de sa lettre est trop caractéristique pour ne pas la faire suivre: „Il est de fait que tout ce qui a appartenu à la gente monachale ne sent point baume; aussi j'en acquiers chaque jour l'expérience, car plus j'avance dans mon travail, plus je m'enfonce dans le cloaque infecte composé d'un ramassis de bouquins de théologie, sermons, controverses, de commentaires de la fable (sic; Bible?) et rêveries judaïques; c'est dans de pareilles sources que ces cafards puisaient le venin dont il infectaient l'esprit du vulgaire ignorant et superstitieux; c'était l'atelier de leurs absurdités et du charlatanisme qui leur acquéraient d'immenses richesses, tout en promettant le royaume des cieux aux sots qu'ils dupaient et dépouillaient. . . Il est au su d'un chacun que l'emploi de leur temps se passait dans des orgies bachiques ou à faire des dupes. . . Il conviendrait mieux d'employer ces ouvrages, aliments du fanatisme, à faire des cartouches, ne fût-ce que pour en purger le sol de la liberté” ²⁴²). Il n'en faut pas plus pour flétrir le caractère et les capacités de l'homme à qui étaient confiés tant de monuments d'une culture séculaire et d'une beauté inappréciable. C'est à son vandalisme seul qu'est due la perte irréparable de ces livres.

D'ailleurs le bureau d'instruction du ministre, qu'on ne peut pas soupçonner de sentiments réactionnaires, conclut dans son compte rendu de la lettre de Cavelier que. . . „l'idée que l'on peut se former des connaissances et des talents du Citoyen Cavelier, en lisant sa lettre, remplie d'incorrections de tout genre, ne permet pas de s'en rapporter à lui seul sur la désignation des ouvrages qui doivent entrer dans la bibliothèque de Maëstricht”. Voilà pourquoi le ministre adjoint à Cavelier deux professeurs de l'École Centrale

²⁴⁰) La liste des livres des Chanoinesses de Maëseyck a été publiée par A. J. Flament, *o.c.*, t. I, p. XIV et suiv.

²⁴¹) RAM, Inv. n° 2456, Ind. n° 475 R 11.

²⁴²) 11 vendémiaire An VII—2 octobre 1798: ANP, F 17, 1088.

qui choisiront les livres avec lui et qui rejetteront le rebut. Et il ajoute une instruction formelle de mettre en réserve tous les ouvrages, sans distinction, où ils n'apercevront aucune date d'impression et ceux qui en porteront une antérieure à l'année 1550. Ils en dresseront le catalogue qu'ils enverront au ministre. Les livres devront être gardés dans un lieu propre à les conserver en attendant la décision du Gouvernement ²⁴³). Les deux professeurs qui sont désignés à aider et à contrôler Cavelier sont Wurstijsen, professeur de langues anciennes et son collègue de belles lettres, Forzi.

Nous sommes renseignés sur les progrès du triage par une note que Cavelier a rédigée en réponse à un questionnaire, émanant du ministre de l'Intérieur et qui était adressé aux commissaires centraux. Dans la circulaire jointe le ministre déclare que la République ne manquera pas de prendre des mesures contre ceux des administrations, bibliothécaires, conservateurs qui déguiseraient la vérité d'une façon quelconque ²⁴⁴).

À ce moment-là Cavelier était occupé depuis sept mois à la sélection des livres et il en avait choisi 500 pour la nouvelle bibliothèque, dont 300 in folio et 200 in 4°. Évidemment ce nombre devait augmenter à mesure qu'il avancerait à la besogne. Il y avait un assez grand nombre d'incunables dans le dépôt; ceux qui s'approchaient le plus de l'origine de l'impression dataient de 1475. Les bibliothèques des couvents comprenaient une grande quantité de manuscrits, n'offrant „rien de bien précieux, ni remarquable”; la plus grande partie, sur papier et sans vignettes, était écrite en flamand et en allemand. D'ailleurs Cavelier présumait que les moines avaient soustrait subrepticement ce qu'il y avait de plus rare.

Le 3 ventôse An VIII—22 février 1800 Cavelier mande à l'administration centrale que son travail de dépouillement des livres provenant des divers dépôts est terminé ²⁴⁵). On ne saurait dire au juste combien de ces livres ont formé le début de la nouvelle bibliothèque, ni quelles espèces de livres ont été choisies. Toujours est-il que le témoignage du jury central d'instruction dont nous avons parlé aux pages 63 et 64 n'est pas exact. Outre les 500 volumes que Cavelier mentionnait le 15 pluviôse An VII, il en a encore trouvé l'année suivante un nombre sensiblement supérieur. Car en 1813 la bibliothèque de la ville, composée de la bibliothèque de l'École Centrale et des restes de l'ancienne bibliothèque communale comptait d'après un tableau, dressé par Cavelier, 5660 volumes ²⁴⁶). Or, la bibliothèque de la ville a fourni 1017 livres, comme nous verrons par la suite. D'où proviendraient les autres 4000 volumes, sinon en majorité des bibliothèques des

²⁴³) Le ministre au conseil d'administration de l'École Centrale, 15 ventôse An VII—5 mars 1799: ANP, F 17, 1088.

²⁴⁴) 15 pluviôse An VII—3 février 1799: RAM, Inv. n° 2456.

²⁴⁵) RAM, Inv. n° 2456, Ind. n° 833 R 16.

²⁴⁶) Le résumé du catalogue du 28 janvier 1813 a été publié en appendice par A. J. Flament, o.c., t. I, Pièce n° XV.

couvents? Certainement pas des maigres contributions qu'on accordait à la bibliothèque pendant la domination française. D'ailleurs les rubriques de théologie, de droit canonique et de droit civil, de poètes anciens et modernes, d'histoire ecclésiastique et d'histoire ancienne comprennent 2609 volumes en 1813. Pourtant ce ne sont pas là les genres de travaux qu'on achetait de préférence entre 1795 et 1814!

Si l'on ne peut pas évaluer exactement le nombre des livres tirés des bibliothèques religieuses, leur caractère n'est pas non plus défini en détail. Elles appartenaient sans doute aux catégories susdites et il faut avouer que ces genres „monachaux” n'étaient pas assez larges pour les besoins de l'instruction. Il n'y a qu'une seule liste qui renferme des renseignements plus précis: une liste des „Auteurs grecs et latins que possède la bibliothèque de l'École Centrale provenant du dépouillement des bibliothèques des couvents supprimés”²⁴⁷). Elle contient trente-quatre in folio dont trois incunables et quatorze impressions d'avant 1550 et vingt-sept in 4° dont quatre incunables et treize éditions d'avant 1550. Citons parmi les noms latins les plus connus ceux de Tite-Live, Ovide, Virgile, Lucain, Plaute, Pline, Lucien, Sénèque, Tacite, César, Cicéron, Horace, Martial, Quintilien, Salluste, Térence, Boèce, Juste Lipse et parmi les grecs Aristote, Hérodote, Homère, Platon, Plutarque, Xénophon et Esope; les auteurs grecs se trouvent en traduction latine ou en grec et en latin.

En même temps que Cavelier donna communication de la fin du triage des bibliothèques confisquées, il signala aux administrateurs la présence d'un „nombre conséquent” d'ouvrages qui faisaient partie de l'ancienne bibliothèque de la ville et qu'il voulait réunir à ceux qui devaient former la bibliothèque de l'école, „pour autant que les dits ouvrages soient considérés et reconnus comme propriété nationale”. Nous ignorons en vertu de quelle loi ou de quel arrêté ces biens communaux et publics furent affectés à l'instruction. Ce qui est certain c'est que l'administration centrale a mis ces livres à la disposition de Cavelier pour les incorporer dans la bibliothèque de l'école.

Mais il convient d'interrompre un moment le récit des efforts de Cavelier et de résumer ici les vicissitudes que la bibliothèque de la ville de Maëstricht eut à traverser depuis l'entrée des Français. Elle existait depuis 1662 et d'après le catalogue de 1753 elle contenait 2656 volumes dont 735 de théologie, 1036 de jurisprudence et 885 de littérature, d'histoire, de médecine, de sciences, d'arts etc.²⁴⁸). Elle était établie dans une salle de l'hôtel de ville. Pendant le siège de 1794 il tomba un obus dans la bibliothèque, qui causa beaucoup de dégâts. Peu de temps après l'entrée des armées de la République, des savants, chargés de recueillir des objets de beaux arts dans

²⁴⁷) 19 germinal An VII—8 avril 1799: RAM, Inv. n° 2456, Ind. n° 461 R 13.

²⁴⁸) Cf. A. J. Flament, *o.c.*, t. I, *Geschiedkundige inleiding*, p. (59)-(60).

les pays conquis, s'étaient présentés devant le magistrat pour examiner les livres de la bibliothèque et d'en faire un triage pour enrichir les collections françaises. Il s'agissait de Leblond, Thouin et Faujas-Saint-Fond, dont le premier était spécialement chargé des recherches de livres. Ils fondaient leur démarche sur une autorisation du Comité de Salut public et sur un arrêté particulier du représentant du peuple Frécine; c'est de lui que dépendaient les „commissaires à la recherche des objets de science et d'arts dans la Belgique et dans les pays conquis par les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse". Le magistrat s'opposa au procédé et exigea qu'il serait au moins dressé un état des livres qu'ils enlèveraient. Leblond s'adressa à Frécine qui l'autorisa, étant donné la rigueur de la saison et la perte du temps précieux, „à se borner désormais à choisir et faire encaisser sur-le-champ les livres qu'il jugera (it) dignes d'enrichir les collections de la République". Quant à la liste des livres emportés, Frécine était d'avis que Leblond pourrait faire ce travail avec plus de soin, une fois de retour à Paris ²⁴⁹). Le conseil municipal rédigea une lettre de protestation qu'elle envoya à C. Roemers, agent national près l'administration de l'arrondissement de Maëstricht, que l'on pria d'intercéder auprès de Frécine pour que les confiscations prennent fin. Les réclamations du magistrat étaient dignes et énergiques, mais vaines.

Pendant un voyage à Paris au courant de l'An V, Membrede, membre du conseil des Anciens, s'informa sur les instances de l'administration de sa ville natale du sort de la bibliothèque et en sollicita l'indemnisation ou le remplacement. Les livres étaient divisés sur deux dépôts. Membrede croyait avoir vu le catalogue général de la bibliothèque, qu'on avait emporté avec la partie la plus précieuse des livres. Il s'était adressé au Comité d'Instruction publique et au ministre. Celui-ci lui avait donné une réponse assez favorable, laissant l'espoir d'être indemnisé un jour ²⁵⁰).

Voilà les renseignements que reçut l'administration centrale en réponse à la lettre qu'elle envoya le 22 pluviôse An VI—10 février 1798 à la municipalité de Maëstricht et où elle demanda toutes les informations possibles sur la bibliothèque, l'époque de l'enlèvement, par qui et en vertu de quels ordres celle-ci avait été emportée; elle demanda en outre le catalogue des livres qui avaient été soustraits, afin d'être à même de faire les démarches nécessaires pour la récupérer ²⁵¹).

Les deux lettres susdites de Frécine et de Membrede constituent le point de départ de toute une correspondance entre le ministre de l'Intérieur d'une part et le conseil d'administration de l'École Centrale, le jury central d'instruction, l'administration municipale, l'administration centrale et plus tard

²⁴⁹) Copie de l'arrêté de Frécine, 29 nivôse An III—18 janvier 1795: RAM, Inv. n° 2456, Ind. n° 673 R 8.

²⁵⁰) Membrede à l'administration municipale, 26 pluviôse An VI—14 février 1798: RAM, Inv. n° 2456, Ind. n° 673 R 8.

²⁵¹) *ibid.*

le préfet d'autre part. Cette correspondance se prolongera avec une certaine régularité jusqu'en l'An X; et même en 1805 et 1806 les événements de 1795 seront maniés par les autorités maëstrichtoises. Cependant on n'a jamais su au juste quelle avait été l'étendue des pertes que la ville avait subies. On n'avait pas pu dresser une liste des livres enlevés, car les Français avaient enlevé aussi le catalogue général²⁵²). D'autre part il est très improbable que cette liste ait été faite à Paris. Car il arrivait une foule d'envois de toutes parts et en même temps; ensuite ces livres furent dispersés dans plusieurs dépôts; enfin et surtout la provenance des livres n'intéressait plus du tout les Français qui n'avaient pas l'intention de rendre quoi que ce soit en dédommagement aux peuples vaincus — ce n'est que huit mois plus tard que les pays conquis seraient annexés à la France —: ils avaient plus d'intérêt à ne pas dresser ces catalogues qu'à en faire. La ville a eu pour elle le bénéfice du doute, car dans la correspondance on ne parle jamais que de „la perte de la bibliothèque”, de „la bibliothèque qui fut prise par les Français” ou de „l'enlèvement de la bibliothèque” et le dédommagement qu'on réclamait était en proportion de cette terminologie. Il est probable que les informations que Cavelier fournissait en réponse au questionnaire dont nous avons déjà parlé, sont pour beaucoup dans la formation de la légende. D'après lui, les débris de la bibliothèque ne comprendraient pas plus de 400 ou 500 volumes: „ce petit nombre prouve quelle est la masse de livres qui en a été enlevée”. Il est vrai que l'aspect extérieur des restes était déplorable, plus déplorable que sa véritable situation. Car on n'avait pas tâché de sauver ce qui subsistait après les malheurs de 1794 et 1795 et jusqu'à 1800 la bibliothèque resta plongée dans la désolation, causée par les ravages de la canonnade et du pillage. On s'en est donc toujours tenu aux renseignements de Cavelier. D'ailleurs, celui-ci a corrigé ses informations quelques années plus tard. Car lorsqu'il dressa en 1803 le catalogue de la bibliothèque de l'École Centrale, il marqua d'un astérisque les livres provenant de l'ancienne bibliothèque communale. Leur nombre se montait alors à 1017. D'après le catalogue de 1753 la bibliothèque comprenait 2646 volumes. Tout en tenant compte des achats d'entre 1753 et 1794, on peut évaluer l'ensemble des livres à 3000 environ. Par conséquent le nombre des livres emportés serait d'à peu près 2000. Or, même A. J. Flament, à qui on peut difficilement attribuer quelque indulgence à l'égard des usurpateurs de 1795, n'admet pas que les Français aient emballé, pour les transporter à Paris, tant de livres qui ne se distinguaient ni par l'impression, ni par la rareté. La chose est d'autant moins croyable que la bibliothèque a racheté plus tard des livres qui, comme il ressort du sceau qu'ils portaient, lui avaient déjà appar-

²⁵²) En réponse au questionnaire du 15 pluviôse An VII (cf. p. 114) Cavelier dit qu'il n'existait aucun catalogue de l'ancienne bibliothèque. Il renvoie à Membrede, qui avait été bibliothécaire et qui pouvait dire s'il y en avait eu un et s'il savait ce qu'il était devenu. Nous venons de voir que Membrede croyait l'avoir vu à Paris.

tenu ²⁵³). La supposition de Flament se trouve confirmée par des documents qui se trouvent aux Archives Nationales à Paris dans un dossier qui traite du transport en France des objets de science et d'art des pays conquis. Nous en avons publié dans l'appendice les parties qui nous intéressent ²⁵⁴).

La pièce dont il s'agit est une récapitulation des envois de livres, dressée à La Haye par Michel Leblond. Elle renferme les nombres exacts des caisses de livres, réunis en Hollande, en Belgique, en Allemagne et envoyés à Paris au Comité d'instruction publique de la Convention Nationale. En ce qui concerne la bibliothèque de Maëstricht il écrit: „Le triage de la ville de Maëstricht en a produit treize (caisses). J'ai achevé de remplir quelques-unes de ces caisses avec des volumes choisis dans la bibliothèque des Dominicains de Maëstricht et d'autres volumes que j'avais apportés de l'abbaye de Malmédy". Et après avoir énuméré les envois successivement expédiés des différentes villes au total de 261 caisses, il finit sa lettre par une remarque générale concernant le contenu: „La principale partie de ces livres consiste en manuscrits en différentes langues et sur divers sujets, en éditions du 15^e siècle, en ouvrages sur les sciences, les arts et l'histoire et en belles éditions d'auteurs classiques".

Les pertes totales de l'ancienne bibliothèque reviennent donc à presque treize caisses, ce qui peut représenter quelques centaines de livres. Le sacrifice était grand, non pas tant par le nombre que par la qualité des livres, puisqu'il s'agissait de manuscrits, d'incunables et d'impressions rares. Mais nous voilà bien loin de l'idée que la bibliothèque fut enlevée lors de la conquête. Il faut plutôt admettre qu'une partie des livres a été détruite à la suite de l'explosion de l'obus, qu'il s'est perdu des volumes pendant les cinq années d'abandon dans une salle de l'hôtel de ville et qu'enfin Cavelier, guidé par ses préjugés, a rejeté un certain nombre de livres qu'il ne jugeait pas dignes de la nouvelle bibliothèque et qui doivent avoir été vendus.

Enfin, le 15 frimaire An IX—6 décembre 1800 le triage était terminé et les livres étaient catalogués. La bibliothèque était en état d'être rendue publique aussitôt que la salle destinée à la lecture serait réparée. Il ne s'agissait que de quelques travaux légers, tels que l'aménagement d'une porte, d'une fenêtre et de quelques vitres. Les entrepreneurs, qui étaient occupés depuis germinal An VII—avril 1799 à la reconstruction des bâtiments, furent excités par le préfet à exécuter aussi vite que possible les réparations que Cavelier leur indiquerait. La bibliothèque elle-même serait logée dans le bel et vaste emplacement au 1^{er} étage de l'aile occidentale, qui avait contenu autrefois la bibliothèque des Dominicains. La salle avait peu souffert et elle était toujours en bonne condition: les anciennes tablettes s'y trouvaient encore conservées et en place ²⁵⁵). En attendant l'ouverture, on

²⁵³) Cf. A. J. Flament, *o.c.*, t. I, p. (60).

²⁵⁴) Appendice, Pièce n° VIII.

²⁵⁵) Cf. questionnaire du 15 pluviôse An VII, p. 114.

eut soin de fixer le règlement. Cavelier s'en était déjà occupé dès sa nomination. Son projet fut approuvé par l'administration centrale, mais il n'a jamais servi, puisque la bibliothèque n'existait pas encore à cette époque ²⁵⁶). Maintenant qu'elle allait être ouverte, Cavelier soumit à l'approbation du préfet un nouveau projet qui était une version corrigée et amplifiée de l'ancien. Il fut approuvé le 2 nivôse An IX—23 décembre 1800 ²⁵⁷).

D'après les dispositions du règlement, la bibliothèque serait ouverte au public tous les jours depuis dix heures jusqu'à une heure et depuis trois heures de relevée jusqu'à cinq heures. Elle serait fermée les quintidis et les décadis, les jours de fêtes nationales et pendant les vacances. Les visiteurs pouvaient obtenir les livres dont ils auraient besoin par l'intermédiaire du bibliothécaire sans qu'ils fussent autorisés à les prendre eux-mêmes. Il était interdit d'entretenir des conversations qui pussent troubler l'ordre public. Aucun livre ne pourrait sortir de la bibliothèque autre que ceux demandés par le préfet, le secrétaire de la préfecture, le maire de Maëstricht, les membres du jury d'instruction et les professeurs de l'école. Ils ne pourraient les garder plus d'une décade.

La bibliothèque fut ouverte par le préfet vers la moitié de pluviôse An IX—début février 1801.

Quelle était maintenant la valeur de la collection pour l'enseignement de l'École Centrale? Il existe un extrait du catalogue général qui contient les principaux ouvrages ²⁵⁸). Il contient quatre cents ouvrages sur une totalité probable d'environ trois mille volumes. Le contenu est caractérisé par la provenance. On n'a qu'à comparer les nombres des livres de théologie, de métaphysique, de jurisprudence, de rhétorique et d'histoire ecclésiastique aux ouvrages de littérature moderne, de mathématiques, de chimie et de physique. Plusieurs rubriques de cet extrait du catalogue ont été pourvues de notes par le bibliothécaire et il suffit d'en citer quelques-unes pour se convaincre de l'intérêt limité de la collection pour l'instruction:

THÉOLOGIE: „Cette classe est une des mieux composées, attendu que les bibliothèques des couvents supprimés ont fourni d'amples matériaux”.

JURISPRUDENCE: „La bibliothèque est abondamment pourvue d'ouvrages concernant le droit civil et canonique, ces ouvrages ayant ci-devant fait partie de la bibliothèque de la ville”.

POÈTES ANCIENS: „Cette collection très étendue est assez complète”.

BELLES LETTRES: „Les dictionnaires sont tellement anciens qu'ils ne peuvent être d'aucun usage. Elle ne possède aucune bonne grammaire dans les langues vivantes. Aucuns ouvrages des poètes mo-

²⁵⁶) 16 fructidor An VI—2 septembre 1798: RAM, Inv. n° 2456, Ind. n° 1020 R 10.

²⁵⁷) RAM, Inv. n° 2456, Ind. n° 1348 R 3 Pîtr. Flament a reproduit le texte, o.c., t. I, p. (97)-(98).

²⁵⁸) RAM, Inv. n° 2456, Ind. n° 977 R 5 Pîtr.

dernes français, italiens, anglais et allemands. Aucuns fabulistes français, presque aucun roman et aucun conte”.

GÉOGRAPHIE: „Nous n’avons aucunes cartes, géographies, ni atlas modernes, ce qui est une grande privation”.

HISTOIRE NATURELLE: „Cette partie est bien susceptible d’augmentations”.

MATHÉMATIQUES: „Cette collection ne s’étend pas plus loin”.
(3 ouvrages!)

PHYSIQUE: „Cette partie essentielle pour l’École Centrale est une des plus dénuées d’ouvrages, particulièrement d’auteurs modernes. Un bon dictionnaire serait très nécessaire”.

DESSIN, PEINTURE: „Aucuns ouvrages qui traitent de ces arts”.

Les sept dernières citations se rapportant aux différentes branches qui étaient professées à l’école, prouvent qu’il n’y en avait aucune parmi celles-ci qui trouvât dans la bibliothèque de suffisants instruments de travail, même pas les langues anciennes, qui étaient encore les mieux pourvues de textes, mais qui pratiquement ne pouvaient pas se passer de dictionnaires ni de textes accompagnés de commentaires et de traductions.

Aussi l’administration centrale, comprenant qu’on ne trouverait pas les livres modernes dans les bibliothèques des couvents, s’est-elle évertuée dès le début de l’An VII à se procurer les ouvrages dont les professeurs avaient besoin. Elle s’adressa au ministre et, en exposant la situation de l’école, elle insista particulièrement sur la nécessité de rendre à Maëstricht sa bibliothèque „qui fut prise par les Français, lorsqu’ils firent la conquête de cette ville”. Le ministre François (de Neufchâteau) exposa les difficultés de rendre les livres, la bibliothèque ayant été dispersée dans les différents dépôts littéraires de Paris. Mais il autorisa les administrateurs à prendre dans ces dépôts ce qui leur conviendrait et il les invita à lui adresser à ce sujet une demande particulière ²⁵⁹).

Le conseil d’administration de l’école fut chargé de dresser une liste de livres nécessaires, qui se développa en une brochure de quarante-trois pages contenant plus de douze cents livres. Les ouvrages demandés se rapportaient non seulement aux matières enseignées telles que belles lettres, grammaire générale, langues anciennes, géographie, histoire, législation, mathématiques, physique, chimie, dessin, mais aussi à l’astronomie, la gnomonique et l’horlogerie, la minéralogie, l’anatomie, la médecine, la chirurgie et la pharmacie, l’art militaire, l’équitation et la médecine vétérinaire. Ce dernier groupe de sciences visait évidemment à faire répondre la bibliothèque au deuxième et au troisième objet, tels qu’ils avaient été définis dans l’instruction ministérielle du 15 floréal An IV. L’administration centrale s’excusa

²⁵⁹) 15 nivôse An VII—4 janvier 1799: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 299 R 12.

dans la note, jointe à cette demande, que le ministre devait trouver „exorbitante, mais comme nous sommes presque assurés qu’une partie des ouvrages cités sur cet état ne se trouveront pas dans les dépôts, il servira du moins à guider ceux qui seront chargés d’en faire la recherche et ce que nous pourrions obtenir nous sera toujours d’une grande utilité”²⁶⁰). Voilà une façon fort aimable de pallier la hardiesse de la demande!

On ne reçut pas de livres, ni même de réponse. Il n’y a pas trop de quoi s’en étonner. Car, à la réflexion, d’où tous ces livres auraient-ils dû venir dans les dépôts parisiens? Ceux-ci se composaient d’une part des manuscrits et des livres précieux provenant des confiscations des Ans II et III dans les pays soumis. Et il n’entrerait pas dans les desseins du Gouvernement de disperser de nouveau ces trésors rassemblés. Ce n’était d’ailleurs pas de ce genre de livres qu’on avait besoin. D’autre part ces dépôts comprenaient des ouvrages des bibliothèques confisquées des couvents. Et il n’y a aucune raison pour supposer que les moines français fussent plus „avancés” que ceux des départements réunis. La solution du problème n’était pas là. La Révolution française avait beau prendre les anciens collègues et leurs revenus. Mais elle n’était pas assez naïve pour croire qu’elle aurait pu réaliser sa conception hardie d’une instruction moderne en utilisant les professeurs „vieux-style” et leurs bibliothèques „gothiques”. Tout était à faire par elle-même. Elle le savait, car les ministres ont invité à plusieurs reprises les professeurs à écrire des manuels et des livres élémentaires; ils les encourageaient et ils appuyaient la propagation des écrits respirant le nouvel esprit. Les dossiers offrent plusieurs circulaires où ils recommandent des livres, susceptibles de répandre „d’utiles notions”. Ainsi p. ex. le ministre invite les administrateurs à réserver une petite partie des fonds de l’école pour acheter l’*Encyclopédie méthodique*, car il était essentiel, d’après lui, que chaque bibliothèque en fût munie²⁶¹). Après s’être renseignée sur le prix, l’administration prit un abonnement, bien que la somme de 1050 francs pour les 65 livraisons qui avaient paru fût très élevée. Peu après le conseil d’administration prit un abonnement à la *Décade Philosophique* et à la *Correspondance des Écoles Centrales et de l’Instruction publique en général*.

L’ouverture de la bibliothèque était une occasion pour revenir sur les demandes de livres au ministre. Depuis la demande „exorbitante” de l’An VII on avait rappelé à plusieurs reprises au ministre les promesses antérieures. Mais ces rappels n’avaient pas eu d’effet. Le 18 pluviôse An IX—7 février 1801 le préfet écrivit au jury central qu’on aurait peut-être plus de succès en faisant présenter la demande par l’organe du conseiller d’état Rédon, qui avait été envoyé par le Premier Consul en mission dans ce département. Seulement il faudrait se prescrire des bornes convenables en ne

²⁶⁰) 19 germinal An VII—8 avril 1799: RAM Inv. n° 2456, Ind. n° 461 R 13.

²⁶¹) 20 germinal An VII—9 avril 1799, RAM: Inv. n° 2456, Ind. n° 555 R 13.

demandant que ce qui était indispensable. En conséquence il pria ces messieurs de dresser un état des livres présents et un autre des ouvrages désirés. Le préfet envoya la liste au conseiller d'état avec la remarque que la demande n'était point exagérée en comparaison des pertes énormes qu'avait faites la ville: „... Veuillez prendre en considération cette demande et la présenter au ministre de l'Intérieur comme une indemnité et une compensation des pertes en ce genre qu'ont fait essuyer à la ville de Maëstricht divers commissaires français qui l'ont dépouillée de ses livres sous le prétexte vrai ou faux de les envoyer à Paris. Je crois pouvoir vous assurer derechef que ces pertes ont été énormes". Le conseiller d'état accueillit la demande favorablement et promit d'appuyer de tout son crédit auprès du ministre „une demande dont le succès semble une conséquence nécessaire des premiers principes de la justice; puisque cette concession de la part du Gouvernement ne sera qu'une légère indemnité des pertes de cette nature essuyées par la commune de Maëstricht"²⁶²). Cette fois-ci on se promettait de meilleurs succès.

En attendant on tâchait de s'assurer des revenus qu'on pourrait dépenser en achats de livres. Il existait toujours dans le bâtiment, occupé par la préfecture, une quantité considérable de livres, le rebut qui était resté après le triage des bibliothèques des couvents. L'instruction sur la formation des bibliothèques du 15 floréal An IV prévoyait déjà la vente des livres inutiles en faveur des bibliothèques des écoles centrales. Le ministre autorisa le préfet à faire vendre ce rebut après une estimation faite par un professeur de l'École Centrale et par un libraire, de concert avec le bibliothécaire. Le préfet chargea le professeur Minckelers et le libraire Nypels d'évaluer la valeur de cet „amas de vieux livres flamands et latins"²⁶³). Dix jours après ces trois taxateurs firent savoir au préfet que ce travail était impossible. Une estimation normale prendrait trop de temps et entraînerait trop de frais en comparaison de la valeur des livres. Ils proposaient de les faire vendre d'après l'ordre du catalogue que Cavelier en avait dressé et qu'on ferait imprimer. Cependant le préfet refusa de le faire imprimer à cause des frais d'impression élevés²⁶⁴). Il tenait cependant à une estimation globale préalable. Trois semaines plus tard Cavelier écrivit au préfet que celle-ci était terminée, mais que l'affaire fut retardée par le refus de Minckelers de signer l'état dressé. Minckelers motiva son refus par l'argument „que cet objet lui était absolument étranger". Au lieu d'attribuer ce refus à des sentiments réactionnaires ou antirévolutionnaires, comme l'a fait le préfet, il vaut mieux, nous semble-t-il, y voir une protestation de l'esprit consciencieux et méthodique de Minckelers contre un procédé qui était trop éloigné de ses

²⁶²) Cf. les lettres du 18 pluviôse—7 février, du 28 pluviôse—17 février, du 7 ventôse An IX—28 février 1801: RAM, Inv. n° 2456, Ind. n° 679 R 4 Pitr.

²⁶³) Arrêté du 14 thermidor An IX—2 août 1801: RAM, Inv. n° 164, f° 64 v°-65 r°.

²⁶⁴) 15 fructidor—2 septembre: RAM, Inv. n° 2456, Ind. n° 71 R 6 Pitr.

habitudes professionnelles et qui le déroutait par son manque d'ordonnance et de système. Quoi qu'il en soit, il fut remplacé par son collègue Wursthjensen qui signa l'estimation.

Il y avait 245 paquets, composés chacun de 10 à 13 volumes in-folio, estimés, l'un dans l'autre, à la valeur de 4 francs, soit au total 980 francs. La deuxième partie comprenait 148 paquets, chacun de 24 à 36 volumes in-quarto, estimés à 2 francs: total de 286 francs. Le troisième groupe comprenait 761 paquets de 30 à 40 volumes in-octavo et de plus petit format estimés à 1 franc, au total 761 francs. Le montant pour l'ensemble s'élèverait donc à 2037 francs.

La vente dura dix jours et eut lieu du 1^{er} au 9, et le 11 brumaire An X—23 au 31 octobre, et le 2 novembre 1801. Les paquets in-folio rapportaient 1349 francs, les in-quarto 524 francs, et les petits formats 460 francs. Le montant total se portait ainsi à 2333 francs. Déduction faite des 410 francs de frais, il resta un produit net de 1923 francs²⁶⁵). Voilà le triste bilan de la vente de plus de trente mille volumes!

Quelques mois après, le 14 ventôse An X—5 mars 1802, le ministre communiqua au préfet que les livres demandés en germinal An X étaient tout prêts à être livrés. Le membre du Corps Législatif Roemers avait prêté ses bons offices en recevant les livres et en les envoyant à Maëstricht. L'envoi consistait en deux caisses comprenant environ 180 livres. Suivant l'inventaire il y avait des traductions d'un grand nombre d'auteurs latins et beaucoup d'oeuvres littéraires françaises²⁶⁶).

Le préfet remercia le conservateur des divers dépôts de livres, destinés à l'instruction publique, d'Aigrefeuille, et, en recommandant l'école de Maëstricht à ses soins, il demanda de nouvelles collections avec, de préférence, des livres classiques et scientifiques. Il ne se trouve dans les archives aucune indication d'envois ultérieurs. Mais on a lieu de croire qu'il avait été précédé par un envoi antérieur; c'est ce que fait supposer une lettre de Cavelier au préfet: „La bibliothèque possède plusieurs ouvrages en brochures d'envoi du ministre dont l'usage journalier exigerait une reliure”²⁶⁷). Il s'agit de *l'Histoire naturelle* de BUFFON, du *Cours de mathématiques* de BEZOUT et des *Oeuvres complètes* de CONDILLAC, faisant un total de quarante-trois volumes in-octavo.

Peu après, la bibliothèque acquit encore cinq caisses de livres qui se trouvaient à l'hôtel de ville avec vingt et une caisses d'objets d'histoire naturelle²⁶⁸). Les cinq caisses contenaient une centaine de livres dont plusieurs manuscrits et incunables d'origine allemande. On n'a pas su expliquer leur présence à Maëstricht. Mais la chose se comprend par une lettre qui se

²⁶⁵) Procès-verbal de la vente des livres de théologie: RAM, Inv. n° 2456, Ind. n° 578 R 7 Pfr.

²⁶⁶) RAM: Inv. n° 2456, Ind. n° 1172 R 8 Pfr.

²⁶⁷) 14 pluviôse An X—3 février 1802: RAM, Inv. n° 2456, Ind. n° 674 R 8 Pfr.

²⁶⁸) Arrêté du 22 prairial An X—11 juin 1802: RAM, Inv. n° 167, f° 210 r°-210 v°.

trouve aux *Archives Nationales* à Paris: elle fut adressée à la municipalité de Maëstricht par Keil, commissaire du Gouvernement français, chargé de recueillir des objets d'arts et de sciences dans les pays conquis d'Allemagne: „Je vous donne avis que sous peu quelqu'un se présentera devant vous pour avoir les quarante-neuf volumes de l'ouvrage intitulé *Acta Sanctorum*, qui se trouvent dans les trente-deux caisses de livres confiées à votre surveillance”²⁶⁹). Ils avaient été vendus à un allemand pour la somme de 480 francs. Après leur confiscation en Allemagne ces caisses avaient donc été déposées à l'hôtel de ville en attendant qu'elles fussent transportées à Paris. Les caisses dont il s'agit ici doivent donc avoir été oubliées ou délaissées. Les vingt et une caisses d'objets d'histoire naturelle furent offertes à la ville de Maëstricht²⁷⁰).

À la suite de recherches, faites chez les Dominicains et les Chanoines Réguliers de Tongres, on découvrit la bibliothèque que ceux-ci avaient soustraite aux commissaires français. Le préfet la séquestra et chargea Cavelier d'examiner si elle contenait des livres utilisables à la bibliothèque de l'École Centrale. Celui-ci eut tôt fait de l'examiner et de constater qu'il ne s'agissait que „de théologiens, de casuistes et autres écrits de l'école ancienne”. Comme la chose ne valait pas la peine, il conseilla de vendre les livres sur place et d'appliquer le produit à l'acquisition d'ouvrages modernes²⁷¹). Dès que le ministre eut autorisé la vente, les livres furent vendus à Tongres le 1^{er} ventôse An XII—21 février 1804²⁷²).

C'est vers la même époque que le département fut visité par des commissaires français qui étaient chargés de la recherche d'objets de science et d'art. A. G. Camus, archiviste national de la République, visita la Meuse-Inférieure en vendémiaire An X—septembre 1802. Il avait pour mission de rapporter au Gouvernement sur l'état actuel des bibliothèques et des dépôts littéraires dans le département. Le citoyen Camus doit avoir été déçu de ce qu'il trouva à Maëstricht: „Maëstricht offre peu de sujets de remarques pour la littérature et les arts. La bibliothèque n'a rien de particulier; dans les dépôts, beaucoup de livres de nulle valeur; quelques manuscrits qui ne sont précieux, ni par leur ancienneté, ni par leur contenu: ce sont des sermonnaires, des commentateurs de la théologie ou du droit, quelques éditions anciennes”²⁷³).

La visite de Camus n'a pas eu de suites fâcheuses pour les collections maëstrichtoises, pas plus d'ailleurs que celle de cet autre commissaire Maurigard, qui passa dans le département au mois d'octobre 1803. Il s'annonça au préfet en citant le texte d'une lettre du ministre qui l'avait „autorisé à

²⁶⁹) 1^{er} messidor An V—19 juin 1797: ANP, F 17, 1276.

²⁷⁰) Arrêté du 22 messidor An XI—11 juillet 1803: RAM, Inv. n° 171, f° 183 r°.

²⁷¹) 22 frimaire An XII—14 décembre 1803: RAM, Inv. n° 2456, Ind. n° 54 R 16 Pfr.

²⁷²) Arrêtés du 17 pluviôse et du 3 ventôse An XII: RAM, Inv. n° 173, f° 143 r°-143 v°.

²⁷³) A. G. Camus, *Voyage fait dans les départements nouvellement réunis*, t. II, p. 1-5. Le livre de Camus contient des renseignements sur les bibliothèques et les cabinets des écoles centrales belges.

prendre dans les dépôts que je visiterai tout ce que je croirai digne de la *Bibliothèque Nationale*". Le préfet était loin d'être charmé d'un pareil visiteur et il lui fit observer dans une lettre froide qu'il n'avait reçu aucune instruction ni avis du ministre sur sa mission ²⁷⁴). Il le prévint en outre qu'en l'An VII on avait déjà envoyé aux conservateurs de la *Bibliothèque Nationale*, d'après l'ordre du ministre, tous les diplômes, bulles et cartulaires qui avaient été trouvés dans les archives des corporations supprimées. Comme les bibliothèques des couvents étaient déjà vendues et qu'il ne restait que la bibliothèque de l'École Centrale, le citoyen Maugirard ne devait pas espérer trouver grand'chose.

Pourtant il existait encore à Maëstricht quelques centaines d'ouvrages précieux qui restaient en dépôt dans la préfecture. Flament s'étonne qu'ils aient pu demeurer là „sous les yeux du préfet” ²⁷⁵) sans être vendus ou sans être expédiés à Paris. Mais la chose s'explique maintenant par les ordres formels auxquels le ministre avait astreint Cavelier dans sa lettre du 15 ventôse An VII ²⁷⁶). Tous les ouvrages sans date ou antérieurs à 1550 avaient dû être retirés de la vente des livres religieux et ils avaient été déposés dans un local de la préfecture en attendant que le ministre décidât de leur sort après la réception du catalogue que Cavelier en avait dressé. La visite des envoyés gouvernementaux avait pour but de contrôler ce genre de dépôts et d'en donner leur avis au ministre. La citation précédente prouve que Camus a inspecté ces livres dans le dépôt de la préfecture et son jugement „beaucoup de livres de nulle valeur” nous informe en quel sens il a dû conseiller au ministre. Voilà pourquoi ces ouvrages n'ont pas été transportés à Paris, mais qu'ils ont été oubliés dans une petite pièce obscure et reculée au troisième étage de la préfecture. C'est là qu'ils ont été trouvés en 1839. Le catalogue que Flament en a publié, montre qu'il s'agit d'une collection de quatre cent soixante-douze volumes, se composant de manuscrits, dont plusieurs avec vignettes, d'incunables, d'impressions précieuses d'avant 1550 ²⁷⁷). L'irritation de Flament, froissé dans son orgueil professionnel et régional par le témoignage dénigrant de Camus, est d'autant plus étonnante que cette collection aurait été perdue pour notre patrie, si Camus avait partagé son admiration.

Terminons notre histoire de la bibliothèque de l'École Centrale par les comptes que Cavelier rendit de la somme de 1922 francs provenant de la grande vente de brumaire An X. À par une somme de 119 francs payée pour le port des deux caisses de livres, envoyés de Paris en l'An X, presque tout le produit de la vente avait été dépensé par le bibliothécaire Cavelier en commandes de livres chez le libraire Cavelier! Moralement Cavelier

²⁷⁴) 18 vendémiaire An XII—11 octobre 1803: RAM, Inv. n° 2456, Ind. n° 168 R 15 Pfr.

²⁷⁵) A. J. Flament, o.c., t. I, p. (92).

²⁷⁶) Cf. p. 114.

²⁷⁷) A. J. Flament, o.c., Appendice, Pièce XVI, p. XL et suiv.

n'était pas de taille à surmonter les situations équivoques où le plaçait sa fausse position de libraire qui était intéressé aux actions qu'il opérait en tant que bibliothécaire et qui était en même temps responsable de la gestion des fonds alloués à la bibliothèque de l'école. Cavelier avait avantage à vendre autant que possible de vieux livres, parce que cet argent entrerait chez lui par des commandes d'ouvrages modernes. Pour créer la bibliothèque de l'École Centrale il ne sut mieux faire que de sacrifier une partie de la bibliothèque de la ville et la majorité des bibliothèques des couvents. Non seulement il n'avait pas les talents nécessaires — le ministre s'en était déjà aperçu en l'An VII —, mais il manquait aussi d'honnêteté. En voici un dernier échantillon: Vers la fin de l'An X le conseil d'administration se voit obligé d'écrire au préfet que Cavelier veut dépenser une somme de 150 francs pour acheter quelques livres relatifs à l'art militaire, tandis que les professeurs préféreraient se procurer des livres de littérature, de mathématiques et de physique, destinés à l'usage régulier des élèves. Le préfet adopte les vues des professeurs et il les invite à lui désigner les livres qu'il leur sera possible d'obtenir. Les professeurs ne sont pas d'accord avec leur bibliothécaire sur le sens de cette autorisation. „Le citoyen Cavelier, bibliothécaire et libraire, nous presse tous les jours de lui désigner les ouvrages dont nous entendons faire l'achat afin qu'il les fasse venir de Paris.” Mais les professeurs ne veulent pas acheter des livres neufs qui, envoyés de Paris, coûteront trop cher à cause des frais de transport. Ils préfèrent se procurer des livres d'occasion dans des ventes publiques à Maëstricht ou à Liège. Mais Cavelier s'oppose au procédé, on comprend pourquoi. Les professeurs demandent au préfet de trancher la question²⁷⁸). Voulant ménager les deux parties litigantes, celui-ci décide en vrai Salomon: l'argent sera destiné aux dépenses du laboratoire de chimie!

17. CABINETS.

Si d'une part la création des cabinets d'histoire naturelle, de physique et de chimie se ressentait de la pénurie d'argent qui tourmentait l'École Centrale, elle profita d'autre part de deux faits qui ne manquaient pas de contribuer puissamment à l'extension des collections. Il y a d'abord la circonstance que la ville de Maëstricht est située dans une région qui est riche en produits d'histoire naturelle, de géologie et de paléontologie, de sorte que les collections s'enrichissaient à relativement peu de frais: l'échange des objets en double provenant du propre sol, permettaient l'acquisition de produits étrangers à bon marché. Ce qui ensuite favorisait leur développe-

²⁷⁸) Cf. les lettres du 12 thermidor An X—31 juillet 1802 et du 7 vendémiaire An XI—29 septembre 1802: RAM, Inv. n° 2456, Ind. n° 675 R 10 Pftr.

ment c'était la présence de Minckelers, qui était le centre de cette partie de l'école et dont les capacités, le zèle et le crédit venaient à bout des obstacles.

Le premier achat s'effectua déjà avant l'ouverture de l'école à la fin de l'An VI—septembre 1798, quand une collection d'instruments de physique fut cédée pour la somme de 1920 francs par le citoyen F. P. Pastor de „Valckenweerth, Territoire Batave”. Il s'agit d'une collection importante de sept pièces avec accessoires: une machine pneumatique, une machine électrique avec conducteurs et batteries, deux microscopes, deux aimants artificiels, cinq balances de différentes grandeurs et une colonne avec quelques pièces relatives à la mécanique et à l'hydrostatique ²⁷⁹).

Au cours de la première année, au mois de germinal-mars l'école fit une acquisition qui forma le noyau du cabinet d'histoire naturelle. Elle acheta une collection appartenant à la Veuve Sauer de Maëstricht, qui la céda pour 1000 francs ²⁸⁰).

Nous avons déjà vu qu'en l'An VII le ministre de l'Intérieur François (de Neufchâteau) invita les administrateurs du département à lui adresser un catalogue de livres dont on avait besoin ²⁸¹). D'après la même lettre il es-compta une demande d'objets d'histoire naturelle, de physique et de chimie. Minckelers dressa un état, contenant 75 objets de physique et 40 de chimie, que l'administration centrale envoya au ministre ²⁸²). De même que pour la bibliothèque, le résultat de la démarche fut nul.

Au courant de l'An VIII l'école obtient une collection d'ossements fossiles, une „immense pétrification”, d'une valeur extraordinaire, assez importante pour attirer le célèbre naturaliste Lacépède à Maëstricht. Pendant quelques années elle fut la gloire de l'École Centrale jusqu'à ce qu'elle trouvât le chemin de Paris! Elle fut découverte en l'An VIII—1799-1800 dans une carrière de la montagne Saint-Pierre à Sichen, village situé à 7 Km. au sud-ouest de Maëstricht. Il s'agissait d'une collection qui consistait pour la plus grande partie en vertèbres dont les unes étaient détachées, les autres conservées dans quatre blocs de pierre. Les premiers renseignements sur la trouvaille se trouvent dans une lettre que le préfet Ferrand adressa au ministre de l'Intérieur: „Cette découverte paraissant offrir des renseignements utiles, j'en ai fait l'acquisition pour le compte du Gouvernement, auquel des curieux étaient disposés à la soustraire en l'achetant pour leur propre compte” ²⁸³). Le préfet promettait au ministre de lui envoyer une description et des dessins du squelette. Si le Gouvernement ne tenait pas aux fossiles, le préfet avait l'intention de les garder pour son propre compte. Cependant le ministre préférait attendre la description et les dessins avant

²⁷⁹) 1^{er} jour complémentaire An VI—17 septembre 1798: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 695 R 10. Cf. Appendice n° IX.

²⁸⁰) RAM, Inv. n° 2456, Ind. n° 1409 R 12.

²⁸¹) Lettre du 15 nivôse An VII—4 janvier 1799, cf. p. 120.

²⁸²) 19 germinal—8 avril: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 461 R 13.

²⁸³) 11 thermidor An VIII—4 août 1800: ANP, F 17, 1088.

de prendre une décision. En attendant Lacépède, qui était en voyage, changea son itinéraire au bruit des découvertes pour voir les pétrifications de Maëstricht. Le 3^e jour complémentaire de cette même année le préfet envoya au ministre et à Lacépède les dessins de Hermans et la description que Minckelers avait faite des fossiles.

La question de la propriété des pétrifications devient ensuite mystérieuse. Est-ce que le Gouvernement a refusé l'achat de la collection? Pourquoi le préfet ne l'a-t-il pas gardée pour son propre compte? Ce qui est certain, c'est que quinze jours après elle faisait partie du cabinet de l'École Centrale, car le 16 vendémiaire An IX—8 octobre 1800 Minckelers écrivit au préfet: „Le vif intérêt que vous portez à l'instruction publique et à l'honneur de ce département, a enrichi le cabinet d'histoire naturelle de l'École Centrale d'une collection d'ossements fossiles dont, à ce qu'assurent des personnes très dignes de foi, le Muséum national de France ne renferme rien de semblable. En arrêtant que l'acquisition de ces ossements serait faite pour l'école, vous m'avez chargé de faire fonction de professeur d'histoire naturelle”²⁸⁴). Pourquoi le préfet a-t-il cédé les pétrifications à l'école dans les quinze jours, délai dans lequel il était, matériellement, presque impossible d'avoir la décision du ministre? Les a-t-il seulement données en „commodat” au cabinet de l'école pour pouvoir en disposer librement si elles se révélaient précieuses après coup? La condition ne se trouve stipulée dans aucun document connu. Même la note du menuisier Kemp, qui avait nettoyé, collé et arrangé un des blocs, ne prouve rien à ce sujet: „Reekening ten diensten voor het republiek franse door oorder van de heer Minckeleers //// C. Kemp gewerck aen crokediël en aender knooke bijeen gemaek, 35 francs”²⁸⁵). La note est amusante à cause du jargon maëstrichto-hollandais en lequel elle est conçue, mais elle ne prouve pas que la République, qui payait les réparations, était propriétaire des fossiles. Au contraire, c'est à propos d'un bloc réparé que Minckelers écrivit au préfet qu'il avait été cassé „... avant d'appartenir à l'école. . .”²⁸⁶). Cette question de la propriété a son importance pour expliquer le transport de la collection à Paris. Jusqu'ici, on a toujours présenté la collection comme extorquée en 1805 par les Français, qui auraient adouci l'exaction par l'envoi de quelques instruments de physique. La chose n'est pas prouvée et les documents à l'appui de la thèse n'existent pas. Peut-être s'est-on fondé sur une phrase de Cuvier: „... plusieurs séries de vertèbres qui ont été aussi apportées au Muséum par les ordres de M. Loysel”²⁸⁷). Parmi tant de textes équivoques et incertains les témoignages

²⁸⁴) RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 1596 R 2 Pfr. Cette lettre a été publiée avec quelques autres documents et la description de Minckelers par M. J. Cremers, *Uit Limburg's verleden en heden*, dans *Jaarboek* 1916, Natuurhistorisch Genootschap in Limburg.

²⁸⁵) 25 prairial An IX—14 juin 1801: RAM, Inv. n° 2456, Ind. n° 487 R Pfr.

²⁸⁶) 16 vendémiaire An IX—8 octobre 1800. Cf. note 284.

²⁸⁷) Cuvier, *Recherches sur les ossements fossiles*, t. V, 2^e partie, p. 312.

de Minckelers sont les moins douteux: l'acquisition des fossiles a été faite pour l'école et avec l'intention de les y laisser. D'ailleurs les professeurs n'ont jamais nourri la crainte de devoir perdre un jour la précieuse collection. Minckelers était très soucieux de préserver les fossiles contre la poussière, le contact de l'air et celui des mains: il fit construire trois coffres solides avec des couvercles vitrés. Après avoir dessiné les blocs pour le ministre et pour Lacépède vers la fin de l'An VIII—août 1800, Hermans fit un an plus tard de nouveau six dessins en couleur, cette fois pour le Muséum d'histoire naturelle de Paris²⁸⁸). Cela prouve deux choses: d'abord le Muséum appréciait beaucoup les pétrifications, car on ne payait ces dessins pas moins de 600 francs. Ensuite le Muséum n'aurait probablement pas dépensé cette somme considérable pour les dessins, s'il avait eu l'intention de s'approprier les ossements.

On ne constate pas sans peine la perte pour Maëstricht et pour notre patrie d'une collection si précieuse. Et on se demande pour quelles raisons et dans quelles circonstances le bureau d'administration l'a cédée au Muséum. Le registre des procès-verbaux du bureau nous fournit la réponse à la question: „Le préfet expose au bureau que, pendant son dernier séjour à Paris, il a proposé à messieurs les professeurs du cabinet d'histoire naturelle de leur abandonner le morceau de pétrification, trouvé en l'An VIII dans les carrières de Sichen et déposé au cabinet de l'École Secondaire, moyennant une collection complète de minéraux bien conditionnée qui serait fournie en échange à l'école par lesdits professeurs du Muséum. Le bureau regarde cet échange comme avantageux, il remercie le préfet d'avoir bien voulu le négocier et il arrête. . . que le préfet, en annonçant l'arrivée de ce morceau et en réclamant l'envoi du cabinet de minéralogie promis, sera prié d'inviter les professeurs du Muséum à continuer d'honorer de leur protection et de leurs soins l'École Secondaire de Maëstricht”²⁸⁹). Minckelers fut chargé de prendre des mesures pour l'emballage et l'expédition de la collection. Trois mois plus tard les cinq caisses contenant la collection arrivèrent à Paris. Le secrétaire en accusa réception en annonçant l'envoi d'une caisse contenant la collection de minéraux que le préfet avait demandée et qui avait été faite par le savant minéralogiste Haüy²⁹⁰). Il est permis de croire que le préfet Loysel, lui-même chimiste et naturaliste, comprenait mieux que son prédécesseur Ferrand la véritable valeur des fossiles et qu'il était très content de pouvoir en enrichir le Muséum au dépens de l'école de Maëstricht. En tout

²⁸⁸) 22 brumaire An X—13 novembre 1801: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 814 R 11 Pfttr. Cf. *Jaarboek* 1916, *Natuurhistorisch Genootschap*, p. 101.

²⁸⁹) 22 nivôse An XIII—12 janvier 1805: SAM, Reg. 1, f° 13 r°.

²⁹⁰) La collection se trouve encore au cabinet de chimie. Nous avons réussi à l'identifier grâce à quelques étiquettes portant des numéros qui ont été indubitablement écrits par Minckelers. Nous ne savons pas si elle est encore complète, car l'inventaire de l'envoi original n'existe plus. Il est possible qu'une partie des minéraux se soit perdue, étant donné le déplorable abandon où la jolie collection se trouve actuellement.

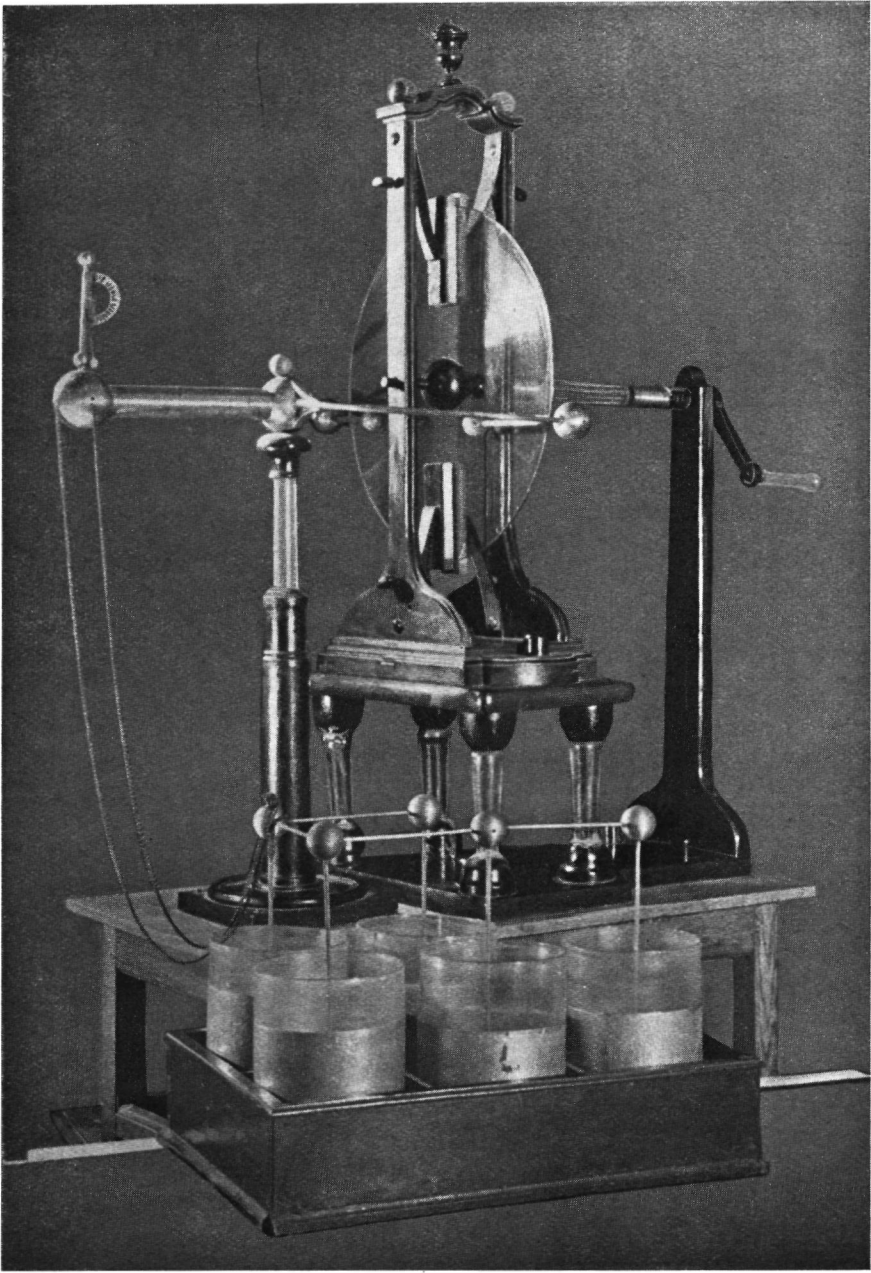
cas c'est lui qui a pris l'initiative de l'échange. Mais il n'en est pas moins vrai que le bureau a accueilli les propositions du préfet avec empressement et qu'il croyait gagner au change.

Quels que soient nos regrets de la perte d'une si précieuse production de notre sol, il faut, pour juger équitablement, prendre en considération les motifs qui peuvent avoir guidé les membres du bureau. D'abord, se doutaient-ils de la rareté de la trouvaille et voyaient-ils dans les vertèbres d'un „crocodile énorme” le squelette d'un animal préhistorique d'une espèce inconnue? Minckelers s'était borné dans son mémoire à une simple description des ossements, parce qu'il n'osait pas se prononcer sur leur origine. Faujas-Saint-Fond croyait qu'il s'agissait d'un crocodile inconnu²⁹¹). Lacépède était du même avis. A. G. Kamper de Harlem a constaté que ces restes n'étaient ni d'un cétacé, ni d'un poisson, ni d'un crocodile, mais d'un genre particulier de reptile saurien auquel on a finalement donné le nom de „mosasaurus”, nom proposé par Conybeare²⁹²). Le bureau avait encore une raison pratique pour préférer un cabinet minéralogique aux pétrifications. C'est que la paléontologie était une science qui n'avait pas de rapport avec l'enseignement de l'École Secondaire, l'histoire naturelle étant supprimée dans le programme après la disparition de l'École Centrale. Une collection complète de minéraux par contre présentait un intérêt pratique pour l'enseignement de la chimie. Enfin il n'est pas téméraire de supposer qu'on a spéculé sur la possibilité de nouvelles découvertes du même genre. Car la montagne de Saint-Pierre était riche en productions paléontologiques. Ainsi, par exemple, il y eut, deux ans après celle de Sichen, une nouvelle découverte de fossiles que Minckelers sut acquérir pour son cabinet d'un habitant

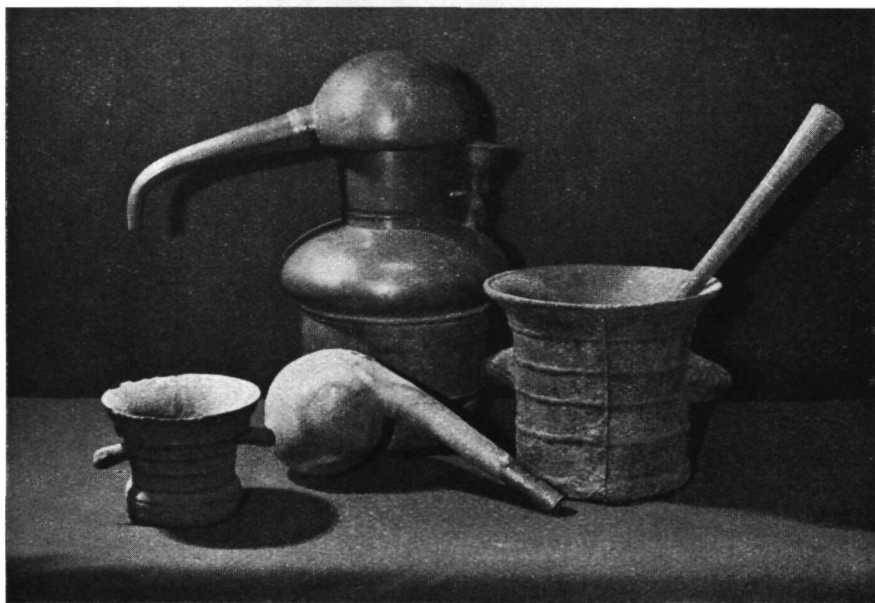
²⁹¹) Cf. *o.c.*, p. 244-249.

²⁹²) Cuvier, *o.c.*, t. V, 2^e partie, p. 314.

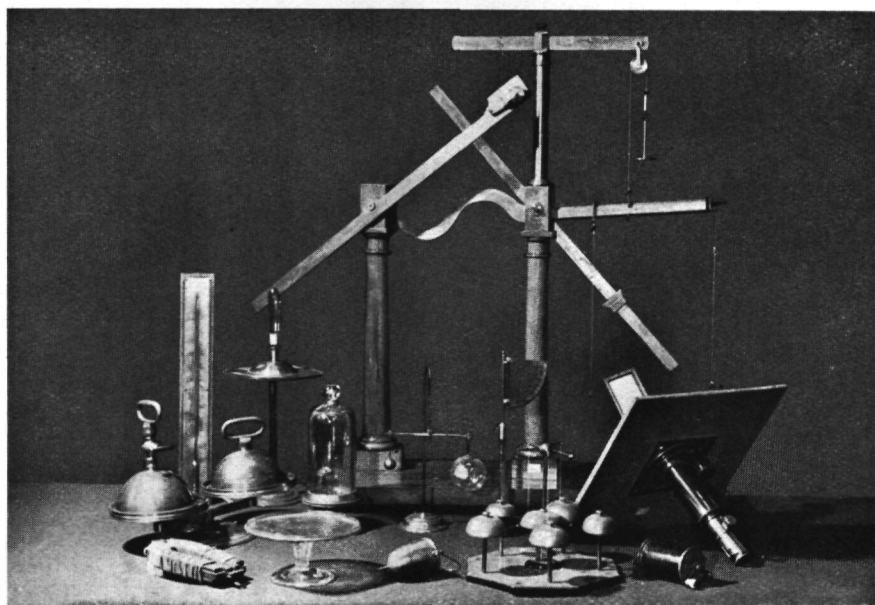
Il importe de faire remarquer que le mosasaurus de Sichen n'est pas le premier exemplaire de l'espèce que l'on ait trouvé. La première grande découverte, faite dans la montagne Saint-Pierre à Maëstricht, date de 1766. Le lieutenant Drouin fit l'acquisition de la plus belle partie des fossiles, *e.a.*, des os maxillaires, qu'il céda en 1784 au Musée de Teyler à Harlem. Quelques autres maxillaires de la même découverte furent achetés par le naturaliste hollandais Pierre Kamper. La plus célèbre découverte fut celle de 1780 quand on retira d'une carrière, également près de Maëstricht, une magnifique tête de mosasaurus. Le médecin Hoffmann sut l'acquérir pour sa collection. Mais le chanoine Godin, propriétaire de la surface du sol sous lequel se trouvait la carrière où la machoire fossile avait été trouvée, se la fit adjuger en justice. Lors de l'entrée des Français en 1794 il cacha la précieuse collection. Lorsque le représentant du peuple Frécine eut promis 600 bouteilles de vin à celui qui la découvrirait, elle lui fut apportée le lendemain par douze grenadiers. Frécine confisqua le mosasaurus et l'envoya à Paris en février 1795. Après l'estimation des fossiles à Paris, leur valeur a été payée à Godin. On peut considérer ce récit, qui provient de Faujas-Saint-Fond, comme exact, puisque celui-ci, qui était commissaire pour les sciences dans la Belgique, à la suite de l'armée du nord, était parfaitement renseigné sur ce sujet (Faujas-Saint-Fond, *o.c.* p. 59-62). Car au dire de Cuvier il a „contribué à procurer au Muséum les pièces de la collection Godin et quelques autres qu'il recueillit pendant son séjour à Maëstricht...” (*o.c.* t. V, 2^e partie, p. 313). On peut se former une idée du succès de Faujas, car ces „quelques autres” pièces remplissaient onze caisses. Cf. Appendice, n^o VIII. Le n^o 28 de la liste „tête pétrifiée d'un crocodile” contenait le bloc de pierre avec la machoire du mosasaurus. On l'a confondu trop souvent avec le mosasaurus de Sichen, dont nous venons de retracer l'histoire. L'un et l'autre ont été décrits par Cuvier (*ib.* p. 310-338).



V. Machine électrique et batterie de bouteilles de Leyde.



VI. Alambic, mortiers, cornue.



VII. Instruments de physique.

de Sussen, Jean Smeets, qui les lui céda pour la somme de 42 francs ²⁹³). Peut-être le bureau a-t-il consenti à un échange qu'il considérait comme avantageux, espérant qu'une nouvelle faveur du hasard allait le dédommager du départ des fossiles du mosasaurus.

Pendant l'An IX le cabinet de chimie acquit une collection de 40 flacons avec des substances chimiques que le citoyen Loysel lui vendit pour 208 francs.

D'après un résumé, rédigé par Minckelers vers germinal An IX—mars 1801, les cabinets se composaient principalement des objets que nous venons de décrire. Il y avait encore eu quelques achats de moindre importance. Bien que le préfet eût arrêté que le receveur général tiendrait en réserve sur les fonds de l'An VIII une somme de 300 francs pour l'achat d'instruments de physique et de chimie indispensables, aucun mandat n'avait été délivré au professeur, la caisse du receveur manquant de fonds.

Le 29 ventôse An XI—21 octobre 1802 on reçut une collection d'échantillons de pierres, tirés d'une carrière à Jemappes que le propriétaire, le citoyen De Larocq, céda gratuitement au cabinet de l'école. L'envoi était accompagné d'une ample description des pierres ²⁹⁴).

Dès ce moment les renseignements sur des acquisitions manquent. Ce qui ne signifie pas que les cabinets n'eussent plus subi des extensions. Nous sommes à même d'en juger d'après les inventaires qui ont été dressés au mois de fructidor An XII—août 1804 au moment où l'École Centrale fut supprimée et où les cabinets passèrent à l'École Secondaire. Le cabinet d'histoire naturelle contenait à ce moment 66 numéros, celui de physique 43 et celui de chimie 74 ²⁹⁵).

En ce qui concerne le cabinet de dessin, le professeur avait su réunir petit à petit une collection de modèles consistant en quelques portefeuilles de gravures et une centaine de modèles, dont la plupart furent retrouvés dans la maison mortuaire de Hermans et déposés à la bibliothèque de l'école par l'exécuteur testamentaire.

Un décret du 16 floréal An XI—6 mai 1803 établit un lycée à Liège, qui était autorisé à puiser, pour l'établissement de sa bibliothèque et de ses cabinets, dans la bibliothèque et les cabinets des écoles centrales qui étaient du même ressort. Comme c'était le cas de Maëstricht, le décret ordonna de mettre le scellé sur la bibliothèque et les cabinets. Cette mesure entraînerait de graves inconvénients pour l'École Centrale, où les cours de physique, de chimie et de dessin souffriraient de ces dispositions. Voilà pourquoi le préfet

²⁹³) 8 floréal An X—28 avril 1802: RAM, Inv. n° 2450, Ind. n° 675 R 9 Pftr.

²⁹⁴) RAM, Inv. n° 2456, Ind. n° 526 R 11 Pftr.

²⁹⁵) RAM, Inv. n° 2456, Ind. n° 1148 R 18 Pftr.

Cf. Appendice n° X. Nous avons imprimé en italique dans les inventaires les numéros qui se trouvent encore dans les cabinets de physique et de chimie du Lycée et du Collège de Maëstricht. Il existe en outre une belle collection d'instruments que Minckelers acquit entre 1804 et 1817.

demanda au conseiller d'état la permission de faire dresser des catalogues de tous les objets qui se trouvaient dans les cabinets. Cette précaution garantirait les intérêts du lycée. L'autorisation du conseiller d'état permit à l'école d'achever ses cours sans dérangement pendant sa dernière année ²⁹⁶).

18. BÂTIMENTS.

Les deux bâtiments où l'on aurait pu établir sans inconvénient l'École Centrale n'étaient plus disponibles. L'École Latine Protestante dans la rue du Chapon, gravement endommagée pendant le premier siège, avait été démolie en vue d'une reconstruction totale. Mais après la prise de la ville en 1794 les travaux avaient été suspendus. Quant aux bâtiments des jésuites dans la rue Large, ils avaient été convertis en salle de spectacle en 1787. Quelques parties avaient été vendues ou démolies pour la percée d'une rue. Et le reste servait de collège, car l'École Latine Catholique y continuait toujours ses classes en 1798. En outre l'administration centrale jugeait ce collège insuffisant pour l'établissement de l'École Centrale. Elle désigna le couvent des Dominicains comme siège de l'école dans son arrêté du 6 floréal An V—25 avril 1797 portant la création d'une école centrale. Seulement ces bâtiments, n'ayant jamais servi à l'instruction publique, ne pouvaient être affectés à cette destination que par une loi. Nous avons vu après combien de difficultés fut votée la loi qui mit ces bâtiments à la disposition de l'école ²⁹⁷).

„Les bâtiments et emplacements des ci-devant Dominicains” dont la loi parle se composaient d'une église, d'un grand bâtiment qui formait cloître avec trois ailes enfermant la cour et de quelques dépendances. L'Église servait d'église paroissiale de St-Jacques. Provisoirement l'école ne pouvait donc pas en disposer. Le cloître lui-même avait subi des dommages considérables pendant les sièges de 1793 et 1794. Les plans et devis pour la réparation et la reconstruction avaient été approuvés par la loi du 12 pluviôse

²⁹⁶) RAM, Inv. n° 2463, Ind. n° 463 R 14 Pfr.

²⁹⁷) LOI QUI AFFECTE LES BÂTIMENTS DES CI-DEVANT DOMINICAINS DE MAËSTRICHT À L'ÉCOLE CENTRALE DU DÉPARTEMENT DE LA MEUSE-INFÉRIEURE du 12 pluviôse An VI—31 janvier 1798. Le Conseil des Anciens... prend la résolution suivante:

Art. 1^{er}. Les bâtiments et emplacements des ci-devant Dominicains de la commune de Maëstricht, chef-lieu du département de la Meuse-Inférieure, sont et demeurent affectés à l'établissement de l'École Centrale de ce département.

Art. 2. Le Directoire Exécutif est en conséquence autorisé à faire procéder dans les dits bâtiments et emplacements à tous les travaux, changements et réparations nécessaires pour les rendre propres à leur nouvelle destination, suivant les plans et devis estimatifs qui en ont été dressés par le citoyen Cavenne, ingénieur des Ponts et Chaussées dans le département de la Meuse-Inférieure. Les dépenses nécessaires par ces travaux seront comprises dans les charges totales de ce département et acquittées sur les fonds qui y sont destinés.

Art. 3. La présente résolution ne sera pas imprimée.

La loi est mentionnée sans texte au Bulletin des Lois, II B 180 n° 1702. Le texte se trouve RAM, Inv. n° 300, f° 112 r°-113 r°.

An VI. Bien qu'on eût déjà perdu sept mois avant que la loi ne fût votée, les travaux de reconstruction allaient encore subir un retard considérable. Non seulement l'administration centrale ne réussissait pas à se procurer auprès du ministre des Finances les capitaux, alloués par la loi, mais, chose plus grave, les bâtiments étaient occupés par des garde-magasin qui y avaient un dépôt militaire d'approvisionnements. Ceux-ci refusaient de les évacuer, même après que l'administration leur eut signifié la loi du 12 pluviôse. Lorsqu'elle leur offrit d'autres couvents pour y établir leurs magasins, ils s'y refusèrent. Des mois et des mois s'écoulaient avant que cette querelle bureaucratique fût tranchée par l'intervention du ministre de l'Intérieur auprès de son collègue de la Guerre ²⁹⁸).

Après l'évacuation on pouvait s'occuper enfin de l'adjudication des travaux à exécuter quatorze mois après le vote de la loi. Pour ne pas retarder la mise en activité de l'école les administrateurs avaient été obligés de désigner à trois professeurs une partie du couvent des ex-Récollets afin d'y enseigner provisoirement. Les trois autres pouvaient installer leurs classes dans quelques locaux intacts du couvent des Dominicains ²⁹⁹). Seulement ils n'y étaient pas tranquilles. Car tandis que l'administration s'efforçait de faire sortir les dépôts du couvent, d'autres individus s'y introduisaient sous différents prétextes. Le voisin van Ceuleneer, officier municipal, „se prévalant de son titre de fonctionnaire public” se permettait d'y faire sécher ses tabacs et d'en garnir les parquets du premier étage! Il était un autre abus: il fallait passer par le couvent pour aller à l'orgue de l'église et il en résultait que tous les dimanches et les jours de fêtes catholiques une foule d'enfants, sous prétexte d'aller à l'orgue, pénétraient dans le couvent et y abîmaient tout ³⁰⁰).

L'adjudication eut lieu le 12 germinal An VII—1^{er} avril 1799. Suivant le détail estimatif le montant prévu était de 9.240 francs. Après plusieurs rabais l'entreprise des travaux à faire fut adjugée à l'entrepreneur Renette pour la somme de 8.700 francs ³⁰¹). L'exécution des travaux n'avancait que lentement.

Même après l'évacuation des dépôts et l'adjudication des ouvrages, les ennuis et les retards ne cessaient pas. Probablement autorisés par l'administration centrale, des marchands avaient déposé des blés dans les greniers de l'école. Il y avaient mis une quantité plus lourde que les solives ne pouvaient supporter. Il fallut étançonner les greniers et suspendre les travaux commencés. Les marchands se proposèrent ensuite de verser une partie des

²⁹⁸) 15 nivôse An VII—4 janvier 1799: RAM, Inv. n° 2450, Ind. n° 299 R 12.

²⁹⁹) Cf. p. 63.

³⁰⁰) Cavenne à l'administration centrale: RAM, Inv. n° 2450, Ind. n° 902 R 10. L'église des ex-Dominicains a servi d'église paroissiale de St-Jacques de 1798 à 1804. Comme le curé Roemers était assermenté, les services y ont eu lieu sans interruption pendant ces années.

³⁰¹) RAM, Inv. n° 2449, Ind. n° 1145 R 12.

grains dans le grenier au dessus de la bibliothèque. Mais celui-ci était occupé par la classe du professeur de dessin ³⁰²).

Six mois après l'adjudication l'école commença sa deuxième année dans le bâtiment des Récollets et nous avons lieu d'admettre qu'elle ne pouvait s'installer définitivement dans son bâtiment qu'au cours de l'An IX. Car nous avons déjà vu que les travaux étaient encore en cours au moment où Cavelier voulait ouvrir la bibliothèque en frimaire An IX—décembre 1800.

Quant à la disposition des classes et des salles dans le bâtiment, le devis des reconstructions nous en donne une idée générale ³⁰³). Elles se trouvaient toutes concentrées dans „le vieux bâtiment”, l'aile septentrionale, qui existe encore partiellement, et dans l'aile occidentale, qui est toujours entièrement intacte. Au rez-de-chaussée du vieux bâtiment l'ancien réfectoire d'été fut divisé par un mur en deux salles dont l'une, l'orientale, allait servir de salle de dessin et l'autre de cabinet de physique. L'ancienne cuisine, bâtie en avant-corps à côté du réfectoire, fut transformée en laboratoire de chimie et mise en communication avec le cabinet de physique ³⁰⁴). Au premier étage on construisit six salles d'études après la démolition des cellules. Les vingt-deux croisées, étant destinées à éclairer les salles d'études, furent élargies et relevées de quelques pouces avec l'ordre spécial à l'entrepreneur „de détruire leur figure ogivale et de leur donner une forme parallélogrammatique”. On voit encore leur contour maçonné dans le mur septentrional. La salle de dessin et celle de physique ont servi de salle et laboratoire de chimie jusqu'en 1949. Elles viennent d'être transformées en gymnase. En même temps la salle du premier étage fut aménagée en salle de chimie. L'aile occidentale, servant actuellement de cabinet d'histoire naturelle, comprenait au rez-de-chaussée les appartements des professeurs et au premier étage la bibliothèque.

La fin des travaux de reconstruction ne signifiait pas la fin des ennuis pour le conseil d'administration. Car il y avait d'abord les soucis financiers qui allaient peser de plus en plus lourd. Les dépenses de 8.700 francs ne pouvaient pas être couvertes par les centimes additionnels alloués. En économisant l'argent affecté à l'entretien annuel des bâtiments, le conseil réussit à payer petit à petit les frais de premier établissement. Quand, en l'An IX, on voulut achever les travaux commencés dans le cabinet de physique et le laboratoire de chimie, on fut autorisé par le conseiller d'état, chargé de l'inspection de la direction de l'instruction publique, à employer pour la disposition de ces locaux la somme de 2000 francs, provenant de la vacance

³⁰²) Le conseil d'administration à l'administration centrale, 4 floréal An VII—23 avril 1799: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 754 R 13.

³⁰³) RAM, Inv. n° 2463.

³⁰⁴) Une gravure de 1717, publiée par B. de Jonghe, *Belgium Dominicanum*, Bruxelles, 1719, nous permet de suivre en détail ces reconstructions. Voir Illustration N° I. Elle a été reproduite, légèrement modifiée, par G. D. Franquinet, *Histoire de l'église et du couvent des Dominicains à Maastricht* dans *Annales I* (1854), p. 141-155. Cf. aussi K(alf, J.), *De voormalige Dominicanenkerk en -klooster dans De monumenten van geschiedenis en kunst in de provincie Limburg*; *Eerste stuk: De monumenten in de gemeente Maastricht*, 2^e afl., 's-Gravenhage, 1930, p. 164-188.

de la chaire d'histoire naturelle. Quand les travaux furent terminés on ne pouvait pas les payer, parce que le ministre avait supprimé le traitement du professeur d'histoire naturelle pour l'An X ³⁰⁵). Vers la même époque il y eut encore des difficultés avec des services de dépôts militaires qui étaient logés de nouveau dans les bâtiments. Il fallut l'intervention du ministre de la Guerre pour évacuer les locaux ³⁰⁶).

Et pour en finir avec les bâtiments, citons une histoire amusante à propos d'un mur „d'une hauteur prodigieuse”, élevé sur l'ancien rempart qui enfermait le jardin. Quelques citoyens du Grand Fossé se plaignaient auprès du préfet de ce mur qui les empêchait de vaquer à leurs affaires ou à exercer leur métier: „... Plus de 300 ans après l'augmentation de notre cité, c'est à dire, au commencement de ce siècle, comme on peut en juger par des inscriptions encore existantes, les moines du susdit couvent, animés de cet esprit d'avidité et d'envahissement qui leur était propre, se sont emparés exclusivement de ce même rempart sous le frivole prétexte d'une concession royale, évidemment fausse et supposée, mais que l'astuce monacale est parvenue insensiblement à faire regarder comme réelle et valable par leurs simples et trop crédules voisins. . .” Voilà ces bons bourgeois maëstrichtois, naturellement pleins de bonhomie et de complaisance, avec probablement un brin d'irritation contre leurs voisins à cause de ce mur, les voilà convertis en anticléricaux consommés! C'est qu'ils sont bons psychologues, ces petites gens, et peu scrupuleux: ils savent parler à leur „citoyen préfet” et ils adaptent leur langage à la situation en s'assimilant le jargon sans-culotte: „... Nous demandons donc très instamment, citoyen préfet, la restitution de la portion de lumière qui nous a été si longtemps et si injustement ravie par le despotisme monacal” ³⁰⁷). Le mur fut démoli!

19. FINANCES.

Après l'expropriation et la vente partielle des biens ecclésiastiques qui finançaient la majorité des anciens collèges, le Gouvernement eut à trouver ailleurs les ressources nécessaires à l'organisation de l'enseignement qu'il venait de créer. Il se les procura par une imposition additionnelle de 15 centimes sur la contribution foncière et de 25 centimes sur la contribution personnelle. Les revenus de cette imposition additionnelle en faveur des écoles se montaient pour toute la République à neuf millions de francs. L'adjudication des fonds variait d'après l'ordre auquel les écoles appartenaient.

Les frais se composaient des dépenses de premier établissement, des traitements des professeurs, des gages des domestiques, et des menues dépenses

³⁰⁵) 9 frimaire An XI—30 novembre 1802: RAM, Inv. n° 2456, Ind. n° 709 R 9 Pfttr.

³⁰⁶) 21 germinal An XI—11 avril 1803: ANP F 17, 1344, 22.

³⁰⁷) 10 fructidor An VIII—28 août 1800: RAM, Inv. n° 2450, Ind. n° 1406 R 2 Pfttr.

de l'école. Quant aux frais de premier établissement, ils comportaient les sommes qu'exigeaient la réparation et la reconstruction de bâtiments et la disposition de locaux; ils comprenaient en outre les fonds qui étaient nécessaires pour monter le jardin botanique et pour acheter les instruments des cabinets. L'école une fois organisée, le gros du budget régulier était absorbé par les appointements des professeurs, les gages des domestiques, les distributions de prix, les pensions des élèves boursiers, l'entretien des bâtiments et enfin les menues dépenses de l'école. Celles-ci consistaient e.a. en chauffage, éclairage, loyers de poêles, reliures, achats de livres, souscriptions, abonnements etc.

Malheureusement il ne suffisait pas aux écoles de se voir adjuger des fonds et d'arranger leur budget d'après ces adjudications. Car après que les fonds nécessaires à l'établissement de l'École Centrale de Maëstricht eurent été alloués, l'administration centrale a sollicité à plusieurs reprises auprès du ministre l'autorisation de délivrer des mandats. Pendant plus d'un an elle n'eut même pas de réponse. Et après la réception de cette autorisation on n'était pas encore sûr de pouvoir disposer réellement de l'argent; car le ministre avait beau autoriser l'administration ou le préfet à envoyer les mandats de paiement, quand les impôts n'entraient pas assez régulièrement ou que le montant des centimes additionnels ne suffisait pas, la caisse du receveur ne pouvait pas les solder. Ce sont ces retards dans la livraison des mandats et ces irrégularités dans leur paiement qui nuisaient au développement normal de l'école.

Ce n'est que le 16 pluviôse An VII—4 février 1799, donc six mois après l'ouverture des classes, que le ministre ouvrit un crédit pour subvenir aux dépenses de l'École Centrale de Maëstricht pour cette même année VII. Voici le tableau des comptes de cette année ³⁰⁸⁾:

	Somme allouée	Dépensé	Reste
Traitement des professeurs et du bibliothécaire	20.000	19.800	200
Gages du concierge et des domestiques	4.104	3.998.36	105.64
Pensions de 20 élèves (3 ^e trimestre)	6.000	775	5.225
Menues dépenses de l'école	2.000	619.12	1.380.88
Distribution de prix	600	222.10	377.90
Achat d'instruments de physique	2.000	178.01	1.821.99
Frais d'entretien des locaux	1.000	188	812
Dépenses de 1 ^{er} établissement:			
1. Réparation et disposition des bâtiments	11.000	3.613.63	7.386.37
2. Achat d'instruments	10.000	—	10.000
3. Pour monter le jardin botanique	6.000	1.000	5.000
total:	62.704 fr.	30.394.22	32.309.78

³⁰⁸⁾ Messidor An VIII—juin 1800: RAM, Inv. n° 2451.

On voit que sur les 62.704 francs alloués, il n'y a que 30.394 francs de dépensés. On ne devait plus parler des 10.000 fr. pour l'achat d'instruments. Il en fut de même pour les 6.000 fr. du jardin botanique: après les premiers travaux d'égalisation du terrain on en arrêta l'exécution. Sauf les traitements des professeurs et les gages des domestiques, qui étaient fixés, les dépenses réelles pour les bourses, les menus frais de l'école, la distribution de prix, l'achat d'instruments de physique et les frais d'entretien restent bien au dessous des crédits alloués.

Cet état de choses continuera pour les années suivantes. Le tableau du crédit et des dépenses pour l'An VIII p. ex. nous apprend que sur un crédit de 36.000 fr. il ne fut dépensé que 24.574 fr.⁸⁰⁹). Ces restrictions ne sont certainement pas dues à la parcimonie du conseil d'administration de l'école. Au cours de la même année VIII on tâchait de diminuer de toutes façons les frais. Comme la somme allouée pour l'établissement du jardin botanique n'avait pu être créditée sur les centimes de l'An VII, les deux jardiniers furent supprimés après frimaire. À la suite d'une circulaire du ministre de l'Intérieur qui invitait les préfets „... à réformer dans les écoles centrales tout ce qui tient à un luxe et à n'y conserver que les agents qui sont absolument nécessaires. . .” la place de garçon de bibliothèque fut également supprimée⁸¹⁰).

Après une réduction du crédit pour les menues dépenses de 2000 à 900 fr. le conseil général du département voulait réduire davantage cette somme, parce que l'école était trop peu fréquentée. En même temps il s'informait si le crédit de 1000 fr. pour les réparations annuelles n'était pas susceptible d'une réduction⁸¹¹). En réalité les menues dépenses, consistant en abonnements, achat de livres, reliures, chauffage etc. sont à peu près les mêmes si une école est plus ou moins fréquentée. Quant aux frais de réparations ils devaient être assez bas, vu la reconstruction récente des bâtiments. Mais la somme de 10.000 fr., allouée pour les frais de premier établissement n'ayant pas pu être employée à ces travaux par l'insuffisance des centimes additionnels, on fut obligé d'employer pendant plusieurs années les frais d'entretien et de réparations à l'acquit de ces dépenses.

Malgré les réductions apportées de plusieurs parts, les fonds les plus nécessaires faisaient défaut. Les cinq domestiques se plaignirent en l'An VIII auprès des „citoyens administrateurs” de ne pas avoir touché leurs gages depuis huit mois⁸¹²). Leur lettre où ils demandent une avance d'un trimestre, „... étant tous malheureux et pères de famille qui n'ont plus de crédit. . .” est un véritable cri de détresse. Le conseil d'administration a notifié à plusieurs reprises au préfet que le paiement des traitements des professeurs

⁸⁰⁹) Messidor An VIII—juin 1800: RAM, Inv. n° 2451.

⁸¹⁰) 18 germinal An VIII—8 avril 1800: RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 56 R 1 Pfttr.

⁸¹¹) RAM, Inv. n° 2450, Ind. n° 603 R 2 Pfttr.

⁸¹²) RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 819 R 16.

était en retard de plus de trois mois. Une autre fois il caractérise leur misérable position matérielle en une simple phrase: „. . . c'est que la plupart d'entre eux sont obligés pour subsister de vendre à grosses pertes vos ordonnances de paiement”³¹³).

Il va sans dire que cette pénurie constante nuisait beaucoup à l'école. Non seulement elle a retardé d'un an la réparation des bâtiments et l'organisation de l'établissement. Mais, une fois lancée, la jeune école se trouvait encore entravée dans son développement: le jardin botanique était supprimé, les achats de livres étaient peu importants, la création des cabinets de physique et d'histoire naturelle avançait péniblement. L'équipement de la salle de dessin se retardait parce que le professeur Hermans ne réussissait pas à se faire solder un mandat de 600 fr., destinés à l'achat de gravures et de modèles.

Les reconstructions terminées en l'An IX, les dépenses moyennes se montaient pour les années suivantes approximativement à 22.000 fr., soit 18.000 pour les appointements des huit professeurs et du bibliothécaire, 1.000 fr. pour les gages des domestiques et 3.000 pour les dépenses variables.

La stabilisation du régime pendant le consulat déterminait à la longue une légère amélioration de la situation financière de l'école. Comme les contributions entraient plus régulièrement, on sut assurer à l'école un paiement plus normal de ses fonds. C'était dû surtout au deuxième préfet Pierre Loysel, qui s'intéressait si vivement à l'école que, au dire de Camus, on le voyait „. . . occuper lui-même, dans ses moments de loisir, la chaire des professeurs. Le citoyen Loysel s'adjoind au professeur de chimie; il ajoute aux leçons du professeur celles que de plus longues études et une expérience plus étendue le mettent en état de préparer”³¹⁴). Enfin la découverte des anciennes bourses procura à l'École Centrale des revenus sûrs.

La circulaire du ministre de l'Intérieur Lucien Bonaparte du 16 germinal An VIII—6 avril 1800 contenait des ordres pour la découverte de nouvelles ressources. La loi du 25 messidor An V—13 juillet 1797 avait rendu à l'instruction publique les biens affectés aux fondations de bourses dans les anciens collèges³¹⁵). Bien qu'une partie de ces biens eût été aliénée, il en existait encore qui avaient été conservés dans un grand nombre de départements. Ces biens étaient de différente nature: ils consistaient en biens-fonds, en rentes foncières et en inscriptions sur le grand-livre. Le ministre ordonna aux préfets de se livrer à toutes les recherches nécessaires pour découvrir ces biens et pour les affecter à l'instruction publique: „Il ne s'agit plus d'examiner si telle fondation a été faite en faveur de telle portion du terri-

³¹³) Mémoire du 11 messidor An IX, cf. p. 67.

³¹⁴) A. Camus, *o.c.*, t. II, p. 2-3.

³¹⁵) Loi relative aux fondations de bourses dans les ci-devant collèges de la République, II B 132, n° 1291 du 25 messidor An V.

Art. 1^{er}: „Les dispositions de la loi du 16 vendémiaire An V, qui conserve les hospices civils dans la jouissance de leurs biens, sont déclarées communes aux biens affectés aux fondations des bourses dans tous les ci-devant collèges de la République”.

toire français, de telle ville ou de telle famille; tous les intérêts particuliers sont confondus ici dans l'intérêt général: plus la masse des biens recouvrés sera considérable, plus le Gouvernement aura de moyens de signaler sa bienfaisance envers les citoyens qui auront bien mérité de la patrie"³¹⁶).

Ce n'est que deux ans plus tard que Loysel, dès sa nomination à la Meuse-Inférieure, allait s'occuper de cette affaire. Son arrêté du 9 thermidor An X—28 juillet 1802 autorisa les sous-préfets dans leurs arrondissements et le conseil d'administration de l'École Centrale pour l'arrondissement de Maëstricht de se faire rendre compte de la situation des bourses et autres fondations qui étaient affectées à l'instruction publique par tous ceux qui en avaient eu l'administration³¹⁷). L'examen du conseil d'administration s'étendait sur les biens de la fondation Wynants et des Écoles Latines Réformées.

Le chanoine de l'Église Collégiale de St-Servais Mathias Wynants avait laissé par testament du 6 avril 1705 des biens, qu'il affecta à des bourses, réservées à des étudiants de Maëstricht qui étudiaient la philosophie à l'université de Louvain. Le curé de Ste-Catherine, Cyrus, et celui de St-Jacques, Roemers, en étaient les collateurs à l'entrée des Français. Les biens étaient administrés par H. G. Crahay³¹⁸). En exécution de l'arrêté du préfet le conseil d'administration se fit livrer par Crahay les pièces qui se rapportaient à sa gestion. D'après le compte rendu du receveur les biens de la fondation consistaient en trois maisons et en capitaux se montant à 72.457 fr. Ils rapportaient annuellement 3.178 fr. Les comptes de Crahay, qui comprenaient la période entre janvier 1797 et septembre 1802, révélaient la présence en caisse de 2.859 florins de Liège, soit 3.476 francs. Ce résultat était plus ou moins décevant pour le conseil, qui s'était attendu à trouver un solde créateur plus élevé dans un compte rendu d'une gestion de plus de cinq ans et demi. Après la suppression de l'université de Louvain en 1797 il n'avait plus été alloué de bourses et Crahay avait eu la prudence d'investir ces capitaux en rentes pour renforcer la masse des biens. D'autre part le montant des arrérages était assez élevé, à savoir de 4180 fr. C'est que Crahay avait jugé sage de ne pas poursuivre les débiteurs devant les temps incertains. Il s'était appliqué à ne pas donner l'éveil aux Domaines Nationaux, dont l'avidité ne respectait aucune des anciennes fondations.

Le préfet était trop dévoué aux intérêts de ses administrés pour ne pas apprécier les mérites de Crahay et il doit avoir compris l'allusion dans le témoignage de l'abbé Roemers, l'un des collateurs: „Je ne puis passer sous silence que la ville doit en grande partie au citoyen Crahay la conservation

³¹⁶) RAM, Inv. n° 2452, Ind. n° 55 R 1 Pftr.

³¹⁷) RAM, Inv. n° 168, f° 96 r°-97 r°.

³¹⁸) Compte rendu de Crahay, 19 fructidor An X—6 septembre 1802: RAM, Inv. n° 2452, Ind. n° 1049 R 9 Pftr. Henri Guillaume Crahay était greffier, plus tard président du Tribunal Civil. Il était le père de J. G. Crahay, successeur de Minckelers à l'Athénée et futur professeur de physique et d'astronomie à l'université de Louvain.

de ces fonds". Aussi le préfet se montra-t-il très content de la gestion de Crahay et le maintint-il dans sa fonction de receveur des bourses.

Loysel ne tardait pas à avoir des démêlés avec les Domaines Nationaux à propos de la fondation Wynants. Un certain G. Hollard avait acheté en 1786 une maison et il avait pris à sa charge un capital de 5000 florins de Liège, dont la rente était perçue régulièrement par Crahay. Ayant appris que la rente était nationale et rachetable, Hollard s'était adressé au directeur de l'Enregistrement et des Domaines Nationaux pour la racheter. Ceci n'avait pas encore eu lieu, mais en attendant le receveur de la Régie Nationale veut le contraindre à payer les intérêts depuis l'An III. Comme il refuse de payer deux fois, il se plaint du procédé auprès du préfet. Celui-ci notifie au directeur de l'Enregistrement que ce capital appartient à l'instruction. Lorsque le directeur lui répond que le ministre l'a chargé de recouvrer cette dette, le préfet expose la question au ministre des Finances: Crahay avait été nommé receveur des bourses. Une loi du 16 brumaire An V—6 novembre 1796, qui déclara l'aliénation des Domaines Nationaux, situés dans les départements réunis, n'en exceptait pas les biens affectés à l'instruction publique, mais celle du 25 messidor même année—13 juillet 1797 prononça cette exception en rendant ces biens à leur destination. Ni l'administration du département, ni celle des Domaines n'a notifié à Crahay qu'il devait se démettre. Donc il a continué à percevoir les paiements. Et la loi du 25 messidor a dû le confirmer dans son attitude. Ses comptes étaient en règle et le préfet a pris un arrêté pour maintenir Crahay. Par conséquent les Domaines n'ont rien à exiger de Hollard. Dans sa réponse au préfet le ministre constate que, d'après les déclarations du préfet, „. . . les communes dans son département se sont maintenues dans la jouissance des biens affectés à l'instruction publique malgré les lois qui les avaient déclarés nationaux, à la charge de pourvoir aux dépenses relatives à l'instruction publique". Il en conclut que Crahay n'avait pas le droit de percevoir les intérêts et que les Domaines ont raison de les exiger. En désespoir de cause le préfet exposa la question au conseiller d'état pour la soumettre au ministre de l'Intérieur en alléguant que les intérêts de l'enseignement étaient menacés, car la mesure du ministre des Finances privait les communes des bourses et des fondations qui finançaient l'instruction³¹⁹). Le dossier ne contient pas la solution de cette controverse interministérielle. Les vues du ministre de l'Intérieur doivent l'avoir emporté car à partir de ce moment la propriété de la fondation n'a plus été contestée; le préfet en a disposé régulièrement en faveur de l'École Centrale et plus tard de l'École Secondaire; et jusqu'à ce jour les bourses Wynants ont continué à subventionner les étudiants indigents de Maëstricht³²⁰).

³¹⁹) Fructidor An XI—septembre 1803. Voir le dossier RAM, Inv. n° 2452, Ind. n° 1489 R 10 Pft.

³²⁰) Le sort de la fondation de 1815-1932 a été retracé par Blondin dans son article cité (*Publications* 1932, p. 21-42).

Le bureau d'administration s'enquit encore des possessions des Écoles Latines Réformées; il examina à cet effet les comptes du ci-devant receveur de ces écoles, L. G. van den Heuvel. L'argent que celui-ci avait en caisse le 1^{er} vendémiaire An XI—23 septembre 1802 était une somme de 3.293 francs en assignats. C'était peu de chose, mais il s'agissait de savoir quelles étaient les possessions des écoles et quels étaient leurs revenus annuels normaux. Or, ceux-ci se montaient à 7.220 florins, soit 8.664 francs. Seulement cet argent provenait en majeure partie non pas de rentes de biens-fonds, mais de subventions que donnaient Leurs Hautes Puissances de La Haye, les pays d'Outre-Meuse (Fauquemont et Rolduc) et la ville de Maëstricht en vertu des résolutions de Leurs Hautes Puissances et de l'évêque de Liège de 1688. En voici le tableau ³²¹):

1. VILLE DE MAËSTRICHT.

En vertu des résolutions de 1688 . . .	3.200 fl.	
Subsides ordinaires	600 fl.	
Soi-disant loyer des maisons	400 fl.	
Prix à distribuer	150 fl.	
Gratification	300 fl.	
Franchise des impôts	900 fl.	
	<hr/>	
	5.550 fl.	5.550 fl.

2. PAYS D'OUTRE-MEUSE.

Le pays de Fauquemont	533 fl.	
Le pays de Rolduc	267 fl.	
	<hr/>	
	800 fl.	800 fl.

3. LEURS HAUTES PUISSANCES . . .

400 fl. 400 fl.

4. INTÉRÊTS DE CAPITAUX.

10.000 fl. (Maëstricht)	297 fl.	
2.000 fl. (id.)	55 fl.	
2.000 fl. (id.)	70 fl.	
1.600 fl. (Généralité de la République Batave)	48 fl.	
	<hr/>	
	470 fl.	470 fl.

7.220 fl. = 8.664 fr.

Comme Leurs Hautes Puissances et l'évêque de Liège perdirent leur souveraineté et que les Écoles Latines Protestantes n'existaient plus, ces subventions furent supprimées. Il n'y avait que les intérêts réels de biens-fonds ou de capitaux qui entraient en ligne de compte pour le conseil d'administration. Les biens-fonds comprenaient les bâtiments de l'école, qui avaient été détruits

³²¹) Compte rendu et dossier du 3^e jour complémentaire An X—20 septembre 1802: RAM, Inv. n° 2452, Ind. n° 439 R 11 Pfr. Cf. aussi: Monachon au préfet 12 nivôse An XI—2 janvier 1803: RAM, Inv. n° 2452, Ind. n° 13 R 12 Pfr.

pendant le siège de 1793 et trois maisons de peu de valeur, occupées par le recteur, le sous-recteur et le précepteur de l'école. Ces anciens fonctionnaires Essers, Wursthijzen et Endts les habitaient toujours sans payer de loyer. Les capitaux sur la ville de Maëstricht et la Généralité de la République Batave se montant à 15.600 florins ne rapportaient annuellement que 564 francs. Comme des ressources aussi minimes ne pourraient pas soulager les difficultés financières de l'École Centrale, le préfet n'en disposait provisoirement pas. Il se contentait de charger Van den Heuvel de continuer la gestion des affaires en attendant des mesures définitives.

20. BOURSES.

La loi du 3 brumaire An IV prévoyait la création de vingt pensions temporaires dans chaque école centrale. Les élèves auxquels ces pensions devraient être appliquées, seraient nommés par le Directoire sur la présentation des professeurs et des administrateurs du département (Titre V, art. 8 de la loi). Le montant des bourses fut fixé à 300 fr. par pensionnaire. Après l'allocation du crédit du 16 pluviôse An VII—4 février 1799, qui portait 6.000 fr. de pensions, le conseil d'administration ouvrit un concours pour les élèves qui voulaient se présenter pour une bourse. Les conditions pour être admis étaient: être âgé de douze ans, être muni d'un certificat d'indigence et de bonne conduite de son canton, savoir lire, écrire et savoir la langue française.

Au cours du troisième trimestre on dépensa 775 fr. en pensions et on présenta au Directoire une liste de candidats pour l'An VIII. L'administration centrale, voulant faire participer autant que possible tous les cantons aux bénéfices des dispositions légales, arrêta la collation de six pensions, chacune de 300 fr., en faveur de six élèves pris dans des cantons ruraux, et, considérant que les enfants de Maëstricht n'avaient pas de déplacements à faire, accorda à quatorze jeunes gens un secours temporaire de 100 fr.³²²). Cependant le ministre rejeta la proposition des 20 boursiers que les administrateurs lui avaient faite, parce que la liste n'était pas conforme à la loi: il aurait fallu ajouter les motifs pour chaque écolier. Le ministre annonça un nouvel arrêté du Directoire pour présentation uniforme des pensions et ordonna d'attendre cet arrêté. Celui-ci n'arriva jamais! La République n'était pas à même de faire honneur à ses promesses et les pensions gouvernementales ne furent plus allouées après.

Ce n'est que trois ans plus tard que, grâce à l'intervention de Loysel, les anciennes fondations de bourses furent utilisées à ce but. Le 24 brumaire An XI—15 novembre 1802 le préfet arrêta que le produit de la fondation

³²²) RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 362 R 13 Pfr.

Wynants serait employé à subventionner les élèves indigents de l'école ³²³). L'arrêté comprend les noms de 23 élèves, dont sept jouiront d'une pension annuelle de 50 fr. et seize de 100 fr. Pour l'An XII, le dernier de l'école, il fut alloué des pensions à 17 écoliers jusqu'au montant de 1500 fr.

21. L'ENSEIGNEMENT LIBRE.

En organisant l'enseignement par la loi du 3 brumaire An IV le Gouvernement n'entendait pas s'arroger le monopole en matière d'instruction. La Constitution de l'An III garantissait la liberté de l'enseignement. Aussi de nombreux maîtres particuliers profitaient-ils des droits constitutionnels: il s'ouvrait partout des écoles primaires et des écoles secondaires qui, profitant de l'aversion du public à l'égard des écoles officielles, ne tardaient pas à prendre un essor considérable. Elles jouissaient de la confiance des familles grâce à leur instruction religieuse et elles attiraient beaucoup de jeunes gens au détriment des écoles républicaines. Le Gouvernement les considérait comme des foyers d'agitation antirévolutionnaire et pour se rendre compte de quel oeil il les regardait, il suffit de lire l'attaque que le ministre de l'Intérieur Letourneux lança contre „ces repaires du fanatisme royal et superstitieux” dans sa circulaire du 17 ventôse An VI—6 mars 1798, qui crie la haine de la religion et de la royauté d'un bout à l'autre ³²⁴). Après le 18 fructidor le Directoire ne manqua pas de se tourner contre elles. Il commença par exiger un certificat de fréquentation d'une école centrale pour être nommé à un poste public ³²⁵). L'arrêté du 17 pluviôse An VI—5 février 1798, violant à la fois l'esprit et les dispositions de la Constitution, porta atteinte à la liberté d'enseignement par une série de mesures arbitraires. L'obligation de prêter le serment prescrit aux fonctionnaires publics fut appliquée aux instituteurs libres. Leur programme devait comprendre l'explication et l'étude de la Constitution et de la Déclaration des Droits de l'Homme. Ils étaient tenus d'inspirer à leurs élèves l'amour de la patrie et de leur inculquer la morale républicaine. Ils devaient observer les décadis et les quintidis, tandis qu'ils étaient obligés de faire classe les dimanches. Les municipalités furent chargées de les surveiller et s'ils ne s'en tenaient pas aux prescriptions ou qu'ils répandissent une influence pernicieuse, les municipalités pouvaient user de mesures de rigueur.

Le dossier des procès-verbaux qui furent dressés à l'occasion des visites des écoles nous permet de nous former une idée de la situation de l'enseignement libre à Maëstricht avant et après l'intervention directoriale. Si nous sommes amenés à parler au cours de ce paragraphe des écoles primaires,

³²³) RAM, Inv. n° 169, f° 92 r°-92 v°.

³²⁴) RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 1213 R 8.

³²⁵) Arrêté du 27 brumaire An VI—17 novembre 1797.

c'est parce que d'une part il n'existe pas toujours une séparation nette entre l'instruction primaire et les écoles latines mais qu'il y a des écoles intermédiaires et que d'autre part leur sort nous renseigne sur l'esprit public par rapport à l'enseignement officiel.

Quelques semaines avant l'arrêté du 17 nivôse les administrateurs du département avaient invité l'administration municipale de Maëstricht à examiner, à titre d'information, l'état des pensionnats et des maisons d'instruction, situées dans la commune. Cet examen fut exécuté par J. Piersens, administrateur municipal et E. Monachon, commissaire du Directoire près l'administration municipale. Le compte rendu de leurs visites comprend quatre écoles de jeunes filles et quatre écoles de garçons ³²⁶). Ils doivent s'être limités aux écoles les plus nombreuses car les procès-verbaux des visites du mois de prairial suivant attestent un nombre supérieur d'écoles.

La liste offre trois écoles qui méritent notre attention parce que leur programme ressemble à celui des anciens collèges. Le citoyen Voermanek, habitant rue de la Monnaie, enseignait la grammaire en français et en latin jusqu'en rhétorique. Il y avait ensuite l'Institut des belles lettres ou École Latine Catholique et enfin celle du citoyen Endts. Celui-ci, ancien professeur de l'École Latine Réformée, avait dix élèves et deux pensionnaires, à qui il enseignait le latin, le français, les belles lettres et la géographie. C'était là la dernière continuation amaigrie de l'École Latine Réformée.

Au mois de prairial An VI—mai-juin 1798 l'administration municipale chargea une commission de trois membres d'inspecter les maisons d'instruction libres en exécution de l'arrêté directorial du 17 pluviôse de la même année. La commission se composait de N. Coenegracht et de P. Bonhomme, conseillers municipaux et d'E. Monachon, commissaire du Directoire. La commission se faisait produire les livres prescrits, se faisait renseigner sur l'enseignement de la Constitution et de la Déclaration des Droits, se formait un jugement sur la moralité et le patriotisme des instituteurs, qu'elle invitait finalement à prêter le serment.

La lecture des procès-verbaux, dressés à chaque visite, est des plus intéressantes ³²⁷). On y trouve des échantillons de fierté et de fermeté chez une minorité qui refusait le serment; il y a l'astuce de ceux qui en demandant „un temps moral de deux décades” pour réfléchir temporisaient pour y échapper; enfin la majorité prêta le serment, les uns simplement et sans ambages, les autres protestant de leur soumission en un verbiage guindé.

Il convient de relever que les instituteurs qui employaient les livres de morale républicaine ou qui avaient prêté serment se plaignaient unanimement de la désertion de leurs écoles. Il y en avait dont le nombre des élèves avait diminué de la moitié ou qui n'en avaient plus. On peut juger de la

³²⁶) 4 nivôse An VI—24 décembre 1797: RAM, Inv. n° 2450, Ind. n° 88 R 8.

³²⁷) RAM, Inv. n° 2450, Ind. n° 21 R 10.

mesquinerie perfide qui réclamait la récompense de sa soumission par la plainte suivante de l'un d'eux: „... le nombre de ses élèves se diminue de jour en jour et d'une manière si progressive qu'il était réduit à la moitié depuis que, se prêtant aux lois, il avait remis entre les mains des enfants les livres républicains ci-dessus indiqués. Il lui paraît que des parents, dupes de leurs anciens préjugés, placent leurs enfants chez des maîtres insoumis et que ces individus réfractaires profitaient de la circonstance que les écoles de ces êtres insermentés étaient plus fréquentées et que si nul changement ne s'y opérait, les professeurs républicains seraient seuls lésés, tandis que les autres seraient les favorisés aux dépens des premiers”.

Sur les 19 écoles visitées, il y avait 13 instituteurs assermentés et 6 qui refusaient la soumission. L'administration municipale envoya les procès-verbaux aux administrateurs du département avec la remarque: „Il vous suffira d'en faire la lecture pour vous convaincre que nombre des instituteurs de cette commune sont encrassés de fanatisme et de malveillance et sous ce rapport ne peuvent inspirer à leurs élèves que des principes pernicieux. Comme première autorité de ce département il vous est réservé de décider, dans votre sagesse, des moyens à employer pour préserver ces jeunes plantes de la contagion”³²⁸). Les jeunes plantes trouvaient leur compte à l'arrêté du 18 messidor An VI—6 juillet 1798, qui ferma les écoles des réfractaires³²⁹). Au total il y avait eu trois maîtres d'école latine. Après la fermeture de celle de Voermanek, il restait encore l'école d'Endts et celle de Dukkers, un septuagénaire qui enseignait uniquement la figure, la grammaire et la syntaxe de la langue latine.

À en juger d'après ces documents officiels, ce ne serait que piètre chose que l'enseignement libre. Ce serait néanmoins s'abuser que de croire que la fermeture de quelques écoles suffisait pour anéantir l'instruction privée. Évidemment, les archives ne nous procurent ni les noms ni le nombre des écoles qui subsistaient grâce à leur anonymat. Mais la correspondance du temps prouve leur existence par les innombrables plaintes concernant la désertion des écoles reconnues et le fanatisme des instituteurs insoumis. Et l'on peut admettre que parmi eux se trouvaient des maîtres d'école latine, tels ce Voermanek précité, les professeurs de l'École Latine Catholique ou tant d'autres qui n'eurent pas l'honneur d'une visite et qui par conséquent ne figurent pas dans les procès-verbaux. La chose est d'autant plus probable que, la rage fructidorienne passée, la surveillance des écoles allait en s'affaiblissant. Pendant le Consulat le contrôle tracassier avait pratiquement cessé, tandis qu'après le Concordat la promesse de fidélité, substituée au serment de haine, ne soulevait pratiquement plus de difficultés. Les écoles libres pouvaient désormais se montrer au grand jour et elles eurent une fortune

³²⁸) 2 messidor An VI—20 juin 1798: RAM, Inv. n° 2450, Ind. n° 21 R 10.

³²⁹) RAM, Inv. n° 145, f° 185 r°-185 v°. Corrigé par l'arrêté du 24 messidor—12 juillet; *ibid.*, f° 207 r°.

inconnue. On n'a qu'à lire les témoignages rendus au Corps Législatif pendant les discussions du projet de la nouvelle loi sur l'instruction publique de l'An X. D'après Jacquemont, membre du Tribunat, „... on se tromperait si l'on supposait que, pendant le cours des orages révolutionnaires, l'instruction primaire et secondaire fût restée totalement anéantie dans les villes et dans les campagnes. À mesure que les troubles s'apaisèrent, on vit les écoles de l'un et de l'autre degré se reproduire spontanément. Il n'est guère maintenant de commune rurale qui n'ait son maître de lecture et d'écriture, et la plupart des petites villes renferment quelques professeurs de langue latine et française et d'éléments de mathématiques qui ont trouvé dans le nombre de leurs élèves un salaire suffisant de leurs travaux”³³⁰).

Comme ces écoles ne suscitent plus la haine des autorités, elles ne figurent plus dans les archives. Mais elles existaient également à Maëstricht et si l'on en rencontre des traces, c'est tout à fait par hasard. Quand p. ex. A. Gulikers se met sur les rangs pour une place de professeur à l'École Secondaire, il écrit dans sa lettre de candidature qu'il est „ancien professeur du collège de cette ville, où sur l'invitation et à la demande des habitants il a présentement établi un pensionnat dans lequel il enseigne à ses élèves la langue latine, le français, l'arithmétique, la poésie etc. etc.”³³¹).

22. CONCLUSION.

Quiconque aura pris soin de suivre cet exposé comprendra pourquoi notre conclusion ne peut que constater l'échec de l'École Centrale de Maëstricht. Cet échec est confirmé d'abord par les témoignages de toutes les autorités qui en ont parlé. Les rapports des commissaires centraux, de l'administration centrale, des préfets, du jury d'instruction, du conseil d'administration de l'école mettent tous en évidence que la marche de l'école est insatisfaisante, les uns directement et sans détour, les autres par de complaisantes promesses de progrès futurs, d'autres encore indirectement par des invectives contre l'ignorance et le fanatisme. Le petit nombre des élèves prouve que le but du législateur, visant à l'élargissement du public qui cherchait une instruction, était manqué. Pratiquement on ne gagnait que les fonctionnaires et un certain nombre de familles de la petite bourgeoisie. Les gens instruits et aisés et la grande masse du peuple se tenaient à l'écart.

Quelles sont les raisons qui expliquent l'insuccès de l'école? Il y a d'abord les défauts qui étaient inhérents à la décentralisation outrée. Il n'y avait ni inspection ni direction et certainement pas de direction suivie. Tout le monde s'en occupait, le jury, l'administration centrale, le préfet, le ministre. Et

³³⁰) Cité par Duruy, *o.c.*, p. 344; voir aussi les avis de Fourcroy et de Roederer.

³³¹) 19 prairial An XII—8 juin 1804: RAM, Inv. n° 2463.

aucun parmi eux n'était à même de faire valoir sa volonté. Il manquait en outre une direction interne. Le conseil d'administration, se composant de trois membres, se renouvelait par tiers tous les trois mois. Au manque d'une autorité supérieure compétente s'ajoutait donc l'absence d'une autorité énergique à la tête de l'établissement. Car une responsabilité qu'on partage à trois et dont on se dégage après quelques mois, n'est pas une responsabilité réelle. Et la direction qui en découle ne peut pas être une direction conséquente. Le jury d'instruction restait étranger aux affaires: le tout s'arrangeait entre le conseil d'administration d'une part et l'administration du département ou le préfet d'autre part. En lisant les pages où nous avons exposé le conflit entre le préfet et les professeurs en l'An IX, on a pu se rendre compte de l'impuissance du préfet.

En ce qui concerne les matières de l'enseignement, on peut regretter la vacance de la chaire d'histoire naturelle. Étant donné la richesse d'objets d'histoire naturelle dans le département, celle-ci aurait pu susciter beaucoup d'intérêts. La législation et les belles lettres étaient, comme partout ailleurs, au dessus du niveau des élèves. La propagation des „lumières philosophiques” et de la morale républicaine avait avorté du même coup. On a trahi les desseins du législateur en transformant le cours de grammaire générale en un simple cours de langue française, parce que les circonstances ne permettaient pas un autre choix. La dégradation du latin échoua grâce au professeur qui continua, malgré les vues du Gouvernement, un enseignement humaniste. L'arrangement des sections a été abandonné et il n'est pas trop osé de dire qu'on y gagnait. D'autant plus que la nouvelle disposition de l'horaire permettait un élargissement des possibilités d'instruction.

Quant aux méthodes, les professeurs usaient de la liberté qui leur était laissée, en fixant eux-mêmes leur programme et en subdivisant leur cours en plusieurs classes d'après les progrès des élèves. Eu égard au manque de direction et de liaison entre les différents cours, c'est déjà beaucoup que les professeurs se concertaient entre eux pour que les étudiants qui étaient faibles en français fussent préparés spécialement.

Pourtant c'étaient là des défauts qui étaient susceptibles de corrections. De même qu'on avait adapté l'horaire et la subdivision des cours d'après les besoins des élèves, une direction compétente aurait pu maintenir la discipline et coordonner les méthodes et les matières. Mais l'école travaillait en outre dans des conditions défavorables qui étaient dues aux circonstances du moment. Les guerres, les troubles intérieurs, l'agitation dans un pays conquis, la situation économique créaient une atmosphère peu propice à la concentration qu'exige l'étude. La mauvaise préparation des élèves et surtout de ceux qui entraient à l'école sans la moindre notion du français, retardait la marche des cours.

Si on n'était pas mal tombé avec les six professeurs actifs qui étaient des

gens capables et honnêtes, toujours est-il que les Forzi et les Hanf, bien qu'ils n'aient pas professé de cours, nuisaient à l'école par leur „patriotisme” et leur anticléricalisme, qu'ils avaient l'occasion d'étaler dans des discours publics.

L'appui du Gouvernement se faisait attendre pendant des mois sinon des années. L'adjudication des bâtiments prenait sept mois, l'allocation des fonds six mois, l'évacuation des locaux quatorze. Enfin faute de finances la reconstruction des bâtiments n'avancait que lentement et elle ne fut terminée que trois ans après l'inauguration. L'établissement des cabinets et de la bibliothèque en souffrait également. L'allocation des pensions, telles que la loi du 3 brumaire An IV les prévoyait, cessa après un an. Cette mesure priva l'école d'un moyen efficace pour augmenter le nombre de ses élèves.

L'École Centrale de Maëstricht, organisée pendant la dernière année de l'existence du Directoire avait à surmonter les difficultés de ses premières années au moment où le Consulat se désintéressait des écoles centrales, qui ne convenaient pas à ses vues. Dès 1800 elles étaient condamnées et l'enseignement se traînait sans enthousiasme en attendant la réorganisation prochaine.

Pendant la principale cause de l'échec, il faut la chercher dans la politique religieuse du Gouvernement. L'école eut sa part de l'aversion que nourrissait le public à l'égard des institutions de la République. Il aurait été inouï que les habitants de ce département aient confié leurs enfants à une institution d'un gouvernement qui les lésait dans leurs biens matériels, qui les menaçait dans leurs libertés, qui les froissait dans leurs convictions religieuses. L'origine de l'École Centrale décida de son sort. Dès le début elle menaça d'être un instrument de propagande des idées éclairées et anti-religieuses. Si, grâce aux professeurs et aux circonstances, cette propagande des idées abhorrées n'était pratiquement pas si intense à l'école, qu'elle n'en avait l'air, les fanfaronnades sur le „fanatisme” et le progrès que se permettaient les orateurs aux cérémonies publiques suffisaient à effaroucher le public. D'ailleurs les professeurs étaient compromis dans les yeux d'une partie de la population par le seul fait qu'ils avaient prêté le serment. Il serait bien naïf de croire que celle-ci aurait tenu une autre conduite envers eux qu'elle ne le faisait à l'égard des prêtres assermentés, dont elle fuyait les offices. En représentant d'un régime détesté, l'École Centrale souleva les mêmes résistances. On peut admettre que dans une région catholique comme le département de la Meuse-Inférieure, la question religieuse à elle-seule aurait porté le coup de grâce à l'école, quelque parfaite qu'elle eût été.

Après nous être étendu sur les vices de l'École Centrale, il convient de relever les éléments de valeur qu'on lui trouve.

Elle a eu l'avantage — la chose semble paradoxale — d'offrir, pendant le désarroi de ces années troublées, à un nombre limité de jeunes gens une

instruction où les vues antichrétiennes du Gouvernement n'eurent guère l'occasion de se réaliser.

Ensuite — et c'est encore un paradoxe — l'École Centrale a permis qu'il se maintînt à Maëstricht, à côté des disciplines scientifiques, une instruction et une tradition humanistes.

Le système des classes fut rétabli dans l'École Secondaire, mais si on en a atténué la rigidité, c'est grâce aux expériences de l'École Centrale.

La nomination d'un professeur de dessin dans la nouvelle école était due aux succès que cette branche avait eus à l'École Centrale.

L'adoption des mathématiques et des sciences naturelles et leur importance plus grande qu'elles ne l'avaient eue dans l'ancien collège s'explique par leur position à l'École Centrale. Il était inévitable que l'École Secondaire de Maëstricht, sous la direction d'un ancien professeur de l'École Latine Catholique, ne se rejette sur les humanités aux dépens des sciences. Il faut bien attribuer le crédit dont celles-ci jouissaient encore aux professeurs Thomas et Minckelers et à la place que ces matières occupaient dans le programme de l'ancienne école.

L'École Centrale a doté la ville de Maëstricht d'un cabinet de physique et de chimie, qui était merveilleusement bien organisé. Sa collection est restée le coeur d'une institution qui a connu de nouveaux triomphes à la fin du siècle et elle donne une valeur historique exceptionnelle au cabinet actuel des écoles communales.

La première phase de la lutte entre les fins spéculatives et les préoccupations professionnelles de l'enseignement secondaire se termine par la défaite de ces dernières. Si Napoléon, en créant les écoles secondaires, n'avait pas renoncé aux idées utilitaires et aux éléments professionnels que contenaient les écoles centrales, l'organisation future de l'enseignement secondaire aurait été hâtée d'un demi-siècle. Maintenant sa réorganisation signifie le début de la deuxième phase d'une lutte, où les vues utilitaires finiront par être reconnues officiellement après une longue évolution. Car ni l'École Secondaire de la ville de Maëstricht de 1804, ni le Collège de 1809, ni l'Athénée de 1817 ne se sont souciés des besoins pratiques de la société. Ils sont restés orientés uniquement vers les études supérieures, bien que quatre-vingt-quinze pour cent de leurs élèves se destinassent au commerce, à l'administration, à l'industrie ou à d'autres fonctions dans la vie civile. La réaction du conseil municipal et du public contre cet état de choses devenait de plus en plus violente. En dehors des règlements officiels on essayait de dédoubler les classes de l'Athénée pour en destiner une branche aux besoins professionnels. Dans cette lutte entre l'enseignement humaniste et l'enseignement professionnel, reprise en 1804, ce dernier enrégista son premier succès en 1830 avec le dédoublement des classes, il fut réalisé effectivement en 1848 par la création d'une „École Industrielle” à côté de l'Athénée, il fut consacré

officiellement par la loi de 1863 qui établit les Hogere Burgerscholen (Collèges)⁸³²).

Ce n'est pas par hasard que la seule ville des Pays-Bas ayant possédé une École Centrale, ait été l'une des premières à organiser les deux tâches de l'enseignement secondaire d'une façon moderne. Même en admettant le rôle que jouaient les *Realschulen* d'Allemagne, il convient de reconnaître dans ce développement précoce à Maëstricht l'influence des idées et des expériences récentes de l'École Centrale. C'est là le dernier, mais certainement pas le moindre des services que l'École Centrale du département de la Meuse-Inférieure ait rendu à la ville de Maëstricht.

⁸³²) Cf. F. Smeets, *o.c.*, p. 28-35. À ce moment-là, les Hogere Burgerscholen étaient des écoles professionnelles. Ce n'est que plus tard qu'elles ont subi un développement à rebours qui leur a conféré le droit de préparer leurs élèves aux études supérieures (Wet Limburg, 1917).

APPENDICE.

PIÈCE N° I.

LETTRE D'ADHÉSION AU CONSULAT.

(RAM, Inv. n° 2449).

*Le Conseil du 2^e arrondissement du département de la Meuse-Inférieure
au ministre de l'Intérieur.*

... Le conseil du 2^e arrondissement a accueilli avec avidité et attendrissement la circulaire du ministre de l'Intérieur du 25 ventose dernier. En donnant à la France ce nouveau Mécène, le Premier Consul donne la mesure de la sagesse de ses vues et de sa politique. L'expérience de tous les siècles lui prouve que l'éducation et l'instruction sont la base du bonheur public, de la gloire et de la durée des empires. *Il ne veut plus rien donner à la théorie trompeuse des illusions*: Oh! que ces paroles renferment un grand sens! Elles disent tout: elles mettent en poudre les plans impies et destructifs de tout ordre social de la secte hypocrite et scélérate qui se couvrait du masque de la philosophie: la Providence a permis, pourqu'elle fût connue et appréciée, qu'elle jetât pendant un temps tous ses poisons: qu'elle se livrât à toutes ses fureurs; mais honteux, furieux d'avoir été aussi longtemps et aussi cruellement ses dupes, nous avons écrasé la tête du serpent à la faveur d'un gouvernement qui réunit la fermeté à l'amour des bons principes. Le seul espoir de voir renaître de leurs cendres tous ces établissements, consacrés ci-devant à l'instruction publique tarit les larmes du père de famille et répand tout à coup dans son âme, desséchée par la douleur, un baume consolateur qui lui rend la vie. À l'appui de ce bienfait, le plus grand de tous et des tempéraments que le 18 brumaire a apportés aux lois, qui anéantissaient sa puissance, il voit déjà s'arrêter sur le bord de l'abîme une jeunesse indocile et turbulente, qu'aucun frein ne retenait, près d'y être entraînée par les apôtres du vice et de la licence, pour (sic; = par) les ennemis forcenés de tous les gouvernements et de tous les principes, par les apostats de toutes les vertus et de toutes les religions, par les bourreaux enfin de l'humanité, dont ils se disaient perfidement les amis et les vengeurs.

Fait en séance à Hasselt, le 10 germinal An IX de la République.

Signé à la minute SURLET CHOKIER, l'aîné, Président,

SIAENS, Secrétaire,

Pour expédition conforme signé SIAENS.

PIÈCE N° II.

N° 1. PROJET DE RÈGLEMENT POUR L'ÉCOLE CENTRALE DU DÉPARTEMENT DE LA MEUSE-INFÉRIEURE,

pour être définitivement arrêté par l'Administration Départementale
sous l'approbation du Directoire Exécutif.

(RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 1020 R 10).

ARTICLE 1^{er}.

L'Administration Centrale sera consultée sur le local destiné provisoirement aux Écoles.

ARTICLE 2^o.

Les Professeurs qui le jugeront convenable pourront se loger dans le local destiné définitivement aux Écoles, si l'emplacement le permet.

ARTICLE 3^o.

Les Professeurs et le Bibliothécaire réunis nommeront entre eux, par la voie du scrutin, trois membres qui composeront le Conseil d'administration.

ARTICLE 4^o.

Les Professeurs et le Bibliothécaire se réuniront tous les trois mois en assemblée générale et en outre toutes les fois qu'ils seront convoqués par le Conseil d'Administration.

ARTICLE 5^o.

Les fonctions du Conseil d'Administration seront:

- 1^o De prendre toutes les mesures de police dans l'intérieur de l'Établissement; il pourra exclure provisoirement l'élève qui se serait rendu coupable d'une faute grave; l'exclusion définitive ne pourra être prononcée que par l'assemblée générale.
- 2^o De veiller à la conservation des dépôts formés près l'École.
L'inventaire des livres, instruments et machines, renfermés dans les dépôts sera remis aux archives de l'École. La vérification desdits objets se fera chaque année par trois commissaires nommés par l'assemblée générale des professeurs.
- 3^o L'inventaire des livres, instruments et machines renfermés dans les dépôts d'instruction sera remis à l'Administration centrale du Département.
- 4^o Un commissaire, nommé par ladite Administration Centrale se réunira aux trois désignés ci-dessus pour procéder à la vérification annuelle, ordonnée par le présent article.
- 5^o Le Conseil d'Administration de l'École nommera le concierge et les hommes de peine, nécessaires au service de l'établissement, après que le nombre en aura été fixé par l'Administration Centrale.
- 6^o Il présentera régulièrement chaque année à l'Administration Centrale, et toutes les fois que des circonstances impérieuses l'exigeraient, un état des dépenses nécessaires à l'établissement.

7° Il s'assemblera une fois au moins par décade.

8° Il sera renouvelé par tiers tous les 3 mois.

ARTICLE 6°.

L'année scolaire commencera tous les ans au 1^{er} vendémiaire, et finira au 15 thermidor de chaque année.

Il y aura en outre une vacance à dater du 1^{er} jusqu'au 15 germinal de chaque année, à cause des Assemblées primaires.

ARTICLE 7°.

La distribution des jours et des heures de leçons sera réglée ainsi qu'il suit:

1^{ère} Section.

Langues Anciennes depuis 8½ jusqu'à 10.

Dessin depuis 10 heures ½ jusqu'à midi.

Tous les jours excepté le quintidi et décadi.

Histoire Naturelle depuis 3 heures après midi jusqu'à 4½.

Tous les jours impairs.

Une salle sera exclusivement destinée à l'enseignement du dessin; et outre l'heure fixée pour la leçon du professeur, cette salle sera ouverte depuis neuf heures du matin aux élèves qui voudront y travailler.

2^{ème} Section.

Mathématiques depuis 8 heures ½ jusqu'à 10.

Tous les jours impairs.

Physique et Chimie expérimentales depuis 8 heures ½ jusqu'à 10 heures.

Tous les jours pairs.

3^{ème} Section.

Belles Lettres depuis 8 heures ½ jusqu'à 10.

Grammaire générale depuis 10 heures ½ jusqu'à midi.

Tous les jours pairs.

Histoire depuis 8 heures ½ jusqu'à 10.

Législation depuis 10 heures ½ jusqu'à midi.

Tous les jours impairs.

Nota: Les heures des leçons sont ainsi distribuées à l'instar des Écoles Centrales à Paris, afin de donner aux élèves la facilité de suivre en même temps tous les cours d'une section et de remplir ainsi le vœu de la Loi et sans doute aussi celui des parents.

ARTICLE 8°.

Pendant la durée des cours nul professeur ne pourra s'absenter sans un congé de l'Administration Centrale; nul congé ne sera accordé qu'à la charge par le demandeur de pourvoir à son remplacement pendant son absence; à cet effet il présentera un remplaçant qui devra préalablement être agréé par le jury d'instruction.

ARTICLE 9°.

L'année scolaire se terminera par des exercices publics sur les diverses parties de l'enseignement; il y sera distribué des prix aux élèves qui auront fait le plus de progrès.

Fait et arrêté par nous, membres composant le Jury d'Instruction et les professeurs de l'École Centrale du Département de la Meuse-Inférieure.

À Maëstricht, le 6 fructidor An VI de la République.

CAVENNE
M. VAN HEYLERHOFF
(illisible)
F. CAVELIER

COGNIARD
FORZI
J. P. MINCKELERS
HERMANS

Vu et arrêté par l'Administration Centrale du Département de la Meuse-Inférieure le présent règlement pour être soumis à l'approbation du Directoire Exécutif, conforme à l'article 9 du titre 2 de la loi du 3 brumaire An IV en séance à Maëstricht le 16 fructidor VI^e année républicaine.

CHENARD
S. J. BOUSMART
VINOIX
GERARDI
GIRARD
J. M. REINTJENS, Secr.

Approuvé par le ministre le 25 frimaire An VII (15 décembre 1798), sauf la deuxième partie de l'article 6. Par conséquent les 15 jours de vacances à l'occasion des Assemblées primaires furent supprimés.

(Inv. n° 2451, Ind. n° 7 R 12).

N° 2. PROJET DE RÈGLEMENT INTÉRIEUR POUR L'ÉCOLE CENTRALE DU DÉPARTEMENT DE LA MEUSE-INFÉRIEURE.

Titre 1^{er}.

DES INSCRIPTIONS.

ARTICLE 1^{er}.

Les jeunes gens qui n'auront pas atteint l'âge de 21 ans accomplis, et qui désireront suivre les cours d'enseignement, se feront présenter au secrétariat de l'École par leurs Parents ou d'autres personnes, qui en répondent.

S'ils sont admis, le concierge leur donnera connaissance des lois et règlements de l'école.

ARTICLE 2^o.

Les élèves recevront du concierge un certificat d'inscription qu'ils seront tenus de représenter au portier et aux surveillants des salles, toutes les fois, qu'ils le demanderont jusqu'à ce que l'élève soit connu d'eux.

ARTICLE 3^o.

Les citoyens qui se feront inscrire, acquitteront au moment de l'inscription et entre les mains du bibliothécaire de l'école, le quart de la rétribution que chaque élève doit payer aux termes de l'art. 7 du titre 2 de la loi du 3 brumaire an IV et que l'administration centrale a fixée à 25 francs pour chaque année par son arrêté du. . .

ARTICLE 4^o.

Ceux qui déclareront n'être pas en état de payer ladite rétribution seront renvoyés aux termes de la loi, par devant l'administration centrale qui jugera s'ils sont dans le cas d'en être exemptés.

Titre 2^o.

POLICE DES CLASSES.

ARTICLE 1^{er}.

Les élèves avant d'entrer en classe se muniront de tout ce qui leur sera nécessaire et ne sortiront point pendant la leçon sous prétexte de se procurer ces objets.

ARTICLE 2^o.

Ils ne pourront entrer dans l'enceinte des écoles avec armes ni cannes d'aucune espèce et seront tenus de déposer à la porte celles qu'ils auraient apportées.

ARTICLE 3^o.

Pendant la leçon ils se tiendront assis en silence, si ce n'est quand ils seront appelés ou interrogés par le professeur, sans la permission duquel ils ne pourront sortir de la salle.

Ceux qui arriveront, la leçon commencée, se rendront à leur place sans bruit et sans déranger qui que ce soit.

ARTICLE 4°.

Les élèves ne se qualifieront entre eux que du titre de citoyen; les concierge, portier et tous autres employés de l'école en useront de même à l'égard des élèves, et tous respectivement envers les professeurs.

ARTICLE 5°.

Nul élève ne sera admis à concourir pour les prix qui seront distribués à la fin de l'année ni à soutenir un exercice public s'il n'a suivi le cours avec exactitude.

ARTICLE 6°.

Le surveillant empêchera qu'il ne s'introduise dans la classe d'autres individus que ceux inscrits pour le cours qui s'y fait.

Titre 3°.

POLICE DES COURS ET CORRIDORS.

ARTICLE 1^{er}.

Les élèves ne pourront s'arrêter sous aucun prétexte dans les cours et corridors.

ARTICLE 2°.

Le surveillant des cours fera entrer dans les salles ceux qui arrivent aux leçons et retirera ceux qui en sortent; en cas de résistance il avertira le concierge qui fera son rapport au conseil.

N° 3. PROJET DE RÈGLEMENT POUR LE SERVICE DES EMPLOYÉS DE L'ÉCOLE CENTRALE DU DÉPARTEMENT DE LA MEUSE-INFÉRIEURE.

ARTICLE 1^{er}.

Il y aura pour le service de l'École un concierge, un portier, deux garçons faisant les fonctions de surveillant et deux jardiniers chargés de l'entretien du jardin et en outre deux garçons, l'un attaché à la bibliothèque et l'autre au cabinet de physique.

ARTICLE 2^o.

Le concierge ne pourra s'absenter que pour les affaires de l'École, surtout les matinées, avant et pendant la durée des leçons, tant pour veiller à la police intérieure que pour répondre aux personnes qui peuvent avoir affaire à l'École; toute espèce de commerce lui est interdite.

ARTICLE 3^o.

Les deux garçons surveillants seront à leur poste à 8 heures du matin, et ne pourront s'absenter que dans le cas de maladie; auquel cas ils seront suppléés l'un par l'autre. Ils seront chargés de la propreté des salles.

ARTICLE 4^o.

Les garçons surveillants se tiendront toujours à la portée des classes pour être aux ordres des professeurs en cas de besoin pendant la durée des leçons.

ARTICLE 5^o.

Outre les fonctions ci-dessus, les garçons de surveillance seront aux ordres des professeurs de dessin, de physique et d'histoire naturelle; pour les travaux du muséum, du cabinet des machines, du laboratoire et du cabinet d'histoire naturelle.

ARTICLE 6^o.

Le portier entretiendra la propreté dans la première cour et au devant de la grande porte; il sera toujours à son poste pour voir les personnes qui entreront ou sortiront; recevoir les lettres et avis, et généralement observer toutes les consignes qui lui seront données par le conseil de l'administration relativement à la police de l'École Centrale.

PIÈCE N° III.

TABLEAU D'ÉLÈVES COURONNÉS DE L'ÉCOLE CENTRALE.

(RAM, Inv. n° 2450).

	Nom	Durée des études	Âge	An VII	An VIII	An IX	An X	An XI	An XII
1	Nypels, L. Th.	4	13-16	L.A.	Gr. Gén. L.A.	Gr. Gén. L.A.	Gr. Gén. L.A.		
2	Weys, Bern.	4	15-18	o-o	Math. Gr. Gén.	Math. Gr. Gén.	Math. Phys.-Ch.		
3	Hamoir, Jos.	6	13-18	o-o	Dessin	Dessin	Dessin	Dessin	Dessin
4	Lonneux, L.	4	15-18	Géog.	Gr. Gén. Math. Hist.	Math. Phys.	Math.		
5	Ceuleneer, Ch. van	4	12-15	Dessin	Dessin	o-o	Dessin		
6	Baudoin, Fr.	3		Géog.	Hist.	Hist. Gén.			
7	Perron, Ch. F du	3	12-14	Math	Math. Hist.	Math. Hist. Gén.			
8	Wilde, J. de	3	13-15	o-o	Gr. G. Math. Géog.	Phys Math. Hist.			
9	Rouville, R.	3	11-13	o-o	o-o	Dessin			
10	Nypels, J. M.	5	12-16		Gr. Gén. L.A.	Gr. Gén.	L.A. Hist. Dessin	Gr. Gén. Hist. Dessin	Gr. Gén. Hist.
11	Hermans, M.	5	12-16		Dessin	Dessin	Dessin	Dessin	Dessin
12	Nypels, Dom.	5			Dessin	o-o	o-o	o-o	Gr. Gén. Dessin
13	Wurstijsen, Ch. R. G.	4	9-12		L.A.	L.A.	Gr. Gén. L.A.	L.A.	
14	Wurstijsen, J. H. C.	4	13-16		L.A.	L.A. Dessin	Gr. Gén. L.A.	L.A. Hist.	
15	Chapuis, J. A.	3	16-18		L.A.	L.A.	L.A.		
16	Chassé, H.	4			Gr. Gén. Dessin	o-o	o-o	Dessin	
17	Mengels, H.	4	14-17			Dessin	L.A. Dessin	L.A.	L.A.
18	Wilhelmus, J.	4				Dessin	L.A.	L.A. Dessin	Gr. Gén. L.A. Math.
19	Lavalleye, N	4				Dessin	o-o	Géog.	Hist.
20	Rubin, Jos.	3				Gr. Gén.	Gr. Gén.	Math.	
21	Franquinet, J. L.	3				L.A. Dessin	Math	o-o	
22	Reintjens, P.	3	16-18				Gr. Gén. Hist. Dessin	Gr. Gén. Hist. Dessin	Gr. Gén. L.A. Math. Hist.
23	Cavelier, G.	3					Gr. Gén. L.A. Dessin	Gr. Gén. L.A.	Gr. Gén.
24	Batta, Conr.	3					Dessin	Dessin	Dessin
25	Dresens, J. L.	3					Dessin	Géog. Dessin	Math.
26	Zeguere, G.	3					Dessin	Dessin	Dessin
27	Piersens, J.	3	11-13				Dessin	Dessin	Dessin

Gr. Gén. = Grammaire Générale.
L.A. = Langues Anciennes.
Math. = Mathématiques.
Phys. Ch. = Physique-Chimie.

Géog. = Géographie.
Hist. = Histoire.
o-o = Suivi des cours sans avoir été couronné.

PIÈCE N° IV.

PROGRAMME DES TROIS COURS DE MATHÉMATIQUES OUVERTS EN CE MOMENT À L'ÉCOLE CENTRALE DU DÉPARTEMENT DE LA MEUSE-INFÉRIEURE (An VIII).

(RAM, Inv. n° 2451).

ARITHMÉTIQUE.

Des différents systèmes de numération, de l'addition, soustraction, multiplication et division. Fractions et puissances des nombres; extraction des racines quarrée et cubique; rapports, proportions et règles qui en dérivent.

Règle de trois simples et composées; règles d'intérêt, d'escompte, de compagnie etc.; progressions arithmétiques et géométriques.

Logarithmes. Formation et usage des tables de logarithmes.

Des nouveaux poids et mesures, et des calculs qui leur sont relatifs.

ALGÈBRE.

Notions préliminaires. Opérations analogues à celles de l'arithmétique.

Calcul des exposants, des quantités radicales et des imaginaires.

Des fractions continues. Résolution des équations du 1^{er} et du 2^e degré.

Formule du binome de Newton.

Sommation des progressions arithmétiques et géométriques.

Logarithmes; règles sur le calcul.

Théorie générale des équations; nombre, nature et propriétés de leurs racines; résolution des équations du 3^e en du 4^e degré.

Des méthodes d'approximation. La méthode des diviseurs. De coefficients indéterminés. Des racines égales. De l'extraction des racines en partie rationnelles et en partie incommensurables. De l'analyse indéterminée. Du développement des fonctions en série.

Démonstration de la formule du binome par les principes de La Grange.

GÉOMÉTRIE.

Propriétés des lignes droite et circulaire. Des angles et de leur mesure.

Des figures et de leurs propriétés. Des lignes proportionnelles.

Des surfaces, de leur mesure et de leur comparaison.

Des solides, de leurs surfaces et de leurs solidités, soit absolues, soit relatives. Application de l'algèbre à la géométrie.

Trigonométrie rectiligne et sphérique. Calcul des sinus.

Résolution des triangles.

Construction géométrique des équations déterminées du 1^{er} et du 2^e degré.

Construction géométrique des équations à deux variables.

Théorie des courbes du 2^e ordre ou sections coniques.

Équations des courbes rapportées à un axe quelconque.

Propriétés qui leur sont communes et propriétés particulières à chacune d'elles.

Nota: Suivra l'exposition des principes du calcul différentiel et du calcul intégral, selon les diverses méthodes qui sont connues.

PIÈCE N° V.

PROCÈS-VERBAL DE LA DISTRIBUTION DE PRIX AUX ÉLÈVES DE L'ÉCOLE CENTRALE DU DÉPARTEMENT DE LA MEUSE-INFÉRIEURE.

10 thermidor An VIII—28 juillet 1800.
(RAM, Inv. n° 2450, Ind. n° 282 R 2 Pfr.).

Le Préfet du Département de la Meuse-Inférieure, le Maire de Maëstricht et les professeurs de l'École centrale, désirant donner à la distribution des prix aux élèves de ladite école la plus grande publicité et procéder à cette cérémonie avec tout l'éclat, susceptible d'inspirer à la jeunesse des sentiments d'émulation et d'encouragement, adressèrent le neuf du courant à toutes les autorités, tant civiles que militaires et aux citoyens de cette ville une invitation solennelle de se trouver le lendemain au temple décadaire où la cérémonie devait avoir lieu.

Le dix thermidor à quatre heures après-midi le Général-commandant dans le département, accompagné de l'état-major de la place de Maëstricht et des officiers de la garnison, se rendit à la maison de la Préfecture, d'où le cortège partit, escorté par un détachement d'infanterie, pour se rendre au temple décadaire où un grand nombre de citoyens des deux sexes était déjà rassemblé.

Arrivés au temple, les fonctionnaires publics prirent les places qui leur furent indiquées par un maître de cérémonie, nommé à cet effet; le Préfet, les Conseillers de Préfecture, le Général-commandant et les officiers supérieurs de la garnison, le Maire et ses adjoints, les Présidents des Tribunaux, celui du Conseil général du Département se placèrent sur une estrade, élevée à cet usage.

Les sons harmonieux d'une musique guerrière annoncèrent le commencement de la cérémonie.

Le citoyen Cavenne, membre du jury d'instruction publique, ouvrit la séance par un discours dans lequel il exposa les mesures prises par le Préfet pour améliorer toutes les parties de l'enseignement. Ce discours fut couvert des plus vifs applaudissements.

Le citoyen Forzi, professeur de belles lettres lui succéda et développa particulièrement les avantages des arts et des sciences. Des applaudissements nombreux accueillirent son discours.

Le Secrétaire-Général de Préfecture fit ensuite l'appel des élèves qui furent couronnés et auxquels les prix furent distribués par le Préfet et les chefs des autorités civiles et militaires, dans l'ordre ci-dessous:

GRAMMAIRE GÉNÉRALE.

1^{re} Section.

1^{er} prix: *Dictionnaire de Grammaire et de Littérature*, 6 vol., mérité et obtenu par F. G. Leignes.

2^e prix: BIELFELDT, *Érudition complète*, 3 vol., mérité et obtenu par J. Rubens.
Accessit, mérité et obtenu par R. J. Quieta.

2^e Section.

1^{er} prix: AUBERT, *Ses Œuvres en vers et en prose*, 2 vol., mérité et obtenu par Bernard Wijs.

- 2^e prix: *Dictionnaire des Synonymes*, 1 vol., mérité et obtenu par Lambert Nypels.
 3^e prix: RESTAUT, *Traité de l'orthographe française*, 1 vol., mérité et obtenu par J. M. Dewilde.
 4^e prix: *Grammaire française de Port-Royal*, 1 vol., mérité et obtenu par Jean Nypels.
 5^e prix: *Fables* de LA FONTAINE, 1 vol., mérité et obtenu par Adam de Goy.
 1^{er} Accessit, mérité et obtenu par L. Lonneux.
 2^e Accessit, mérité et obtenu par H. Chasselé.

HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE.

Histoire.

- 1^{er} prix: MABLY, *Observations sur l'histoire de France*, 6 vol., mérité et obtenu par F. Bauduin.
 2^e prix: *Anecdotes Orientales*, 2 vol., mérité et obtenu par Ch. F. du Perron.

Géographie.

- 1^{er} prix: *Histoire du monde primitif*, 2 vol., mérité et obtenu par J. M. Dewilde.
 2^e prix: *Tableau géographique de l'univers*, 4 vol., mérité et obtenu par L. Lonneux.

PHYSIQUE.

BRISSON, *Dictionnaire de Physique*, 3 vol., mérité et obtenu par Antoine Lipkens.

MATHÉMATIQUES.

1^{ère} Section.

- 1^{er} prix: BOSSUT, *Calcul intégral*, 2 vol., mérité et obtenu par Bernard Wijs.
 2^e prix: LE BLOND, *Éléments d'Algèbre*, 1 vol., mérité et obtenu par L. Lonneux.
 3^e prix: *La parfaite intelligence du commerce*, 2 vol., mérité et obtenu par J. M. Dewilde.

2^e Section.

- 1^{er} prix: partagé à mérite égal, savoir
 BOSSUT, *Arithmétique, Algèbre et Géométrie*, 2 vol., à Adam de Goy.
 LACAILLE, *Guide des jeunes mathématiciens*, à Ch. Fr. du Perron.
 2^e prix: partagé à mérite égal entre les deux frères Prisse, chacun un *Traité élémentaire d'arithmétique*, 1 vol.

LANGUES ANCIENNES.

1^{ère} Section.

- 1^{er} prix: SAVERIEN, *Histoire des philosophes anciens*, 5 vol., mérité et obtenu par L. T. Nijpels.
 2^e prix: *Œuvres* de TACITE, 4 vol., mérité et obtenu par G. J. A. Chappuis aîné.

2^e Section.

- 1^{er} prix: *Les Colloques* d'ÉRASME, 3 vol., mérité et obtenu par J. R. C. Wurstijzen.

- 2° prix: *Dictionnaire littéraire*, 3 vol., mérité et obtenu par J. M. Nypels.
Chrétien Rudolf Gottfried Wurstijsen, ayant mérité un prix, son père professeur de langues anciennes a jugé, vu son bas âge, de ne lui décerner qu'une couronne.

DESSIN.

1^{re} classe.

- 1^{er} prix: *Œuvres de Raphael*, MENGES, 2 vol., mérité et obtenu par Adam de Goy.
2° prix: PILES, *Ses Œuvres sur la peinture*, 5 vol., mérité et obtenu par J. Hamoir.
3° prix: MISSON, *Voyage en Italie*, 4 vol., mérité et obtenu par Ch. van Ceuleneer.
4° prix: FÉLIBIEN, *Principes d'architecture, de gravure et de sculpture*, 1 vol., mérité et obtenu par Hermans.

2° classe.

- 1^{er} prix: *Fuite des vestales de Rome*, estampe, mérité et obtenu par Edouard Prisse.
2° prix: WINCKELMAN, *Lettres sur les beaux arts*, 3 vol., mérité et obtenu par Fr. Pieters.
3° prix: *Le marchand de gibier*, estampe, mérité et obtenu par Nicolas van Bokrijck.
4° prix: *L'attente du plaisir*, estampe, mérité et obtenu par H. Chasselé.

3° classe.

- 1^{er} prix: *Hercule et Antée*, estampe, mérité et obtenu par F. Wauthier.
2° prix: DIDEROT, *Essais sur la peinture*, 1 vol., mérité et obtenu par L. F. Chrét. Constantin Timmermans.
3° prix: *Narcisse*, estampe, mérité et obtenu par L. Caussin.

4° classe.

- 1^{er} prix: *Angélique et Médor*, estampe, mérité et obtenu par Lucas Nypels.
2° prix: *Enlèvement d'un convoi*, estampe, mérité et obtenu par Dominique Nypels.

Les scènes les plus attendrissantes augmentèrent l'intérêt de cette cérémonie, lorsque, sur l'invitation du Préfet, les Pères et les Mères des jeunes élèves appelés, eurent la satisfaction de couronner leurs fils de leurs propres mains au milieu des applaudissements prolongés de l'Assemblée.

Parmi les élèves qui ont obtenu les suffrages, on a remarqué avec intérêt deux orphelins des hospices civils de cette ville; l'un d'eux a été couronné par l'épouse du Préfet, ce qui a augmenté la satisfaction publique.

Le Préfet, par l'organe de son secrétaire intime, a terminé la cérémonie, en félicitant les élèves sur leurs triomphes et en les exhortant à marcher avec une nouvelle ardeur dans la glorieuse carrière des Lettres et des Arts.

Sur l'invitation du Préfet, les Autorités, tant civiles que militaires, précédées d'une musique guerrière et accompagnées d'un détachement de la force armée, conduisirent les élèves à la Maison commune, où le Maire leur adressa un discours improvisé très applaudi. Des rafraîchissements, préparés par les soins du Maire, furent offerts aux élèves et à leurs parents présents.

PIECE N° VI.

EXAMEN DE PHARMACIE ET ENRÉGISTREMENT DU DIPLÔME DE J. P. MINCKELERS.

4-6 thermidor An XII—23-25 juillet 1804.
(Liège, Archives de l'État, Fonds Français).

N° 130: RÉGISTRE DES PROCÈS-VERBAUX DU JURY MÉDICAL DU DÉPARTEMENT DE L'OURTHE.

Régistre paraphé par J. Tourdes, professeur à l'École de Médecine de Strasbourg et président des Jurys médicaux de l'arrondissement de Mayence, B. Malaise et L. C. Wery, membres du Jury; F. A. Lazarus, L. Florkin, L. J. Chèvremont et J. C. Herlenvaux, pharmaciens adjoints au Jury.

p. 9: en marge: Minckeler, pharmacien.

1^{er} EXAMEN DU SIEUR MINCKELER.

Ce jourdhuy, quatre thermidor An 12, nous soussignés, composant le Jury médical du Département de l'Ourthe et pharmaciens adjoints audit Jury, après avoir procédé, conformément aux lois des 19 ventôse et 21 germinal an XI au premier examen du sieur Jean Pierre Minckeler, âgé de cinquante-six ans, natif de Maëstricht, Département de la Meuse-Inférieure, muni de pièces qui constatent huit années d'études et d'apprentissage, lequel examen a eu pour objet les principes de la pharmacie, déclarons que ce candidat, ayant satisfait aux questions que nous lui avons faites sur cette matière, est admis au 2^e examen, qui aura lieu le 5 du courant.

Liège, le jour, mois et an que dessus.
(Signatures de tous les membres du Jury, cités ci-dessus).

2^e EXAMEN DU SIEUR MINCKELER.

Ce jourdhuy, cinq thermidor An 12, nous soussignés, composant le Jury médical du Département de l'Ourthe et pharmaciens adjoints audit Jury, après avoir procédé au second examen du sieur Minckeler, lequel examen a eu pour objet la botanique et l'histoire naturelle et drogue simple, déclarons que le candidat, ayant satisfait aux questions que nous lui avons faites sur la matière, est admis au 3^e examen, qui aura lieu le 6 courant.

Liège, le jour, mois et an que dessus.
(Signatures des membres cités ci-dessus).

3^e EXAMEN DU SIEUR MINCKELER.

Ce jourdhuy, 6 thermidor An 12, nous soussignés, composant le Jury médical du Département de l'Ourthe et pharmaciens, adjoints audit Jury, après avoir procédé au 3^e examen du sieur Minckeler, lequel examen a consisté en neuf opérations chimiques et pharmaceutiques, qui lui ont été désignées et qu'il a exécutées lui-même, déclarons que ce candidat, ayant donné, dans cet acte probatoire des preuves de son savoir, est pourvu des connaissances exigibles pour l'exercice de la pharmacie; en conséquence lui sera délivré un titre de réception de pharmacien, conforme au modèle n° 2, annexe à l'arrêté du 20 thermidor An 11.

Liège, le jour, mois et an que dessus.
(Signatures de tous les membres du Jury, cités ci-dessus).

**N° 131: RÉGISTRE D'ENRÉGISTREMENT DES TITRES DES PHARMACIENS
DU DÉPARTEMENT DE L'OURTHE, CONFORMÉMENT À LA LOI DU
21 GERMINAL AN XI.**

**p. 10: Jean Minckelers (Maëstricht), même diplôme, même date, enregistré le
quinze fructidor An treize.**

**(Diplôme délivré par le Jury Médical du Département de l'Ourthe à Liège le six
thermidor An douze, signé par J. Tourdes, commissaire président, de même par les
membres du Jury et les pharmaciens adjoints au Jury, cités plus haut).**

PIÈCE N° VII.

TESTAMENT DE J. P. MINCKELERS.

(Documents de famille de M. Ch. Loomans).

Voor ons *Johan François van Halen*, openbaar notaris te Maastricht residierende, ondergetekend, geadsisteert met de vier getuigen hier na benoemd, gekwalificeerd en ook ondertekend,

compareerde

De Zeer Eerwaarden Heer *Joannes Petrus Minckelers*,

oud professor van den Physica, wonende alhier te Maastricht, in de Heere straat, eenigzins ziek na den lighame, nochtans zijne memorie, verstand en zinnen volkomen magtig en gebruikende, zoo als zulks aan ons ondergetekende notaris en getuigen overtuigend heeft gebleken.

Dewelke in aanzien van de dood en na zijne ziel aan den Almogenden bevolen te hebben, aan ons notaris zijn testament gedikteert heeft als volgt.

Ik begeere dat mijn dood lichaam ter aarde besteed zal worden met eenen kerke-lijken dienst in de parochiale kerk van *Sint Nicolaas* te Maastricht en dat, zonder uitstel, tot laafnis mijner ziel gelezen zullen worden vijf honderd missen ad eenen Gulden Luiksch ider.

Ik wil daar en boven dat terstond na mijne dood, eene somme van *veertig fransche Kronen* tot almoessen tusschen de meestbehoefstigen dezer stad zal uitgedeeld worden. Deze uitdeeling zal gedaan worden bij gelijke portiën in spetie door de Eerwaarde Heeren Pastooren en Kapellanen der vier Parochiën alhier.

Verder overgaande tot het tijdelijke noeme en institueere ik tot mijne generale en universeele erfgename van alle mijne roerende en onroerende goederen, dewelke ik bij mijne dood zal komen na te laten, mijne zuster *Maria Catharina Minckelers*, gesupprimeerde religieuse, bij mij inwonende.

Edoch, zoo mijne genoemde zuster voor mij aflijvig wierd alsdan zal mijne testamentaire dispositie wezen in voege als volgt:

Ik geve en legateere voor af aan *Agnes Silvester*, thans bij mij woonachtig, en mits zij mij tot mijnen sterfdag toe behulpzaam of bij mij zal gebleven zijn, het huis gelegen tegen over mijn woonhuis in de Heere straat, te Maastricht, thans bewoond door de heer Boverard, om door haar, na mijne dood, in vollen eigendom aanvaard te worden.

Ik geve en legateere insgelijks vooraf na mijne dood, in vollen eigendom, aan mijnen Zeer Eerwaarden neef, *Joannes Franciscus Minckelers*, *Pastoor van Driel*, mijn woonhuis met ap en dépendentiën diër, gelegen in de Heere straat te Maastricht, onder de volgende last en voorwaarde, op hem en zijn representanten.

- 1° Dat gezegde Eerwaarden Heer Pastoor jaarlijksch aan de Parochie van *Sint Nikolaas* te Maastricht betalen zal eene somme van zeven en vijftig Guldens Luiksch, om bij middel diër, aldaar jaarlijksch eeuwig duurig, binnen de octave van het Allerheiligste Sacrament, op 's Vrijdags, 's Maandags, 's Dingsdags, 's Woensdags en 's Donderdags, gecelebreert te worden eene plegtige Hoogmisse met expositie van het Allerheiligste Sacrament, door den Eerwaarden Heer Pastoor of iemand door hem gecommitteert, met diaken, subdiaken, orgel en zang. Welke Heeren insgelijks, volgens gewoonte, voor den autaar zullen gelieven te bidden den Miserere en gebruikelijke gebeden voor mijne, mijner

ouders en afgestorvene naaste bloedverwanten zielen. De voorschrevene somme van zeven en vijftig Guldens Luiksch wil ik dat verdeeld zal worden als volgt, te weten: aan den Priester officiant drie guldens; aan den diaken en subdiaken elk eenen gulden; aan den eersten en tweeden zanger als ook aan den organist ider vijftien stuivers. Voorts zullen op den autaar moeten geplaatst worden veertien kaarssen en zal den overschot der gemelde somme uitgereikt worden aan de choralen die gedurende den dienst zullen gezongen hebben. De zelve verdeling wil ik dat ook proportionelijk zal plaats hebben omtrent het jaargetijd vermeld onder N° 3 hier na volgende.

- 2° Dat de gezegde Heer Pastoor van Driel nog jaarlijksch aan den Eerwaarden Heer Pastoor der gezegde Parochie *Sint Nicolaas* betalen zal, eene somme van tachtig Guldens Luiksch, om door hem jaarlijksch besteed te worden tot kleeding der behoeftigen Roomsch-Catholijke kinderen, aangenomen tot de eerste Heilige Communie.
- 3° Dat hij daar en boven jaarlijksch betalen zal de somme van zestien Guldens Luiksch voor een eeuwigduurig jaargetijd in de gezegde Parochiale kerk gedaan te worden, met drie priesters, orgel en zang; en tusschen dezen dienst gecelebreert te worden, vier Leesmissen, ad twintig stuivers Luiksch ider.

En zoo het geschieden mocht, dat mijnen genoemden Neef, *Joannes Franciscus Minckelers* voor mij zoude komen te sterven, of dit legaat niet zoude willen aannemen zal voormeld huis aan mijne hier na te noeme generale erfgenamen aankomen, met den last en conditiën als hier voor uitgedrukt is, op hun en hunne representanten.

Zullende in allen geval het gelegateert huis speciaalijk verpand en gehypothekeert zijn en blijven, tot zekerheid van de jaarlijksche bepaalde prestatien.

Verders noeme en institueere ik voor mijne generale en universeele erfgenamen van de overige goederen welke ik bij mijne dood zal komen na te laten,

- 1° Mijnen gezegden neef *Joannes Franciscus Minckelers* voor een vierde gedeelte;
- 2° De gezegde *Agnes Silvester* ook voor een vierde gedeelte;
- 3° *Joanna* en *Philippina Cleeren*, kinderen van *Hubertus Cleeren* en *Maria Catharina Minckelers* voor een vierde gedeelte; en
- 4° *Catharina Korf*, ongehuwde dogter van *René Korf* en *Maria Elisabeth Minckelers*, insgelijksch voor een vierde gedeelte, edoch zullen vooraf genomen worden
 - 1° de kosten mijner begrafenis;
 - 2° eene somme van drie duizend Guldens Luiksch, om terstond na mijne dood besteed te worden tot het celebreren van drie duizend ziel missen.

Bij geval eener dezer generale erfgenamen voor mij aflijvig wierd, zal zijne portie aan die der andere in evenredigheid aangroijen.

Ik noeme tot executeurs van dit mijn testament, de Heeren *Joannes Paulus Augustinus Jessé*, advocaat, en *Petrus Dominicus Jessé*, notaris, te Maastricht, welke ik verzoeke deze functie te gelieven aan te nemen, onder eenen honoraris overeenkomstig met hunnen staat.

Dit testament wierd aldus door den Heer Comparant gemaakt en gedictieert, door den ondergetekende notaris *van Halen* eigenhandig geschreven, zoo als het zelve gedictieert geworden is, en vervolgens door den gesegden notaris, in tegenwoordigheid der vier adsiserende getuigen klaar en duidelijk, van woord tot woord voorgelezen aan den comparant testateur, dewelke, na dit alles, verklaart heeft den inhoud diër

goed en wel te hebben gehoord, verstaan en begrepen, en daar bij te bleven persisteren als wezende volkomen overeenstemmend met zijnen uitersten wille en intentie.

Gedaan en gepasseert te Maastricht, ten woonhuize van den testateur, in de Heere straat, op heden den *vierden Julij, duizend acht honderd twintig*, omtrent zes uren 's avonds, in tegenwoordigheid van de Heeren *Lotharius Franciscus Lebens*, Kapellaan der Parochiale kerk van *St Nicolaas*; *Agidius Goffin*, Roomsche Priester; *Lambertus Ubaghs*, meester brouwer en *Andreas Pullings*, zonder beroep, alle vier wonende alhier te Maastricht, meerderjarig, van hunne burgerlijke regten genietende, en koninglijken onderdanen, als getuigen hier toe verzocht, en hebben de genoemde getuigen terstond met mij notaris eigenhandig getekend. De heer testateur, na alvorens, door mij notaris geïnterpelleerd te zijn geweest om te tekenen, verklaart hebbende zulks onvermogen te zijn uit hoofde van eene lammigheid aan zijne regterhand. Dit alles na gedane voorlezing.

Waren getekend:

L. F. Lebens, A. Goffin, L. Ubaghs, A. Pullings en J. F. van Halen, notaris.

PIÈCE N° VIII.

ENVOIS D'OBJETS D'ART ET DE SCIENCES.

Il se trouve des renseignements sur les envois de Maëstricht à Paris aux *Archives Nationales* dans la côte F 17, 1276: Transport en France des objets de sciences et d'art de Belgique, de Hollande, d'Allemagne et d'Italie, 1772-1813. Nous en avons isolé les renseignements suivants.

A. LIVRES.

Michel Le Blond, l'un des commissaires à la recherche des objets de sciences et d'art dans la Belgique et dans les pays occupés par les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse

aux Membres composant le Comité d'instruction publique de la Convention Nationale.

„Citoyens Représentants,

J'y ai trouvé (à Maëstricht) cinquante-quatre caisses de livres, déposées furtivement chez les Dominicains de cette ville; ils proviennent de la bibliothèque de la Maison de ville de Liège. J'ai trouvé aussi cachés, dans un grenier de Wight (sic; = Wijk), faubourg de Maëstricht, des livres qui proviennent de la bibliothèque des jésuites anglais de Liège. Le résultat du triage des livres a produit douze caisses. Le triage de la bibliothèque de la ville de Maëstricht en a produit treize. J'ai achevé de remplir quelques-unes de ces caisses avec des volumes choisis dans la bibliothèque des Dominicains de Maëstricht et d'autres volumes que j'avais apportés de l'abbaye de Malmédy.

Je joins ici la récapitulation de tous les envois faits de la Belgique et des pays conquis:

Bruxelles 7 caisses, Malines 24, Liège 18, Aix-la-Chapelle 5, Cologne 25, Bonn 19, Gand 12, Coblenz 50, Maëstricht 79, lesquelles jointes aux 22 caisses, envoyées de Bruxelles par le Représentant du Peuple Laurent forment le nombre de 261 caisses. . .

La principale partie de ces livres consiste en manuscrits en différentes langues et sur divers sujets, en éditions du 15^e siècle, en ouvrages sur les sciences, les arts et l'histoire et en belles éditions d'auteurs classiques.”

La lettre a été écrite à La Haye, le 27 pluviôse an III—15 février 1795.

B. OBJETS DE SCIENCES ET D'ART.

Tableau des envois faits au Gouvernement par les commissaires à la recherche des objets de sciences et d'art dans la Belgique et dans les pays conquis par les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, depuis le 19 fructidor An II—5 septembre 1794, époque de leur départ de Paris jusqu'au 18 pluviôse An III—6 février 1795. Il fut envoyé de Malines, Bruxelles, Liège, Cologne, Bonn, Aix-la-Chapelle et Maëstricht un total de 177 caisses et ballots.

Les renseignements qui se rapportent à Maëstricht se trouvent dans un dossier qui comprend 6 pièces, dressées par le Commissaire Thouin.

En voici le résumé:

LISTE 1: Thouin décrit l'importance de la Montagne du Fort St-Pierre (pétrifications). Il s'étend sur les cultures, spécialement celle de la garance et celle de la chicorée. Ensuite il parle d'une vingtaine d'espèces ou de variétés de

plantes légumières, qui par leur qualité, leur saveur et les dimensions de leurs parties manducables offrent des degrés de supériorité sur celles qui sont cultivées en France.

LISTE 2: Graines de plantes comestibles de fourrages et autres, recueillies dans les environs de Maëstricht (23 espèces différentes).

LISTE 3: Outils et instruments d'agriculture. Elle comprend un assortiment complet d'instruments et de machines d'agriculture et d'économie rurale qui diffèrent des outils français. Il y a 24 espèces d'instruments. La collection comprend de chaque outil deux échantillons, parce que la plupart offrent des variétés de construction.

LISTE 4: Objets du règne végétal, préparés pour l'étude:

A. Fruits et semences (9 pièces provenant e.a. des Indes, des Antilles, de l'Amérique).

B. Bois (7 pièces).

C. Produits des arts faits avec des substances végétales (6 pièces).

LISTE 5: Objets du règne animal:

A. Animaux marins (30 objets, e.a. une tête du poisson „nommé par les Hollandais Haye Snoek”, machoire inférieure et tête entière de crocodiles d'Asie).

B. Animaux terrestres (7 différentes espèces) „Ils ne sont pas très nombreux, mais comme ils sont pour la plupart le produit de climats très éloignés et assez bien conservés, ils serviront avec succès à l'Instruction Nationale”.

Les objets des listes 4 et 5 formaient un cabinet d'histoire naturelle (celui de Hoffman et Roux), tombé au pouvoir de la République moyennant une faible somme qui a été alloué au dernier propriétaire par le représentant du Peuple Frécine.

LISTE 6: État des caisses dans lesquelles sont renfermés les objets d'histoire naturelle et d'agriculture qui font partie de l'envoi de Maëstricht. Expédié le 18 pluviôse An III—6 février 1795.

Inscriptions des caisses:

- | | |
|--|--|
| (1) A. Minéraux, plomb, Calamine. | (16) Histoire naturelle, mélange. |
| (2) B. Plomb, fer, magnésie. | (17) n° 1. Pétrifications de Maëstricht. |
| (3) C. n° 1. Minéraux, cuivres. | (18) n° 2. dito. |
| (4) n° 2. Cuivres. | (19) n° 3. dito. |
| (5) n° 3. Cuivres. | (20) n° 4. dito. |
| (6) D. Mercure. | (21) n° 5. dito. |
| (7) E. Mercure, étain, antimoine. | (22) n° 6. Des ossements. |
| (8) F. Minéraux, fer. | (23) n° 7. dito. |
| (9) G. Minéraux, fer. | (24) n° 8. dito. |
| (10) n° 1. Minéraux divers. | (25) Tortue pétrifiée. |
| (11) n° 2. dito. | (26) dito. |
| (12) n° 3. dito. | (27) dito. |
| (13) n° 4. dito. | (28) Tête pétrifiée d'un crocodile. |
| (14) Marbres, granits, agates, cristaux. | (29) n° 1. Hist. nat. Végétaux, animaux. |
| (15) Cristaux de roche, Quartz, spath. | (30) n° 2. dito. |
| | (31) Os d'une baleine; membre d'un cachalot. |

Total: trente et une caisses, grandes et petites, chargées sur deux caissons et un chariot de poste allemande.

Signé: THOUÏN.

PIÈCE N° IX.

NOTE D'UNE COLLECTION D'INSTRUMENTS DE PHYSIQUE ETC. ¹⁾.

fructidor An VI—septembre 1798.
(RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 695 R 10).

	<i>Prix</i>
1 ^{mo} Une machine pneumatique, qui sert tant à condenser qu'à raréfier l'air, construite par Nairne et Blunt, avec un appareil complet pour	Liv. 1200
2 ^{do} <i>Une machine électrique, à deux plateaux de verre bleu, de 19 Pouces mes. de Rhin de diamètre, montée en bois de mahonie, avec un conducteur en cuivre, et l'appareil pour l'électricité négative. Deux conducteurs en laiton, un de 6 pieds 6 pouces sur 6 pouces de diamètre, l'autre de 6 pieds 3 pouces sur 5¼ pouces de diamètre mes. de Rhin. Un grand et un petit isoloir à pieds de cristal. Une grande bouteille armée avec un électromètre en ivoire, 17 jarres ou bouteilles pour en faire une batterie électrique, chacune de 9¼ pouces de hauteur sur 6½ pouces de diamètre dont quatre sont armées. Une petite presse en bois de mahonie pour incruster l'or sur verre. Un carillon de 6 sonnettes monté sur bois de mahonie. Un petit chasseur qui tire au blanc. Deux arcs conducteurs pour décharger à manche de cristal. Deux électrophores, consistant en deux plats de fer blanc, couverts de matière résineuse de la composition du Prof^r Pickel. N.B. à l'un manque une partie de la matière résineuse. Deux électrophores faits d'étoffe de laine. Un disque ou chapeau d'électrophore en cuivre. Un canon et pistolet à gaz inflammable etc. 152 pieds de chaînes en laiton, une quantité de feuilles d'étain pour garnir des bouteilles électriques et quelques morceaux de tafetas ciré</i> pour	Liv. 240
3° Deux baromètres avec thermomètres attachés en étuis de mahonie pour mesurer les hauteurs des montagnes, construits par Ramsden ... pour	Liv. 192
4° Un grand microscope universel complet de Dellebare avec <i>plusieurs objets. Micromètre. Appareil pour couper de très minces tranches de bois etc.</i> Une loupe en cuivre. Environ 90 petites fioles de même grandeur pour faire une collection de dissolutions salines. L'instruction imprimée de Dellebare et une autre très ample manuscrite que l'auteur n'a jamais publiée. Un microscope pour observer les polypes ... pour	Liv. 168
5° <i>Un microscope solaire, construit en Angleterre avec 6 lentilles. Ce microscope peut aussi servir comme microscope ordinaire</i> pour	Liv. 72
6° Deux aimants artificiels, <i>l'un en grand fer de cheval</i> et l'autre composé de 12 barres	pour Liv. 24
7° <i>Différentes pièces relatives à la mécanique hydraustatique etc., la plupart construites par Musschenbroek</i> pour	Liv. 24
Somme totale	Liv. 1920

¹⁾ Les numéros imprimés en italique sont encore présents dans les cabinets actuels du Lycée et du Collège.

PIÈCE N° X.

ÉTAT DES INSTRUMENTS ET APPAREILS DE PHYSIQUE ET DE
CHIMIE DE L'ÉCOLE CENTRALE ¹⁾).

1^{er} fructidor An XII—19 août 1804.
(RAM, Inv. n° 2451, Ind. n° 1148 R 18 Pfr.).

PHYSIQUE.

- N° 1. Une pompe pneumatique servant tant à condenser qu'à raréfier l'air.
- 2. Un appareil amovible à deux platines.
- * 3. Quatorze *réipients pneumatiques de différentes capacités, en cristal*, dont un grand pour la chute des corps.
- 4. Trois boîtes à cuir.
- * 5. *Deux hémisphères de Magdebourg.*
- 6. Une boîte en laiton avec quatre cylindres en plomb.
- * 7. *Un petit fléau de balance portant une boule en verre et une plus petite en métal pour être placée dans le vide.*
- 8. Deux autres petites balances.
- 9. Un timbre avec rouage.
- 10. Un petit ballon pour démontrer la pesanteur de l'air.
- 11. Une petite syringe en laiton avec un poids en plomb.
- 12. Le Jung-glas.
- 13. Le casse-vessie en cristal.
- 14. Le casse-verre en laiton.
- 15. Appareil en cristal pour une fontaine dans le vide.
- 16. Appareil semblable pour le baromètre dans le vide.
- * 17. *Un thermomètre à mercure.*
- 18. Un microscope de Dellebare.
- * 19. *Une petite machine pour couper du bois.*
- 20. Une lampe en laiton.
- * 21. *Un microscope solaire.*
- * 22. *Deux aimants artificiels.*
- * 23. *La colonne de 's Gravesande avec la suspension et la table de la balance hydrostatique.*
- 24. *Un appareil pour le levier de la 2^e espèce.*
- 25. *Un pour la machine funiculaire.*
- 26. *Un pour les pendules simples et composés.*
- 27. *Un pour le coin.*
- 28. *Un pour la théorie du tour.*
- 29. La petite table de 's Gravesande pour la composition des forces.
- 30. Six poulies en laiton.
- * 31. *Machine électrique à plateaux doubles, dont un hors d'état de servir, avec un petit conducteur en laiton.*
- 32. Deux gros conducteurs en laiton.
- * 33. *Trois petits tableaux en verre.*
- 34. *Un grand et un petit isoloir.*

¹⁾ Les numéros imprimés en italique sont encore présents dans les cabinets actuels du Lycée et du Collège. Les numéros marqués d'un astérisque se trouvent reproduits aux illustrations V, VI et VII.

- * 35. Onze bouteilles revêtues de feuilles d'étain.
- * 36. Un électromètre à cadran.
- 37. Une petite presse en mahonie.
- 38. La machine à décharger de Henley en bois.
- 39. Un petit support et deux platines en laiton.
- 40. Quatre excitateurs.
- * 41. Un carillon.
- * 42. Un petit seau en laiton.
- * 43. Deux plateaux d'électrophore avec un chapeau en laiton.

CHIMIE.

- * N° 1. Un alambic en cuivre, avec chapiteau, bain-marie et serpentain en étain.
- 2. Coquemar en cuivre.
- 3. Une bassine en cuivre.
- 4. Un poëlon en cuivre.
- 5. Un éolipile avec tube s'ajustant à vis, en cuivre.
- 6. Trois chaudières en fer.
- 7. Quatre bains de sable en tôle.
- * 8. Deux mortiers en fonte de fer avec trois pilons.
- 9. Trois spatules en fer.
- 10. Trois pincettes en fer.
- 11. Deux pelles à feu.
- 12. Deux canons de fusils avec un tube recourbé en laiton.
- 13. Un soufflet de forge mis à place.
- 14. Une table d'émailleur.
- 15. Deux fourneaux de réverbère.
- 16. Un fourneau à alambic.
- 17. Un fourneau de Coupelle avec tuyau en tôle.
- 18. Un fourneau pour la décomposition de l'eau.
- 19. Six moufles.
- 20. Deux grandes et deux petites terrines en grès.
- 21. Six creusets de Hesse, dix-huits couvercles.
- 22. Huit têts à rôtir.
- * 23. Dix cornues en grès.
- 24. Douze coupelles.
- 25. Cinquante flacons, bouchés à l'émeri, de différentes capacités, depuis celle d'un demi décilitre jusqu'à celle de deux litres.
- 26. Huit goulots renversés.
- 27. Cinquante matras de différentes capacités.
- 28. Dix-huit flacons à trois tubulures.
- 29. Dix cornues tubulées.
- 30. Trente petites cornues non tubulées.
- 31. Six cloches pour les gaz.
- 32. Trois dito, ouvertes par le haut.
- 33. Six autres de verre commun.
- 34. Cinq ballons à bouchon de cristal.
- 35. Deux ballons à trois tubulures.
- 36. Quatre allonges.
- 37. Deux cucurbites avec leurs chapiteaux.
- 38. Une avec son chapiteau d'une pièce.

39. Quatre bocaux de quatre litres de capacité.
40. Seize bocaux dont trois d'un litre et douze d'un demi litre.
41. Vingt petits bocaux.
42. Quinze entonnoirs de verre de différentes capacités.
43. Six vases pour les pèse-liqueurs.
44. Trois pèse-liqueurs.
45. Deux syphons.
46. Quatre chalumeaux.
47. Dix tubes recourbés à entonnoir.
48. Quatorze capsules en porcelaine.
49. Douze capsules de verre.
50. Un tube gradué avec sa mesure.
51. Un mortier en verre avec son pilon.
52. Une spatule de verre.
53. Une boîte de kilogramme.
54. Deux carrés à filtrer avec un support en bois.
55. Deux tamis de soie et un de crin.
56. Une cuve pneumatique doublée en plomb.
57. Une autre non doublée.
58. Un étau.
59. Un tas d'acier.
60. Une petite bigorne.
61. Deux marteaux dont un en acier.
62. Quatre limes et une rape.
63. Une paire de cisailles et de ciseaux.
64. Un bec de corbin.
65. Une petite tenaille.
66. Une pince plate.
67. Un tranchet de cordonnier.
68. Deux ciseaux de menuisier.
69. Une petite hache à tête de marteau.
70. Deux petites coupes en fer forgé.
71. Sept kilogrammes Acide sulfurique.
72. Trois kilogrammes Acide muriatique.
73. Un demi kilogramme Acide nitrique pur.
74. Un kilogramme Acide nitreux fumant.

Le présent état certifié véritable
 Maëstricht, ce 1^{er} fructidor an XII,
 (signé) MINCKELERS, professeur de physique et de chimie.

TABLE DES ILLUSTRATIONS.

- I. L'église et le couvent des Dominicains avant les sièges de 1793 et 1794. Gravure de 1719, publiée par B. de Jonghe, *Belgium Dominicanum*, Bruxelles, 1719.
- II. Les bâtiments de l'école après la reconstruction de 1805. Dessinés à la plume et mis en couleur par van Gulpen (*Stadsarchief* Maëstricht: van Gulpen, II, f° 34).
- III. Jean Pierre Minckelers. Lithographie de J. de Brabant (Documents de famille de M. Ch. Loomans).
- IV. Statue de J. P. Minckelers et du duc L. E. d'Arenberg, érigée à Heverlé-lez-Louvain le 5 septembre 1948. Sculpteur H. Elstrom.
Le socle porte l'inscription suivante:

Aan
Jan Pieter Minckelers
1748—1824
Professor aan de Universiteit te Leuven
Uitvinder van het steenkolengas
en aan de hertog
Louis Engelbert d'Arenberg
Bijgenaamd De Blinde Hertog zijn Maecenas
1750—1820
- V. Machine électrique et batterie de bouteilles de Leyde. Cabinet de physique, 1798—1804 (N° 31 et 35 de l'inventaire, Appendice, Pièce N° X).
- VI. Alambic en cuivre, deux mortiers en fer, cornue en grès. Cabinet de chimie, 1798—1804 (N° 1, 8, 23 de l'inventaire).
- VII. Instruments de physique. 1^{ère} rangée: N° 22, 33, 42, 41, 19; 2^e rangée: N° 5, 3, 7, 36, 21; 3^e rangée: N° 17, 43, 23.

SOURCES MANUSCRITES.

RYKSARCHIEF, MAËSTRICHT.

Les numéros et les titres renvoient à l'*Inventaris* de M. Hardenberg.

- 9—79a „Indicateur général”, an IV (1796)—1814. 72 deelen.
- 106—129 „Régistres des procès-verbaux de l'administration du département de la Meuse-Inférieure, an IV (1795)—an VIII (1800). 24 deelen.
- 130—133 „Régistres des procès-verbaux de la préfecture du département de la Meuse-Inférieure, an VIII (1800)—an IX (1801). 4 deelen.
- 134—156 Registers van besluiten van de departementale administratie, an IV (1796)—an VIII (1800). 23 deelen.
- 157—180 Registers van besluiten van den prefect en van den „conseil de préfecture”, an VIII (1800)—an XIV (1805). 24 deelen.
- 181—201 Registers van besluiten van den prefect, an XIV (1805)—1814. 21 deelen.
- 295—303 „Lois et arrêtés”, an III (1795)—1814. 9 deelen.
- 805 „Renseignements et notes sur le personnel des ministres du culte catholique, an X (1801)—1812. 1 omslag.
- 859, 860 „Garrottages, assassinats, meurtres, homicides, suicides, infanticides”, an VII (1798)—1813. 2 pakken.
- 863 Dossiers betreffende „police des journaux”, „morale”, „esprit public”, an VIII (1800)—1813. 1 pak.
- 2449, 2450 Ingekomen brieven en stukken en minuten van uitgaande brieven betreffende „instruction publique”, an IV (1796)—1812. 2 pakken.
- 2451 Dossiers betreffende het openbaar onderwijs te Maastricht, an IV (1796)—1812. 1 pak.
- 2452 Dossiers betreffende het openbaar onderwijs en de studiebeurzen, an IV (1796)—1812. Met retroacta. 1 pak.
- 2453 Dossier betreffende het openbaar onderwijs, an IV (1796)—1813. 1 pak.
- 2456 „École centrale. Bibliothèque. Cabinets divers d'instrumens etc.”, an VI (1797)—1813. 1 pak.
- 2457 Dossiers betreffende het openbaar onderwijs, an VIII (1799)—1813. 1 pak.
- 2463 Dossiers betreffende de „École secondaire” te Maastricht, an X (1801)—1812. 1 omslag.
- 2779, 2780 Ingekomen brieven en stukken en minuten van uitgaande brieven betreffende de uitoefening der geneeskunde, pharmacie en vaccinatie, an IX (1800)—1814. 2 pakken.
- 2784 „Régistre aux Procès-verbaux du jury médical du Département de la Meuse-Inférieure, an XIII (1805)—1816. 1 deel.

- 2791 Register ter inschrijving van geneesheeren, apothekers, chirurgijns en vroedvrouwen, an XI (1802)—1811. 1 pak.
 4301 „Rapports décadaires contenant l'état de situation du département”, uitgebracht door den commissaris van het Directoire exécutif aan den minister van Binnenlandsche Zaken, an VI (1797)—an VIII (1800). 1 omslag.

STADSARCHIEF, MAËSTRICHT.

Les numéros et les titres renvoient à l'inventaire du „Nieuw-Archief, N° III:
 Archief van het Stedelijk Athenaeum”.

- 1 Notulenregister, 1804—1809.
 2 id. , 1809—1810.
 3 id. , 1810—1819.
 11 Ingekomen stukken, 1804—1821.
 31 Inventarissen van de voorwerpen, zich bevindend in en toebehorende aan de school, 1805—1835. 1 deel.
 34 In- en uitgaande stukken, bijna uitsluitend van den directeur, ca 1808—1854. 1 omslag.

ARCHIVES NATIONALES, PARIS.

- F 1 a, 423 Collection de documents concernant l'administration départementale et communale (Meuse, Meuse-Inférieure, 1790—1815).
 F 1 c, III Meuse-Inférieure, 1—5 Esprit public et élections.
 F 17, 1088 Musées, collections, bibliothèques, monuments et objets d'art d'Italie, de Belgique, de Hollande, d'Allemagne, d'Illyrie, 1709—1815: Forêts, Jemmapes, Meuse-Inférieure, Ourthe, Sambre-et-Meuse, Zuiderzee.
 F 17, 1276 Transport en France des objets de sciences et d'art de Belgique, de Hollande, d'Allemagne et d'Italie, 1772—1813.
 F 17, 1344, 3 Écoles centrales institués par décret du 17 ventôse an III: organisation, enseignement, personnel. 1793—1806. Généralités.
 F 17, 1344, 22 id., Meurthe à Moselle.
 F 17, 1428 Tableaux du personnel placé sous l'autorité des recteurs (académies, facultés, lycées, collèges, écoles secondaires ecclésiastiques, institutions et pensions), classés par académies, 1812—1814 (Grenoble-Limoges).

ARCHIVES DE L'ÉTAT, LIÈGE.

Les numéros et les titres renvoient à l'inventaire analytique du fonds français.

- 448, 449 École centrale de Liège. Organisation, cours, distributions de prix, admissions gratuites, etc.
 450—452 Lycée de Liège. Organisation, admissions gratuites, pensions et bourses d'études. Corps enseignant.
 453 Écoles secondaires. Généralités. Écoles de Liège, Visé, Herve, Waremme.

ABRÉVIATIONS.

RAM = Rijksarchief, Maëstricht.
 SAM = Stadsarchief, Maëstricht.
 ANP = Archives Nationales, Paris.
 AEL = Archives de l'État, Liège.

LISTE DES PRINCIPAUX OUVRAGES CONSULTÉS.

- Allain, E., *L'œuvre scolaire de la Révolution, Études critiques et documents inédits (1789-1802)*, Paris, 1891.
- Alma, L., *Latijn* dans *Gedenckboek van het Genootschap van Leeraren aan Ned. Gymnasiën (1830-1930)*, Amersfoort, 1930, p. 160-173.
- Bartels, A., *75 jaar Middelbaar Onderwijs (1863-1938)*, Groningen, 1947.
- Bertin, L., *Les premiers emplois du gaz de houille en aérostation — Minckelers 1783 — Lapostolle 1784*, Amiens, 1912.
- Biographie nationale publiée par l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux arts de Belgique*, 27 vol., Bruxelles, 1866-1938.
- Blonden, J., *De bestuursinrichting van het departement der Nedermaas dans Maasgouw*, t. XXXXVI (1931), p. 5-6.
- Blonden, J., *De Latijnsche Stadsschool van Maastricht tot aan hare inrichting als Athenaeum (1804-1817)* dans *Publications de la Société historique et archéologique dans le Limbourg à Maëstricht*, t. LXVIII (1932), p. 21-42.
- Blonden, J., *Wie en wat was Jan Pieter Minckelers* dans *Limburger Koerier*, 21 octobre 1933.
- Boissonnade, P. et Bernard, J., *Histoire du collège et du lycée d'Angoulême*, Angoulême, 1895.
- Bolkestein, G., *De voorgeschiedenis van het Middelbaar Onderwijs (1796-1863)*, Amersfoort, 1914.
- Bolsius, P., *La „Societa Italiana per il Gaz” et la pierre commémorative érigée par elle en l'honneur de Jean Pierre Minckelers*, 's Hertogenbosch, s.d.
- Bolsius, P., *Jan Pieter Minckelers, de uitvinder van het lichtgas* dans *Het Gas*, novembre 1898, p. 364-367.
- Bréal, M., *La tradition du Latin en France* dans *La Revue des Deux Mondes*, t. CV (1891), p. 551-570.
- Brou, A., *Le Dix-huitième siècle littéraire*, 3 vol., Paris, 1923-1927.
- Bulletin des lois de la République française*, 1^{re}-3^e série (an II—an XII), Paris, 1793-1804.
- Bulletin des lois de l'Empire français*, 4^e série (an XII—1814), Paris, 1805-1814.
- Camus, A. G., *Voyage fait dans les départements nouvellement réunis et dans les départements du Bas-Rhin, du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme à la fin de l'An X*, 2 vol., Paris, An XI—1803.
- Cavenne, F. A., *Statistique du département de la Meuse-Inférieure*, Maëstricht, An X—1802.

- Charmot, F., *La pédagogie des Jésuites — Ses principes — Son actualité*, Paris, 1943.
- Compayré, G., *Histoire critique des doctrines de l'éducation en France depuis le 16^e siècle*, 2^e éd., 2 vol., Paris, 1880.
- Cremers, J., *Uit Limburg's verleden en heden* dans *Jaarboek van het Natuurhistorisch Genootschap in Limburg*, 1916, p. 97-116.
- Crémieux, *L'école centrale de l'Indre* dans *La Révolution Française*, t. XXXIII (1897).
- Cuvier, G., *Recherches sur les ossements fossiles*, 2^e éd., 4 vol. en 6 t. et 1 atlas, Paris, 1821-1824.
- Daniel, Ch., *Les Jésuites instituteurs de la jeunesse française au XVII^e et au XVIII^e siècle*, Paris, 1880.
- Daris, J., *Le département de la Meuse-Inférieure pendant la Révolution française dans Histoire du Diocèse et de la Principauté de Liège*, t. IV, p. 3-164.
- Daunou, P., *Essai sur l'instruction publique*, Paris, 1793.
- Delbrel, I., *Les Jésuites et la pédagogie au XVI^e siècle*, Paris, 1884.
- Dreyfus-Brisac, E., *L'instruction publique et la Révolution — Lettre à M. Albert Duruy* dans *Revue internationale de l'Enseignement*, t. III, 1882, p. 332-345.
- Duruy, A., *L'instruction publique et la Révolution*, Paris, 1882.
- Duruy, A., *L'instruction publique et la Révolution — Réponse à M. Edmond Dreyfus-Brisac* dans *Revue internationale de l'Enseignement*, t. III (1882), p. 595-601.
- Durkheim, E., *L'évolution pédagogique en France*, 2 vol., Paris, 1938.
- Ellissen, R., *J. P. Minckelers, inventeur du gaz d'éclairage* dans 75^e Anniversaire de l'Union des ingénieurs sortis des écoles spéciales de l'Université catholique de Louvain (1872-1947), 2 vol., Louvain, 1947, t. I, p. 17-21.
- Endepols, H., *Bijdrage tot de geschiedenis van de taalstrijd bij het onderwijs te Maastricht* dans *Tijdschrift voor Taal en Letteren*, 1938, p. 237-288.
- Eversen, H. P. H., *Het gilde der „Schoensche verderen” en de St Alofskoeken te Maastricht* dans *Publications de la Société historique et archéologique dans le duché de Limbourg*, t. XV (1878), p. 301-330.
- Faujas-Saint-Fond, B., *Histoire naturelle de la montagne de Saint-Pierre de Maëstricht*, Paris, An VII—1799. (Traduit par J. D. Pasteur, *Natuurlijke Historie van den St Pietersberg bij Maastricht*, Amsterdam, 1802).
- Flament, A., *Het bibliotheekwezen te Maastricht en in het bijzonder de stadsbibliotheek van haar ontstaan tot heden — Geschiedkundige inleiding* dans *Catalogus der stadsbibliotheek van Maastricht*, Maastricht, 1888-1889, t. I, p. (17)-(131) avec appendice, p. III-LXXII.
- Flament, A., *Minckelers als uitvinder van het lichtgas uit steenkool bekend bij de geleerde wereld in de 18^e eeuw* dans *Maasgouw*, t. XXVI (1904), p. 41-43.
- Franquinet, G. D., *Histoire des couvents de l'ordre de St-Dominique dans le Limbourg* dans *Annales de la Société Historique et Archéologique à Maëstricht*, t. I (1854-1855), p. 139-182.
- Franquinet, G. D., *Documents relatifs à l'histoire des couvents de l'ordre de St-Dominique dans le Limbourg* dans *Annales de la Société Historique et Archéologique à Maëstricht*, t. I (1854-1855), p. 301-318.
- Geelen, J., *Genealogie van de Familie Minckelers* dans *Maasgouw*, t. XXVI (1904), p. 33-37.
- Guillaume, J., *Les Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de l'Assemblée Législative*, Paris, 1899.
- Guillaume, J., *Les procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention Nationale*, 6 vol., Paris, 1891-1907.
- Haas, M. de, *Bossche scholen van 1629-1795*, 's Hertogenbosch, 1926.

- Habets, J., *Geschiedenis van het tegenwoordige bisdom Roermond en van de bisdommen, die het in deze gewesten zijn voorafgegaan*; voortgezet door Dr. W. Goossens, 4 vol., Roermond, 1875-1927.
- Hardenberg, H., *Inventaris der archieven van het Arrondissement Maastricht en van het Departement van de Nedermaas; met een inleiding over de vorming van het grondgebied en de geschiedenis der bestuursinstellingen* — met medewerking van Dr. F. Nuyens, Den Haag, 1946.
- Heylerhoff, M. van, *Notice sur la bibliothèque de la ville de Maëstricht* dans *Jaarboek voor het hertogdom Limburg*, 1850, p. 264-270.
- Heynen, E., *Maastrichtse drukken (1552-1816)* — *Een bescheiden aanzet tot een Maastrichtse Bibliographie* dans *Publications de la Société historique et archéologique dans le Limbourg*, t. LXXXIII (1947), p. 1-174, t. LXXXIV (1948), p. 1-139.
- Hippeau, C., *L'instruction publique en France pendant la Révolution*, 2 vol., Paris, 1881-1883.
- Homme-sans-jaçon, L', ou Lettres d'un voyageur allant de Paris à Spa*, 2 vol., s.l., 1786.
- Huygen, C. A., *Van graafschap Limburg tot provincie Limburg — Beknopte kronieken der staten, die heerschappij hebben uitgeoefend over gedeelten van het grondgebied, dat tegenwoordig de Provincie Limburg uitmaakt, Gevolgd door een kroniek dier Provincie*, Maastricht, 1949.
- Juste, Th., *Essai sur l'histoire de l'instruction publique en Belgique, depuis les jours les plus reculés jusqu'à nos jours*, Bruxelles, 1844.
- K(alf, J.), *De voormalige Dominicanenkerk en -klooster* dans *De Monumenten van geschiedenis en kunst in de provincie Limburg*; Eerste stuk: *De Monumenten in de gemeente Maastricht*, 2^e afl., 's Gravenhage, 1930, p. 164-188.
- Kan, J. B., *Geschiedenis van het Erasmiaans Gymnasium*, Rotterdam, 1884.
- Kessen, A., *Herleidingstabellen der Fransch-Republikeinsche tijdrekening*, Maastricht, 1937.
- Kessen, A., „*Het Fransche boek te Maastricht*” dans *Bibliotheekleven*, t. XXIV (1939), p. 4-10.
- Koninklijk Athenaeum, Het*, 1804-1864 dans *Gedenkboek Stedelijk Gymnasium*, Maastricht, 1939, p. 23-33.
- Lanzac de Laborie, L. de, *La domination française en Belgique: Directoire, Consulat, Empire*, 2 vol., Paris, 1895.
- Legrand, L., *La Révolution française en Hollande*, Paris, 1895.
- Liard, L., *L'enseignement supérieur en France (1789-1893)*, 2 vol., Paris, 1888-1894.
- Loomans, P., *Genealogie der Familie Minckelers, getrokken uit de authentieke doop-, huwelijks- en sterfregisters der steden Maastricht en Luik*, Maastricht, 1904.
- Madelin, L., *Le premier son de cloche de la Révolution (1743-1754)* dans *Revue des Deux Mondes*, t. XIX (1924), p. 401-428.
- Malet, A., *Les créations scolaires et scientifiques de la Révolution* dans Lavis et Rambaud, *Histoire générale*, Paris 1896, t. VIII.
- Martens, M., *Nécrologie de J. P. Minckelers* dans *Journal de la province de Limbourg*, 7 juillet 1824 — reproduite dans *Maasgouw* t. XXVI (1904).
- Merkle, S., *Die katholische Beurteilung des Aufklärungszeitalters*, Berlin, 1909.
- Minkelers, J. P. *Mémoire sur l'air inflammable tiré de différentes substances*, Louvain, 1784.
- Morren, Ch., *L'invention de l'éclairage au gaz* dans *Bulletin de l'Académie royale des sciences et belles lettres de Bruxelles*, t. II (1835).

- Morren, Ch., *Notice sur la vie et les travaux de Jean Pierre Minckelers dans Annuaire de l'Académie royale des sciences et belles lettres de Bruxelles*, t. V (1839). Le même article, enrichi de notes, se trouve dans *Annuaire de l'université catholique de Louvain*, t. III (1839), p. 225-241.
- Nauwelaerts, M. A., *De oude Latijnsche school van Breda*, 's Hertogenbosch, 1945.
- Nieuw Nederlandsch Biographisch woordenboek*, 9 vol., Leiden, 1911-19.
- Notermans, J., *Toneel in de Maasgouw van ± 1100 tot ± 1800*, 2^e éd., s.l., s.d.
- Omverhakking van den Vrijheidsboom te Beverloo (Canton Beeringen), frimaire An VIII—novembre 1799) en planting van een nieuwen*, dans *Maasgouw*, t. XV (1893) p. 49-51.
- Palm, J. H. van der, *Memorie van den agent der nationale opvoeding*, Leiden, 1854.
- Pariset, G., *La Révolution (1792-1799)* dans E. Lavis, *Histoire de France contemporaine*, 10 vol., Paris, 1920, t. II.
- Paulsen, F., *Geschichte des gelehrten Unterrichts auf den deutschen Schulen und Universitäten vom Ausgang des Mittelalters bis zur Gegenwart*; Mit besonderer Rücksicht auf den klassischen Unterricht. Dritte, erweiterte Auflage, herausgegeben und in einem Anhang fortgesetzt von R. Lehman, 2 T., Leipzig, 1919-1921.
- Pellison, *L'école centrale de Périgueux dans La Révolution française*, t. XXIX (1895).
- Perquin, N., *De weg naar de Universiteit*, Haarlem, s.d.
- Picavet, F., *Les Idéologues*, Paris, 1891.
- Pouillet, P., *Les institutions françaises de 1795-1814 — Essai sur les origines des institutions belges contemporaines*, Paris, 1907.
- Prick, W., *C. F. de Nélis, un homme d'Église libéral au „Siècle des Lumières” (1736-1798)*, Nancy, 1942.
- Prick, W., *Bisschop Nélis, vriend van Brabants Katholieken*, Utrecht, 1948.
- Procès-verbaux de la distribution des prix aux élèves de l'École Centrale (an VII-1799—an XII-1804)*, Maastricht, s.d.
- Ras, J. de, *Historisch verslag over Joannes Petrus Minckelers*, dans *Maasgouw*, t. XIX (1897), p. 57-60, 61-62.
- Ratio atque institutio studiorum Societatis Jesu, Romae, MDCVI.*
- Riemens, K. J., *Esquisse historique de l'enseignement du français en Hollande du XVI^e au XIX^e siècle*, Leyde, 1919.
- Rondonneau, L., *Collection générale des lois depuis 1789 jusqu'au 1^{er} avril 1814*, 12 vol., Paris, 1817.
- Rousseau, J. J., *Émile*, Paris, 1782.
- Schmidt, Ch., *La réforme de l'Université impériale en 1811*, Paris, 1905.
- Schoengen, M., *Geschiedenis van het onderwijs in Nederland*, Amsterdam, 1911-1912.
- Sicard, A., *Les études classiques avant la Révolution*, Paris, 1887.
- Sluys, A., *Geschiedenis van het onderwijs in de drie graden in België tijdens de Fransche overheersching en onder de regeering van Willem I*, Gent, 1913.
- Sloots, C., *Haga Mariana — Bisschoppelijk college Weert — 1648-1948 — 300 jaar onderwijsgeschiedenis*, Roozendaal, 1948.
- Smeets, F., *Hoe onze Gemeente-H.B.S. tot stand kwam* dans *Gedenkboek der Gemeentelijke Hoogere Burgerschool te Maastricht*, Maastricht, 1939.
- Smet, P. de, *Herdenking van de tweehonderdste verjaardag van de geboorte van Minckelers*, discours prononcé à Maastricht le 19 décembre 1948.
- Stegeman, H., *Het Protestantisch onderwijs te Maastricht tot 1794* dans *Gedenkboek der Nederlandsche Hervormde Gemeente van Maastricht (1632-1932)*, Maastricht, 1932.
- Troeltsch, E., *Die Aufklärung* dans *Gesammelte Schriften*, Tübingen, 1925, t. IV.

- Velde, A. J. J. van de, *Jan Pieter Minckelers en het steenkoolgas — Bij de twee-eeuwse verjaring van Minckelers' geboorte*, Brussel, 1948.
- Verdedigingsschrift van Charles Clément Roemers, oud-agent der centrale administratie en oud lid der „Cinq Cents”, van zijn gedrag gedurende het Fransche bewind dans Maasgouw, t. XIX (1897), p. 9-11, 13-15, 17-19, 22-23.
- Verhaegen, P., *La Belgique sous la domination française (1792-1814)*, 5 vol., Bruxelles-Paris, 1922-1929.
- Villat, L., *La Révolution et l'Empire (1789-1815)*, 2 vol., Paris, 1936.
- Zoepfl, F., *Die Aufklärung dans Deutsche Kulturgeschichte*, Freiburg (i.B.), 1930, t. II.
- Wit, J. J. de en A. J. A. Flament, *De vorming der heerschappijen op het grondgebied in Limburg of die zich daarover hebben uitgestrekt van de Romeinsche overheersching tot 1814-1817* dans *Publications de la Société historique et archéologique dans le Limbourg*, t. XXXVII (1917), p. 1-259.

INDEX ALPHABÉTIQUE. ¹⁾

A

Achel, 86.
Aigrefeuille, d', 123.
Aix-la-Chapelle, 38, 52, 92.
Allemagne, 18, 34, 67, 118, 124, 150.
Amby, 86.
Anvers, 15, 62, 85, 87, 109.
Arenberg, Louis E. d', 97, 98, 103.
Aristote, 115.
Athènes, 78.
Aubée, J. E., 107.
Autriche, 18.

B

Babut, 85.
Batave, République —, 14, 46, 52, 54, 62, 127, 142.
Batta, C., 71, 85, 87.
Bauduin, Dominique, 59, 74, 88, 89, **91**, 106.
Bauduin, F., 74, 85, 87.
Bauzée, 78.
Bécays-Ferrand de la Caussade, J. H., voir: Ferrand.
Beek, 86.
Belgique, 14, 36, 38, 116, 118, 130.
Bénézech, 111.
Berden, Fr., 53.
Beringen, 43, 50, 86.
Bezout, 123.
Bilsen, 49, 90.
Bocholt, 54.

Boèce, 76, 115.
Bolsius, P., 102.
Bonaparte, Lucien, 138.
Bonaparte, Napoléon, voir: Napoléon.
Bonhomme, P., 144.
Bonnemayers, J. H., 41, 105.
Bouchaute, van, 97.
Boulangier, 62.
Bree, 39, 40, 43.
Broekx, 54.
Bruges, 15, 87.
Brunswick, duc de, 94.
Bruxelles, 15, 38, 67, 87, 98-100, 102, 110.
Buffon, 123.
Bunde, 86.

C

Caminade, 76.
Campine, la, 50.
Camus, A. G., 124, 125, 138.
Caussin, 85.
Cavelier, F., 59, 84, 88, **93**, 109, 112-115, 117-119, 122-126, 134.
Cavelier, G., 75, 87.
Cavenne, 44, 46, 48, 49, 57, 58, 60, 83, 84, 88, 132, 133.
César, 72, 115.
Ceuleneer, Ch. van, 72, 85, 87.
Ceuleneer, van, 133.
Chapuis, 84.
Chapuis, J. A., 72.
Chasselé, 85.

¹⁾ Cet index contient les noms de personnes et les noms géographiques, excepté ceux qui se trouvent dans l'appendice. Les chiffres marqués en caractères gras renvoient aux renseignements biographiques.

L'index a été établi par M^{lle} E. Nuyens.

Châteauroux, 71.
 Chaucouvert, 85.
 Chenard, 60, 79.
 Cicéron, 14, 73, 115.
 Coenegracht, N., 144.
 Cogniard, Jean-Baptiste, 59, 60, 75, 78,
 88, **92-93**, 94, 104.
 Colpin, 101.
 Compayré, G., 32.
 Condillac, 29, 74, 75, 78, 123.
 Condorcet, 20, 21, 34.
 Conybeare, 130.
 Cout de Gibelin, 78.
 Crahay, H. G., 108, 139, 140.
 Crahay, J. G., 101, 139.
 Cruts (chanoine), 107, 108.
 Cruts (procureur du roi), 99.
 Cuvier, 14, 128, 130.
 Cyrus, 139.

D

Daniels, J., 108.
 Daunou, 23, 24, 80, 91.
 Degoy, 85.
 Delille, 76.
 Demeer, 62.
 Denis, A. M., 96.
 Desmousseaux, 91.
 Deux-Nèthes (département), 62, 85, 87.
 Dewez, 99.
 Dey, 98.
 Didden, 62.
 Domfront, 93.
 Douai, 91.
 Dreppe, 88.
 Drouin, 130.
 Duhuy, W. J., 62.
 Dukkens, 145.
 Dumarsais, 78.
 Dumouriez, 38.
 Durkheim, E., 16.
 Duruy, A., 26, 27.
 Dyle (département), 87.

E

Ellissen, R., 98.
 Elmpt, 86.
 Emaël, 86.
 Endts, J. Th., 42, 85, 142, 144, 145.

Épictète, 76.
 Épinal, 29.
 Érasme, 73.
 Ésopé, 115.
 Essers, C. F., 42, 95, 142.
 Eysden, 86.

F

Faber, F., 77.
 Faujas-Saint-Fond, B., 90, 98, 116, 130.
 Fauquemont, 45, 141.
 Ferrand, 44, 54, 82, 127, 129.
 Flament, A. J., 117, 118, 125.
 Fontanes, 30.
 Forzi, 59, 60, 66, 68, 76, 78, 81, 88,
91-92, 109, 114, 148.
 Fourcroy, 146.
 France, 9-11, 14, 17, 18, 34, 35, 37-39,
 51, 54, 55, 58, 76, 98, 117, 118, 128.
 François (de Neufchâteau), 33, 69, 79,
 96, 120, 127.
 Franquinet, 85.
 Frécine, 116, 130.

G

Gand, 15.
 Geel, 96.
 Girard (commissaire central), 44-53,
 59, 89.
 Girard, 76, 78.
 Godin, 130.
 Goudin, 29.
 Gulikers, A., 41, 105, 146.

H

Hamoir, J., 72, 87.
 Hanf, 46, 47, 59, 60, 66, 68, 76, 78, 81,
 88, 89, **92**, 104, 109, 148.
 Hardenberg, H., 11.
 Harlem, 130.
 Hasselt, 39, 42, 48, 50, 53, 77, 113.
 Haüy, 129.
 Heerlen, 107.
 Heers, 51.
 Herck-la-ville, 50.
 Hermans, L., 62.
 Hermans, M. (professeur), 58, 71, 88,
 89, **90-91**, 128, 129, 131, 138.

Hermans, M., 72, 85, 87.
 Hérodote, 115.
 Heuvel, L. G. van den, 141, 142.
 Héverlé, 98, 103.
 Heylerhoff, M. van, 57, 88.
 Heythuysen, 46, 92.
 Hoffmann, 130.
 Hollande, 14, 31, 33-35, 37, 46, 67, 118.
 Hollard, G., 140.
 Homère, 115.
 Horace, 115.
 Houthem, 86.
 Hulthem, van, 98.

I

Italie, 90.

J

Jacquemont, 146.
 Jansen, 62.
 Jemappes, 131.
 Jessé, J. P. A., 40-42.
 Jonghe, B. de, 134.
 Joseph II, 15, 16, 99, 108-110.
 Juste Lipse, 115.

K

Kamper, A. G., 130.
 Kamper, P., 130.
 Karr, 53.
 Keil, 124.
 Kemp, C., 128.
 Kléber, 38.
 Koninxheim, 53.

L

Lacépède, 127-130.
 La Fontaine, 76.
 Lagé, 28.
 La Haye, 16, 95, 118, 141.
 Lakanal, 21, 22, 24.
 Lambilot, 59, 62, 88, 93.
 Langenacker, A. van, 58, 60, 64, 68, 70, 88, 90.
 Larocq, de, 131.
 Launay, de, 72.

Leblond, M., 116, 118.
 Lebon, 98.
 Lebroussart, 14.
 Lebrun, 37.
 Leclerc, 110.
 Leignes, F. G., 85.
 Lemaigre, voir: Stevens, Corn.
 Lennep, van, 33.
 Léopold II, 16, 99.
 Letourneux, 143.
 Leuning, J. L., 41.
 Liège, 10, 34, 35, 48, 55, 67, 71, 73, 77, 86-88, 91, 93, 94, 97, 101, 107, 126, 131, 141.
 Liger, 85.
 Limbourg, 10, 11, 34, 38, 67, 76, 102.
 Limburg, 150.
 Limpens, de, 108.
 Lipkens, 85.
 Lonneux, L., 73, 87.
 Loomans, Ch., 103.
 Louvain, 16, 59, 62, 77, 96, 97, 99, 103, 105, 109, 139.
 Loysel, P. (préfet), 44, 54-56, 80, 128, 129, 138-140, 142.
 Loysel, 131.
 Lucain, 115.
 Lucien, 115.
 Luxembourg, 15.
 Lys (département), 87.

M

Maëseyck, 39, 43, 86, 113.
 Malines, 48.
 Malmédy, 118.
 Marie-Thérèse, 14, 15.
 Martens, 102.
 Martial, 115.
 Maugirard, 124, 125.
 Méan, Mgr. F. A. de, 107.
 Mechelen, 86.
 Meerssen, 86, 103.
 Membrede, 57, 116, 117.
 Mengels, H., 72.
 Michiels, 57.
 Millen, 86, 92.
 Millot, 74.
 Minckelaers, Lenardt, 96.
 Minckeler, Mathys, 96.
 Minckelers, François, 96.

Minckelers, Jean Pierre, 57, 59-60, 74,
88, **96-110**, 122, 127-131, 139, 149.
Minckelers, Laurent, 96.
Misset, 85.
Monachon, E., 41, 42, 53, 141, 144.
Morren, Ch., 97, 98.
Munsterbilsen, 42, 90.
Murdoch, 98.

N

Namur, 15, 55, 87.
Napoléon, 30, 33, 39, 53, 121, 149.
Nedercruchten, 48, 86, 91.
Neerwinden, 38.
Nélis, C. F. de, 14, 109.
Neny, comte de, 14.
Nepos, Corn., 72.
Noël, J., 14.
Nypels, 84, 122.
Nypels, Dominique, 72, 75, 85.
Nypels, J. M., 72, 74, 75, 85, 87.
Nypels, L. Th., 72, 75, 85.

O

Olivet, 78.
Orbesson, d', 76.
Orne, 93.
Ourthe (département), 35, 87, 91, 94,
101.
Outre-Meuse (les pays d'-), 141.
Ovide, 115.

P

Panhuysen, G., 38.
Panning, 94, 95.
Paris, 11, 14, 26, 56, 70, 83, 89, 90, 92,
93, 116-118, 120, 122, 124-130.
Partouns, H. L., 41, 56.
Passais, 93.
Pastor, F. P., 127.
Pays-Bas, 10, 14, 34, 77, 109, 150.
Penners, D., 107.
Perron, du, 85.
Perron, Ch. Fr. du, 73.
Piersens, J. (administrateur municipal),
41, 144.
Piersens, J., 72, 85, 87.
Pieters, 85.

Platon, 115.
Plaute, 115.
Pline, 115.
Pluche, 76.
Plutarque, 115.
Port Royal, 14, 27.
Pritchett, H. S., 31.
Prusse, 46, 67.

Q

Quetelet, 101.
Quinette, 25.
Quinte-Curce, 14, 73.
Quintilien, 115.

R

Ras, J. de, 99.
Reckheim, 113.
Rédon, 121.
Reintjens, 84.
Reintjens, P. A., 74, 75, 87.
Renette, 133.
Restaut, 76.
Rigano, 60.
Roberts, 62.
Robespierre, 29.
Roches, J. des, 14.
Roederer, 146.
Roemers (l'abbé), 108, 133, 139.
Roemers, Ch., 91, 96, 116, 123.
Roër (département), 52, 92.
Roggiéri, 44, 100.
Rogier, 51, 52.
Rolduc, 45, 108, 113, 141.
Rome, 78.
Romme, 20.
Roubaud, 76.
Rougrave, de, 107.
Rousseau, Jean-Jacques, 29, 78-80.
Roux, J. M., 56.
Ruremonde, 15, 38-40, 43, 48, 50, 55,
77, 86, 107, 113.
Ryckhoven, 113.

S

Saint-Omer, 91.
Saint-Pierre (montagne), 127, 130.
Saint-Trond, 42, 48, 77.

Salluste, 115.
 Sambre-et-Meuse (département), 87.
 Sauer, 90, 127.
 Saussure, 101.
 Saverien, 72.
 Scanie (Suède), 96.
 Schaesberg, 108.
 Schin-sur-Geul, 86.
 Sénèque, 115.
 Sicard, 75.
 Sichen, 127, 129, 130.
 Smeets, J., 131.
 Smet, P. de, 98.
 Soiron, 85.
 Sparte, 78.
 Stevens, Corneille
 (pseudonyme: Lemaigre), 55.
 Suède, 96.
 Sussen, 131.
 Swinden, van, 14.

T

Tacite, 73, 115.
 Talleyrand, 20.
 Térance, 72, 115.
 Teyler, 130.
 Thomas, Charles Philippe, 62, 73, **93-94**, 104, 149.
 Thorbecke, 34.
 Thorn, 86.
 Thouïin, 116.
 Thysbaert, 97.
 Tite-Live, 115.
 Tongres, 42, 53, 77, 124.
 Turin, 103.
 Turpin de Crissé, 76.

U

Utrecht, 94.

V

Valkenswaard, 127.
 Vanières, 72.
 Velde, Mgr J.-B. R. van, 107.
 Venlo, 38, 39, 43, 77, 113.
 Verloo(y), J. B. C., 77.
 Virgile, 14, 72, 76, 115.
 Vlieckx, 57.
 Voermanek, 144, 145.
 Voltaire, 74.

W

Wailly, 76.
 Weert, 43, 113.
 Wegberg, 86.
 Weys, Bernard, 73, 87, 93.
 Wilde, J. de, 87.
 Wilhelmus, J. A., 72, 85.
 Wurstijsen, Chr. R. G., 72, 87.
 Wurstijsen, J. R. C., 72, 87.
 Wurstijsen, J. A., 94.
 Wurstijsen, J. R., 42, 59, 72, 73, 84, 85, 88, **94-96**, 106, 114, 123, 142.
 Wynants, M., 139, 140, 143.

X

Xénophon, 115.

Z

Zeguers, G., 72, 85, 87.

STELLINGEN

I

De afbraak van de oude Latijnse scholen en de stichting van de Ecoles Centrales door de Franse Revolutie beoordeelt Duruy te weinig vanuit de 18^e-eeuwse geestesgesteldheid.

(A. Duruy, *L'instruction publique et la Révolution*, Paris, 1882).

II

Ondanks de handhaving van de Oude Talen in haar programma stelde de Ecole Centrale zich geenszins ten doel een humanistische vorming te geven, maar wilde ze een maatschappijsschool zijn.

III

De verklaring, die Durkheim geeft van het lot der Ecoles Centrales, is onbevredigend, omdat hij de didactische critiek verwaarloost en de godsdienstige bezwaren over het hoofd ziet.

(E. Durkheim, *L'évolution pédagogique en France*, 2 vol., Paris, 1938).

IV

De taalwet, zoals die door de Nationale Conventie uitgevaardigd werd, had geen imperialistische strekking en was niet bedoeld om vreemde streken te romaniseren.

V

Bij het verzet tegen de Franse overheersing in het departement van de Nedermaas speelden nationale motieven geen beslissende rol.

VI

De organisatie van het onderwijs onder Napoleon in 1802 herstelde het humanistisch onderwijs, maar hief de pas gestichte maatschappijsscholen op en veroorzaakte een vertraging van enkele decennien in een doeltreffende regeling van het Middelbaar Onderwijs.

VII

In plaats van het onderwijs te bevorderen heeft de Université Impériale, waartoe het *Collège de Maëstricht* van 1808 tot 1814 behoorde, zich vrijwel uitsluitend beijverd zoveel mogelijk finantieel voordeel te trekken uit de Maastrichtse school. Dit „régime de fiscalité” is de grootste hinderpaal geweest bij de ontwikkeling van de jonge inrichting.

VIII

Ondanks de bewondering, die Jean-Pierre Camus, Bisschop van Bellay, in zijn jeugdwerk *Diversitez* (1602-1609) aan den dag legt voor de *Essais*, welke hij vrijwel kritiekloos navolgt, is zijn humanisme reeds vanaf het begin meer bewust christelijk dan dat van Montaigne.

IX

De verkennerbeweging, die een beweging van jonge mensen wil zijn, zal ook met het hoogst gestemde ideaal geen vat hebben op de jeugd, wanneer zij uitgaat van dit hoge ideaal, abstract voorgesteld. Slechts wanneer zij het enthousiasme voor het spel handhaaft en zo haar ideaal concretiseert in een jongensachtige vorm, zal zij haar doel bereiken.

X

Daar het verkennen opgevat kan worden als een spel, dat het pelgrims-motief bevat, het thema van de man op tocht, die, niet bang voor risico's, een hoog ideaal nastreeft, is het spel van verkennen bijzonder geschikt om door een oer-christelijke pelgrimsmentaliteit te worden geïnspireerd.

XI

De methode van opleiden, die in de O.V.S. (Ondergrondse Vak-Scholen) van de Nederlandse Steenkolenmijnen wordt toegepast, vormt een onder de huidige omstandigheden opmerkenswaardige poging tot „aanvulling van de opvoedingstaak van het gezin.”

XII

De noodzaak om de fictie van taalvaardigheid te handhaven bij het mondeling eindexamen van de H.B.S. belet de leraren in de vreemde talen de meest vormende elementen van de talenstudie tot hun recht te laten komen.

En L. me
(coll. de ...)



